

L'ADMINISTRATION ÉPISCOPALE DE STRASBOURG

AU MOYEN AGE¹

L'histoire des villes épiscopales du Rhin offre un parallélisme frappant. Dans toutes ces cités, le pouvoir appartenait, vers le milieu du x^e siècle, aux évêques ; au XIII^e siècle, les villes acquièrent, les unes une indépendance presque complète, comme Strasbourg et Bâle, les autres une autonomie plus ou moins large. La destruction du pouvoir épiscopal fut le résultat de luttes longues et parfois sanglantes. Les principaux épisodes coïncident avec les périodes de crise du pouvoir impérial : querelle des investitures, lutte entre Philippe de Souabe et Otton IV, guerre entre Otton IV et Frédéric II. En général, la conquête de l'indépendance se fit en plusieurs étapes. Dans cet ensemble, l'histoire de Strasbourg est caractérisée par ce fait que, jusqu'au milieu du XIII^e siècle, l'autorité de l'évêque resta incontestée pratiquement, sauf un mouvement de résistance, vers 1200, dont l'évêque vint assez facilement à bout, au moins au point de vue légal. Brusquement, l'élection de l'évêque Walther de Geroldseck provoqua un conflit violent qui dura à peine un an (1261-1262), et une seule bataille, celle de Hausbergen, le 8 mars 1262, le décida en faveur de la ville. Celle-ci acquit du premier coup une indépendance que les autres villes n'obtinrent que plus tard ou pas du tout. La longue patience des habitants à supporter la domination de l'évêque et leur victoire rapide et complète s'expliquent par le fait que, tout en laissant intact au point de vue formel les droits de l'évêque et de ses fonctionnaires, les bourgeois les avaient vidés de

1. La question des villes épiscopales du Rhin, traitée dans les ouvrages classiques de G. von Below, Hegel, Keutgen et Rietschel, a été reprise dans la thèse de E. Rütimeyer : *Stadtherr und Stadtbürgerschaft in den rheinischen Bischofsstädten* (*Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, Beiheft XIII).

Les documents relatifs à Strasbourg sont presque tous réunis dans les deux recueils suivants : *Urkundenbuch der Stadt Strassburg*, éd. par Wiegand et Wolfram, 7 vol. (cité *U. B.*) ; *Regesten der Bischöfe von Strassburg*, éd. par P. Wentzcke, A. Hessel, M. Krebs (cité *Reg.*).

leur substance et s'étaient emparés depuis longtemps de l'administration effective de la ville. Le changement réalisé en 1262 marqua simplement la disparition de l'antique façade, derrière laquelle un nouvel édifice avait été élevé ; seules quelques pierres enchâssées dans la nouvelle construction témoignèrent de la construction primitive.

I

L'autorité de l'évêque avait son origine dans les priviléges d'immunité des empereurs saxons du x^e siècle. Ils interdirent l'accès de la ville fortifiée (*civitas*) et des faubourgs au comte impérial et à ses agents, et ils firent de ce territoire une circonscription judiciaire spéciale, dont l'administration fut confiée à l'évêque. Le plus ancien privilège d'immunité en faveur de l'église de Strasbourg qui soit conservé a été accordé en 982 par l'empereur Otton II à l'évêque Archambaud ; mais il n'est que la confirmation d'une immunité accordée antérieurement qui a été perdue¹ !

Le premier statut municipal, rédigé dans la seconde moitié du XII^e siècle, montre que, pendant deux cents ans, l'évêque a su conserver ses pouvoirs à peu près intacts. Le statut donne une image assez précise de l'administration épiscopale². Celle-ci, quoique bien rudimentaire encore, était pourtant assez développée déjà pour qu'il ait été nécessaire de créer des fonctionnaires spécialisés.

Le voué, en vertu du ban que l'empereur lui avait conféré, exerçait la haute justice au nom et à la place de l'évêque, à qui son ministère ecclésiastique interdit de verser du sang. A vrai dire, il n'était pas un officier épiscopal et il n'intervenait pas dans l'administration de la ville. Les voués furent choisis parmi les grands seigneurs de l'Alsace et leur dignité devint rapidement héréditaire.

L'administration proprement dite était dirigée, au nom de l'évêque, par quatre officiers : le prévôt, le burgrave, le péager et le maître de la monnaie³.

Le prévôt était le juge ordinaire de la ville. Il connaissait des affaires

1. « Ne aliquis dux vel comes aut vicarius vel aliqua judicaria potestas infra praefatam Argentinam civitatem, vel in suburbio ipsius civitatis aliquod placitum vel districtum habere praesumat, nisi ille quem episcopus ejusdem civitatis sibi advocatum elegerit. » *U. B.*, I, p. 36-37.

2. *U. B.*, I, Nr. 616, p. 467 et suiv.

3. *Ibid.*, art. 7 : « Quatuor autem officiatus in quibus urbis gubernatio consistit episcopus manu sua investit, scilicet scultetum, burcgravium, thelonearium et monete magistrum. »

civiles et des délits ; il pouvait infliger des amendes jusqu'à 30 sous et des châtiments corporels, excepté l'ablation des mains¹.

Le burgrave avait pour mission principale l'inspection et l'entretien des fortifications du château (burg), c'est-à-dire des murailles de l'ancien camp romain qui, réparées à plusieurs reprises, subsistaient encore ; il surveillait la largeur des rues et l'entretien des ponts. Ses fonctions étaient essentiellement de nature militaire, mais toujours limitées à l'intérieur de l'enceinte romaine. Il était aussi le grand maître de presque toutes les corporations, auxquelles il donnait des chefs choisis parmi leurs membres².

Le péager percevait péages et tonlieux sur les marchés du faubourg, s'occupait de l'entretien et de la réparation des ponts et contrôlait les poids et les mesures³.

Le maître de la monnaie et les monnayeurs formaient une confrérie chargée de la frappe des deniers et de la recherche et du jugement des faux-monnayeurs. Ils avaient, en outre, le monopole du change, qui rendait leurs fonctions très lucratives, si l'on en juge d'après le droit d'entrée très élevé exigé des nouveaux membres ($\frac{1}{2}$ marc d'or à l'évêque, 5 sous d'or au maître et 20 sous d'argent aux frères)⁴.

Le prévôt, le péager et le maître de la monnaie étaient investis du ban par le voulé, et chacun assurait la juridiction dans son ressort⁵.

Par ces quatre officiers, l'évêque exerçait tous ses droits : la justice, la surveillance du marché, le monnayage, le droit de fortification et le contrôle des corporations. Aussi le statut prescrit-il de confier ces fonctions uniquement à des *ministeriales* de l'évêque et ne manque-t-il pas une occasion de rappeler qu'ils n'ont de pouvoir que par lui⁶.

L'évêque pouvait évidemment craindre que, suivant la tendance générale de l'époque, ses officiers ne cherchassent à se rendre indépendants dans leurs fonctions et à les transformer en fiefs héréditaires.

1. *Ibid.*, art. 8-41.

2. *Ibid.*, art. 44-48, 58, 80-84. Voir aussi S. Rietschel, *Das Burggrafenamt und die hohe Gerichtsbarkeit in den deutschen Bischofsstädten während des frühen Mittelalters*.

3. *Ibid.*, art. 49-58.

4. *Ibid.*, art. 59-79.

5. *Ibid.*, art. 12.

6. *Ibid.*, art. 6 : « Nulli autem episcopus officium publicum committere debet, nisi qui sit de familia ecclesie sue. » — Il n'y a pas, à ma connaissance, de mot français correspondant exactement au sens du terme « *ministerialis* » des documents allemands. Celui qui s'en rapproche le plus est l'appellation « *mistral* », appliquée dans le Jura et en Savoie aux officiers d'administration (Marc Bloch, *La ministérialité en France et en Allemagne. Revue historique de droit français et étranger*, 1928).

Le statut municipal ne permet pas de fixer avec toute la précision désirable les rapports de ces fonctionnaires avec l'évêque, il se borne à définir leurs pouvoirs sur les habitants de la ville. D'un côté, ces offices étaient conférés probablement à vie, comme les fiefs, et l'officier vivait du revenu de sa fonction. Le maître de la monnaie percevait à son profit 2 deniers par marc d'argent monnayé, même s'il travaillait pour l'évêque, qui devait lui fournir, en outre, 3 setiers de braise par marc pour la fonte¹. Le péager et le burgrave retenaient une partie de leurs revenus pour l'entretien des ponts². Le prévôt prélevait probablement aussi sa part des redevances et des amendes. De l'autre côté, ils rendaient pourtant à leur seigneur une fraction plus ou moins considérable de leurs recettes. La modalité et le taux du partage nous échappent, mais qu'il y eût partage ressort avec évidence du fait que l'évêque a pu constituer, au plus tard vers le milieu du XIII^e siècle, des rentes sur les deux offices les plus rémunérateurs, la monnaie et le péage³.

Les listes des titulaires, malgré leurs lacunes, ne permettent pas de conclure à une transmission de père en fils. On peut même induire le contraire du fait qu'un document de 1220 mentionne parmi les témoins de l'ordre des *ministeriales* un certain Walther, fils de l'ancien prévôt, tandis que le prévôt en exercice, de 1215 au plus tard jusqu'en 1224, est un certain Rodolphe, qui, de plus, appartient à l'ordre des bourgeois⁴.

De la lecture de ce statut municipal se dégage l'impression que le pouvoir épiscopal à la fin du XII^e siècle était encore très fort et ne laissait aux habitants aucune influence appréciable sur la conduite des affaires de la ville.

II

Ce fut relativement tard que ceux-ci manifestèrent des désirs d'indépendance, plus tard que dans les autres villes épiscopales de la région rhénane. Les premiers renseignements sur l'existence d'un conseil com-

1. *Ibid.*, art. 70-72.

2. *Ibid.*, art. 58.

3. Rente de 23 marcs d'argent sur le péage constituée par Walther de Geroldseck en 1262 en faveur de Jean Butterols comme gage d'un prêt de 230 marcs. *U. B.*, IV, I, p. 143. — En 1265, Nicolas Zorn achète une rente de 5 livres sur la monnaie. *U. B.*, I, Nr. 599.

4. « Walther filius sculerti quandam. » *U. B.*, I, p. 146, 31. — Le prévôt Rodolphe est mentionné en 1215 (*Ibid.*, p. 129, 10 et 31) et en 1224, cette fois expressément sous la rubrique « cives », opposée à celle des « ministeriales » qui précède (*Ibid.*, p. 155, 33).

munal remontent seulement aux environs de l'année 1200. Dans la lutte entre Philippe de Souabe et Otton IV, l'évêque Conrad II de Hunebourg avait été un des plus chauds partisans du Guelfe, mais Philippe l'avait obligé, par la menace d'un siège, à se ranger de son côté. Humilié par cet échec, l'évêque dut alors souffrir que les habitants, qui avaient de grandes sympathies gibelines, désignèrent des représentants, «les conseillers et recteurs de la ville», et levèrent de leur propre autorité une redevance sur les communaux¹. En 1205, ils se firent prendre par Philippe sous sa protection spéciale; après sa mort, quand Otton fut entré à son tour en conflit avec le pape et que l'évêque eut abandonné son parti, ils se firent confirmer par lui leurs priviléges. La politique impériale du conseil et la politique romaine de l'évêque ont dû provoquer des conflits fréquents entre les deux pouvoirs.

La candidature de Frédéric de Sicile refit l'alliance entre l'empereur et l'évêque. Obéissant aux instructions de Rome, Henri II de Veringen s'était tout de suite prononcé pour le candidat d'Innocent III. La ville fit les frais de la réconciliation. A la diète de Rottweil, en 1214, l'empereur et les princes rendirent, sur la demande du prélat, une sentence interdisant l'institution d'un conseil sans le consentement de l'évêque et rendant à celui-ci le droit exclusif de disposer des communaux².

Le Conseil ne fut pourtant pas supprimé purement et simplement à la suite de cette sentence; il subsista ou fut rétabli peu après, mais placé désormais sous le contrôle de l'évêque. Le rapprochement entre l'évêque et la ville aboutit même, en 1220, à la conclusion d'une véritable alliance. Car, depuis 1218, les rapports entre l'évêque et l'empereur s'étaient de nouveau tendus. Frédéric II, aidé de son prévôt, Wolfhelm de Haguenauf, avait repris la politique de son grand-père Frédéric Barberousse, et essaya de créer en Alsace une base territoriale solide pour sa puissance. Non seulement il occupa les petites villes au pied des Vosges et contesta à l'évêque la tranquille possession de Molsheim, mais il possédait aux portes de Strasbourg les villages de Kronenbourg et d'Illwickersheim et prétendit à la vouerie ecclésiastique dans la ville. L'évêque et les bourgeois se sentaient également menacés par ces projets et ils oublièrent leurs querelles. Par le traité de janvier 1220, l'évêque s'engagea à ne jamais céder la vouerie à un empereur, roi, duc

1. U. B., I, p. 119. Voir A. Hessel, *Die Beziehungen der Strassburger Bischöfe zum Kaisertum und zur Stadtgemeinde in der ersten Hälfte des 13. Jahrhunderts* (*Archiv für Urkundenforschung*, VI, 1918, p. 266-275).

2. *Ibid.*, Nr. 160.

ou à un de leurs descendants ; de leur côté, les habitants, *ministeriales* et bourgeois, promirent de défendre contre n'importe qui les biens, la personne et la liberté de leur évêque et de son clergé dans la ville et ses environs immédiats¹.

Cette alliance dura jusqu'à la mort de Frédéric II et devint la base de la politique des deux contractants. La ville soutint son évêque contre l'empereur. Ses troupes combattirent dans l'armée de Berthold de Teck à la bataille de Blodelsheim, où il remporta, en 1228, une victoire décisive sur les comtes de Ferette et s'assura sa part dans l'héritage des Dagsbourg². C'était en même temps une victoire sur le roi Henri, qui avait soutenu ceux de Ferette. Sans aucun doute, ils aidèrent son successeur Henri de Stahleck à détruire, en 1246, les forteresses impériales d'Illwickersheim et de Kronenbourg et la Haldenbourg, près de Mundolsheim, qui enserraient la ville³. En échange de ces services, l'évêque laissa au Conseil une large indépendance et ne fit pas usage contre la ville de l'édit impérial de Ravenne, qui reprenait la sentence de 1214 contre le conseil communal et en faisait une loi d'empire. Pendant les trente ans que dura l'alliance, le conseil put développer ses compétences à côté ou au détriment des anciens fonctionnaires épiscopaux.

D'après le deuxième statut municipal, rédigé entre 1214 et 1220⁴, le conseil se composait de douze membres ou plus, recrutés tant parmi les *ministeriales* que parmi les bourgeois. Ils prêtaient serment de défendre l'honneur de l'église, de l'évêque et de la ville. Le nouveau conseil était élu par le conseil sortant ; l'élection avait probablement lieu en présence de l'évêque, qui avait le droit de récuser les candidats indésirables et recevait le serment des nouveaux élus⁵. Par toutes ces précautions, il pensait pouvoir maintenir dans son obéissance le conseil et la ville.

Le nombre des familles ministérielles et bourgeois dans lesquelles étaient recrutés les conseillers fut toujours assez restreint ; elles constituèrent bientôt le patriciat urbain. Leur collaboration au sein de l'assemblée effaça les différences entre les fidèles de l'évêque et les marchands libres. Dans le traité de 1220 déjà, ils formèrent avec les bour-

1. *U. B.*, I, Nr. 145.

2. *Reg.*, 933 ; Ellenhardi Chronicon, *M. G. SS.*, XVII, p. 123.

3. *Reg.*, 1161.

4. *U. B.*, I, Nr. 617. — Pour la date, voir A. Hessel, *art. cité*.

5. Lettre de l'évêque Walther de Geroldseck aux habitants de Strasbourg. *U. B.*, I, p. 355-358.

geois une des parties contractantes en face de leur seigneur. Celui-ci aussi ne tint plus toujours compte de ces distinctions et confia parfois à des bourgeois ses offices autrefois réservés aux *ministeriales*. A partir de 1201, le péage fut toujours conféré à un bourgeois, d'abord à un certain Sifried, puis à un Vegersheim, enfin au péager Henri¹. Le burgravat, par contre, resta toujours à un *ministerialis*. La prévôté passa d'une catégorie à l'autre ; après le *ministerialis* Burchard en 1209, on trouve les bourgeois Rodolphe, frère du péager Henri, et Rodolphe Ripelin ; à partir de 1236, de nouveau un *ministerialis*, Walther². Les noms des maîtres de la monnaie ne nous ont pas été transmis ; nous possédons seulement la liste des membres de la confrérie des monétaires (*Hausgenossen*) de 1266. Aucune famille ministérielle n'y figure plus. Même si l'on suppose que tous les *ministeriales* se sont retirés de la confrérie en 1261 et ont été remplacés par des bourgeois, il faut pourtant admettre que ceux-ci y étaient déjà auparavant très nombreux, sinon en majorité. Ces marchands avaient tout intérêt à profiter du monopole du change réservé aux monnayeurs, et il n'y a pas de raison de croire qu'ils n'aient pas réussi à entrer dans la confrérie.

Le caractère des fiefs ne fut pas modifié ; on ne peut pas établir leur transmission héréditaire. Néanmoins, le patriciat les regarda comme des bénéfices qui devaient lui revenir de droit et, plus tard, il réagit vigoureusement contre la tentative de les lui enlever.

* * *

Presque toutes les manifestations de la vie urbaine du XII^e siècle avaient été placées sous la direction des quatre officiers épiscopaux. Le conseil n'aurait pu exercer une action qu'en empiétant sur leurs droits. Mais sa création coïncide avec une période de grand développement urbain. La population de la ville à la fin du XII^e siècle, tant dans l'enceinte romaine que dans le vieux faubourg qui s'était développé au sud, le long de la grand'rue, peut être évalué à quelques milliers de personnes. Après 1200, les faubourgs de l'ouest furent englobés dans la ville ; après 1228, on commença à fortifier le quartier sur la rive droite de l'Ill. En même temps, la densité du peuplement s'accrut ; les jardins et les champs à l'intérieur des murailles disparurent en grande partie et on construisit les maisons plus hautes³.

1. *U. B.*, I, p. 115, 9 ; IV, 1, p. 26, 24 ; I, p. 219, 17 et p. 240, 12.

2. *Ibid.*, I, p. 122, 17 ; p. 123, 6 ; p. 129, 10-31 ; p. 155, 33 ; p. 163, 12 ; p. 328, 7.

3. On ne peut guère préciser le chiffre de la population. Schmoller l'évalue à 50,000 habi-

Cet accroissement posa beaucoup de problèmes nouveaux : le ravitaillement de la ville, le maintien de la paix à l'intérieur et la défense contre l'ennemi extérieur. Ces questions ne furent pas réglées par les organes de la vieille administration épiscopale ; elles devinrent le domaine de l'action exclusive du conseil. Mais il ne s'en contenta pas et élargit sa compétence jusqu'à accaparer la direction des principales affaires de la ville.

Tout ce qui concernait le ravitaillement de la ville, la surveillance du marché, le contrôle des poids et des mesures et la direction de presque toutes les corporations avait été du ressort du burgrave ou du péager. Avec le développement de la ville et la disparition des exploitations rurales à l'intérieur de l'enceinte, des corporations auparavant peu importantes, comme celles des bouchers, des boulangers, des tisserands et des drapiers, prirent une importance de premier plan. Elles n'avaient jamais été placées sous l'autorité du burgrave ; peut-être les bouchers dépendaient-ils du prévôt¹. L'exercice de ces professions fut alors réglementé par le conseil. Il interdit de vendre la viande de qualité inférieure sur les mêmes étalages que la bonne viande ; il régla la largeur des draps. Il s'occupa aussi des autres corporations soumises au burgrave, réglementant la vente du vin et le tarif des nautoniers². D'une façon générale, il assurait le ravitaillement et pouvait interdire l'exportation du vin, du blé ou d'autres denrées³. L'intrusion dans les attributions du péager n'est pas moins nette : fixation de la contenance des tonneaux à 40 Ohm, peine du « Schupfen » décrétée contre ceux qui employaient de fausses mesures⁴. Le conseil alla même jusqu'à créer un droit de marché temporaire au profit de la ville. En 1229, il conclut un accord avec la ville de Sarrebourg, en vertu duquel les habitants de cette ville venant au marché de Strasbourg étaient frappés d'une taxe supplémentaire, de même les Strasbourgeois allant à Sarrebourg, jusqu'à ce que les demandes d'indemnité réciproques que les habitants des deux villes pouvaient formuler les uns contre les autres à la suite des guerres récentes fussent éteintes⁵. Nous ignorons

tants vers la fin du XIII^e siècle (*Strassburgs Blüte und die volkswirtschaftliche Revolution im 13. Jahrhundert*). Il faut réduire probablement ce chiffre de moitié, mais l'accroissement de population est incontestable.

1. 1^{er} statut municipal. *U. B.*, I, Nr. 616, art. 101 : codification des droits du prévôt ; *U. B.*, IV, 2, rédaction B, art. 13 et 14.

2. 2^e statut municipal. *U. B.*, I, Nr. 617, art. 36, 56, 37, 43, 33, 34.

3. 3^e statut municipal (entre 1244 et 1260). *U. B.*, I, Nr. 618, art. 18.

4. 2^o statut municipal, art. 41, 44.

5. « Restitutionem autem ex consensu utriusque civitatis in hoc modo recuperando quod

si cette taxe a été levée par un fonctionnaire municipal ou par le périger épiscopal.

Le rôle du conseil comme tribunal est plus important. La plupart des articles du 2^e et du 3^e statut municipal sont consacrés à son activité judiciaire. Désormais, il y avait deux tribunaux dans la ville, le tribunal ancien du prévôt et le tribunal nouveau du conseil. Celui-ci constituait une juridiction indépendante du seigneur : le maître présidait les débats ; les conseillers faisaient fonction d'assesseurs et prononçaient la sentence. Il semble pourtant qu'au début le prévôt faisait partie du conseil siégeant comme tribunal, mais seulement comme assesseur ; il touchait aussi une part, mais faible, des amendes¹.

Le plus souvent, les deux tribunaux avaient une action concurrente ; les parties pouvaient s'adresser à l'un ou à l'autre, qu'il s'agit d'affaires civiles ou pénales. Mais le conseil s'était réservé le jugement d'un certain nombre de cas : injures, poursuites contre les étrangers ayant blessé un bourgeois et ayant été faits prisonniers par celui-ci ou ses amis et le cas de violences d'une partie contre une autre pendant un procès déjà en cours. Il ne semble pas douteux que le conseil avait, concurremment avec le voué, la haute justice et pouvait prononcer des condamnations à mort².

Le conseil ne jugeait pas selon le droit commun (*Landrecht*), mais selon la loi de la ville (*Stadtrecht*)³. Le maintien de la paix demandait l'application rapide, souvent immédiate, d'une loi plus ferme et plus sévère ; les besoins du commerce exigeaient un droit plus souple et plus nuancé que le droit commun. Le 2^e et le 3^e statut municipal fixaient un certain nombre de dispositions, en insistant parfois sur leur nouveauté, mais la loi de la ville évoluait surtout par la jurisprudence du conseil, qui devait s'imposer à la longue aussi au tribunal du prévôt⁴.

Les pouvoirs de police se rattachent au pouvoir judiciaire. Le conseil s'occupait de la circulation dans la rue, interdisant de laisser vaguer les porcs⁵. Mais sa grande préoccupation était de maintenir la paix à l'intérieur de la ville, et il s'y employait de tout son pouvoir. Le port

mercatores Argentinenses in nundinis de singula libra civium Sarburgensium 1 recipient denarios, et e converso mercatores Sarburgenses de singula libra Argentinensem 1 denarium recipient. » *U. B.*, I, p. 170.

1. 2^e statut municipal, art. 1, 2, 11, 12, 14, 25, 55.

2. *Ibid.*, art. 7, 10, 13, 22, 53 ; codification des droits du prévôt. *U. B.*, IV, 2, rédaction B, art. 9 et 11.

3. *Ibid.*, art. 6.

4. *Ibid.*, art. 26 et 39.

5. *Ibid.*, art. 32.

d'armes était interdit ; la justice intervenait d'office dans les cas de blessures et de meurtre. L'autorité redoutait surtout qu'une des rixes qui s'élevaient fréquemment ne dégénérât en attroupement et en émeute, dont le fameux Geschelle des Zorn et des Mülheim fournit l'exemple le plus typique un siècle plus tard. Dans ce cas, le conseil s'assemblait d'urgence devant la cathédrale et réunissait les hommes de bonne volonté en armes pour rétablir la paix¹.

Par suite de l'alliance avec l'évêque, la ville ne pratiqua pas une politique extérieure indépendante. Sans une autorisation du conseil, les bourgeois n'avaient même pas le droit de prendre part à une guerre étrangère². La ville avait pourtant organisé une milice qui combattait à côté de l'armée épiscopale, comme à Blodelsheim. Un article additionnel du 2^e statut municipal mentionne un char portant la bannière de la ville, analogue au *carroccio* de Milan. En campagne, il était confié à la garde du prévôt³.

Même en abandonnant la direction de la politique extérieure à leur seigneur, les habitants devaient se préoccuper de la solidité de leurs murailles dans une époque troublée. Ils voyaient les petits bourgs ouverts de la plaine, Colmar, Sélestat, se transformer en villes fortifiées. La campagne de Philippe de Souabe avait montré les dangers que pouvaient courir les faubourgs ouverts et, dès les premières années du XIII^e siècle, ils furent entourés de murailles nouvelles. La question dut alors se poser de savoir qui supporterait les frais de cette construction. Les chroniqueurs ne nous renseignent guère. Closener, à qui remontent toutes les indications, dit simplement : la ville fut agrandie. Specklin est plus précis. D'après lui, le travail et les frais avaient été partagés ; la construction de la courtine et des tours était à la charge des habitants, celle des portes à la charge de l'évêque ; il cite un portrait et une inscription de l'évêque Conrad II de Hunebourg (1190-1202) sous la porte appelée Bischofburgtor (devant le pont de Kronenbourg)⁴. Les renseignements donnés par Specklin ne sont pas toujours très sûrs, et le détail de son récit peut être suspecté. Mais que les bourgeois aient collaboré à la construction n'est pas seulement vraisemblable par soi-même, mais confirmé par l'article 50 du 2^e statut municipal, qui attribue la moitié de certaines amendes à l'*opus civitatis*. La construction

1. *Ibid.*, art. 20, 21, 28, 54.

2. *Ibid.*, art. 52.

3. *Ibid.*, art. 57.

4. Silbermann, *Lokalgeschichte der Stadt Strassburg*, p. 58-59.

des murs sur la rive droite de l'Ill après 1228 s'est faite très probablement dans les mêmes conditions ; en 1239, le conseil céda aux héritiers d'un certain Rüdeger Riuses une île de l'Ill en échange d'une autre que le défunt avait possédé près de l'église Saint-Étienne et qui avait été englobée dans les fortifications¹. Il est permis aussi de supposer que les grandes dépenses faites à cette occasion ont été couvertes par un impôt municipal, l'*ungelt*, perçu avec l'autorisation de l'évêque, et cette perception a pu servir de prétexte à d'autres, mais faites alors de la seule autorité du conseil².

Les nouvelles murailles rendaient inutiles celles de l'ancien camp romain, sauf sur la partie septentrionale. De ce côté, une attaque n'était du reste pas à redouter, à cause de la nature marécageuse du terrain. La principale fonction du burgrave, la surveillance et l'entretien des remparts romains, était désormais sans objet. Sa compétence fut-elle étendue aux nouveaux remparts ? Les caractères de sa charge, qui est si curieusement limitée en tout par l'enceinte romaine, et toute l'évolution de l'administration épiscopale rendent cette solution très invraisemblable.

Sûrement le conseil a-t-il aussi assuré la garde des remparts qu'il avait construits. Autrement, on ne s'expliquerait pas la facilité avec laquelle la ville, en 1261, a pu fermer ses portes à son seigneur sans rencontrer aucune résistance des serviteurs et hommes d'armes épiscopaux assez nombreux et bien équipés qui se trouvaient dans ses murs.

Vers le milieu du siècle, le conseil avait ainsi pris la direction des affaires communales. Il est remarquable que ce résultat a été obtenu sans conflit, ni avec l'évêque, ni avec ses officiers. Sous ce rapport, l'histoire de Strasbourg se distingue de celle des autres villes rhénanes. Il est vrai que l'évêque pouvait considérer le conseil, dans une certaine mesure, comme son délégué. Non seulement à cause du serment de fidélité prêté tous les ans, mais le conseil comprenait toujours quelques *ministeriales* de l'évêque. Leur nombre resta assez constant et varia entre trois et cinq ; plusieurs d'entre eux étaient des officiers épiscopaux, comme le prévôt Walther et les burgraves Sigelin et Thierry³. Eux aussi n'avaient pas opposé de résistance à l'extension des pouvoirs du conseil. En cela, ils suivaient la ligne politique indiquée par l'évêque,

1. *U. B.*, I, p. 202.

2. Lettre allemande de l'évêque Walther de Geroldseck, juin 1261. *U. B.*, I, p. 355-358.
— L'évêque proteste contre la perception de l'impôt sans son consentement, mais reconnaît que la ville peut en avoir besoin.

3. M. Baltzer, *Ministerialität und Stadtreigiment (Strassburger Studien*, II, 1884).

mais peut-être la qualité d'habitant de la ville, l'esprit de corps du patriciat aidant, commença-t-elle déjà à l'emporter sur celle de fidèle de l'évêque. L'autorité du seigneur était pourtant restée forte ; dans les premières années de son épiscopat, Henri de Stahleck put imposer la rédaction du 3^e statut municipal (entre 1246 et 1251). Le patriciat avait abusé de sa force, opprimé les classes inférieures et laissé impunis des crimes commis par les siens. Complètement engagé, à ce moment, dans la lutte contre Frédéric II, l'évêque avait besoin du conseil et ne voulut pas le pousser à bout ; il se contenta des réformes auxquelles celui-ci procéda de lui-même pour accélérer le cours de la justice. Le sévère blâme du seigneur fut néanmoins inséré dans le préambule. Ces habiles concessions valurent au patriciat l'attachement des autres bourgeois ; il en recueillit les fruits quinze ans plus tard¹.

III

Par la mort de Frédéric II, en 1250, et par la disparition presque totale de l'autorité impériale, la situation fut profondément modifiée. L'évêque pouvait désormais se croire assuré de la tranquille possession des domaines qu'il avait arrachés à l'empereur et à ses partisans. Ses territoires s'étendaient de Saverne et de Molsheim, au pied des Vosges, jusqu'aux portes de la ville ; plus au sud, il possédait Obernai, Sélestat, Colmar, les vallées de Kaysersberg et de Munster ; sur la rive droite du Rhin, les débouchés des vallées de la Rench et de la Kinzig. Les seigneurs de moindre importance dont les territoires étaient enclavés dans les siens étaient obligés de suivre sa politique. La disparition de l'ennemi commun rendait l'alliance avec la ville inutile. L'étape prochaine de la politique épiscopale devait même être l'unification des possessions encore dispersées autour de leur centre naturel, Strasbourg ; pour cela, il était indispensable d'y établir solidement l'autorité de l'évêque².

La ville était déjà comme assiégée par son seigneur. Depuis 1246, il occupait les villages et les hauteurs depuis Mundolsheim jusqu'à Ill-

1. « Notum sit quod temporibus venerabilis domini Henrici de Stahelecke episcopi Argentinensis orte fuerunt tante indiscipline et injurie et oppressiones mulierum et pauperum in civitate Argentinense, quod idem dominus episcopus imputavit consilibus et ceteris civibus majoribus excessus suos in hoc et negligentiam judicis. Tandem consules et ceteri cives meliores et sapientes cum predicto domino suo episcopo, canonici et ministerialiibus in hoc convenerunt, quod ipsi de communo consensu et consilio hec nova instituta statuerunt... » *U. B.*, I, p. 483.

2. A. Hessel, *art. cité*.

wickersheim. Sur cette terrasse convergent les routes de Bâle, de Saverne et de Haguenau, avant d'entrer dans la ville et de franchir ensuite le Rhin à l'endroit où la terrasse au sol ferme rétrécit le plus le Ried avec ses faux bras et son sol instable. Sur ces routes, on amenait à Strasbourg non seulement l'approvisionnement de la ville, mais aussi le blé et le vin, qui étaient ses principales matières d'exportation vers les villes du Rhin inférieur. Elle était menacée par l'évêque dans son indépendance et dans sa prospérité.

Le premier conflit commença dès 1251. Dans un synode tenu au mois de mars de cette année, Henri de Stahleck avait fait voter une série de statuts destinés à protéger les personnes et les biens ecclésiastiques contre les violences des laïques, qui étaient menacés de peines spirituelles et temporelles. Malgré leur apparente impartialité, ces statuts étaient dirigés contre les partisans de la maison de Souabe excommuniée. Mais ils constituèrent aussi une tentative d'élargir la juridiction de l'évêque et de soumettre les tribunaux laïques à son contrôle¹.

Le patriciat de la ville avait accepté le 3^e statut municipal, parce qu'il avait garanti la juridiction indépendante du conseil, mais il n'était pas disposé à accepter ces statuts synodaux. La position de la ville fut rendue plus forte par son entrée dans la ligue rhénane. Les principales villes du Rhin, de Bâle à Cologne, conclurent en 1254 un pacte d'assistance mutuelle, pour remplacer, sur cette route commerciale au moins, le pouvoir central défaillant et garantir la sécurité des marchands. L'entrée dans la ligue fut le premier acte de politique indépendante de la ville ; encore ne fut-il pas dirigé directement contre son seigneur, qui y entra aussi, avec ses collègues de Mayence, Trèves, Cologne, Worms, Spire, Bâle et de nombreux autres seigneurs.

Le conflit dura jusqu'en 1256, mais nous le connaissons mal. La composition du conseil subit à ce moment une modification importante par l'élimination des *ministeriales*. En 1250, ils étaient encore cinq ou six à l'assemblée ; leur nombre tomba à deux en 1252, à un en 1254 ; en 1258, ils disparurent complètement². Vers la fin du conflit, le conseil prit des mesures assez violentes. Quelques prêtres furent retenus prisonniers dans la ville et leurs biens mis sous séquestre. Surtout, il interdit l'exportation du blé et du vin hors de la ville. Cette mesure frappa les membres du clergé à un point particulièrement sensible. Ils ne purent utiliser les grains et les vins qu'ils avaient accumulés dans leurs

1. *Reg.*, 1359.

2. Baltzer, *art. cité*.

greniers de la ville ; voulurent-ils les vendre, le conseil leur imposa une taxe spéciale. En mai 1256, le chapitre s'entremis enfin et les statuts de 1251 furent rapportés¹.

Henri de Stahleck n'était pas homme à accepter cette défaite. Le conflit lui avait montré de façon évidente que la ville était sur le point d'échapper à son autorité. Il n'avait jamais pensé que le conseil pût faire usage d'un article d'un statut municipal contre lui ; son indignation se manifeste dans la plainte qu'il adressa à Rome. La plupart des *ministeriales* et probablement aussi ses officiers avaient fait cause commune avec les bourgeois². Il avait pu constater que, s'il entrait en conflit avec le conseil, il n'avait plus dans la ville de représentant assez dévoué ou assez puissant pour imposer sa volonté aux habitants.

Les événements des années suivantes lui furent favorables. Le roi Richard de Cornouailles lui donna Haguenau en gage et le chargea de l'administration de tous les biens royaux qui existaient encore en Alsace. L'indépendance des villes subit un recul sensible. Les seigneurs ecclésiastiques, qui avaient négocié auparavant avec elles, essayèrent de les réduire à l'obéissance. A Spire, le conseil passa complètement sous le contrôle de l'évêque ; à Cologne, l'archevêque Konrad von Hochstaden, soutenant la cause des nouveaux bourgeois contre les patriciens, remplaça, en 1259 et en 1260, leur gouvernement par celui d'un conseil à tendance démocratique qui lui était dévoué³. L'exemple pouvait être tentant pour l'évêque de Strasbourg. A ce point de vue, sa position était meilleure que celle de beaucoup d'autres seigneurs, car il n'avait renoncé expressément à aucun de ses droits ; il fallait simplement les remettre en vigueur. Mais la première condition, c'était d'avoir des hommes fidèles aux postes importants.

En mars 1258, il confia le burgraviat à son propre frère, Alexandre de Dicke, et assura la survie de la charge à son fils, avec cette réserve, pourtant, qu'ils devaient le tenir comme office et non en fief. Après leur mort, il devait faire retour à l'évêque et serait administré désormais par une ou plusieurs personnes nommées par lui pour un an seulement. Avant leur entrée en charge, les burgraves devaient

1. Lettre d'Alexandre IV à l'archevêque de Besançon. *U. B.*, IV, 1, p. 116-117 ; *U. B.*, I, p. 300 ; *Reg.*, 1439.

2. « Cum occasione statutorum a nobis et clero nostre civitatis et diocesis editorum... inter nos et clerum nostrae civitatis et diocesis ex parte una, et nobiles et ministeriales Argentinensis diocesis et cives Argentinenses ex altera parte esset orta materia dissensionis... » *U. B.*, I, p. 300.

3. Rütimeyer, *Stadtherr und Stadtbürgerschaft*.

s'engager par serment de défendre de toutes leurs forces les droits de l'Église et du clergé. La nomination des chefs des corporations, que le burgrave choisissait auparavant en toute indépendance, était dorénavant subordonnée au consentement de l'évêque, et ils devaient prêter un serment analogue. De leur côté, tous les chanoines s'engagèrent à respecter ces dispositions, et celui qui oserait proposer de les changer serait privé de sa prébende et déclaré parjure¹. Un an après, le 30 avril 1259, des dispositions analogues furent prises pour les offices du prévôt et des deux juges. Considérant les nombreux torts que leurs titulaires avaient faits à l'Église et aux membres du clergé, ils ne devaient plus être inféodés à vie, mais concédés seulement à titre toujours révocable². Même rappel des anciens droits épiscopaux dans la question toujours litigieuse des communaux. Les habitants avaient profité de la période d'alliance pour s'en approprier une partie et y élever des constructions. L'évêque et le chapitre protestèrent au nom de leurs droits et du bien commun et interdirent toute nouvelle construction sur leurs terrains³.

Le burgrave et le prévôt étaient les seuls représentants de l'évêque qui pouvaient encore jouer un rôle politique. Jusqu'en 1259, ces charges avaient été administrées par les membres du patriciat. Désormais, elles leur seraient enlevées, aux *ministeriales* aussi bien qu'aux bourgeois, et confiées à des fonctionnaires dociles. La nomination d'Alexandre de Dicke montrait que l'évêque ne se croyait pas obligé de choisir ses hommes uniquement parmi les habitants de la ville. Il cherchait aussi à établir un lien direct entre lui et leurs subordonnés, les maîtres des métiers et les deux juges du tribunal prévotal. Si toutes ces dispositions avaient pu être réalisées, elles auraient inauguré un changement profond dans l'administration de la ville au profit de l'évêque. Qu'elles aient été une des causes de la guerre, ressort nettement et du traité de paix de 1263 qui les abolit et de la bulle d'Inno-

1. « Tamquam officium et non feudum. » A. Hessel, *Elsässische Urkunden, vornehmlich des 13. Jahrhunderts (Schriften der wissenschaftlichen Gesellschaft in Strassburg, XXV)*, p. 30, Nr. 25.

2. « Quia nonnulli temporalis habentes potestatis dominium sive secularis potestatis gentes officium immunitatem ecclesiasticam ledere ac minuere tamquam honoris et privilegii ecclesiarum invidi molliuntur...»

« A quibus, cum expedierit, revocari valeant sine quaestione et impedimento quolibet alisque possint committi [officia] secundum nostrum nostrorumque arbitrium successorum. » U. B., I, p. 329.

3. « Id enim (les communaux) non solum nobis et ecclesie nostre verum etiam communi utilitati, cuius affectamus comodum, novimus expedire. » U. B., I, p. 327.

cent V de 1276 chargeant l'archevêque de Trèves d'enquêter sur cette affaire et de dispenser éventuellement l'évêque et le chapitre des serments qu'ils avaient prêtés¹.

Le conflit n'éclata pas encore du vivant d'Henri de Stahleck. Peut-être les habitants avaient-ils prévu sa mort, qui survint le 4 mars 1260, et espéraient-ils pouvoir se mettre d'accord avec un successeur moins intransigeant. La guerre ou la paix allaient sortir de cette élection. Le récit du chroniqueur anonyme parlant d'une compétition entre le prévôt du chapitre, Walther de Geroldseck (dans la Forêt-Noire), partisan de la politique de force de son prédécesseur, et le chante Henri de Geroldseck (près de Saverne), partisan d'une politique d'apaisement, est tout à fait vraisemblable. Walther l'emporta et fut élu le 27 mars. Sa désignation rendait le conflit inévitable. Outre les forces considérables de l'évêché, il disposait des grands territoires et des mines d'argent de son père. A son entrée solennelle dans sa ville, au début de 1261, accompagné de nombreux prélats et seigneurs, il étala sa puissance aux yeux des habitants².

La réponse de la ville nous est connue seulement par les deux exposés des griefs de l'évêque de juin 1261³. Déjà, le conseil de 1260 avait été élu et était entré en fonctions sans attendre la confirmation de l'évêque, de même celui de 1261. Un nouvel impôt (*ungelt*), une taxe sur la mouture et un impôt spécial sur les Juifs, décrétés en 1260 ou en 1261, avaient garni le trésor.

La rupture se produisit dans la première moitié de l'année 1261. L'évêque voulut aller au secours de ses vassaux, les comtes de Lichtenberg, en guerre avec l'évêque de Metz. Le conseil, profitant de son absence, s'empara du matériel de guerre que Walther avait fait préparer dans la ville, interdit l'exportation des armes et des chevaux et essaya même d'arrêter à Adelshofen les vassaux épiscopaux allant à l'est de leur seigneur. Les officiers de l'évêque et leurs hommes ne firent aucune résistance, au moins nous n'en savons rien. Par ce coup

1. Lettre d'Innocent V à l'archevêque de Trèves : « Quod propter hoc (les dispositions de 1258 et 1259) magister, consules et universitas civitatis contra Waltherum episcopum... totumque clerum civitatis et diocesis Argentinensis *dampnia* gravia intulerunt... quodque verisimiliter timebatur, nisi per juramenti relaxationem predicti festinum apponetur remedium, pejora posse prioribus avenir... » En conséquence, l'archevêque est autorisé à délier l'évêque et le chapitre de leurs serments. *U. B.*, II, p. 33-34.

2. W. Wiegand, *Bellum Waltherianum*.

3. *U. B.*, I, p. 351-353 et 355-358. — Le premier exposé, en latin, était destiné à servir d'aide-mémoire aux envoyés de l'évêque. Le second, rédigé en allemand, devait être répandu parmi la population. Très habilement, l'évêque veut faire croire qu'il défend la cause des petites gens contre les excès du patriciat et qu'il ne veut pas restreindre l'autonomie de la ville.

d'État, le conseil se rendit maître de la ville et de l'enceinte, que l'évêque aurait pu essayer de lui disputer, au moins le quartier compris entre la cathédrale et l'Ill, où se trouvait le Fronhof¹. Il put en même temps couper court aux négociations et aux intrigues de l'évêque avec les corporations ; ses envoyés furent mis au secret et ne purent communiquer directement avec les habitants.

La victoire de Hausbergen (8 mars 1262) et la mort de Walther l'année suivante décidèrent du sort de la guerre en faveur de la ville. Par l'élection d'Henri de Geroldseck, dont les sentiments étaient connus depuis longtemps, le chapitre reconnut le fait accompli. La paix de 1263 établit aussi en droit l'indépendance presque complète de la ville, quoique le traité gardât les apparences d'un simple rétablissement des anciennes coutumes.

Désormais, l'élection du nouveau conseil par le conseil sortant avait lieu en dehors de la présence de l'évêque, qui renonçait à son droit de récusation. Il lui concéda le droit de faire des lois, de lever des impôts et de disposer des communaux sans avoir besoin du consentement seigneurial. Les offices épiscopaux devaient de nouveau être inféodés à vie, celui de prévôt à un *ministerialis* ou à un bourgeois, celui de burgrave à un *ministerialis*, celui de péager à un bourgeois exclusivement. Les décisions de 1258 et de 1259 furent abolies et l'évêque s'engagea à obtenir du pape les dispenses nécessaires. Il céda donc sur tous les points litigieux qui avaient provoqué le conflit². Il faut, en outre, se rappeler que la guerre avait ruiné en partie l'œuvre territoriale des évêques Berthold de Teck et Henri de Stahleck. Colmar et d'autres territoires s'étaient affranchis ; la puissance des Habsbourg avait considérablement augmenté. La bataille de Hausbergen n'a pas seulement assuré l'émancipation de la ville, mais elle a aussi détruit la tentative d'unification de la Basse-Alsace sous la domination des évêques de Strasbourg³.

IV

Le pouvoir seigneurial de l'évêque sur la ville était détruit, mais les redevances qui y étaient rattachées subsistèrent. Le conseil ne songea pas à les lui contester ; le patriciat en profita largement. De 1265 au plus tard jusque vers 1340, la prévôté fut le fief des Zorn, qui se suc-

1. Le Fronhof, sur l'emplacement actuel de la maison de l'Œuvre Notre-Dame, était le centre des services épiscopaux dans la ville.

2. *U. B.*, I, p. 394.

3. A. Hessel, *art. cité*.

cédèrent de père en fils¹. Un Nicolas Zorn fut aussi burgrave vers la fin du siècle ; son successeur fut Johann zum Riet, remplacé à son tour par Burkard Murnhard². Le péage fut confié successivement à un Kalbesgasse, à un Wintertur, finalement à Burkard von Mülnheim³. On constate que les évêques donnèrent même le burgraviat à des familles bourgeoises (Zorn et zum Riet), contrairement aux stipulations du traité de 1263, et que la prévôté était devenue pratiquement hérititaire. Depuis que les offices avaient été dépouillés de leur importance politique, les évêques n'avaient plus le même intérêt à empêcher l'héritéité.

Dans ces conditions, il ne pouvait plus être question d'une intervention épiscopale dans l'administration de la ville. Le conseil intervint désormais souverainement dans les questions corporatives, confirmant les statuts ou réglant les conflits entre métiers, en réservant toutefois les droits traditionnels du burgrave⁴. Celui-ci préside parfois encore les commissions s'occupant des questions d'organisation intérieure de la corporation, nomme les maîtres parmi les membres du métier ou aussi leur vend le droit d'élier eux-mêmes leurs chefs. L'office de burgrave n'était plus qu'une dignité⁵.

L'évolution des trois autres offices fut plus compliquée. Les revenus de la monnaie, du péage et du tribunal prévotal étaient assez élevés pour que, depuis le milieu du XIII^e siècle au plus tard, les évêques aient pu vendre ou donner à leurs fidèles des rentes assignées sur ces offices. Ces rentes furent transmises par héritage, vendues ou partagées et étaient passées à peu près toutes en possession de la bourgeoisie strasbourgeoise⁶. La mauvaise situation financière consécutive à la guerre de 1261-1262 les avait multipliées et, comme elle ne s'améliora pas, les évêques furent obligés de donner l'office tout entier en gage à leurs créanciers.

En 1296, Conrad de Lichtenberg vendit sa monnaie au prix de 120 marcs d'argent à un groupe de bourgeois, parmi lesquels le prévôt, Nicolas Zorn, Johann zum Riet, le burgrave, deux membres de la

1. Nicolaus Zorn, scultetus noster, 30 avril 1265. *U. B.*, I, p. 455. — Serment de Nic. Zorn, 14 décembre 1321. *U. B.*, II, p. 361.

2. *U. B.*, III, p. 36, 34; *U. B.*, II, p. 159, 9; A. Hessel, *Elsässische Urkunden*, p. 51, Nr. XLV.

3. *U. B.*, III, p. 61, 2, et 419, 3; *Ibid.*, p. 85, 3; *U. B.*, IV, 2, p. 230.

4. Décisions relatives aux tanneurs et aux cordonniers. *U. B.*, IV, 1, p. 160; *U. B.*, V, p. 95 et 948.

5. *U. B.*, VI, p. 70, 143, 563.

6. La liste des propriétaires de rentes sur le péage, datant de la seconde moitié du XIV^e siècle, est publiée avec le règlement du péage. *U. B.*, IV, 2, p. 218 et suiv.

famille des Mülenheim et le maître de la monnaie, Hugo Wyrich. Les acheteurs succédèrent à l'évêque dans tous ses droits et bénéfices, entre autres celui de nommer le maître de la monnaie, et Nicolas Zorn se fit donner ce poste bien rétribué, mais ils prirent à leur charge le paiement des rentes. Quand l'accord vint à expiration, il fut renouvelé. A partir de 1308, la ville entra dans le groupement et participa pour moitié à l'achat et désormais la monnaie resta dans son pouvoir. Le conseil et le maître de la monnaie élaborèrent, au cours du XIV^e et du XV^e siècle, de nombreux édits monétaires modifiant le type de la monnaie, son poids et sa teneur, et cela en toute indépendance¹.

A côté de la monnaie ou même plus qu'elle, le péage offrait des revenus appréciables. Au début du XIV^e siècle, il était administré par le même groupe de bourgeois qui avaient acheté la monnaie ; on retrouve le prévôt Nicolas Zorn, Burkard de Mülenheim et Jean de Wintertur. Il semble pourtant que le péage n'ait pas encore passé complètement entre leurs mains². Mais ce ne fut qu'un répit ; vers 1314 ou peu après, l'évêque Jean de Dirpheim fut obligé de le donner en gage pour la somme de 1,100 marcs à Henri de Mülenheim. En 1338, la ville l'acheta aux enfants de celui-ci et le conseil chargea le stettmeister Berthold Swarber de son administration³. Avec la monnaie et le péage, il disposait des deux principaux moyens de contrôle économique.

La prévôté n'avait pas la même importance au point de vue économique. Pourtant, le prévôt avait conservé un rôle assez important. Son tribunal était indépendant de la juridiction du conseil et rappelait le temps où la seule autorité dans la ville avait appartenu à l'évêque. Il avait aussi le droit de recevoir à la bourgeoisie les étrangers de peu de fortune, sans l'autorisation du conseil⁴. Celui-ci aurait volontiers supprimé ce droit, en lui laissant naturellement sa part des frais de naturalisation⁵. Il arriva à ce but en plusieurs étapes, qui sont indiquées par les différentes rédactions de la codification des droits du prévôt (*Schultheissenweistum*). La charge était devenue pratiquement héréditaire dans la famille des Zorn. Pour les affaires ordinaires, ceux-ci nommèrent un lieutenant, ou plus exactement affermèrent cette charge. Dans la première rédaction des droits du prévôt, qui date du début du XIV^e siècle, peut-être de 1322, le prévôt choisit encore librement

1. J. Kahn, *Münz- und Geldgeschichte der Stadt Strassburg im Mittelalter*.

2. Quittance du chapitre pour la somme de 200 livres provenant des recettes du péage délivrée à ces quatre personnes, 4 juin 1305. *Reg.*, 2615.

3. *U. B.*, V, p. 88-89.

4. *U. B.*, IV, 2, *Schultheissenweistum*, rédaction B, art. 4.

5. 6^e statut municipal (1322), art. 18. — *U. B.*, IV, 2, p. 60.

son lieutenant. Dans la seconde rédaction, qui est un peu postérieure, c'est le conseil qui le désigne. Enfin, d'après une dernière rédaction, le conseil nomme le prévôt lui-même. C'est qu'entre temps son office avait été donné en gage à la ville par l'évêque Berthold de Bucheck, probablement vers 1338-1340¹.

Tous les contrats d'engagement contenaient des clauses de rachat, mais il semblait peu probable que l'évêque pût jamais réunir les sommes nécessaires, 1,400 marcs d'argent pour le péage, 700 marcs pour la prévôté. Vers la fin de sa vie, l'évêque Berthold réussit pourtant : il racheta la prévôté en 1343², le péage entre 1348 et 1350³. Mais la destinée ultérieure des deux offices devint assez différente.

Son successeur, Jean de Lichtenberg, réorganisa l'office de prévôt en 1354 et nomma Claus Zorn de Bulach à cette fonction ; il prêta serment de fidélité presque dans les mêmes termes que ses ancêtres au début du siècle. L'office, dépouillé naturellement de ses prérogatives politiques, resta désormais entre les mains de la noblesse⁴. Le péager, par contre, fut un fonctionnaire, nommé par l'évêque, avec un traitement fixe, obligé de rendre des comptes exacts et suivant presque une carrière. Il n'était plus question d'une juridiction importante attachée à la fonction. L'importance du péage et même son rendement furent bien diminués par la construction du Kaufhaus communal en 1358, qui devint le seul entrepôt des marchandises étrangères qui, auparavant, avaient été déposées au Zollkeller épiscopal. Quoique les courtiers du Kaufhaus eussent dû déclarer au péager les transactions conclues par eux, les fraudes étaient nombreuses et une bonne partie de son temps se passait en querelles avec marchands et paysans ou en plaintes et réclamations à l'évêque qui restèrent le plus souvent sans résultat⁵.

Étant devenus sans influence, les trois offices restèrent en possession de l'évêque pendant tout le Moyen Age. La ville n'avait plus beaucoup d'intérêt à s'en emparer, ces derniers vestiges de l'autorité épiscopale

1. *U. B.*, IV, 2, Schultheissenweistum, introduction par Wolfram, p. 189-192. — *U. B.*, V, p. 113-114 : « Jura et redditus distracti et venditi sunt hii... per nos Bertholdum episcopum... item officium scultetatus civitatis Argentinensis pro 700 M. obligatum civibus Argentinisibus. »

2. *U. B.*, V, p. 125.

3. Un document non daté, mais postérieur à la mort du stettmeister Berthold Swarber (avant janvier 1348), montre le péage encore en possession de la ville ; en novembre 1350, l'évêque loua deux maisons « pour le besoin de notre péage ». *U. B.*, VII, p. 166 et 189.

4. Règlement de l'évêque Jean de Lichtenberg, 1354. *U. B.*, V, p. 283. — Serment du prévôt Claus Zorn von Bulach. *U. B.*, VI, p. 288. — Investiture de Claus von Grostein et de ses fils, 1390. *U. B.*, VI, p. 314-315.

5. Arch. du Bas-Rhin, série G, liasses 308, 309, 311, 312, 317, 322-332.

ne gênèrent en rien son indépendance. Il y eut bien de la part des évêques quelques tentatives pour faire revivre leurs anciens droits. Ainsi fit l'évêque Frédéric de Blanckenheim en 1393, après une guerre où la ville n'avait pas toujours été victorieuse. Si ses griefs avaient reçu satisfaction, on aurait abouti à rien de moins qu'à rétablir l'état d'avant 1263 ; naturellement, ils n'aboutirent pas¹.

La question des offices fut reprise seulement en 1542. La Réforme avait été introduite à Strasbourg et dans beaucoup de territoires de l'Alsace, et il n'était pas téméraire de penser qu'elle dominerait bientôt dans l'empire. L'évêque Érasme de Limbourg pensa que mieux valait vendre à la ville ses derniers droits que de les laisser ruiner par toutes sortes de chicanes et peut-être les laisser séculariser. Il offrit de les vendre au conseil et, après de longues négociations, on tomba d'accord, en 1547, sur la somme de 66,000 florins, dont il fallait déduire les dettes de l'évêque envers la ville, qui seraient liquidées à la même occasion². On en était encore à débattre le montant de cette dette quand la bataille de Mühlberg et la promulgation de l'Interim rendirent de l'espoir aux catholiques. L'évêque n'avait plus de motifs pressants pour vendre ses derniers droits ; les membres intransigeants du chapitre le travaillèrent et les négociations furent suspendues. Son successeur, Jean de Manderscheid, propagateur zélé de la Contre-Réforme, ne les reprit pas.

A sa mort, le chapitre, divisé depuis longtemps en catholiques et protestants, fit une double élection ; les protestants désignèrent Jean-Georges de Brandebourg comme administrateur ; les catholiques élurent évêque le cardinal de Lorraine. Dans la guerre entre les deux prétendants, la ville soutint les protestants de ses armes et de son argent. Elle leur avança presque un million de florins et se fit donner en gage les droits et revenus de l'évêché dans la ville dont les protestants avaient la disposition. Parmi eux étaient les trois offices. La paix de Haguenau de 1604, qui consacra la victoire des catholiques, ratifia aussi cette transaction³. Ainsi disparurent les derniers vestiges de l'autorité épiscopale dans la ville libre, mais à un moment où sa fortune commençait déjà à décliner.

Gustave WOYTT.

1. *U. B.*, VI, p. 405-413.

2. Arch. municipales de Strasbourg, AA 1572.

3. Arch. du Bas-Rhin, G 184 et 308.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

ET

LA QUESTION POLONAISE EN 1848

La négociation franco-allemande relative au grand-duché de Posen est connue dans ses grandes lignes. On peut se demander, toutefois, si son échec n'a pas quelque peu voilé, aux yeux des historiens, l'importance réelle qu'y attachait le gouvernement français et si l'on ne s'est pas trop pressé de n'y voir qu'un symbole parmi d'autres de l'impuissance diplomatique de la Seconde République.

La politique du gouvernement provisoire a, en général, assez piètre réputation. Rêveurs, romantiques sont les noms les plus doux dont l'on qualifie d'habitude les hommes qui assumèrent à ce moment critique la tâche difficile de conduire les destinées de la France. On se plait à opposer la grandiloquence de leurs déclarations et la faiblesse réelle de leurs moyens ou l'insignifiance de leurs réalisations, sans s'apercevoir que ceux-là mêmes qui les raillent de cet effacement apparent eussent été les premiers à les foudroyer de leur indignation s'ils avaient lancé leur pays dans les aventures belliqueuses. D'ailleurs, pacifisme ne signifie pas forcément inaction, ni impuissance. Trop souvent jugés sur la foi des mémoires de leurs contemporains, les hommes de 48 gagnent à être étudiés à la lumière des documents authentiques ; ils y apparaissent singulièrement vivants et beaucoup moins chimériques que leurs adversaires se sont plu à nous les représenter ; et ce ne serait pas la première fois que des hommes d'État se trouveraient absous, par les archives diplomatiques, de certains reproches traditionnels.

A vrai dire, c'est aussi l'opinion des maîtres de l'Histoire moderne : E. Bourgeois loue la prudence du gouvernement provisoire et M. Ch. Seignobos insiste sur les difficultés auxquelles se heurtait l'action de la France à l'extérieur ; mais les proportions du *Manuel historique* et de l'*Histoire de Lavis* ne se prêtent point aux longs développements. L'action du gouvernement provisoire apparaît mieux dans l'ouvrage

fondamental de M. Veit Valentin¹; mais le plan même de ce beau livre ne comportait pas une étude particulière de ce point d'histoire et, d'ailleurs, sa date récente ne lui a pas permis encore de rectifier dans l'esprit du grand public une opinion déjà ancienne. Il ne semble donc pas que ces jugements aient forcé l'adhésion de tous. Les légendes subsistent. Ainsi, dans le cas précis de cette question de Posen, un des plus récents historiens de la Pologne, dans une petite synthèse commode à consulter², paraît se laisser influencer par le sentiment courant lorsqu'il se contente de ces appréciations un peu sommaires : « Il fallait... qu'elle [la France] eût pour le moins un Talleyrand. Elle n'avait qu'un Lamartine » (p. 278), ou encore : « Notre diplomatie lyrique de 48 tentait de la [la Pologne] rétablir avec le concours de la Germanie. C'était une rêverie absurde » (p. 283). Cette sévérité ne nous semble pas entièrement équitable. Que Lamartine ait été un chef de gouvernement averti, conscient de ses responsabilités et des réalités ; que son collaborateur et bientôt successeur Bastide ait été autre chose qu'un « lyrique » et qu'ils aient pu avoir quelque raison de ne pas voir dans la négociation allemande une « absurdité », c'est ce qui paraît ressortir de l'examen des correspondances diplomatiques. Il est facile, certes, de leur reprocher d'avoir voulu porter aux traités de 1815 et au statut de l'Europe une atteinte aussi sérieuse que la résurrection de la Pologne, alors qu'ils n'avaient point d'armée en état de soutenir une guerre ; mais, à la réflexion, cette critique semble moins fondée. Elle ne tient pas compte du bouleversement général de l'Europe en 1848, à la faveur duquel ils espéraient agir ; elle paraît surtout reposer sur ce postulat, trop vite accepté, qu'une négociation qui n'est pas soutenue par les armes est impossible. Les faits n'ont-ils jamais démenti une vue aussi pessimiste ? La S. D. N. n'a-t-elle pas, de nos jours, remporté certains succès diplomatiques qu'il ne faut peut-être pas exagérer, mais dont l'importance est néanmoins incontestable, alors que cette institution n'avait d'autre force que le prestige de l'opinion ? Et, pour ne point quitter l'époque de 48, le Parlement de Francfort, avant sa fin piteuse, n'avait-il pas, pendant plusieurs mois, forcé sinon l'obéissance, tout au moins la déférence des plus puissants gouvernements allemands, à commencer par ceux de Vienne et de Berlin ? Il eût été bien incapable d'imposer ses décisions par la force ; mais la chute de Metternich avait inspiré aux cabinets d'utiles réflexions et nul ne douta que le Parlement national

1. *Geschichte der Deutschen Revolution, 1848-1849*, 2 vol. Berlin, 1930.

2. H. Grappin, *Histoire de la Pologne*. Larousse, 1922.

allait opérer une refonte totale de l'Allemagne, en assumer légalement le gouvernement et faire reconnaître officiellement par les cours étrangères les diplomates qu'il avait commencé à leur envoyer officieusement au nom de la nouvelle Confédération. Comment un pareil exemple n'eût-il pas confirmé les dirigeants de Paris, chefs d'un gouvernement autrement régulier et assis, dans leur confiance en la puissance des idées et de la raison? Il ne serait peut-être pas hors de propos de réagir contre cette conception par trop moderne que *l'ultima ratio regum* est l'unique argument de quelque poids à invoquer dans une discussion internationale...

I. — LAMARTINE (24 FÉVRIER-12 MAI)

Le manifeste. — Le premier soin de Lamartine, en prenant la direction des Affaires étrangères au lendemain de la révolution de Février, fut, on le sait, de rassurer l'Europe sur les intentions du nouveau gouvernement. Dans sa courte lettre de notification du 27 aux ambassadeurs étrangers, il y a comme un mouvement de fierté, presque de défi (« La forme républicaine du nouveau gouvernement n'a changé ni la place de la France en Europe... »), mais, ce qui domine, c'est l'idée de paix (« ses dispositions loyales et sincères à maintenir ses rapports de bonne harmonie... »; « le principe de paix et le principe de liberté sont nés le même jour en France »). En même temps, le poète-ministre, sentant la nécessité d'une déclaration plus explicite, élaborait son fameux manifeste, rédigé le 2 mars, envoyé le 4 à toutes nos ambassades. Cette célèbre pièce diplomatique n'est qu'une longue répudiation de la guerre. La République, y est-il dit, ne veut pas entrer dans le monde « comme un phénomène perturbateur de l'ordre européen »; elle n'est « un acte d'agression contre aucune forme de gouvernement »; « la monarchie et la république ne sont pas... des principes absolus qui se combattent à mort ; ce sont des faits qui se contrastent et qui peuvent vivre face à face, en se comprenant et en se respectant »; « la République française n'intentera la guerre à personne », — et l'on se rappelle la belle péroraison : la devise Liberté, Égalité, Fraternité, est une « déclaration d'alliance et d'amitié à tous les peuples. Si la France a la conscience de sa part de mission libérale et civilisatrice dans le siècle, il n'y a pas un de ces mots qui signifie guerre. Si l'Europe est prudente et juste, il n'y a pas un de ces mots qui ne signifie paix. »

Il n'y avait là qu'une élémentaire prudence. Dans tous les esprits, en France comme en Europe, le mot de République avait réveillé sur

l'heure le souvenir dramatique des guerres de la Révolution et de la propagande armée. Lamartine le sentait si bien que, dès les premiers mots de sa circulaire, il expliquait longuement en quoi la Deuxième République allait différer de la première et pourquoi le temps des croisades guerrières était passé. Il n'ignorait pas que, si ces déclarations étaient conformes aux vues de la majorité de ses collègues, l'étranger craignait de voir Louis Blanc ou Ledru-Rollin se faire les apôtres d'un nouveau 92, ce qui n'eût pas été, en effet, entièrement contraire à leurs idées. Il n'ignorait pas qu'à l'annonce des événements de Février plusieurs souverains avaient ordonné des concentrations de troupes, ceux de Prusse et de Russie notamment, déjà inquiets des mouvements italiens dont la portée était pourtant moins universelle. Le roi de Prusse n'avait-il pas fait savoir, courtoisement mais explicitement, au gouvernement de Turin qu'il était d'accord avec l'Autriche, et le tsar n'avait-il pas, « à la première nouvelle des événements de Naples...», offert à l'Autriche de se charger de maintenir la Galicie », afin de permettre aux troupes impériales qui s'y trouvaient cantonnées de se rendre en Italie¹? La même note alarmante devait dominer quelques jours encore : le 1^{er} mars, l'envoyé de France à Francfort écrivait à Lamartine que, selon le gouvernement badois, « les événements survenus en France devant amener une explosion de *communisme*, comme conséquence nécessaire exigeaient que la Confédération germanique prit des mesures immédiates pour la défense du *sud-ouest* de l'Allemagne » et demandât la coopération prussienne². Et, les jours suivants, toutes les dépêches allaient confirmer ces craintes et justifier la prudence du gouvernement français. Les États allemands étaient dans l'effroi et s'attendaient à une invasion³; Canitz, recevant de notre chargé d'affaires communication du manifeste, se bornait à répondre qu'il souhaitait la paix, mais que les événements de France étaient « trop récents pour qu'on puisse en discuter maintenant⁴ ». D'autre part Nicolas I^{er}, tout en assurant de ses sentiments bienveillants nos compatriotes fixés en Russie et en déclarant ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, annonçait la concentration sur ses frontières d'une armée de 400,000 hommes⁵.

1. Dépêches du marquis de Dalmatie à Guizot, 19 et 20 février. Cf. Archives des Affaires étrangères, Prusse, n° 301, fol. 426-432. — Le tsar allait également, le 24 février, promettre son concours à la Prusse si elle était attaquée par la France (Valentin, *ouvr. cité*, I, p. 413).

2. Billing à Lamartine. A. E., Allemagne, n° 805, fol. 17-19.

3. Billing à Lamartine, 2 mars. *Ibid.*, fol. 22.

4. Brunet-Denon à Lamartine, 10 mars. A. E., Prusse, n° 302, fol. 6.

5. Mercier à Lamartine, 16 mars. A. E., Russie, n° 202, fol. 5-8.

La circulaire du 4 mars répondait donc à une évidente nécessité. Mais elle n'était pas uniquement une œuvre de circonstance. Elle exprimait très exactement l'idéal pacifique qu'avait soutenu Lamartine depuis les premiers jours de sa vie publique. Lamartine n'arrivait pas au ministère en homme nouveau ayant tout à apprendre. Il est facile de voir en lui « le René de la politique¹ »; le mot est joli, mais nous avouons ne pas bien en saisir la signification. Lamartine avait été diplomate : attaché d'ambassade à Naples en 1820, secrétaire à Florence en 1825 et même, un instant (en octobre), chargé d'affaires, il avait eu le temps, malgré de longues interruptions, de s'initier aux secrets de cette carrière ; démissionnaire en 1830, mais député de 1833 à 1848, il ne s'était jamais désintéressé des affaires publiques, et ses interventions parlementaires sous la monarchie de Juillet, comme son activité ministérielle après la révolution font preuve de suite dans les idées et d'une réelle connaissance des problèmes extérieurs. Nous y reviendrons peut-être un jour ; pour le moment, il suffit de rappeler que, partisan d'une politique extérieure ferme, il répudia cependant toujours les aventures ; qu'il eut le difficile mérite de résister à l'opinion surexcitée de 1840, de blâmer la politique insensée de Thiers à cette date et d'insister sur l'absurdité qu'il y avait à vouloir jeter la France contre toute l'Europe à propos du pacha d'Égypte² ; que même il n'a jamais cru à la victoire finale des Égyptiens ni ne l'a souhaitée³ ; que, bon connaisseur des choses d'Orient, il exprima des vues parfois prophétiques sur l'avenir des populations soumises à la Turquie, et que, chose également méritoire, il fut un des rares esprits en France à comprendre et à défendre la politique pacifique de Louis-Philippe. « C'est pour cette intelligence », disait-il, « qu'elle sera honorée et bénie. Elle a plus servi les idées par dix ans de paix maintenue que par dix journées d'Austerlitz. Ceux qui vocifèrent la guerre sont d'un autre siècle ; ce sont des esprits attardés... Le moindre soldat comprend la guerre : c'est l'œuvre brutale. Il fallait un sage pour se dévouer à la paix ; c'était l'héroïsme de l'intelligence. Un prince négociateur peut être plus grand qu'un prince conquérant : les traités sont des conquêtes⁴. » Sont-ce là des vues d'un

1. R. Doumic, *Lamartine* (coll. des *Grands Écrivains*), p. 91.

2. Voir notamment ses articles dans le *Journal de Saône-et-Loire*, août 1840. Cf. *La France parlementaire*, II, p. 357-419.

3. Voir, par exemple, ses discours du 1^{er} juillet 1839 (*La France parlementaire*, II, p. 215-234), celui du 11 janvier 1840 (*Ibid.*, p. 294-306) ou du 1^{er} décembre 1841 (*Ibid.*, III, p. 1-21).

4. Préface à la publication des *Vues, discours et articles sur la question d'Orient*, 1840. Cf. *La France parlementaire*, II, p. 417.

romantisme échevelé? L'homme qui a écrit ces lignes avait l'étoffe d'un politique ; il a su, devenu ministre, rester fidèle à ses conceptions, résister aux courants contraires, jusqu'à perdre sa popularité, jusqu'à, ce qui est peut-être moins commun encore, reconnaître loyalement chez l'adversaire le mérite de partager une conviction qui lui paraissait essentielle. C'est dans le fameux discours de Mâcon, par places si violent (« Vous auriez la révolution de la conscience publique, la révolution du mépris ! »), que nous relevons cette phrase significative : « La paix sera dans l'avenir, selon moi, la glorieuse amnistie de ce gouvernement contre ses autres erreurs. » C'est, chez un adversaire, le jugement impartial de l'histoire.

Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire prenait donc possession de son poste avec une expérience déjà ancienne, des idées mûries par de longues études et un passé politique. Sa déclaration pacifique du 4 mars était moins un aveu de faiblesse que la preuve de son intelligence de la situation et de la persistance de son *credo*. Il allait le prouver immédiatement dans les nombreux appels au calme qu'il adressait en réponse aux délations des peuples opprimés, Polonais, Irlandais, Italiens, etc., dès les premiers jours de la République.

Mais Lamartine n'eût point été un chef révolutionnaire de 48 s'il ne s'était attaqué aussitôt à ce que les démocrates n'avaient cessé d'exercer comme le symbole à la fois de l'abaissement national et de la défaite des peuples : les traités de 1815. C'est 1815 que l'opposition libérale avait sans cesse jeté à la face de la Restauration comme un déshonneur ; c'est 1815 et l'esprit de la Sainte-Alliance qu'elle reprochait à la monarchie de Juillet de subir sans protester ; c'est 1815 que les démocrates victorieux entendaient abolir en février. L'effacement de la politique extérieure de Guizot avait plus éloigné de Louis-Philippe l'opinion avancée que n'avait fait l'autoritarisme de son gouvernement, et la mystique du redressement de l'humiliation subie en 1815 s'imposait à la Deuxième République avec non moins de force qu'au césarisme plébiscitaire qui en devait sortir. La politique impériale, sur ce point, allait fidèlement continuer la politique républicaine.

Ainsi s'explique cette déclaration, souvent jugée imprudente, du manifeste : « Les traités de 1815 n'existent plus en droit aux yeux de la République française » ; il faut pourtant donner toute sa force à l'assurance qui la suit immédiatement et en corrige la netteté : « Toutefois, les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait qu'elle admet

comme base et comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations. » En effet, dans un pays comme la France, où si longtemps, et ce fut sa gloire, la politique d'idées eut le pas sur la simple poursuite de fins égoïstes, 1815 évoquait moins la perte territoriale assez modeste imposée par les décisions de Vienne que le symbole de la défaite révolutionnaire. Peu nombreux étaient ceux qui reconnaissaient que la constitution de la Belgique indépendante en 1830, conçue en partie contre nous, portait néanmoins à l'œuvre de 1815 une première atteinte que Louis-Philippe offrait à son pays comme une sorte de don de joyeux avènement. Mais l'on se rendait bien compte, en 1848, que la seule proclamation de la République à Paris était déjà une revanche sur le système général de réaction établi sous les auspices de Metternich. Et c'était indirectement encore, dans d'autres domaines, que pouvait s'offrir la possibilité de détruire les traités abhorrés : par la résurrection des nations les plus durement opprimées par suite de la défaite française, la Pologne et l'Italie. La restauration du droit des peuples, si brutallement foulé aux pieds dans ces deux pays ; la renaissance de ces deux nations dont les cadavres avaient toujours semblé aux démocrates français le symbole le plus émouvant de l'écrasement des peuples, le monument le plus odieux du triomphe de l'absolutisme, devaient apparaître à l'opinion, même en l'absence de toute annexion au sol français, comme la plus éclatante des victoires.

Lamartine partageait ce sentiment. La Pologne n'était pas nommée dans le manifeste, mais il y était parlé du concours éventuel de la République à « la reconstruction de quelques nationalités en Europe ». Personne ne s'y trompait : la cause polonaise était si populaire en France qu'il est à peine besoin d'insister sur les sentiments que ce nom éveillait dans l'opinion. La France avait suivi en frémissant les phases de l'insurrection de 1831 et beaucoup avaient su mauvais gré à Louis-Philippe de sa prudente abstention. En 1836, la Chambre avait voulu inscrire le nom de la Pologne dans son adresse annuelle, en réponse au mot de « criminelle chimère » employé par l'empereur Nicolas à l'endroit de cette nationalité. Lamartine était même intervenu dans la discussion pour combattre cette motion par des raisons d'opportunité¹. Les très nombreux Polonais réfugiés à Paris y jouissaient d'universelles sympathies et, dès les premiers jours, l'affranchissement de la Pologne paraissait aux plus exaltés le complément indispensable du réveil de la France.

1. Discours du 12 janvier 1836. Cf. *La France parlementaire*, I, p. 192-198.

Le manifeste parlait plus ouvertement de défendre l'Italie si elle était menacée ; mais c'est que l'Italie était déjà en lutte pour ses libertés, et la France n'y pouvait rester indifférente. Pologne et Italie étaient les deux points de l'horizon que la démocratie française surveillait avec angoisse. La monarchie de Juillet, sentant gronder les nationalités frémissantes, avait cru sage de tenter de retarder l'explosion qui se préparait ; elle s'était peu à peu éloignée de Palmerston, qui les encourageait en sous-main pour nous faire pièce, et s'était rapprochée de la cour de Vienne et de sa politique conservatrice. Les démocrates le lui avaient violemment reproché et, victorieux maintenant, ils revenaient tout naturellement à l'Angleterre whig en se détournant de l'absolutiste Autriche. Palmerston, satisfait de la chute de Guizot, ne décourageait pas ces avances, peut-être afin de nous mieux surveiller, et déjà se dessinait, dans l'esprit de Lamartine, cette alliance franco-anglaise qui lui apparaissait à la fois comme l'union naturelle de deux puissances libérales et comme une garantie contre des réactions trop vives du continent. Cet appui n'était rien moins que sûr¹ ; mais nous n'avions pas le choix, et l'on ne peut nier que la collaboration de l'Angleterre, si vivement réclamée par la France, ait eu précisément pour effet de donner plus de poids à nos interventions diplomatiques dans les affaires de Danemark ou d'Italie. Elle devait permettre à la France une attitude plus résolue et plus ferme dans ses négociations.

L'effet escompté du rapprochement franco-anglais était un atout dans le jeu de la France ; elle en avait un autre, peut-être meilleur encore, dans les troubles grandissants qui affaiblissaient les États les plus puissants de l'Europe centrale dans le moment même que la France, sortie relativement vite de la crise, retrouvait son équilibre. Si l'on se défaillait d'elle, on ne pouvait du moins compter pour rien sa volonté, forte de la faiblesse des autres. Ces considérations amenaient le gouvernement provisoire à concevoir la possibilité d'une politique étrangère conforme à ses vœux, conciliant une diplomatie agissante et souvent hardie et une volonté non moins arrêtée de maintenir, autant qu'il dépendrait de lui, la paix européenne.

L'affaire de Pologne est un des chapitres de ce programme. Tout ce qu'un pays peut faire pour une nationalité opprimée sans risquer la guerre, la France l'a tenté. Lamartine et, après lui, Bastide, y ont ap-

1. On était déjà au mois de juin que Tallenay déclarait ne pouvoir prévoir encore si l'Angleterre serait pour nous ou contre nous en cas de complication (A. É., Angleterre, n° 670, fol. 104-105). La reconnaissance de la République par la Grande-Bretagne n'eut lieu que le 15 août.

porté tous leurs soins. On peut même dire que la résurrection polonaise fut la négociation française par excellence ; si en Italie, si au Schleswig, le gouvernement de la République n'intervint jamais isolément, dans le cas de Posen c'est bien lui, et lui seul, qui tenta l'extraordinaire aventure. Le levier dont il espérait se servir était l'entente avec la Prusse.

La question polonaise au printemps de 1848. — L'espoir mis par le gouvernement provisoire dans une collaboration franco-allemande pour la reconstitution, sinon de la Pologne, du moins d'une Pologne, a provoqué la surprise de beaucoup d'historiens. Certains l'ont qualifié de réverie absurde. Il ne faudrait pourtant pas que la connaissance d'événements postérieurs vint obscurcir notre vision de la situation en 1848. Le gouvernement provisoire pouvait-il raisonnablement nourrir un pareil espoir ? Tout est là.

Le grand-duché de Posen, cédé à la Prusse en 1814, devait, selon l'article 1^{er} de l'*Acte final*, recevoir, comme d'ailleurs les parties de la Pologne cédées à d'autres États, des institutions dont la forme et l'opportunité étaient laissées à l'appréciation des gouvernements. C'était vague ; mais Hardenberg, le 30 janvier 1815, avait promis « un mode d'administration approprié aux particularités et au génie des habitants » et garanti aux sujets du roi de Prusse « de nationalité polonaise tous les avantages qui peuvent être l'objet de ses vœux légitimes et qui s'accorderont avec la situation de la monarchie ». Cette dernière proposition détruisait l'effet des promesses précédentes, mais il y avait eu apparence de promesses, et les Polonais en espérèrent longtemps, en vain d'ailleurs, la réalisation. Bien au contraire, la sécularisation des biens ecclésiastiques, la diffusion de la langue allemande, l'action de l'école eurent vite fait de révéler un parti pris de germanisation qui s'accentua encore bien davantage après la révolte de la Pologne russe en 1830¹.

Pourtant, les Polonais n'avaient pas en Prusse que des ennemis. Par haine de la Russie, par conviction démocratique, beaucoup de libéraux étaient favorables à leur cause. Uhland, Lenau, d'autres encore chantaienr leur héroïsme ; la population, émue des souffrances des réfugiés, faisait aux fugitifs venus de Russie un accueil empressé et amical. Il y eut toujours un parti pour qui, comme en France, l'idéal démocratique s'identifiait avec la résurrection de la Pologne, à tel point que,

1. Bon résumé de ces événements dans Grappin, ouvr. cité, p. 200-213.

parmi les Polonais émigrés, certains aient pu songer à une guerre de libération contre la Russie, aux côtés de la France et de la Prusse¹. On put croire un moment ces sympathies partagées par la couronne : le nouveau roi Frédéric-Guillaume IV, parvenu au trône en 1840, ordonna des mesures de clémence et rétablit l'usage du polonais à l'école et dans les tribunaux. C'est une assez curieuse figure que celle de ce souverain intelligent, bien intentionné, capable (il le montra le 18 mars 1848) de renoncer à l'achèvement d'une victoire sur l'insurrection plutôt que de prolonger l'effusion du sang, et, en même temps, très férus de principes absolutistes, affligé, en outre, d'un caractère irrésolu qui devait souvent l'arrêter à mi-chemin de ses velléités les plus intéressantes et les plus généreuses.

Il fut, d'ailleurs, fort mal récompensé de son attitude libérale à l'égard du grand-duché de Posen. Les exaltés mirent ce répit à profit pour préparer un coup de force. La révolution, fixée au 21 février 1846, fut prévenue par l'arrestation en masse des conjurés quelques jours avant le terme convenu : toutefois, malgré de nombreuses condamnations, dont huit à mort, trois à vingt-cinq ans de forteresse, vingt-quatre à la prison perpétuelle et d'autres à des peines variées, personne ne fut exécuté : il est même remarquable que, dès le jour du verdict, l'on tint cette clémence pour presque assurée². Les chefs, et parmi eux l'agitateur Mieroslawski, se trouvaient ainsi détenus à la prison de Moabit quand éclata la révolution de Mars. Ils furent libérés, comme tous les condamnés politiques, par l'amnistie du 18 et vinrent, le 20, remercier en corps le roi et, paraît-il, s'offrir à coopérer au maintien de l'ordre³. Le peuple de Berlin leur avait fait une conduite triomphale⁴.

Rien de plus curieux que de suivre, durant ces semaines de fièvre, les rapports entre Allemands et Polonais. Il y eut un moment, au début de la révolution, où la cause polonaise fut aussi populaire à Berlin qu'à Paris. Les modérés se trouvaient d'accord avec les socialistes, avec Marx, qui, au meeting de Londres du 29 novembre 1847, avait affirmé sa sympathie pour les Polonais, avec Engels, qui avait proclamé après lui que l'affranchissement de ce peuple importait à la démocratie allemande. Le roi, en 1848, semblait partager la pensée de son peuple ; acclamé par les prisonniers libérés, Frédéric-Guillaume IV promettait solennellement à une députation de Posen, le 24 mars, une « réorgani-

1. Voir, par exemple, V. Valentin, *ouvr. cité*, I, p. 331.

2. Marquis de Dalmatie à Guizot, 3 décembre 1847. A. É., Prusse, n° 301, fol. 283.

3. Brunet-Denon à Lamartine, 21 mars 1848. A. É., Prusse, n° 302, fol. 19.

4. Grappin, *ouvr. cité*, p. 279 ; Valentin, *ouvr. cité*, I, p. 449-450.

sation nationale » et autorisait la formation d'une commission polonaise pour préparer cet acte de réparation. Les Allemands de Posen y faisaient, à ce moment, d'autant moins d'objections qu'ils venaient de répandre une proclamation où ils déclaraient « arrivée l'heure de l'affranchissement, l'heure de réparer le grand crime historique » dont les Polonais étaient victimes. « Nous sommes appelés les premiers », ajoutaient-ils, « à accepter la fraternelle main de concorde que nous tendent nos frères polonais¹. » Le 6 avril, le Landtag prussien décidait que la Posnanie ne ferait point partie de la Confédération germanique, ce qui équivalait à reconnaître son caractère autonome. L'opinion se doutait bien que de tels actes risquaient de provoquer une collision avec la Russie, mais semblait envisager avec assez de sang-froid l'éventualité d'une guerre², car d'aucuns y voyaient une occasion de fonder l'unité allemande³.

Les autres pays d'Allemagne témoignaient de sentiments analogues. Salignac-Fénelon, notre envoyé à Francfort, signalait à Lamartine que la réponse de l'Allemagne au « Paix et Fraternité » de la France était « Fraternité envers vous, liberté pour nous, et aussi liberté pour d'autres peuples malheureux », et il ajoutait : « Ce dernier vœu, Monsieur le Ministre, montera au ciel pour la malheureuse Pologne⁴ ! » Quelques jours après, il décrivait les progrès rapides de la cause slave : « L'idée, l'espérance de voir la Pologne affranchie germe dans les coeurs. Hier encore, un ministre de la Diète me disait que la meilleure politique que pourrait suivre l'Allemagne serait de renoncer librement au grand-duché de Posen et à la Galicie. Ces pays ne sont pas allemands ; ils ne le deviendront jamais ; ils seront une source perpétuelle de dangers pour l'Allemagne tant que celle-ci voudra les conserver. Libres, au contraire, ils deviendront ses alliés⁵... »

Ces quelques citations, que l'on pourrait multiplier, paraissent suffisamment montrer que le calcul de Lamartine, s'il se révéla faux par la suite, ne reposait pas sur une simple illusion. Les manifestations allemandes en faveur des Polonais étaient trop nombreuses, trop spontanées, semble-t-il, pour n'être point sincères, au moins au début. L'existence de pareilles dispositions dans l'esprit du peuple allemand ne défend-elle pas un peu la politique du gouvernement provisoire contre le

1. Grappin, *ouvr. cité*, p. 280.

2. Brunet-Denon à Lamartine, 21 mars. A. E., Prusse, n° 302, fol. 20.

3. Id., 23 mars. Ibid., fol. 26.

4. 21 mars. A. E., Allemagne, n° 805, fol. 73.

5. 26 mars. Ibid., fol. 81.

reproche de naïveté dont on l'a si souvent accablée? Prendre appui sur les sympathies partout affirmées de l'Allemagne libérale pour la Pologne, afin d'obtenir d'une des puissances partageantes elle-même qu'elle condamnât le crime de 1772, mieux, qu'elle prit l'initiative de la reconstitution de la nation martyre et proclamât ainsi l'avènement d'un nouveau droit public : n'était-ce pas bien tentant, était-ce même si peu habile? Si la France, sans tirer l'épée et par la seule vertu de ses encouragements et de sa diplomatie, obtenait la résurrection d'une nationalité de la bonne volonté de ses anciens oppresseurs ; si cette nation délivrée était précisément celle dont l'écrasement restait le symbole le plus frappant de l'ancien droit de la force, n'était-ce pas déjà une très grande victoire et n'était-elle pas garantie par la participation des vainqueurs de jadis à cette œuvre de justice? Pour y atteindre, le seul des trois cabinets intéressés avec lequel on pût espérer vraiment s'entendre était celui de Berlin, où l'opinion semblait aller au-devant de cette pensée généreuse. Mais une négociation aussi délicate exigeait beaucoup de doigté et ne pouvait se poursuivre qu'en conversations directes et officieuses. Le rapprochement franco-anglais donnait du poids à toute démarche de la France ; mais, dans le cas présent, une intervention commune eût ressemblé à une tentative de médiation, de pression et fût allée à l'encontre du but poursuivi. La France devait agir seule et presque en secret. Sa tentative s'explique donc pleinement : il était naturel que l'on s'adressât à Berlin plutôt qu'ailleurs, naturel aussi que la négociation ne comportât que deux interlocuteurs.

Deux écueils, cependant, risquaient de faire tout échouer et, en effet, la diplomatie du gouvernement provisoire devait finir par s'y briser. Mais peut-on lui faire un grief impardonnable d'avoir eu des événements une vision moins nette que nous, à qui le recul du temps permet aisément d'être prophètes après l'événement? Ces écueils, d'ailleurs, et les correspondances diplomatiques en font foi, les hommes de 1848 ne les ont pas méconnus ; mais ils ont cru pouvoir manœuvrer avec assez d'habileté pour les éviter, en profitant de la grande vague de régénération qui emportait toute l'Europe.

Le premier danger résidait dans la vieille hostilité qui opposait Slaves et Germains. Tant de haines accumulées pendant des siècles de luttes à mort avaient creusé entre les uns et les autres un fossé presque infranchissable. Le pont jeté dans les premiers jours d'enthousiasme n'allait pas tarder à s'écrouler. Acclamés en haine de la Russie, les Polonois n'en étaient pas moins Slaves, et les vieilles animosités ne faisaient

que sommeiller. A cette antipathie d'ordre général s'ajoutaient, à Posen, toutes les rancunes, tous les malentendus, toutes les défiances nées d'une cohabitation forcée. Jamais les Polonais ne purent croire au désintéressement des Allemands et jamais, à leur tour, ceux-ci ne purent avoir confiance dans une organisation où l'autorité serait dévolue à l'élément polonais. Si les Slaves de Posen, hantés par le souvenir de Frédéric II, ne cessèrent de voir dans la Prusse une nation de proie, celle-ci, le premier élan généreux passé, retrouva dans son esprit la vieille image séculaire d'un peuple remuant, indiscipliné, anarchique et, pour tout dire, d'une civilisation réputée inférieure, à qui l'on ne pouvait sacrifier la minorité allemande. Et comme, sitôt libres, les opprimés de la veille eurent à leur tour des mouvements d'intolérance, ces craintes parurent justifiées. Le mortel malentendu subsistait. Comme la résurrection de la Bohême, dès le début, fut compromise par la haine réciproque des Allemands et des Tchèques, ainsi la réorganisation du grand-duché de Posen aboutit très vite à la guerre civile.

L'autre danger était, à vrai dire, moins facile à déceler. Il résidait dans l'opposition fondamentale, dont on ne devait se rendre compte qu'à la longue, qui existait entre la révolution de Paris et celles de l'Europe centrale. National et libéral à Paris, le mouvement l'était également ailleurs ; mais l'atmosphère était toute différente. Démocrates et patriotes se confondaient en France ; notre pays ne demandait que sa liberté politique et ne réclamait rien à l'Europe, l'unité nationale étant depuis longtemps un fait accompli. Pour les autres peuples, la question territoriale était la première à résoudre ; les uns avaient à s'affranchir d'une domination étrangère ; chez les plus favorisés, comme en Allemagne, l'union n'existant encore que dans les coeurs. C'étaient là des problèmes bien autrement essentiels que les questions constitutionnelles, et il n'était pas évident qu'on pût leur trouver une solution commune. A mesure que le temps s'écoulait, un cas de conscience se posait, se précisait, devenait angoissant : l'union par la liberté (fédération italienne, Parlement de Francfort) apparaissait comme un idéal de plus en plus lointain. Il fallait choisir, cependant : en Italie comme en Allemagne, on s'aperçut vite que l'union ne se ferait pas sans la force. Cette conviction amena peu à peu les patriotes à mettre leurs espoirs en deux princes restés absolutistes, malgré les Constitutions accordées, le roi de Sardaigne et le roi de Prusse. Le parti démocratique fut scindé en deux ; une fraction resta fidèle à son idéal politique libéral, au risque d'ajourner une union trop malaisée à accomplir, à moins de se jeter dans les bras des princes ; l'autre rejoignit les monarchistes

dans l'espoir d'accomplir l'union d'abord, les réformes ensuite. Le malheur des temps voulait que ni l'un ni l'autre des deux buts essentiels ne pût être atteint sans compromettre plus ou moins gravement la réalisation de l'autre.

En fait, en Italie comme en Allemagne, l'idéal national parut le plus urgent : la délivrance ou l'union des frères dispersés s'affirma comme le prélude indispensable de toute réorganisation. Quel espoir de liberté politique pourrait-il rester à des Italiens retombés sous le joug autrichien, à des Allemands replacés dans la main de leurs nombreux souverains particularistes ? Malheureusement, le souci de l'union, de la résurrection ou de la formation prochaine de la nation, enfin rassemblée, ce souci devait, une fois devenu la préoccupation dominante, mener rapidement les peuples, par un sentiment patriotique facile à comprendre, mais où se mêlaient assez confusément l'amour du pays, l'orgueil ethnique et les convoitises et les ambitions de race, à regretter toute concession territoriale, à repousser tout démembrement avant la lettre du sol national à reconstituer. D'où l'acuité que prirent tout de suite les questions du Schleswig et de la Pologne et les violences subites qui étonnèrent tant Paris. Comme démocrate, on reconnaissait la nécessité d'effacer à Posen le crime du XVIII^e siècle ; comme citoyen de la grande Allemagne, on se refusait à diminuer le patrimoine commun. Les mots, à Paris et à Berlin, ne pouvaient plus avoir le même sens. Là, ils désignaient l'idéal libéral de la nation ; ici, la naissance de l'imperialisme des nationalités.

Mais ces considérations, que les leçons de l'expérience nous ont rendues familières, ne pouvaient s'imposer avec la même force à l'esprit des contemporains. Tout, dans les premières semaines de la révolution, semblait autoriser en faveur de la cause polonaise l'espoir d'une collaboration franco-allemande. Dès le mois de mars, Lamartine amorça la négociation.

Mission de Circourt. — Le nouveau gouvernement avait rappelé tous nos ambassadeurs, dont beaucoup, du reste, avaient d'eux-mêmes senti la nécessité de résigner leurs fonctions. Il était difficile aux ministres d'une monarchie redevenue autoritaire de parler, sans transition, au nom d'une république démocratique. Les secrétaires de légation restèrent sur place pour expédier les affaires courantes et représenter, au moins officieusement, la France, en attendant le rétablissement de relations normales. De ce nombre fut, à Berlin, Brunet-Denon, qui continua de gérer la légation et s'appliqua à renseigner le nouveau cabinet avec la plus grande exactitude.

Toutefois, en attendant l'envoi de ministres réguliers, Lamartine accrédita auprès de plusieurs cours des agents officieux chargés d'une négociation particulière ou même d'une simple mission d'observation, sans retirer aux chargés d'affaires intérimaires la signature des pièces de chancellerie. Il y eut ainsi parfois une double représentation, où il n'est pas toujours aisé de bien se reconnaître, d'autant que, dans les premières semaines, un certain désordre paraît avoir régné dans les bureaux, car une partie de la correspondance manque aux Archives du quai d'Orsay.

C'est pour remplir à Berlin une mission de ce genre que Lamartine désigna, le 6 mars, Adolphe de Circourt. Singulier choix, en vérité : rarement on vit ambassadeur ignorer plus délibérément la volonté de son gouvernement, déformer plus systématiquement les instructions qu'il en recevait.

Cette nomination s'expliquait évidemment par le désir qu'éprouvait Lamartine d'envoyer à Berlin un agent qui y fût agréable. M. de Circourt répondait à cette condition : il connaissait bien l'Allemagne pour y avoir séjourné à plusieurs reprises ; il l'avait étudiée d'assez près pour s'être trouvé en mesure de rédiger un mémoire sur l'état du pays ; il s'y était lié avec les personnalités les plus en vue du monde politique et du monde littéraire ; il était, enfin, bien vu du roi. De tels antécédents devaient, dans la pensée du ministre, faciliter à notre chargé d'affaires la tâche délicate qui lui était assignée : simple mission d'observation et de renseignements au début et, lorsque le moment serait favorable, reprise de relations normales et d'éventuelles négociations.

Mais il ne suffit pas d'être *persona grata* à la cour où l'on représente son pays ; un minimum de déférence pour les ordres reçus peut paraître souhaitable. M. de Circourt ne parvint jamais à se mettre dans la tête qu'il représentait la Deuxième République. Il ne cacha pas ses sentiments monarchiques, ni dans les affaires de France, ni, ce qui est plus grave, dans les affaires prussiennes, où il eût été au moins correct de rester sur la réserve. Mais, fort persuadé de son propre mérite et de la justesse de ses vues, il jugeait sans aménité les événements et les hommes. Il eut toujours le plus parfait mépris pour le gouvernement provisoire et pour ce qu'il appelle invariablement « la catastrophe de Février ». La lecture de ses souvenirs (*Une mission à Berlin*) éveille très vite un sentiment continual d'irritation devant tant de jactance, tant d'hostilité violente et irraisonnée contre les hommes au pouvoir. « Personne », écrit-il quelque part, « ne se faisait une juste idée du vide et de

la nullité, en fait de politique extérieure, du gouvernement provisoire établi à Paris » (*Une mission*, t. I, p. 369). « La France », dit-il ailleurs, « eût fait à l'étranger, pendant cette période d'avortement anarchique, une figure étrange si quelques-uns de ses agents officiels n'avaient supplié par leurs ressources personnelles aux misères et aux nullités de la direction supérieure à laquelle ils étaient censés obéir » (p. 283). *Censés !* quel aveu ! — M. de Circourt ne s'en tient d'ailleurs pas à ces généralités : les attaques personnelles abondent. Bastide, le remarquable collaborateur de Lamartine et bientôt le prudent ministre des Affaires étrangères en cette époque pleine de périls, est particulièrement déchiré : « Sa parfaite ignorance des affaires qu'on venait de lui donner à diriger... » (p. 95) ; « son ignorance absolue et souvent incroyable des choses et des personnes en faisait un objet de dérision et presque de compassion » (p. 96). Ou encore : « J'attachais peu de prix à connaître la façon de penser de MM. Jules Favre et Jules Bastide. Quand, plus tard, le dernier fut obligé de s'en faire une, il ramassa celle des bureaux, rama-sée elle-même dans la rue » (II, p. 27). Comme il ne put jamais pardonner à Emmanuel Arago de l'avoir remplacé à Berlin, il accable toute la famille de ses sarcasmes, et, pour nous en tenir au frère de François, il le déclare « violent, sans talent, mais pourvu d'un jargon qui en imposait au vulgaire » (I, p. 92) ; parlant de sa nomination à Berlin, il écrit avec tranquillité que, « très justement confus de ce choix déloyal et misérable, M. de Lamartine obtint qu'il resterait caché quelques jours encore » (II, p. 147). Il ne recule même pas devant de véritables falsifications : à une ovation que les démocrates berlinois firent à Arago peu de temps après son arrivée, celui-ci, très ennuyé, s'efforça de répondre par des paroles vagues¹, que Circourt transcrit ainsi : « Je suis ici... pour cimenter l'alliance entre les deux peuples, pour resserrer les noeuds de l'amitié... entre la nation prussienne et la nation française. Je ne me regarde nullement comme accrédité auprès du roi » (II, p. 376). Cette dernière phrase, qui donne un tout autre sens aux déclarations qui précèdent, est ajoutée d'autorité par le narrateur. Il y a mieux encore : croirait-on que Circourt, à l'annonce de la nomination d'Arago, a cherché à ameuter le gouvernement de Berlin contre ce choix pour faire revenir Bastide sur sa décision² ?

On pourrait multiplier les citations. Certes, le diplomate qui professe

1. Arago à Bastide, 10 juin. A. É., Prusse, n° 301, fol. 108-109.

2. C'est lui-même qui nous le dit comme une chose toute naturelle. Voir *Une mission*, II, p. 230-236.

une certaine considération pour ses propres lumières et un mépris total pour le gouvernement qui l'emploie est un personnage qui n'est pas inconnu de la comédie, ni même de la réalité : encore se conforme-t-il, en général, aux directions de son ministère, quitte à les railler dans l'intimité. Mais l'on va voir la manière dont Circourt entendait son rôle. Sans doute se disait-il que la République était suffisamment honorée de l'avoir comme représentant, sans qu'il fût encore obligé d'obéir. Qu'on se reporte seulement à l'incroyable lettre qu'il écrivit à Lamartine après son rappel¹.

S'étonnera-t-on, après cela, de l'attitude étrange, frisant l'inconscience, qu'observa notre représentant à Berlin pendant les deux mois et demi qu'il y resta ? Ouvertement, sans paraître soupçonner la réserve que lui imposent ses fonctions, il blâme les initiatives libérales de Frédéric-Guillaume, se fait l'apôtre de la résistance. « Le roi de Prusse », écrit-il à propos de la convocation de la Constituante, « et son nouveau ministère n'eurent point le courage d'agir en contradiction avec les « idées françaises » du jour, comme j'avais celui d'écrire au gouvernement... » (I, p. 231). Lorsque, dans un sentiment d'humanité, le roi rappelle ses troupes qui viennent de maîtriser l'insurrection du 18 mars, Circourt éclate ; il fait part de son indignation au baron d'Arnim : « Faire retirer les troupes ! au moment où elles sont absolument victorieuses ! au moment où il suffirait de quelques volées de canon pour abattre les dernières barricades ! Capituler !... Retournez au château ; dites quel est l'état réel de la ville... » Le roi, répond Arnim, est désireux d'arrêter l'effusion de sang. — « Il veut donc subir la destinée de Louis XVI ? » (I, p. 168-169). On croit rêver. Se figure-t-on, par exemple, un ministre de Prusse pressant Cavaignac de ne point se relâcher dans la répression des journées de Juin ? — Dès lors, on lit sans étonnement que « la première, la plus excusable, la plus splendide des fautes de l'empereur Nicolas fut la campagne de Hongrie de 1849. Il sauva, par cette résolution héroïquement désintéressée (!), un prince faux et des ministres machiavéliques » (II, p. 25).

N'est-il point naturel, dans de pareilles conditions, que Circourt se montre particulièrement odieux lorsqu'il s'agit des Polonais ? Marié à une Russe, lié avec Gortchakov, ne jugeant à Berlin que du point de

1. « En me faisant une carrière, l'État gagnerait par moi infiniment davantage qu'il ne peut me faire gagner jamais ; mais il ne m'est pas aussi facile de prendre... mon parti de l'acte que vous avez autorisé M. Bastide à commettre vis-à-vis de moi... Il en résulte pour vous un dommage considérable dans l'opinion publique, tant en France qu'à l'étranger » (t. II, p. 400).

vue allemand, il ne trouve pas de paroles assez sévères, assez violentes à leur égard. Ses jugements ne sont pas toujours faux, loin de là ; son scepticisme absolu à l'égard des aptitudes politiques des Polonais et de leur esprit de suite est justifié, hélas ! par toute l'histoire de ce malheureux pays ; mais une négociation diplomatique n'est pas un cours de morale, et les défauts, vrais ou supposés, de la nation martyre ne pouvaient prévaloir contre le droit public et contre la légitimité de sa résurrection. En opprimant la Pologne, les puissances copartageantes avaient condamné leur propre domination : les démocrates allemands le sentaient mieux que l'envoyé de la République française. Il est pénible de lire ses sarcasmes à l'égard des réfugiés venus chercher un asile en France. La connaissance du polonais, dit-il en croyant faire un trait d'esprit, n'est pas nécessaire « avec des hommes dont le patriotisme a la répugnance la plus invincible pour habiter sa patrie et dont la nationalité n'a qu'à la dernière extrémité recours à l'idiome national » (t. I, p. 176). Circourt se plaindrait-il de la préférence de certains peuples étrangers pour notre langue uniquement parce qu'il déteste ces peuples ? Il trouve mauvais que les prisonniers délivrés par Frédéric-Guillaume soient venus le remercier (« après avoir, avec une solennité dérisoire, salué le roi... »)¹ ; il leur assène des injures gratuites : « C'est qu'aux Polonais près (lesquels, après tout, faisaient leur déplorable métier), les combattants aux barricades étaient des hommes égarés sans doute..., mais *des hommes* enfin » (t. I, p. 187) ; et tout à l'avenant.

Ces détails étaient nécessaires pour expliquer comment la négociation franco-allemande allait se trouver, dès le début, desservie par la mauvaise volonté de notre agent, qui se montra d'emblée hostile au désir de la France et favorable au point de vue des réactionnaires prussiens. Là où son successeur, Arago, essaiera de mettre tout son cœur et son intelligence, Circourt avoue naïvement n'avoir rien compris à ce qu'on lui demandait. « M. de Lacour » [notre envoyé à Vienne], écrit-il non sans un certain sentiment d'envie, « ne trouva pas dans son chemin, comme j'allais trouver dans le mien, une pierre d'achoppement telle que la résurrection de la Pologne, tentée à force de complots, d'escarmouches et surtout de déclamations » (t. I, p. 243). Toutes ses dépêches allaient tendre à décourager l'action de son gouvernement — pour ne pas dire la contrecarrer.

La négociation. — Dès le mois de mars, Lamartine avait lancé un

1. I, p. 177. Voir la dépêche de Brunet-Denon du 21 mars. A. E., Prusse, n° 303, fol. 19.

« ballon d'essai » par sa circulaire à nos agents accrédités auprès des cours du Nord. Cette pièce, bientôt livrée à la publicité et plusieurs fois reproduite depuis¹, déclarait que la résurrection de la Pologne était « la première condition de la solidité de la paix » ; que, « à ce prix, tout serait facile », tandis qu'autrement tout serait « précaire, faux, hostile, semé d'embarras, de guerres et de pièges ». Il ne paraît pas qu'une négociation directe se soit ouverte à la suite de cette circulaire ; du moins il n'en reste pas trace, aux Archives du Quai d'Orsay, dans la correspondance de Vienne, de Berlin ou de Pétersbourg, et Circourt n'y fait nulle part allusion ; mais nos légations étaient prévenues des intentions du gouvernement et devaient se tenir prêtes à agir.

Avant toute chose, il fallait rassurer l'Allemagne et pratiquer résolument la politique de paix annoncée par le manifeste du 4 mars, d'autant que la répudiation des traités de 1815 avait soulevé quelques inquiétudes en Prusse et à Francfort². Le 15 mars, en confiant la gérance de la légation de Francfort au premier secrétaire, M. de Salignac-Fénelon, Lamartine lui recommandait d'insister sur la volonté pacifique du gouvernement provisoire. « La France », ajoutait-il, « ne doit rencontrer dans la grande nation allemande qu'un peuple ami, sympathique à ses institutions et à ses destinées, confiant dans le libéralisme élevé, la haute moralité et la loyauté de sa politique³. » Quatre jours après, recevant une députation de Polonais qui venaient le presser d'accorder à leur patrie l'appui de la République, il leur répondait par ce fameux discours où il réservait, non sans vivacité, à la France seule le choix de l'heure et du moment, ajoutant qu'elle ne permettrait « aucun acte d'agression et de violence contre les nations germaniques » et n'avait nulle envie de se présenter « sur les frontières de nos voisins la baionnette à la main, au lieu de la liberté et de la paix à la main⁴ ». Ce qu'il disait aux Polonais, il le répétait d'ailleurs aux Irlandais, aux Savoisiens, aux Anglais, aux Hongrois, aux Italiens, bref à tous ceux qui paraissaient attendre de la France qu'elle reprit son vieux programme de propagande. Il le fallait pour rassurer l'Europe ; il le fallait pour répondre d'avance à des préoccupations qui inspiraient encore, le 21, cette phrase significative de la proclamation de Frédéric-Guillaume : « L'Allemagne peut être menacée par des dangers extérieurs de plus d'un côté⁵. »

1. *Trois mois au pouvoir*, p. 242 ; *La France parlementaire*, V, p. 299, etc.

2. Billing à Lamartine, 10 mars. A. É., Francfort, n° 805, fol. 64-65.

3. A. É., n° 805, fol. 70.

4. *Trois mois au pouvoir*, p. 130 et suiv.

5. Brunet-Denon à Lamartine, 21 mars. A. É., n° 302, fol. 24-25.

Bien décidé, en conséquence, à n'employer que des moyens pacifiques, Lamartine suivait avec sympathie les événements de Berlin, qui paraissaient lui offrir l'occasion cherchée. La chute de Metternich, la révolution du 18 Mars semblaient avoir produit une impression sérieuse sur l'esprit du roi et l'amener à composer avec les démocrates. Nous avons brièvement, déjà, anticipé plus haut sur ces événements. Le 25 mars, Circourt annonçait que le souverain, recevant la veille une délégation de Posen, avait promis « de faire procéder, dans le plus bref délai, à la réorganisation nationale du grand-duché de Posen » et autorisait la formation d'une commission *ad hoc*¹. Sans doute, la Prusse n'envisageait peut-être pas la libération totale du pays et songeait plutôt à lui accorder une autonomie sous un prince prussien, par exemple le prince Waldemar, cousin du roi²; mais cela même était déjà un grand progrès. Des nouvelles favorables arrivaient pareillement de Francfort ; Salignac en écrivait, le 26, que l'idée de l'affranchissement de la Pologne faisait des progrès et que l'on aimait mieux la voir libre et peut-être alliée que sujette et certainement hostile³. Le 29, Circourt, si défavorable fût-il à la cause polonaise, était forcé de reconnaître que le gouvernement prussien était bien disposé pour elle. Les petites vilenies ne manquent pas dans cette dépêche : les comités polonais « formaient une confusion très anarchique », mais allaient être dirigés par une commission présidée par Libelt « et dans laquelle les chefs du complot de 1846, amnistiés d'hier, dictent aujourd'hui des lois à la couronne prussienne. Dans la Pologne naguère prussienne, on ne connaît aucun homme de génie, et Mieroslawski n'annonce guère que les qualités d'un homme de théâtre... ». Toutefois, la suite de la dépêche peut donner à penser que ces « lois dictées » ne sont peut-être pas tellement antipathiques à l'opinion : « Les comités comptent... sur l'active coopération de l'Allemagne. Ils se flattent d'entrainer complètement ce pays. Il est certain que, parmi les étudiants et les hommes de lettres, leur influence est considérable ; qu'une partie de la presse quotidienne prêche la guerre, et la guerre implacable, immédiate, contre la Russie » ; mais Circourt ne manque pas d'ajouter « qu'enfin la population bourgeoise des provinces allemandes, épuisée, lassée par de pareils hôtes, se résignerait volontiers à de grands sacrifices pour leur ouvrir la voie par laquelle ils rentreraient dans leur pays⁴ ». Les déclarations du baron d'Arnim sont

1. *Une mission*, I, p. 272.

2. *Ibid.*, p. 288.

3. Voir ci-dessus, p. 208.

4. *Une mission*, I, p. 306.

encore plus remarquables : « Nous ne prêterons pas de troupes allemandes aux Polonais pour attaquer la Russie, mais nous ne ferons rien pour empêcher les volontaires... d'aller joindre en Posnanie la bannière polonaise... Du reste, quand ils combattront pour le principe de la reconstruction des nations indépendantes, ce sera pour un principe juste, ce sera pour notre principe actuel qu'ils combattront¹ ! »

On est tenté de se demander avec mélancolie quels résultats n'eût pas obtenus, dans de telles conditions, un ministre français moins hostile à cette cause. Mais on ne peut refaire l'histoire ; l'échec de presque tous les mouvements de 48 rend d'ailleurs la question assez oiseuse. Au reste, prophète de malheur et clairvoyant, Circourt se rend très nettement compte de tout ce qu'il y a de factice et d'incertain dans ce rapprochement entre Germains et Slaves : « La bonne intelligence », écrit-il dans la même dépêche, « entre les Allemands et les Polonais ne saurait être de longue durée : les constitutions intellectuelles et morales de ces deux peuples se repoussent l'une l'autre par tous les éléments essentiels. Les Allemands libéraux veulent, pour assurer le triomphe du plus grand et du plus juste des principes, contribuer à la reconstitution de la Pologne indépendante ; mais le peuple éprouve pour ce qu'il appelle « la barbarie polonaise » un invincible dégoût²... »

De fait, les premières difficultés apparaissaient déjà. D'après une lettre de Salignac en date du 31 mars, des membres du *Vorparlament* « ont demandé que le grand-duché de Posen, qui n'est pas un pays allemand, mais un pays polonais, ne fût point compris dans la Confédération et n'eût point de représentants au Parlement de Francfort. Quelques chefs du parti républicain se sont opposés à cette demande ; ils ont déclaré que ce serait se déshonorer que d'abandonner les 700,000 Allemands qui habitent le grand-duché... » On voit les ambitions nationales s'éveiller et croître d'une manière significative : quelques députés monarchistes ont accordé que « le grand-duché de Posen a été acquis par l'Allemagne d'une manière injuste. Mais c'est là un fait accompli depuis de longues années, et, si l'on veut que l'Allemagne restitue les acquisitions qu'elle a pu faire ainsi, il faut auparavant que la France lui restitue l'Alsace et la Lorraine... » Tout sentiment d'équité n'est cependant pas mort, puisque l'assemblée a déclaré « qu'elle entendait jeter un blâme profond sur le partage injuste de 1772, et qu'il était de l'intérêt et de l'honneur de l'Allemagne de recon-

1. *Une mission*, I, p. 307.

2. *Ibid.*, p. 309.

tituer la liberté de la Pologne¹ ». Il ne s'était pas écoulé un mois depuis le début de la révolution allemande que la contradiction fondamentale du principe des nationalités se révélait : les convictions libérales militaient en faveur de l'affranchissement des peuples ; les exigences patriotiques de l'union des races s'y opposaient. En 1848 comme de nos jours, le problème des minorités (bien que le mot ne fût pas inventé) constituait déjà la pierre d'achoppement de toute reconstruction de l'Europe sur les bases d'un nouveau droit international.

La catastrophe prévue par M. de Circourt se produisit en avril. Jamais, cependant, l'on n'avait paru plus près du but que dans les premiers jours de ce mois. Lamartine dut apprendre avec satisfaction que, le 6 avril, le Landtag de Prusse avait décidé que le grand-duché ne ferait pas partie de la Confédération germanique et, le même jour, Salignac lui transmettait de Francfort des nouvelles aussi réconfortantes : « Plusieurs ministres à la Diète », écrivait-il, « sont d'avis que l'Allemagne sera bien plus forte en se séparant des annexes territoriales qui appartiennent à d'autres nationalités. L'Allemagne, suivant eux, doit se composer de pays purement allemands. » La phrase suivante, il est vrai, devait lui paraître moins rassurante : « Elle doit avoir un chef puissant, et l'Autriche, dit-on, si elle adopte les conseils qu'on lui donne, se préparerait une bonne chance de rétablir l'ancien Empire germanique. » Plan hardi, qui, groupant tous les Allemands en un immense État homogène, pouvait faire bon marché des Slaves et des Italiens que l'on abandonnait ; la cohésion germanique suppléerait largement aux pertes territoriales des États composants jusqu'alors séparés. Belle application du principe national, mais entraînant un grave bouleversement de l'équilibre européen que la diplomatie de la Seconde République n'avait pas prévu. Par une étrange contradiction, la Diète, dans le même temps qu'elle décidait l'affranchissement de la Pologne, méditait de nouvelles conquêtes. Elle voyait dans la reconstitution de l'État polonais « une satisfaction donnée non pas aux passions éphémères de la multitude, mais aux intérêts réels et permanents de l'Europe, intérêts lésés par la destruction d'un pays civilisé et par la prépondérance que le crime de 1772 a assurée à la politique d'un gouvernement plutôt asiatique qu'européen ». Mais voici que percent les pensées secrètes : « Sans doute, il est dur pour la Prusse de rendre la liberté au grand-duché de Posen, qui coupe en deux plusieurs provinces importantes de ce royaume. Mais, si l'on peut acheter à ce prix le refoulement

1. A. E., n° 803, p. 95.

des Russes vers l'Orient, si la Courlande et la Livonie, provinces allemandes, viennent à être incorporées à la Prusse, ce pays gagnera au change. De même encore, si l'Autriche renonce à la Galicie, elle pourra, dans un prochain avenir, trouver une compensation dans ces belles principautés du Danube dont la possession équivaudrait pour elle à celle de la Lombardie et de la Galicie prises ensemble^{1.} »

On voit la rapidité avec laquelle les esprits évoluaient ; il ne s'agissait de rien moins que d'un complet remaniement de la carte de l'Europe, d'une importance presque égale à celui qui devait se réaliser en 1919, mais où les convoitises territoriales étaient encore plus exaspérées. L'idéalisme libéral s'y rencontrait avec les appétits les moins justifiés. Rendre la Pologne pour prendre les pays roumains était un troc qui défiait toute raison. La France ne reconnaissait plus ses propres idées, qu'elle croyait avoir répandues par le monde et qui devaient, au delà des frontières, les auxiliaires des visées d'annexion. Lamartine avait peut-être envisagé l'éventualité de défendre par les armes la Pologne et l'Allemagne contre une attaque de la Russie ; il n'eût point fait la guerre pour donner à la Prusse les provinces baltes ou pour asservir les principautés. Ce n'est pas faiblesse, c'est pleine conscience des périls qui menaçaient la paix de l'Europe, si le gouvernement provisoire adopta une attitude de réserve de plus en plus prudente. Ses adversaires lui firent plus tard le reproche d'avoir agi comme Louis-Philippe : nous verrions, là plutôt un éloge.

Au reste, les espoirs d'un règlement à l'amiable semblaient s'évanouir devant le réveil des antiques haines qui opposaient Polonais et Germains. Les Allemands du grand-duché, indignés à l'idée d'être administrés par leurs sujets de la veille, commençaient à manifester leurs inquiétudes et l'on signalait des scènes de violence entre les deux populations^{2.} Bientôt, ces bagarres dégénérèrent en lutte ouverte et il fallut envoyer des troupes pour rétablir l'ordre. La position du gouvernement français devenait critique ; il ne voulait ni céder aux mises en demeure des Polonais, ni les laisser écraser ; mais quelle attitude garder entre deux partis également exaspérés ? Sensible aux plaintes de ses compatriotes, le gouvernement prussien décidait, le 14 avril, de tracer une ligne de démarcation entre les districts allemands et polonais du grand-duché ; ce premier essai de frontière ethnique soulevait les plus vives protestations des Polonais. Le prince Adam Czartoryski, voyant

1. A. É., n° 803, fol. 106.

2. Brunet-Denon à Lamartine, 17 avril. A. É., n° 302, fol. 56-57. Cf. Valentin, I, p. 539.

s'échapper la couronne qu'il avait peut-être espérée et saignant en son cœur de patriote à l'annonce du dépeçage projeté, écrivait à Lamartine une lettre virulente où il s'élevait contre ce nouveau partage et exigeait l'intervention française. « Cette protection, nous avons le droit de l'attendre de la France... L'appui moral mais décidé de la France nous est dû... Nous demandons au gouvernement de déclarer avec décision ses vues à l'égard de la Pologne..., d'annoncer hautement... que la France exigera son rétablissement », etc.¹. Toujours l'habitude orientale de prétendre dicter leur devoir aux peuples alliés ! Dans ce dédale de compétitions, il eût fallu à la France un agent avisé, désireux de renseigner impartiallement ses chefs et de ne rien compromettre. Mais Circourt, adoptant systématiquement le jeu allemand, décourageant les Polonais, était le dernier à concevoir cette obligation. Lamartine, qui s'en doutait, eut l'idée d'envoyer un autre agent, Didier, enquêter dans le grand-duché. Circourt ne s'y trompa pas : « Cette mission avait évidemment pour but de suppléer à ce que je ne me montrais nullement disposé à faire et de m'ôter la direction des affaires polonaises²... » On n'avoue pas plus cyniquement sa volonté de désobéissance. Mal préparé, au reste, pour cette mission délicate, influencé peut-être aussi par Circourt qu'il vit à Berlin³, Didier revint sans avoir rien fait.

Cependant, la situation s'aggravait. Cracovie, sur laquelle compattaient les insurgés de Posen, était enlevée le 26 avril par les troupes autrichiennes, et les Polonais du grand-duché, laissés à eux-mêmes,achevaient de perdre les quelques sympathies dont ils jouissaient encore en Allemagne. Les journaux prussiens ne tarissaient pas sur leurs excès, vrais ou supposés, et des corps francs se formaient pour marcher contre eux ; seul le gouvernement montrait plus de réserve⁴. Même note pessimiste à Francfort, où notre nouvel agent, Savoie, signalait que les cabinets exploitaient perfidement les événements de Posen pour embrouiller la question⁵. Circourt mettait une sorte d'acharnement à peindre la situation sous un jour encore plus noir : « La haine la plus décidée entraîne toutes les classes et la croisade contre les Polonais du grand-duché de Posen se prêche dans tous les clubs » ; les fugitifs de Cracovie, loin d'exciter la pitié, sont qualifiés de « hordes incorrigibles

1. 26 avril. A. É., n° 302, fol. 63-64.

2. *Une mission*, I, p. 365.

3. Les « relations intimes » qu'il y noua avec Circourt et sa femme contribuèrent, au dire de ce dernier, « à lui faire voir clairement la bonne voie et à s'y affermir » (*Ibid.*, p. 365).

4. Brunet-Denon à Lamartine, 1^{er} mai. A. É., n° 302, fol. 71-73.

5. 30 avril. A. É., n° 805, fol. 148-149.

et barbares, auxquelles il faut donner une dernière leçon» ; « la scène a changé : l'Allemagne ne fera de longtemps rien pour la Pologne. La France demeure seule, si elle y persiste, chargée de cette grande entreprise... ». Et d'ajouter que les Polonais « ne sont occupés qu'à s'entre-déchirer, et l'aspect de ce chaos matériel et moral a, plus que tout le reste, contribué à rendre aux Allemands l'amour de l'ordre et de l'union¹ ». Intarissable sur les défauts et les imprudences des Polonais, notre envoyé ne prit jamais en considération la contre-partie : le martyre de la nation et le droit des peuples. Une information aussi partielle, aussi unilatérale, ne pouvait rester sans influence sur l'esprit de Lamartine : on en trouve les traces dans son discours du 23 mai sur les affaires d'Italie et de Pologne, où, exposant la difficulté du problème abordé par le gouvernement provisoire et les principes de son action, il regrettait d'avoir vu le péril s'accroître par « le développement instantané de ces dissensiments anarchiques, de ces haines de famille à famille, de race à race, de langue à langue, de nationalité à nationalité, qui ont toujours été le fléau de la Pologne, qui ont toujours été la fatalité de l'héroïsme de ce grand et généreux peuple² ». Toutefois, l'humanité du ministre, la largeur de ses vues ne pouvaient se laisser détourner du but par ces malheureux événements. Tout au contraire, la guerre de Posen, dans le bouleversement général de 1848, constituait une nouvelle bombe, des plus dangereuses, qu'il importait d'éteindre. Le moyen le plus expédient lui parut être d'en appeler encore une fois au bon vouloir de la Prusse. Le 7 mai, il tentait en ce sens un dernier grand effort : il prescrivait à Circourt d'attirer l'attention du baron d'Arnim sur la déception que causerait en France et ailleurs l'abandon des principes généreux du 24 mars ; de lui rappeler les sympathies traditionnelles de la France pour la Pologne et les dangers que comportait pour l'ordre européen le maintien d'une situation aussi contraire au droit des peuples, réveillé en 1848 ; enfin, ajoutait-il, le gouvernement de la République « serait heureux de voir le cabinet de Berlin, fidèle à ses premières inspirations, écouter, à l'égard de la Pologne et des Polonais, la voix de la justice et de l'humanité, s'associer aux sympathies si vives de l'opinion et s'abstenir de rigueurs comme celles qu'il n'a pas craint d'ordonner, malgré ses promesses³ ».

La démarche était délicate ; elle n'était pourtant pas si différente d'autres conversations antérieures pour qu'en y mettant du doigté on

1. Dépêche du 1^{er} mai. *Une mission*, II, p. 108-110.

2. *Trois mois au pouvoir*, p. 244-245.

3. *Ibid.*, p. 247-249. Cf. A. É., n° 302, fol. 82.

ne pût la tenter avec quelque chance de succès. Mais Circourt veillait. Traitant délibérément d' « outrageantes » les demandes de la France, les jugeant capables d'allumer une guerre générale si cette dépêche avait été seulement mise « entre les mains d'un Savoie ou d'un Emmanuel Arago¹ », il se contenta des réponses évasives du ministre allemand à la lecture de cette pièce : le gouvernement prussien n'avait jamais autorisé que les habitants du grand-duché à se rendre à Posen, nullement ceux des autres Polognes ; le général Pfuel préparait la réorganisation nationale (!) promise ; les seules mesures prises avaient pour but la protection des citoyens prussiens, et les prisonniers étaient traités avec douceur, et, quant « aux considérations générales et puissantes » contenues dans la dépêche, il en référerait au Conseil des ministres ; enfin, le gouvernement se trouvait plus ou moins lié par les décisions de Francfort². Bref, une fin de non-recevoir complète, encore que polie.

Entre temps, Lamartine avait, le 12 mai, cédé les Affaires étrangères à Bastide. Le premier soin de celui-ci fut de révoquer Circourt et de le remplacer par Emmanuel Arago, frère du ministre de la Guerre. Le nouvel agent allait faire de son mieux pour « repêcher » l'affaire, si compromise, du grand-duché de Posen, et il fut bien près d'y réussir. Mais on avait perdu un temps précieux. Il serait injuste, nous croyons l'avoir montré, d'en rendre responsable le gouvernement provisoire. La prudence lui commandait de ne pas se jeter tête baissée dans le guêpier des fermentations ethniques et de tenir la France à l'écart d'une querelle qui n'était pas la sienne. La seule tactique qui pouvait offrir un léger espoir de succès était celle qu'il avait suivie : encourager les sympathies prussiennes sans exciter les passions révolutionnaires. Il sera permis d'affirmer qu'à cet égard la politique française a été constamment desservie par l'agent chargé de la faire prévaloir. Ses adieux furent le digne épilogue de son activité. Il ne manqua pas d'envenimer, en partant, le mal qu'il avait commis : prenant congé du baron d'Arnim, il lui fit cette déclaration d'une sereine inconscience, en déposant délicatement une pelure d'orange sous les pas de son successeur : « Ma mission est finie : elle laissera des résultats. Il ne sera pas de longtemps, en France, question de l'indépendance de la Pologne ni de l'appui à prêter aux émigrés polonais³. » C'est lui-même qui s'en vante ! Tout commentaire serait superflu.

1. *Une mission*, II, p. 161.

2. Dépêche du 17 mai. Cf. *Trois mois au pouvoir*, p. 249-252.

3. *Une mission*, II, p. 231.

II. — BASTIDE (12 MAI-27 DÉCEMBRE)

L'homme qui venait d'assumer la direction des Affaires étrangères et qui les garda jusqu'à l'installation du prince Louis-Napoléon à l'Élysée se révéla un profond politique. Drouyn de Lhuys, qui le vit travailler et qui lui succéda, le qualifia un jour d' « homme étonnant¹ ». Et, de fait, à parcourir sa volumineuse correspondance diplomatique, on ne sait ce qu'il faut admirer davantage, de son activité universelle, de sa prudence avisée ou de sa pénétrante compréhension du monde nouveau qui se créait autour de lui.

Pour nous en tenir à l'affaire polonaise, il la recevait dans un état presque désespéré. Il ne se découragea pas et, bien secondé à Francfort par Savoye, à Berlin par Arago, il tenta l'impossible et sut un moment forcer la fortune contraire.

Le 19 mai, il reprenait l'attaque par un détour qui lui permettait de tâter le terrain sans heurter personne. Brunet-Denon ayant annoncé, le 13, que l'insurrection polonaise était écrasée et Mieroslawski prisonnier, Bastide lui prescrivit de demander au gouvernement prussien de permettre au chef révolutionnaire de se réfugier en France, ce qui aurait le double avantage de satisfaire à peu de frais l'opinion publique parisienne et de délivrer la Prusse d'un agitateur². Les nouvelles qu'il recevait, d'autre part, de Francfort, semblaient indiquer que tout n'était pas perdu. Robert Blum, dans son nouveau journal, blâmait l'Autriche d'écraser à Cracovie « les Polonais luttant pour leur régénération » et de détruire son « allié naturel » contre le panslavisme ; il reprochait de même à la Prusse d'anéantir « nos alliés, les Polonais, dans une lutte sanglante, injustifiable, résultat effronté d'une politique pleine de perfidie³ ». Le Parlement de Francfort, réuni le 18, comptait dans son sein des démocrates convaincus sur qui l'on pourrait éventuellement s'appuyer. Les mauvaises dispositions de la Russie, qui se disait prête à soutenir le Danemark⁴, étaient peut-être une occasion de rapprochement. Savoye n'écrivait-il pas, le 30 mai, que « les députés des nuances les plus opposées abondent dans ce sentiment que le Parlement doit

1. Il le dit à M. de Courcel, qui fit sous lui ses débuts et devint plus tard ambassadeur. Nous tenons le renseignement de M. E. Bourgeois, qui l'avait appris de M. de Courcel lui-même.

2. A. É., n° 302, fol. 93.

3. 15 mai. A. É., n° 805, fol. 157.

4. Brunet-Denon à Lamartine, 20 mai. A. É., n° 302, fol. 94.

au plus tôt proclamer la nécessité de l'affranchissement de l'Italie et de la reconstitution de la Pologne », que la question allait être incessamment mise à l'ordre du jour et que « les Autrichiens comme les Prussiens, les habitants du nord comme ceux du midi de l'Allemagne, se rencontrent dans cette opinion qu'ils professent comme résultant d'un devoir d'honnêteté et de moralité politiques¹ »? Le manifeste du parti démocratique radical constatait que « la révolution a fait halte aux frontières de la Russie », mais qu'il n'en résultait que cette vérité, « c'est que la question vitale de la révolution est dans l'affranchissement des Slaves. Une fois brisé en Pologne et en Russie, ainsi que chez toutes les autres branches de la même race, le despotisme perd son dernier asile en Europe... Nous marchons de concert avec les Français, avec les Italiens, avec les démocrates slaves. En même temps que la régénération de l'Allemagne, nous voulons la régénération de la Pologne et de l'Italie. La République française nous tend la main, nous ne pouvons que la prendre avec joie²... » De son côté, Arago, qui, avant de rejoindre Berlin, avait été prendre l'air de Francfort, en écrivait, le 31 mai, que l'avenir était incertain, qu'on verrait peut-être une guerre civile, mais que l'opinion allemande ne paraissait pas hostile à la France ; en ce qui concerne la Pologne, il croyait savoir que le Parlement prendrait une initiative généreuse et pensait que les circonstances étaient favorables à la négociation, surtout après les événements de Vienne³. Remarquons en passant qu'Arago, dès son premier rapport, donnait la mesure de son flair politique en attirant dans sa conclusion l'attention de Bastide sur le congrès slave qui allait s'ouvrir à Prague et d'où pouvait sortir « contre le germanisme une sorte de croisade dont la Russie profiterait ».

En même temps qu'ils signalaient au ministre les chances de succès, nos agents ne lui laissaient rien ignorer des difficultés réelles auxquelles la conversation devait se heurter. Savoye, le 5 juin, constatait l'armement des forteresses de Coblenz et de Cologne, les ambitions du gouvernement prussien et son oubli des promesses relatives à Posen, il rapportait que le Parlement de Francfort, en discutant de l'opportunité d'une adresse à l'Assemblée constituante de Paris, reconnaissait bien que « le partage de la Pologne fut injuste » et que « les Polonais ne se sont jamais soumis volontairement à la domination étrangère »,

1. A. É., n° 805, p. 174.

2. Communiqué par Savoye le 3 juin. Ibid., fol. 178.

3. A. É., n° 302, p. 102-103.

mais ajoutait que la Pologne ne pouvait « être reconstituée sans conditions dans les limites qu'elle occupait en 1772 » et qu'il fallait avoir « égard aux vœux des districts où domine la population allemande et aux droits de la Prusse et de l'Allemagne sur la forteresse de Posen ». Le Parlement proclamait du moins la nécessité d'une entente avec la France¹. De Berlin, Arago, très sagement, annonçait son intention de ne pas s'aventurer dans le dédale de la question polonaise avant de l'avoir étudiée à fond ; il se croyait néanmoins en mesure d'affirmer que l'on avait exagéré les fautes des Polonais, et surtout que les torts étaient au moins partagés. Il avait, en attendant, sondé Arnim sur la possibilité d'une amnistie générale, que le ministre paraissait disposé à accorder².

Cependant, Bastide avait pris parti. Il regardait avec quelque scepticisme le réveil des nationalités et en démêlait les contradictions. Sa pensée se reflète dans sa correspondance, où il avait l'habitude de faire part à ses agents, avec un certain luxe de détails, de ses réflexions, même s'il ne les jetait pas immédiatement dans la discussion internationale. Ce ton de conversation familière a l'avantage de nous permettre de suivre avec assez de précision l'évolution de sa pensée, qui ne manque pas de pénétration. C'est ainsi qu'il écrivait à Savoie, le 8 juin : « Le sentiment qui porte l'Allemagne à se constituer sur un principe d'unité nationale est sans doute fort légitime. Mais c'est une tendance qu'il ne faudrait pas pousser jusqu'à l'usurpation. Tous les pays où il y a une population de race allemande n'appartiennent pas, par cela seul, à l'Allemagne. Et, pourtant, c'est dans ce sens abusif que l'on procède envers le Slesvig et à l'égard du duché de Posen, dont on morcelle le territoire sous le prétexte insoutenable que la partie qu'on en retranche n'est pas polonaise. » Avec un pareil système, ajoutait-il, on n'aboutirait qu'à la guerre civile. « Tout cela prouve qu'il ne faut rien exagérer et qu'il faut être juste avant tout³. »

S'il n'en tirait aucune conclusion immédiate sur l'attitude à observer par notre agent à Francfort, il prescrivait par contre, le lendemain, à Arago de protester contre le « quatrième démembrément » qui se préparait en dépit des engagements pris à Vienne en 1815. « Le grand-duché de Posen, je le répète, existe séparément de l'Allemagne en vertu de ce traité, et l'on ne saurait raisonnablement admettre un principe comme celui qu'on a cru pouvoir lui appliquer, principe d'après lequel

1. A. É., n° 805, fol. 180.

2. 8 juin. A. É., n° 302, fol. 105.

3. A. É., n° 805, fol. 185.

il suffirait de quelques fragments d'autres nationalités épars au sein de la grande nationalité qui compose la population d'un pays (et c'est le cas du duché de Posen) pour qu'on fût autorisé à morceler ce pays, à en bouleverser à la fois les frontières et l'existence politique¹. » L'Europe de 1848 se heurtait déjà au cauchemar des « minorités ». — Bastide terminait par un argument juridique : une telle atteinte aux stipulations de Vienne ne pouvait être acceptée qu'après délibération des puissances signataires.

Malgré quelques phrases aimables au début de la dépêche, c'était une mise en demeure catégorique. Arnim joua la surprise, parla d'envoyer la note à Francfort, affecta de croire que la politique française avait changé. « Vous placez », s'écrie-t-il, « la discussion polonaise sur un terrain que je croyais abandonné par la France. » De fait, dès la première ouverture directe, Arago se heurtait à l'action passée de Circourt. Celui-ci avait si bien répété au gouvernement prussien que les notes de Lamartine au sujet de Posen répondaient à des préoccupations intérieures, et nullement à une politique arrêtée, que le ministre de Frédéric-Guillaume IV s'en était tenu à cette vue commode, et l'avoua même assez naïvement à Arago. Celui-ci s'en tira le moins mal qu'il put ; Arним ayant affecté de croire que le problème devait être débattu « au point de vue des nationalités » et qu'il fallait « laisser dans l'ombre le côté purement historique de ces questions, consulter le désir des populations et non la lettre des traités », Arago s'empressa de reconnaître le principe des nationalités, mais maintint « l'existence d'un droit international » et affirma que les réclamations des Allemands de Posen « ne sauraient invalider le droit des Polonais ». Et de faire tout un historique de la question depuis le 21 mars, insistant sur l'injustice de la délimitation, l'inégalité des droits nationaux, reconnus aux Allemands des districts polonais et déniés aux Polonais des districts allemands, la confusion entre les « régions allemandes » et les « régions germanisées » depuis 1815. Tenant tête à son interlocuteur, qui, pris de court, semblait chercher une diversion en faisant allusion, comme par une demi-menace, au « désir d'alliance intime avec l'Allemagne » affirmé par l'Assemblée de Paris, Arago saisissait la balle au bond et répondait avec hardiesse : « La France ne veut pas sacrifier l'Allemagne à la Pologne ; mais elle ne veut pas davantage sacrifier la Pologne à l'Allemagne... Cette exécution, même tardive, des promesses du 24 mars sera le gage certain d'une alliance étroite entre nos deux pays². » En

1. A. E., n° 302, fol. 107.

2. Arago à Bastide, 17 juin. Ibid., fol. 115-122.

rapportant cette conversation, notre agent ne croyait pas, cependant, à un résultat prochain : le ministère venait de donner sa démission ; la Pologne avait encore trop d'ennemis et l'on ne pouvait avoir d'espoir, provisoirement, que pour le jour où la démocratie aurait réalisé l'unité allemande. « Jusque-là, pour temporiser, on nous fera bien des promesses ; mais nous n'obtiendrons rien de sérieux. »

Dans la même dépêche, Arago donne des détails intéressants sur l'opinion du parti radical. Pour ces démocrates, la résurrection de la Pologne est une nécessité ; le grand-duché, « de province prussienne, doit devenir un État limitrophe de la Prusse, réserve faite de la volonté populaire de quelques cantons de la frontière exclusivement habités par des Allemands ». Toutefois, ils verraient d'un mauvais œil la Pologne s'étendre sur ses anciennes possessions de la Basse-Vistule¹ ou de la Haute-Silésie ; ils espèrent que leur voisine reconstituée s'engagerait par un traité économique à ne pas fermer les fleuves au commerce allemand, et surtout que, en cas de conflit avec la Russie, la France les soutiendrait énergiquement. Aragoachevaiten demandant l'opinion de Bastide sur ces ouvertures, qui, selon lui, pourraient à la rigueur servir de point de départ dans une conversation avec la nouvelle Allemagne.

De Francfort, les nouvelles étaient également contradictoires. « La sympathie pour la cause polonaise, très vive chez les Allemands du Midi et du Centre, n'est pas tout à fait éteinte, même chez les députés de la Prusse ; on ne peut pas se dissimuler, toutefois, qu'elle a considérablement diminué dans cette contrée, grâce aux bruits en grande partie calomnieux qu'on y a répandus sur la conduite des Polonais pendant leur dernière lutte contre les projets de démarcation. » On admet assez généralement que ces événements sanglants auraient pu être évités avec un peu de bonne volonté. « Malheureusement, l'amour-propre national est venu envenimer la question : on ne voudrait pas s'exposer au reproche d'abandonner la cause de près d'un demi-million d'Allemands domiciliés sur le sol du grand-duché². » Bastide répondait qu'en effet les Polonais étaient assez à plaindre pour qu'on n'aggravât pas leur position par d'injustes accusations ; il espérait que le Parlement écouterait la voix de l'équité. Les sympathies de la France pour l'Allemagne n'avaient pas varié ; mais elles ne pouvaient aller « jusqu'à fer-

1. Rappelons à ce propos la chaleureuse adresse du 5 avril, par laquelle le « magistrat » de Dantzig, invoquant six siècles de civilisation allemande, réclamait le rattachement de cette ville à la Confédération germanique. Cf. Valentin, *ouvr. cité*, I, p. 539.

2. Savoye à Bastide, 11 juin. A. E., n° 805, fol. 186.

mer les yeux sur des actes d'usurpation manifeste, sur les écarts de cet esprit de nationalité germanique qui pousse l'Allemagne à envahir des territoires qui ne lui ont jamais appartenu, jusqu'à faire abnégation de nos sympathies pour d'autres peuples, jusqu'à rester indifférents à la violation de droits que la France a garantis et spectateurs passifs d'un nouveau morcellement de la Pologne ». Le ministre dénonçait les « entraînements » auxquels cédait l'Allemagne en ce moment, en Pologne comme au Schleswig ; un démembrement de Posen « ne saurait s'effectuer sans constituer une nouvelle violation de la nationalité polonaise¹ ».

C'est à juste titre que la naissance des nationalismes inquiétait Bastide. Il voyait fort bien que les prétendus affranchissements consistaient principalement dans des annexions et que le droit était violé aussitôt que proclamé. Il était presque immédiatement confirmé dans cette pensée par une nouvelle lettre de Savoie qui lui décrivait le « vertige guerrier » qui s'était emparé de l'Assemblée ; dans la question danoise, le sentiment des députés était unanime ; l'Allemagne se disait intéressée dans la question de Bohême, où l'on parlait d'envoyer des troupes prussiennes, saxonnnes et bavaroises ; dans la question italienne, où l'on menaçait de déclarer la guerre à Charles-Albert si ses navires attaquaient Trieste². Aux craintes légitimes que pouvait inspirer cette évolution des esprits venait s'ajouter l'incertitude touchant les intentions d'autres puissances. Arago n'écrivait-il pas, le 20 juin, que l'on s'attendait à Berlin à voir le tsar faire un *casus belli* de la réorganisation de Posen³? Soucieux de ses responsabilités, moins ardent qu'Arago pour qui la guerre russe aurait pour premier effet une alliance indissoluble entre la France et l'Allemagne unies autour de la Pologne ressuscitée⁴, ou que Savoie, tout heureux de lui annoncer le grand mouvement d'enthousiasme avec lequel le Parlement de Francfort avait acclamé la République française sur l'incitation du député de Cologne⁵, Bastide jugea opportun de voir venir et envoya à Berlin, le 29 juin, des conseils de prudence : « J'apprécie vos observations sur l'utilité de conserver notre attitude de protection à l'égard de la nationalité polonaise sans cesser pour cela de nous ménager l'amitié de l'Allemagne. Aussi n'entendons-nous point aller au delà de notre protestation contre

1. Bastide à Savoie, 16 juin. *Ibid.*, fol. 195.

2. 20 juin. *Ibid.*, fol. 201.

3. A. É., n° 302, fol. 127.

4. *Ibid.*

5. 24 juin. A. É., n° 805, fol. 205.

le morcellement du grand-duché de Posen. Cette protestation subsiste : c'est assez quant à présent¹... » Endiguer les ambitions germaniques au Schleswig, où notre diplomatie agissait de concert avec la Russie ; ne pas pousser à fond, pour le moment, l'affaire de Posen, pour n'indisposer ni la Russie ni la Prusse en un moment où la situation se compliquait en Europe et où la France, réduite à la douteuse collaboration anglaise, avait avant tout à lutter contre l'isolement : tel paraissait être le but, très plausible, poursuivi par le ministre de la République.

Du reste, comme par une récompense de cette modération, la France enregistrait dans la question de Posen un succès relatif : la Chambre prussienne décidait l'envoi d'une commission d'enquête, résolution qui rendait *ipso facto* caduques les délimitations commencées². Arago pouvait, non sans quelque satisfaction, décrire à son chef tout le terrain reconquis depuis le départ de Circourt³ ; il se croyait, quelques jours plus tard, en état d'annoncer l'imminente libération de Mieroslawski⁴.

Mais alors un nouveau problème, et d'importance, venait retenir l'attention de l'Allemagne et de l'Europe : l'organisation de l'unité germanique et les relations à établir entre le pouvoir central et les États particuliers. Cette discussion passionnait tous les esprits d'outre-Rhin ; mais surtout elle compliquait toutes les questions étrangères, en ce que l'on ne savait plus si elles seraient du ressort du *Reichsverweser* (vicaire de l'Empire) ou des chefs d'État. L'effet de cette incertitude se faisait immédiatement sentir au Schleswig, où le général Wrangel, commandant les troupes prussiennes, avait dû prendre en même temps les ordres du pouvoir central et refusait maintenant d'exécuter la convention d'armistice conclue par son propre gouvernement, parce qu'il n'avait pas reçu d'instructions de Francfort. Il pouvait être tentant, dans ces conditions, d'user des mêmes atermoiements à l'égard de Posen, les hommes d'État prussiens invoquant la volonté de Francfort et Francfort renvoyant la décision à Berlin. En fait, c'est à peu près ce qui arriva ; et le plus grave est que le Parlement national, unitaire mais conservateur, était moins bien disposé que Berlin à l'égard des Polonais et de la France. Les mêmes hommes qui avaient, en un moment d'entraînement, acclamé la République parisienne, écoutaient sans protester Radowitz soutenir que le vrai danger venait de la France, « qui n'a jamais renoncé à son projet favori de s'emparer de la rive

1. A. E. n° 302, fol. 136.

2. Arago à Bastide, 4 juillet. Ibid., fol. 142.

3. 6 juillet. Ibid., fol. 143-148.

4. 15 juillet. Ibid., fol. 157.

gauche du Rhin » et où « chaque citoyen naît et grandit avec la conviction qu'il faut reprendre la frontière du Rhin¹ ». Arago n'était pas non plus sans inquiétudes au sujet de la Pologne et exprimait la crainte de se voir forcé « d'appuyer momentanément la bonne volonté de la Prusse contre un mauvais vouloir de l'Allemagne entière² ».

De telles réflexions invitaient plus que jamais à la prudence. Heurter de front le sentiment national, encore dans la virulence de sa jeunesse, pouvait avoir de fâcheuses conséquences, comme par exemple de réveiller et d'irriter l'hostilité contre les Slaves, peut-être même d'unir le Parlement de Francfort et la Prusse dans une commune résistance à l'intrusion diplomatique étrangère. Mieux valait attendre l'évolution de la lutte engagée entre le principe unitaire et le principe séparatiste. Et puis, la question de Pologne ne s'estompait-elle pas devant les réalités bien autrement proches d'outre-Rhin? La constitution d'une Allemagne gigantesque, plus forte qu'elle ne l'avait jamais été jusqu'alors, douée d'instincts agressifs comme ceux qu'elle manifestait à l'endroit du Schleswig ou de l'Italie, ne posait-elle pas à notre politique étrangère un colossal problème, aussi périlleux que celui auquel Richelieu avait consacré une existence? On conçoit que Bastide n'ait éprouvé qu'une sympathie médiocre pour cette unité, dont Arago, plus pris par l'ambiance, avait d'emblée adopté l'idée, en croyant, il est vrai, qu'elle supposerait le triomphe de la démocratie. Mais rien, précisément, n'était moins certain. Il convenait, plus que jamais, d'observer et d'attendre.

Ce sont donc des instructions tout à fait modérées que le ministre adressa à Savoie le 21 juillet. On n'y retrouve plus le ton de la mise en demeure du 17 juin à la Prusse. Bastide rappelle les nouvelles favorables qu'il a reçues de Berlin et demande à son agent à Francfort de « plaider cette cause de la Pologne auprès de tout ce qui est accessible à des considérations de justice, de bon droit et de vrai libéralisme » (il s'agit donc non d'une démarche officielle auprès de l'archiduc Jean, mais d'une action tout officieuse auprès des députés); Savoie aura pour mission de bien faire comprendre que « l'Allemagne, qui veut et doit vouloir, dans son propre intérêt, la reconstitution de la Pologne, ne peut pas donner à l'Europe le spectacle d'un contresens et d'un acte d'iniquité tel que le morcellement à son profit d'une province essentiellement polonaise³ ». Il est indispensable de tenter cette démarche;

1. Savoie à Bastide, 15 juillet. A. É., n° 805, fol. 217-218.

2. 15 juillet. A. É., n° 302, fol. 157.

3. A. É., n° 805, fol. 223.

mais le ministre est, d'autre part, bien décidé à ne rien casser. Lorsque Arago, le 20, lui fait part de ses angoisses en face de la résolution probable de Francfort d'accepter le démembrement de Posen, ajoutant qu'il a lui-même écrit directement à Savoie pour le presser d'éviter ce malheur¹; lorsqu'il lui demande, le 22, ce qui peut bien encore être fait pour la Pologne, en lui signalant que des députés de Posen voudraient publier la dépêche française du 9 juin², Bastide met en note sur cette deuxième dépêche : « Ne rien publier dans les journaux et ne pas trop s'échauffer. » Lorsque Savoie lui annonce, le 21, que les *Vieux Allemands* ne verraien pas avec déplaisir une guerre contre la France³ et, le 27, que l'Assemblée, par la validation des mandats des députés de Posen, a prononcé ainsi l'incorporation à la Confédération des districts détachés par le général Pfuel⁴, tandis qu'Arago, de son côté, lui peint sous de sombres couleurs les effets d'une révolte éventuelle des Polonais⁵, Bastide répond par une exhortation au calme : « En présence d'une résolution aussi regrettable que celle dont il s'agit, nous pouvons du moins nous rendre la justice d'avoir fait ce qui dépendait de nous pour la prévenir. Nous avions protesté d'avance à Berlin ; nous avons agi dans le même sens et dans le même but à Francfort. Aujourd'hui que tout est consommé, je verrais peu d'opportunité à publier dans les journaux... la dépêche que je vous ai adressée le 9 juin dernier. Dans la situation générale de l'Europe et relativement à d'autres questions, celle du duché de Posen est d'un intérêt secondaire... Notre action peut avoir à s'exercer sur des sujets d'un intérêt plus direct pour nous⁶. »

Cette oraison funèbre était-elle donc signe que Bastide abandonnait la Pologne? Non, mais il se réservait, car il surveillait des périls plus proches. Dans cette même dépêche, le ministre laissait voir pour la première fois les conclusions auxquelles l'avaient amené ses réflexions devant la transformation de l'Allemagne. Il avait suivi avec intérêt, en même temps que le mouvement unitaire, les efforts centrifuges que ses agents lui avaient signalés impartiallement, et notamment l'hostilité grandissante de la Prusse à l'égard de l'unité représentée par Francfort⁷. Arago lui ayant envoyé une petite brochure séparatiste,

1. A. É., n° 302, fol. 163.

2. Ibid., fol. 165-166.

3. A. É., n° 805, fol. 224-225.

4. Ibid., fol. 228.

5. 31 juillet. A. É., n° 302, fol. 186.

6. Bastide à Arago, 1^{er} août. Ibid., fol. 188.

7. Voir, par exemple, Arago, 20 juillet. Ibid., fol. 159.

Bastide n'hésita pas à prendre parti et à modérer l'ardeur unioniste de son représentant. « L'auteur de la brochure dont vous m'avez adressé un exemplaire et où l'idée de ce système de fusion et de centralisation absolues est repoussée comme une chimère, surtout en ce qui concerne la Prusse, me semble être dans le vrai. C'est une opinion qu'il faut encourager, en y mettant la mesure convenable¹. » Blâmera-t-on Bastide de n'avoir pas cru à une union qui ne s'est réalisée que vingt-trois ans plus tard, d'avoir jaugé les puissances de réaction décentralisatrice qui allaient si violemment triompher au bout de quelques mois et de n'avoir pas cru devoir désirer pour la France le voisinage d'un grand État fier de sa force neuve et dont les visées annexionnistes s'affirmaient plus volontiers que les convictions libérales? Sa dépêche se croisait avec deux lettres d'Arago : l'une qui lui dépeignait les efforts du gouvernement de Berlin « pour arrêter le *Reichsverweser* sur la pente fatale où voudrait entraîner le germanisme extrême qui règne au Parlement. Il voit tous les dangers de l'ultra-teutonisme, qui ne se borne pas à centraliser le pouvoir... mais qui veut encore dominer, administrer, régir des populations étrangères à l'Allemagne, qui veut faire allemandes des questions polonaises et des questions italiennes² » ; l'autre, personnelle, qui lui conseillait nettement de s'appuyer sur Berlin plutôt que sur Francfort : « Mes sympathies, celles de la France, sont évidemment, en principe, pour Francfort, pour l'unité allemande ; mais il faut reconnaître qu'au point de vue des relations extérieures, Berlin se conduit mieux que Francfort... A Berlin, on ne fait pas si bon marché du droit des Polonais et de la réorganisation nationale promise au duché de Posen ; on voudrait terminer, sur des bases raisonnables, l'affaire du Schleswig ; et l'on proteste haut contre l'idée d'engager l'Allemagne dans la guerre d'Italie³. » Dans le fond, malgré les sympathies certaines d'Arago pour l'Allemagne nouvelle et la réserve de Bastide en face de cette redoutable inconnue, le ministre et l'envoyé étaient d'accord sur la nécessité d'agir plutôt sur le gouvernement prussien, aux mains de qui l'un et l'autre sentaient confusément que resterait la décision suprême. Tout n'est pas consommé, répondait Arago, le 4 août, à la dépêche du 1^{er} ; la résolution de Francfort ne peut être exécutée que par la Prusse, qui n'a pas dit son dernier mot⁴.

Il n'en était que plus nécessaire de s'armer de patience. Pendant

1. A. É., n° 302., fol. 188.

2. 1^{er} août. Ibid., fol. 189.

3. 2 août. Ibid., fol. 192.

4. Ibid., fol. 195-196.

près de trois mois, l'importance de la question de Posen pâlit, comme Bastide l'avait prévu, devant des problèmes bien autrement graves, comme le sort de l'Italie, l'avenir de l'Autriche et, plus que tout, la lutte pour ou contre l'unité, qui s'exaspérait et occupait toutes les forces et toutes les volontés de l'Allemagne. Devant ce problème vital pour la nation, pour l'Europe même, tout le reste paraissait secondaire, même dans la correspondance étrangère du gouvernement français, qui suivait avec presque autant de passion que les intéressés la gigantesque aventure. Au milieu de ces problèmes mondiaux, la France n'oublie cependant pas ses protégés. Le 16 août, Bastide, à la prière d'Arago, l'autorise à remettre au gouvernement du roi une note insistante sur le non-morcellement du grand-duché¹; le 3 septembre, Arago est tout heureux de signaler que la commission prussienne d'enquête a été d'avis de surseoir au partage jusqu'au dépôt de son rapport²; enfin, après quelques semaines très mouvementées, remplies du bruit des événements de Lombardie, de la deuxième révolution viennoise, des victoires de Kossuth, éclate une nouvelle inattendue, inespérée, transmise de Berlin le 23 octobre : l'Assemblée prussienne est allée beaucoup plus loin que les prévisions les plus optimistes n'en permettaient l'espoir : « Après avoir d'abord rejeté le partage, la ligne de démarcation, l'Assemblée a voté l'amendement Phillips, dont voici la teneur : « Les « droits qui ont été reconnus aux habitants de Posen, lors de la réunion « à la Prusse, leur sont garantis solennellement. Ces droits seront ultérieurement réglés par une loi organique qui sera promulguée en même « temps que la Constitution³. »

L'amendement, il est vrai, n'était voté qu'à une voix de majorité; mais la décision était acquise. C'était, après tant d'inquiétudes, d'attemoisements et de déboires, un éclatant succès pour la politique française. Certes, les sympathies prussiennes pour la Pologne et les instances de la France n'expliquent pas seules ce résultat ; la volonté d'affirmer, dans cette question, l'indépendance de la Prusse à l'égard de Francfort entre pour beaucoup dans le rejet de la démarcation⁴; mais la garantie des droits polonais était proclamée d'une manière qui ne laissait rien désirer à la France. Arago pouvait s'écrier légitimement : « Nous sommes ainsi parvenus au but de nos efforts. La victoire est complète. » Sans tirer l'épée, sans altérer ses bonnes relations avec la

1. A. É., n° 302, fol. 213.

2. Ibid., fol. 238-239.

3. A. É., n° 303, fol. 44.

4. Cf. Valentin, *ouvr. cité*, II, p. 250.

Prusse, sans rien compromettre par d'intempestives menaces, grâce à une inaltérable patience, le gouvernement provisoire était arrivé à ses fins.

Le malheur voulut que cette victoire fût sans lendemain. De graves événements se passèrent à Berlin et à Paris. Le roi, en mauvais termes avec l'Assemblée, la suspendit (9 novembre) et, après plusieurs semaines d'une curieuse résistance passive, prononça sa dissolution (5 décembre); il n'avait pas attendu ce moment pour passer outre au vote du 23 octobre et préparer l'annexion de la partie « allemande » du duché. En France, le suffrage universel s'était prononcé : Louis-Napoléon était élu président, le gouvernement provisoire disparaissait et avec lui plusieurs de ceux qui, pendant près d'un an, avaient été les interprètes de sa pensée auprès des cours étrangères. Arago, notamment, démissionnait aussitôt connu le résultat du vote populaire (15 décembre). Une nouvelle phase de la Deuxième République commençait.

Avant de quitter son poste, cependant, Arago remettait entre les mains de Drouyn de Lhuys le sort de la Pologne. « J'avais eu le bonheur », lui dit-il, « de réussir complètement à faire rejeter toute idée de partage du territoire de Posen, partage injuste et contraire aux traités, contraire même, je l'affirme, aux intérêts de l'Allemagne. Mais, depuis la dissolution de l'Assemblée prussienne, le gouvernement de Francfort semble vouloir réaliser, dans le plus bref délai, son plan de *germanisation*, l'annexion de la Pologne à la Confédération germanique. Francfort n'a pas le droit de trancher ainsi la question. Le grand-duché n'est uni à la Prusse que par un lien personnel. Les traités de 1815 n'ont pas fait autre chose que de confier au roi de Prusse l'administration du duché de Posen, et le roi de Prusse a promis, au mois de mars 1848, d'exécuter enfin les traités de 1815, de réorganiser le duché de Posen dans un sens national¹... »

Cette lettre était comme le testament du gouvernement provisoire en matière de politique étrangère. Si le gouvernement du prince président, engagé par la suite dans les affaires de Rome, ne jugea pas à propos de poursuivre la tentative en faveur de la Pologne, la responsabilité n'en pouvait être imputée aux ministres du général Cavaignac.

1. Lettre du 28 décembre. A. É., n° 303, fol. 149-150.

CONCLUSION

L'histoire de cette négociation, reconstituée à la lumière des documents diplomatiques, permet, semble-t-il, de dégager quelques faits.

C'est d'abord l'incontestable activité de ce gouvernement provisoire, son souci d'être exactement renseigné, l'attention passionnée avec laquelle il a suivi la marche des événements d'Europe et les transformations qui s'y accomplissaient, la résolution, enfin, et la fermeté des interventions diplomatiques qu'il avait jugées indispensables. Loin d'être un témoin passif des luttes engagées autour de lui, le cabinet français, s'il s'est abstenu de grands gestes théâtraux, a eu une politique agissante et conforme aux convictions comme aux intérêts de la France. On vient de voir l'abondante correspondance qui a trait à la question de Pologne : et ce n'est qu'une petite partie des pièces diplomatiques que les Archives du quai d'Orsay conservent de l'année 1848. Les affaires d'Italie, d'Allemagne, de Schleswig, d'Autriche, et jusqu'à celles des principautés danubiennes, de Grèce ou de Syrie, ont donné matière à un ample échange de dépêches où se révèle l'incessante activité d'une diplomatie qui ne recule pas devant les initiatives.

Ajoutons que cette activité est ordonnée, plus qu'on pourrait s'y attendre à une époque aussi troublée. L'attitude du gouvernement est souvent opportuniste, mais uniquement dans sa tactique : on est frappé, au contraire, de la continuité de vues que reflètent les instructions élaborées d'un bout à l'autre de l'année 1848. Bastide reprend en mai les conceptions de Lamartine ; celui-ci disparaît de la scène politique après les journées de Juin, mais Bastide reste en place auprès de Cavaignac et rien ne transparaît, dans notre action au dehors, des convulsions qui ont failli emporter le régime. Il convient même de remarquer que toutes les capitales ont accueilli la nouvelle de la sanglante victoire du gouvernement avec la plus vive satisfaction et que le prestige de la France s'en est trouvé accru très sensiblement. Le tsar Nicolas lui-même, peu suspect de sympathies pour la France, s'était montré « heureux de voir, pour la première fois depuis tant d'années, l'armée, dans une capitale, livrer sérieusement bataille et la gagner contre une grande insurrection¹ ». Les autres cabinets pensaient de même. Il y a eu véritablement, aux yeux de l'Europe, un gouvernement français et une politique française pendant cette année 1848.

1. Ferrière à Drouyn de Lhuys, 31 janvier 1849. A. E., Russie, n° 202, fol. 207.

Cette politique peut être caractérisée en deux mots : sagesse et prudence. Ce fut essentiellement une politique de paix, mais nullement de faiblesse ni de renoncement. Lamartine et Bastide ont été des pacifiques parce que la France n'avait rien à gagner à une guerre. Elle ne réclamait rien à l'extérieur, et sa répudiation des traités de 1815 était surtout morale. Sympathique aux peuples qui voulaient reconquérir leur liberté, elle leur accorda fraternité, comme la Convention, mais seulement par ses conseils. Il n'était de l'intérêt de personne (l'année suivante devait assez le faire voir) de provoquer l'intervention de l'absolutisme russe, d'inquiéter les puissances voisines¹ ou de paraître justifier, par un entraînement intempestif, les défiances que l'Italie et l'Allemagne gardaient à notre égard. Malgré les phrases ronflantes de Lamartine sur la coalition des peuples, ni lui ni ses collègues ne se faisaient d'illusion sur l'isolement où se fût trouvée la France en cas de conflit. Lamartine n'insiste-t-il pas lui-même sur le fait que la France doit la considération qu'il se plait à relever devant l'Assemblée à sa politique résolument pacifique? Agir de concert avec l'Angleterre par des médiations diplomatiques (Schleswig, Italie); conquérir par un évident désintéressement les sympathies des autres peuples; tenter par la négociation plutôt que par les armes le redressement des dénis de justice les plus intolérables à l'esprit nouveau, comme celui qui accablait la Pologne; affecter même de fonder la libération de Posen sur la volonté allemande : cette tactique était exactement celle qu'indiquaient les circonstances, et elle n'a pas si mal réussi. Quant à la prétendue faiblesse de cette politique, il ne faut pas oublier la formation immédiate de l'armée des Alpes, que personne en Europe ne dédaigna et qui inspira un jour au ministre sarde de Perrone, en pleine Chambre, ce mouvement oratoire : « Vous demandez ce que la France a fait pour vous? Elle a réuni l'armée des Alpes, qui a été une menace incessante contre l'ennemi, pendant le temps même où vous repoussiez le secours de cette armée, et qui l'a arrêté au bord du Tessin, par crainte de l'amener en Italie; et maintenant que vous avez devant vous une armée triple en nombre et qui peut vous attaquer dans huit jours, la France vous garantit la ligne du Tessin et vous donne des frontières invulnérables. Savez-vous que cela vaut mieux que si elle bâtissait sur ces

1. On a vu plus haut combien l'Angleterre elle-même était peu sûre. Le 22 juin encore, Tallenay croyait déceler chez la Russie le dessein de laisser la France s'enferrer dans les affaires allemandes pour provoquer ensuite contre la République une coalition où elle se flattait d'entrainer Palmerston. A. É., n° 670, fol. 178.

frontières deux forteresses comme Vérone et Mantoue^{1?} » Il ne faut pas oublier les deux frégates envoyées à Venise pour faire respecter l'armistice par les Autrichiens ; il ne faut pas oublier la menace d'une guerre révolutionnaire avec toutes ses conséquences, proférée par Bastide le jour où il lui parut que décidément Vienne se moquait de nous. Mais le gouvernement français, comme il ne cessa de le répéter, ne voulait pas se laisser entraîner par d'autres, à un moment qui ne fut pas le sien. Cette politique de paix n'était pas aussi aisée à poursuivre qu'on veut bien le dire parfois : on se souvient du mot de Cavaignac, le 22 août, faisant remarquer qu'il y avait plus de courage à plaider en faveur de la paix qu'à partir en guerre.

En ce qui concerne le fond des choses, on aura remarqué une contradiction apparente qu'il importe d'éclaircir. Dans le droit nouveau des nationalités que l'on commençait alors à invoquer, il semble que les hommes d'État français soient entrés avec quelque hésitation. Ils le soutiennent en Pologne ou en Italie et ne lui sont pas favorables en Allemagne. Ils paraissent ainsi faire un choix, guidé sans doute par des sympathies légitimes et le souci raisonné des intérêts français, mais un choix quand même, qui semble ne s'expliquer que par des considérations d'opportunité. Pourtant, leur attitude intellectuelle tout entière dément l'idée simpliste qu'ils auraient cyniquement réglé leur conduite d'après des vues purement égoïstes. Il serait plus tentant de penser que, comme tous les gouvernements du milieu du XIX^e siècle, ils se sont vus placés devant deux principes contradictoires : le principe traditionnel d'équilibre et le principe nouveau des nationalités — dilemme dont la diplomatie du Second Empire elle-même ne parviendra pas à se dégager. Ils seraient restés ainsi à mi-chemin de leur pensée. Favorables aux affranchissements qui leur paraissaient d'une nécessité plus criante (Pologne, Italie), ils auraient reculé devant la menace d'une grande Allemagne, ce cauchemar ressuscité de l'Empire, et seraient revenus tout naturellement au système classique des États se faisant contrepoids. C'est une explication. Pourtant, il semble qu'il y a autre chose et que les nuances du problème ne leur ont pas échappé.

En somme, l'immense bouillonnement de 1848 a pour centre le principe des nationalités. Mais c'est là un de ces mots commodes dont tout le monde parle sans jamais chercher à les définir. Et rien, au fond, de plus malaisé que de caractériser une nationalité. Fidèles à la vieille conception révolutionnaire française de la nation, les dirigeants de Paris

1. Bois le Comte à Bastide, 13 novembre. A. E., Turin, n° 322, fol. 370.

pensaient concevoir clairement ce qu'on appelle la volonté d'un peuple. Cela leur paraissait n'avoir rien de commun avec les questions de race. Appeler à son secours la philologie, l'ethnographie, l'histoire ancienne peut-être, leur semblait un souci politiquement vide de sens. La nation française s'était déclarée une et indivisible sans s'être jamais inquiétée de ses éléments celtiques, latins, germaniques, anciens ou modernes. Les cantons suisses formaient un tout respecté et bien défini, malgré une même multiplicité d'éléments de population. Il n'existe peut-être pas une nation formée d'un seul groupe ethnique. Aussi est-ce très sincèrement que Bastide ne comprit rien à la démarcation tracée dans le grand-duché de Posen, aux revendications relatives à la Courlande, au Schleswig ou à l'Alsace, et qu'il n'y vit qu'un déchaînement inattendu d'appétits que corroborait d'ailleurs la prétention du Parlement de Francfort de défendre les droits de la Germanie sur Milan et sur Venise. Nous sommes plus habitués à rencontrer ces problèmes au xx^e siècle ; mais il n'est pas certain que le point de vue de Bastide ait été plus superficiel que le nôtre. Peut-être sommes-nous victimes d'une confusion que lui-même avait démêlée. Il vit très clairement ce que certaines thèses nationales avaient d'artificiel et que le nationalisme annexioniste qui sévissait en Europe centrale ne s'apparentait nullement à la conception française de la nation. Aucun rapport, en effet, entre la volonté consciente d'un peuple qui veut se libérer ou se constituer et la détermination de frontières ethniques tracées par la science et les documents historiques. La contradiction était dans ce double aspect des mouvements nationaux, et non dans la politique du gouvernement français, qui avait, au contraire, saisi avec beaucoup de netteté une vérité qui s'est obscurcie devant les yeux des générations suivantes à la suite d'éclatantes réussites nationales. Il était ainsi naturel qu'il se refusât à laisser entraîner la France dans cette agitation nouvelle, étrangère à ses traditions. Signalons-le en passant seulement ; c'est toute la politique européenne de 1848 qu'il y aurait lieu d'éclairer de ce point de vue, mais l'on voit sur quelles amples perspectives s'ouvrirait soudain cette simple question de Posen que nous venons de retracer.

Pour nous en tenir à ce seul domaine, la France pouvait espérer profiter de certaines circonstances favorables pour faire entendre sa voix sans recourir à la menace : d'une part, les salutaires réflexions inspirées aux cours par l'écroulement du régime de Metternich, l'élargissement soudain du mouvement libéral, la profondeur du sentiment qui soulevait les masses ; d'autre part, les sympathies nettement affirmées par les démocrates pour la cause polonaise ; enfin, le prestige grandissant

du gouvernement de Paris, acquis peu à peu par la prudence de sa politique et encore plus par la vigueur déployée pendant les journées de Juin. Mais notre action devait se heurter, inversement, à de graves causes d'insuccès : haines de race entre Germains et Slaves, patriotismes exaspérés, aspirations et convoitises nationales — et, en Prusse surtout, la reviviscence des vieilles animosités de 1792, de 1813 et de 1840, les craintes d'une guerre révolutionnaire de propagande, le peu d'empressement à collaborer avec l'énigmatique voisine de l'Ouest.

On a vu, cependant, qu'en octobre le gouvernement français avait pu croire qu'il touchait au but. L'arrivée du prince Louis-Bonaparte à la présidence fut fatale à la cause polonaise ; mais il est probable que, de toute façon, le grand-duché, même reconstitué selon ses espérances, aurait disparu dans la grande tourmente réactionnaire de 1849, et, d'autre part, la pensée de la Seconde République n'était pas entièrement morte : elle allait, par un juste retour, inspirer plus ou moins les conceptions de celui-là même qui l'avait détruite. Certaines des idées chères aux hommes de 1848, la haine des traités de 1815, l'affranchissement des peuples, les sympathies pour la Pologne et l'Italie, la nécessité de l'alliance anglaise, la politique d'entente à l'égard de la Prusse, allaient revivre dans quelques-unes des grandes pensées, et aussi des illusions, du règne de Napoléon III.

Paul HENRY.

L
cha
ent
fait
de
l'A
fois
Fra
nièr
acco
Le
s'ac
tive
dépa
la F
et co
cons
ses o
de la
en 1
de la
guer
aux
tion
pem
dans
19
s'ou

4.
VIII.

MÉLANGES

LA DERNIÈRE ÉTAPE

SUR LA ROUTE DE LA GRANDE GUERRE : 1913¹

Depuis 1903, l'atmosphère politique en Europe avait subi de profonds changements. 1911 marque le conflit le plus aigu qui ait surgi depuis 1870 entre la France et l'Allemagne. Provoqué par celle-ci en raison des progrès faits par la France dans la domination politique du Maroc, il mena au seuil de la guerre. Il fit paraître clairement l'entente cordiale entre la France et l'Angleterre, ainsi que l'alliance profonde entre la France et la Russie. Toutefois, une liquidation pacifique de l'affaire marocaine aurait pu fournir à la France et à l'Allemagne la meilleure occasion entre 1870 et 1914 — et la dernière — d'ouvrir une ère nouvelle dans leurs rapports politiques. Mais les accords conclus (marocain et colonial) ne satisfirent ni l'un ni l'autre pays. Le résultat en fut que les vieux points d'hostilité entre les deux nations s'accentuèrent encore et que, dans l'Ouest de l'Europe, les formules destructives se précisèrent. Les affaires du Maroc furent notamment le point de départ d'un déploiement en pleine lumière des rivalités économiques entre la France et l'Allemagne, ce qui fit s'accentuer encore leur propre politique et celle de leurs alliées. L'Allemagne devenait de plus en plus impatiente et consciente de sa force. La France, pour sa part, se sentait plus maîtresse de ses destinées que jamais depuis 1870, et moins inclinée à subir les exigences de la Triplice dans toute sa force partout en Europe. Ajoutons que, surtout en 1909 et en 1911, la rivalité navale anglo-allemande accrut, des deux côtés de la Manche ainsi que des deux côtés du Rhin, la conviction qu'une grande guerre était inévitable, et encore que l'essor impérial du commerce allemand aux prises avec la vieille ténacité anglaise attachée à maintenir sa domination commerciale commençait à influer sur toute la politique des deux groupements de puissances. Nous avons ainsi tous les éléments principaux qui, dans l'Europe occidentale, minèrent la paix générale.

1911 n'est toutefois pas le vrai prélude de la guerre de 1914. Ce prélude s'ouvrit, comme il devait, par l'effet des événements d'Orient. Les Balkans

1. Voir *Revue historique*, janvier 1935. *Documents diplomatiques français*, 3^e série, t. V-VIII.

en fournissent le théâtre et le décor ; et, avec l'ouverture de la crise balkanique de 1911, la Russie et l'Autriche-Hongrie — avec leurs intérêts de plus en plus opposés dans les Balkans et en Turquie, et avec leurs rapports déjà chargés d'une atmosphère lourde par Izvolskij et Aehrenthal — deviennent les vrais protagonistes de 1914. Ce sont leurs actions politiques dans les Balkans à partir de 1911 qui bouleversèrent la paix européenne, maintenue avec tant d'efforts depuis 1870, et firent éclater la guerre de 1914.

En 1912, la politique russe d'alliance balkanique rouvre dans ce champ dangereux une nouvelle période de guerres, car elle renforce la détermination des gouvernements balkaniques de faire face à la nouvelle poussée nationaliste de la Turquie rajeunie, et les encourage à entrer en guerre.

Au début de 1913, la question balkanique passe donc au premier plan de la politique européenne. Avant la fin de l'année suivante, l'ardent foyer des Balkans a fourni l'étincelle fatale qui allume la Grande Guerre.

C'est, en effet, le 30 septembre 1912 que la Ligue balkanique, formée autour de la Bulgarie, mais groupée en réalité sous le protectorat de la Russie, lance ses troupes contre la Turquie, déjà affaiblie par la guerre de Tripolitaine avec l'Italie. En quelques semaines toute la Macédoine est libérée de la domination turque, et les Bulgares menacent de près Constantinople même. Là-dessus l'Autriche-Hongrie s'émeut, car elle ne peut pas admettre de sérieux agrandissements slaves, et elle conteste surtout la revendication serbe d'un accès à la mer par l'Albanie. Il s'ensuit un conflit diplomatique austro-russe, dans lequel chacune des deux puissances met en jeu l'influence de ses alliées. A la fin, la Russie cède, mais seulement quand l'Europe est encore une fois presque au seuil de la guerre.

Reste la lourde tâche de régler le conflit balkanique lui-même. C'est la besogne qui occupe la diplomatie européenne pendant toute l'année 1913. Au début, les États belligérants délibèrent à Londres, sous le contrôle des grandes puissances. Mais, le 3 février, la Turquie s'étant montrée intraitable, la guerre reprend avec toutes ses complications d'ordre international. Enfin, le 16 avril, les hostilités sont suspendues ; mais c'est seulement le 30 mai que la Turquie cède aux États victorieux presque tous ses territoires d'Europe, ainsi que les îles de la mer Égée et la Crète. Mais déjà les alliés balkaniques disputent à la Bulgarie le butin dont celle-ci, en vertu de ses victoires éminentes, demande la plus grande partie ; et, le 26 juin, ils lui déclarent la guerre. La Roumanie, qui jusqu'alors s'était tenue à l'écart, entre maintenant en jeu avec ses propres revendications. Tout de suite s'enflamme de nouveau la profonde rivalité de l'Autriche-Hongrie et de la Russie. La première veut secourir la Bulgarie, mais l'Allemagne et l'Italie refusent de seconder ses démarches, et la Bulgarie est écrasée. Le 10 août, la paix de Bucarest consacre sa défaite, qui est celle de toute la politique balkanique de l'Autriche-Hongrie.

Cette paix fait de la Grèce, de la Roumanie et de la Serbie, amies de la Russie et de la France, des États considérables et forts. Sur les nouvelles

cartes de l'Europe, c'est l'agrandissement de la Serbie qui frappe surtout les yeux. La Turquie, par un traité séparé (29 septembre), récupère Andri-nople, mais elle ne possède quand même presque plus rien en Europe. L'Allemagne a perdu beaucoup de son prestige à Constantinople. Par contre, la grande Serbie demeure l'allié étroite de la Russie, qui voit avec plaisir sa haine contre l'empire des Habsbourg et sa détermination de le détruire. La Roumanie échappe à l'influence de la Triplice et commence à regarder du côté de la Russie et de la France. L'Autriche-Hongrie, si elle obtient une satisfaction par la constitution d'un Albanie indépendante, mais sous l'égide des grandes puissances, voit sa position dans les Balkans ruinée ; et, pis encore, elle a désormais en face d'elle ce qu'elle redoute le plus, une grande agglomération slave agressive, appuyée sur la Russie. En même temps, elle voit celle-ci démasquer encore une fois ses vieilles visées sur les Détroits et sur Constantinople.

Éliminer les conséquences du traité de Bucarest devient donc, à partir de l'été de 1913, la préoccupation dominante du gouvernement austro-hongrois, qui plus que jamais avance maintenant à la tête de la Triplice, car l'alternative est le démembrement de l'empire ou la mort. Aussi ses méthodes portent-elles la marque de la peur et se montrent-elles plutôt fébriles que bien calculées. L'Allemagne, dont les guerres balkaniques ont ruiné les visées sur le Sud-Est de l'Europe et sur l'Asie Mineure, partage les vues de l'Autriche-Hongrie et lui promet tout son concours. Le premier signe de cette politique combinée, qui dès lors envisage une guerre préventive, est la protestation adressée à la Serbie, le 18 octobre 1913, contre son retard à évacuer l'Albanie. La Serbie cède. Alors l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne mettent à profit l'état de fluidité qui persiste après la paix de Bucarest pour étendre de nouveau leur influence sur les Balkans, à commencer par la Bulgarie, désireuse de revanche. Le 8 novembre, le général allemand Liman von Sanders est appelé par la Turquie au commandement des troupes de Constantinople, premier signe de la reprise de l'influence allemande en Asie Mineure. La politique austro-allemande se précise et se développe. Organiser sous l'égide de la Triplice une nouvelle ligne balkanique entre la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Grèce, isoler la Serbie, affaiblir partout dans le Sud-Est de l'Europe l'influence de la Russie, tel en est l'objectif. De son côté, la Russie, de plus en plus ambitieuse et contrariée, se décide à défendre à outrance sa position favorable dans les Balkans et même à y pousser son influence plus loin ; et en même temps elle envisage, pour une prochaine guerre, l'opportunité de soulever la question des Détroits.

Ainsi la péninsule balkanique devient le champ clos où se heurtent les intérêts primordiaux de trois grands empires, des trois grandes puissances connues pour le rôle que joue dans leur politique l'élément personnel, et ces trois États ont tout à espérer d'une nouvelle guerre qui pourrait s'allumer là.

Ce que les *Documents diplomatiques français*, 3^e série, tomes V-VIII, qui comprennent l'année 1913, apportent d'extrêmement intéressant, c'est

d'abord l'impression de cette atmosphère à la fois excitante et alarmante de la scène politique, où les accents de la *Veuve joyeuse* se mêlent à la vieille prière turque, et où la rude musique militaire slave étouffe les tons assourdis de la vieille diplomatie européenne d'équilibre. On y voit aussi la culture traditionnelle et la civilisation matérielle de l'Europe moderne aux prises avec les éléments qui dérivent des invasions barbares ; et dans ce dernier et brillant moment de l'histoire d'avant-guerre apparaît le climat du conflit centenaire entre le corps civilisé de l'Europe et le poison qui en attaque le cœur et qui déjà le dévore. C'est, en effet, le moment de l'explosion des races et des classes submergées, explosion qui va mettre en fièvre les Irlandais autant que les Polonais, les Roumains autant que les Slaves du Nord et du Sud, et qui, enfin, produit une atmosphère si chargée que la moindre étincelle fera sauter ce beau vieux monde, dont les bases semblaient être si stables, mais étaient en fait trop rongées pour pouvoir résister au coup de revolver de Sarajevo.

Mais ce que ces *Documents*, pour l'année 1913, montrent d'encore plus intéressant, c'est le changement profond que tous ces événements du Sud-Est de l'Europe ont entraîné dans la politique française.

L'entente franco-anglaise de 1903-1904 portait déjà en germe une modification de l'attitude politique de la France, car elle permettait à ce pays, qui commençait à être las de vivre à côté de l'Allemagne toujours sous la menace, l'espoir de développer pleinement sa propre politique. Bientôt s'ensuivit un crescendo psychologique dans les rapports franco-allemands, dont la première étape fut la crise marocaine. On était alors sur la route de la guerre, à plus ou moins longue échéance, à cause des aspirations toujours complètement opposées des deux pays. Cela n'est point une exagération ; car chaque choc avec l'Allemagne consolidait l'entente cordiale et la fortifiait dans le domaine naval et militaire. En même temps, l'accord franco-italien du 16 décembre 1900, qui avait bientôt mené à une entente fondée sur le désintéressement réciproque au Maroc et en Tripolitaine, devenait peu à peu presque une alliance secrète, par suite de l'annexion de la Bosnie par l'Autriche et des fautes diplomatiques de l'Allemagne, représentée à Rome par Bülow. Après les accords amicaux conclus avec l'Espagne, le gouvernement français pouvait en 1913 considérer comme protégées toutes ses frontières vers le Sud et toutes ses lignes de communication avec l'Afrique. Il pouvait donc concentrer toutes ses aspirations vers l'Est.

Il n'était donc que logique que les troubles balkaniques eussent pour effet sur la France une dangereuse extension de l'alliance franco-russe, déjà complétée en 1899 par des accords militaires. Poincaré et M. Paléologue, qui arrivaient à ce moment à la tête des affaires en France, ainsi que Jules Cambon, ambassadeur à Berlin, savaient bien ce qu'ils faisaient, et ils jugeaient le moment venu de faire une politique toute positive. En novembre 1912, au début des guerres balkaniques, le gouvernement français décida pour son propre compte de ne plus tolérer dans les Balkans une nouvelle progression

de l'Autriche-Hongrie (*Doc. dipl.*, 3^e série, t. V, p. 346, Poincaré à Izvolskij). A partir de cette date, comme le démontrait récemment dans cette revue M. Jules Isaac¹, l'alliance franco-russe prenait de plus en plus un caractère largement belliqueux. On n'a pas le droit de dire que la France cherchait dans les troubles balkaniques un moyen de revendiquer l'Alsace-Lorraine. Mais elle était résolue à s'opposer à l'Allemagne dans les Balkans, si les intérêts de la Russie et les siens étaient en cause. Puisque tout ce que pouvait faire l'Autriche-Hongrie, alliée de l'Allemagne, n'était propre qu'à exciter les Russes, il s'ensuivait que la vieille hostilité entre la France et les Habsbourg allait se rallumer, là où les Habsbourg avaient à tout prix à sauver leurs intérêts. Si la question de l'Alsace-Lorraine avait empoisonné l'atmosphère de l'Europe dans tout l'Occident depuis 1870, voici que surgissait en Orient une deuxième question insoluble, l'antinomie entre le maintien de l'existence de l'Autriche-Hongrie et la réalisation des aspirations slaves.

Au cours de 1913, les *Documents* le démontrent, la politique française cessa donc d'être entièrement pacifique. C'est un fait capital, car c'était la première fois depuis 1870 que les dirigeants de la France envisageaient une guerre sans horreur. La cause déterminante de ce changement était l'apparition d'un grand bloc slave. Au moment où en Allemagne la marche croissante de l'orgueil national s'accusait gravement, où en Angleterre on s'apprêtait en secret à y résister, où en Allemagne et en Autriche-Hongrie grandissait la conviction qu'une guerre, pour être favorable, devait venir le plus tôt possible, et où en Russie l'appétit des nationalistes brisait les chaînes de la prudence, en France la presse, à son tour, excitait la défiance et la haine contre l'Allemagne, les chefs du gouvernement assuraient la Russie que la France était prête à marcher à ses côtés, et, quoique les élections de mai 1914 eussent manifesté la vigueur de la tradition pacifique française et l'hostilité des électeurs contre la loi de trois ans, le Parlement maintenait cette loi et se préparait à toute éventualité. La France, en un mot, était résolue à ne plus être la seule puissance dont toute la politique fut fondée sur la paix. Cuirassée par ses alliances, encouragée par les perspectives ouvertes par les événements des Balkans, elle ne se refuserait pas à tenter la fortune, si une occasion de tout premier ordre se présentait. La connaissance de cette attitude nouvelle influa fort sur les événements politiques de 1913 et 1914, et — il faut le dire — agrava sérieusement la situation générale. Le pilier central de la paix tombait. L'Europe était livrée au hasard. Il ne fallait qu'une étincelle pour la mettre en flammes, et l'assassinat de Sarajevo fut celle qui justement pouvait le plus facilement amener la catastrophe.

E. J. PRATT.

¹. *Revue historique*, t. CLXXVI, novembre-décembre 1935 : *La crise européenne et la Grande Guerre*.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE GRECQUE

(1931-1933)¹

I. ARCHÉOLOGIE ET FOUILLES : *Attique.* — Le Musée national d'Athènes a fait en 1932 nombre d'acquisitions (loutrophores, hydries, amphores et coupes à figures rouges, grand vase géométrique, reliefs de marbre, statuettes, miroirs et haches de bronze, etc.). — Au Musée numismatique sont entrées de nombreuses monnaies, dont la plupart proviennent d'Olynthe. — On a poursuivi le relèvement de plusieurs colonnes du Parthénon (côté sud) et déblayé en grande partie le mur nord de l'Odéon de Périclès. — Les fouilles américaines de l'Agora ont permis de retrouver un édifice du III^e siècle av. J.-C. sur le côté ouest de la Stoa royale (peut-être une annexe de celle-ci) ; elles ont confirmé l'hypothèse relative à la Stoa de Zeus Éleuthérios (voir *R. H.*, 1934, III, p. 476) ; sur le côté est de la rue où se trouve cette Stoa, un édifice à deux degrés semble être l'autel des Douze Dieux. On a fait un grand nombre de trouvailles : tête de femme en bronze, très bien conservée (IV^e siècle) ; statue en marbre de Paros, sans tête ni bras, rappelant les Néréides de Xanthos (début du IV^e siècle au plus tôt), etc. ; on a dégagé la statue colossale d'Hadrien découverte en 1931. La céramique est de tous les âges : nombreux vases de l'H. M. ; beaux vases géométriques ; amphores et lébès de la première époque attique ; peu de vases à figures rouges, mais quantité de vases hellénistiques, etc. Un dépôt de terres cuites a livré une statuette féminine rappelant la déesse aux serpents crétoise ; on a trouvé aussi nombre de moules, laissant supposer le voisinage d'un atelier, des centaines de lampes, allant du VII^e siècle à l'époque romaine, des milliers de monnaies et des fragments d'inscriptions. — Grâce aux fouilles allemandes du Céramique, on a pu reconstituer l'histoire des inhumations sur la rive sud de l'Éridan jusqu'au 1^{er} siècle ap. J.-C. ; on a découvert des tombes à incinération et des rigoles à sacrifices du VII^e siècle, une sépulture du temps de

1. Les analyses qui vont suivre sont en partie complétées par celles des notes bibliographiques et des comptes-rendus critiques.

Solon (pour la première fois), quatre tombes du milieu du VI^e siècle, de nombreuses tombes à incinération des périodes suivantes, le relief, bien conservé, d'Ampharéta avec son enfant (IV^e siècle), etc., et l'on a constaté que de notables transformations ont eu lieu aux II^e et I^e siècles av. J.-C. et sous l'Empire. Parmi les trouvailles de céramique, signalons une anse figurant une pleureuse. A l'est de l'ancienne concession des Messéniens, on a dégagé en partie une nécropole : au niveau inférieur, un cimetière d'enfants (V^e siècle) ; à un niveau supérieur, des ossements et des tessons du V^e et du IV^e siècle. Dans les limites du *Pompeion*, on a ouvert seize nouveaux tombeaux, renfermant des offrandes submycéniennes et protogéométriques (nulle solution de continuité, à Athènes, entre le mycénien tardif et le protogéométrique). Enfin, à la porte sacrée de l'Éridan, on a découvert des documents importants pour l'histoire des remparts athéniens, un torse de cavalier et un lion en marbre, provenant de tombeaux et placés dans le mur de rempart lors de la réfection de Thémistocle. — Les fouilles d'ARISTOPHRON à l'Académie ont dégagé la cour située devant le gymnase présumé ; sur le côté de celui-ci, on a trouvé des soubassements avec traces de reconstruction romaine ; à proximité, on a suivi un mur de péribole sur 16 mètres de long ; à l'est du gymnase, un mur de péribole, rappelant celui-là, mais d'appareil différent, a été suivi par sondages sur 575 mètres ; on a découvert des tombeaux du I^{er} siècle av. J.-C. renfermant des feuilles de couronne d'or (peut-être des sépultures d'agonothètes). — Entre Amaroussi et Chalandri, on a trouvé un bas-relief de style archaïsant, figurant Dionysos en grandeur naturelle. — Les recherches de G. SOTIRIADIS à Marathon lui ont permis de reprendre la question de la tétrapole. — A Éleusis, sous la direction de K. KOUROUNIOTIS, on a achevé de dégager les édifices antérieurs au *télestérion*. L'emplacement de ce dernier était occupé dès le prémycénien : des tombeaux et des tronçons de murs datent de cette époque. Plus importants sont les restes mycéniens épars sur toute la surface du *télestérion* et sur les flancs sud et est de la colline éléusinienne. On a découvert le *mégaron* prépisistratide, au *prodomos* formé par une sorte de rectangle qui limitent les parastades ; parallèlement au mur sud du *mégaron*, court un mur de péribole, de la même époque, qui présente une large ouverture par où s'écoulaient les eaux du *mégaron* ; au même péribole, semble-t-il, appartient le mur découvert au nord. A l'intérieur du péribole de Pisistrate, on a trouvé un mur circulaire, provenant d'un édifice rond ou ellipsoidal. Le *mégaron* mycénien paraît être le premier *hiéron* d'Éleusis ; on a dégagé un tronçon du mur de péribole qui lui correspond. Des recherches menées sur l'emplacement du péribole du *télestérion* archaïque, il résulte que les sacrifices ont commencé avec les vases corinthiens et duré jusqu'aux derniers temps des vases à figures noires. Bref, cette fouille a fait mieux connaître l'histoire des différents sanctuaires des premières époques et montré que la construction du *télestérion* par Périclès a entraîné divers remaniements ; on a pu aussi préciser sur certains points le tracé du

mur de péribole ; de plus, on a trouvé sur l'acropole des traces notables d'une construction mycénienne ; enfin, on a poursuivi les sondages dans la région ouest de l'acropole.

Égine. — G. WELTER a recueilli une série de documents intéressant le culte de la phratrie, notamment quatre *omphaloi*, dont un avec inscription (deuxième moitié du VI^e siècle). — Dans la nécropole, on a mis au jour un tombeau à chambre (480-470), auquel menait un escalier de quatre marches. On a découvert également une plaque d'autel monolithique, en marbre de Paros.

Péra-chora. — Les fouilles de H. PAYNE ont livré de nombreux dépôts votifs et montré que le temple voisin du port (550-525) avait 32 mètres de long au minimum ; on a exhumé des fragments de tuiles en marbre et d'un acrotère figurant une Nikè¹.

Péloponnèse. — Les recherches de J. DE WAËLE à l'*Asklépieion* de Corinthe ont permis de rencontrer à l'ouest la fontaine de la *Lerna*, signalée par Pausanias ; à l'est, on a retrouvé le stylobate, avec des colonnes ioniques et un ensemble architectural répondant aux indications de Pausanias. Les fouilles de la région du musée ont montré qu'il y avait là deux édifices : l'un, partiellement en poros, du premier siècle de l'occupation romaine ; l'autre, en marbre, avec des éléments d'ordre corinthien, d'une époque postérieure. PARSON a exploré le mur qui reliait Corinthe à Léchaïon et dégagé les tours flanquant une porte voûtée ; la fortification, à son avis, date du IV^e siècle. — Dans un bâtiment de Trézène (jadis en partie dégagé par les fouilles françaises), qui comprend une grande salle et une cour à péristyle ceinte de chambres et semble dater de 250-200 av. J.-C., il faudrait, d'après les recherches de G. WELTER, reconnaître un *hoimitérion*, où les malades attendaient la visite du dieu : Trézène, en effet, possédait un *Asklépieion*. — A Sicyone, A. ORLANDOS a exploré un grand édifice de destination inconnue, dont la façade est formée par un stylobate ; il s'élève sur une terrasse contrebutée au nord et à l'est par un mur de soutènement ; le mur est interrompu par un escalier et une fontaine. La fouille a livré trois statues romaines (dont une intacte), une inscription du V^e siècle, signalant des victoires aux jeux, etc. On a trouvé à l'est du Bouleutérion une petite Artémis acéphale et, au nord des remparts, des figurines de terre cuite (femmes portant des oies) et des petits vases. — A Pellène, ORLANDOS a travaillé au dégagement du temple d'Athèna et signalé un autre édifice en contre-bas de la colline du temple. — On a trouvé à Aigion des fragments de chapiteaux, des statuettes de marbre représentant Athéna et Aphrodite, etc. ; à Patras, des statues très mutilées (Hermès, Héraclès et une *core*). — On aurait identifié le site de Tritaïa, que décrit Pausanias, et rencontré les fondations d'un temple d'Athèna ; la nécropole aurait fourni quatorze inscriptions funéraires. — Les

1. Y. BÉQUIGNON, *Chronique des fouilles* (B. C. H., 1933, p. 236-256).

fouilles de N. KYPARISSIS à Léontion ont livré nombre de vases mycéniens et des perles en ambre, en agathe et en stéatite. — ORLANDOS a dégagé sur l'acropole d'Alipheira un grand temple datant de 509-470 (sans doute, celui d'Athèna, signalé par Pausanias et Polybe) ; on a découvert des tambours de colonnes à seize cannelures, de nombreuses tuiles en marbre des îles, des bronzes, une inscription relative à un conflit de frontière avec Lépréon (III^e siècle), etc. ; à l'ouest de l'acropole, un temple de style ionique (*l'Asklépieion* de Pausanias, semble-t-il) a été mis au jour ; on a retrouvé la base de la statue de culte, des monnaies du III^e siècle, les fondations de l'autel, etc. ; en contre-bas de l'acropole, on a dégagé un édifice funéraire, dont la façade a les parois couvertes d'inscriptions (noms des morts, etc.) : type de mausolée que l'on n'avait jamais rencontré en Grèce propre ; près de là se dressait un autre mausolée, de type attique ; enfin, on a trouvé une statuette en bronze, figurant un satyre barbu¹.

Grèce occidentale. — Grâce aux fouilles de MARINATOS à Céphalonie, on a pu recueillir dans un grand tombeau rupestre, déjà pillé, les éléments de 100 vases, dont plusieurs sont remarquables, des feuilles d'or, des perles, etc. ; un tombeau resté intact a livré 60 petits vases, une pierre sculptée ornée, un cristal de roche, etc. Autour de ces tombeaux, on a déblayé des constructions en forme de puits, creusées dans le roc et renfermant des céréales carbonisées : selon MARINATOS, c'étaient des trésors servant de dépôts à céréales (tels ceux dont on usait encore à Céphalonie il y a cinquante ans). — A Ithaque, sous la direction de W. A. HEURTLEY, on a fouillé les dépôts submycéniens et protocorinthiens d'Aëtos ; on a pu ainsi reconstituer 170 vases, qui nous montrent l'évolution du protocorinthien jusqu'à son épaulement (voir, notamment, un vase à col élevé, avec une frise d'animaux) ; on a, de plus, exhumé nombre d'ex-voto, représentant des animaux, des ornements en ambre, des ivoires gravés, un petit sphinx de bronze, etc. Dans le port sis en contre-bas du sanctuaire, on a continué à dégager le grand mur allant jusqu'au littoral : bâti, semble-t-il, vers le IV^e ou le III^e siècle av. J.-C., il fut détruit au I^r ou au II^e siècle ap. J.-C. par le séisme qui ruina la grotte de Polis. A la pointe ouest du port, on a trouvé dans une grotte les restes d'une occupation gréco-romaine et quinze tessons mycéniens d'un beau style. — On a constaté que la grotte de Polis avait été occupée du pré-myénéen au I^r ou au II^e siècle ap. J.-C. ; on a recueilli les éléments d'un trépied de bronze, rappelant les trépieds d'Olympie consacrés aux IX^e et VIII^e siècles, une statuette géométrique en bronze (personnage barbu), la partie supérieure d'une statuette féminine (pied de miroir du VI^e siècle), des fragments mycéniens (XII^e siècle) et prémycéniens, etc. — Les fouilles de N. KYPARISSIS à Phoradomandra ont fait découvrir toute une nécropole myénéenne ; les quinze tombes ouvertes ne possèdent ni chambre ni *dromos*,

1. Y. BÉQUIGNON, *B. C. H.*, 1933, p. 256-263.

mais sont creusées en forme de puits, et une dalle ferme leur ouverture ; elles ont été pillées. KYPARISSIS a également reconnu que la colline de Haghios Athanasios où Platurtheia était une nécropole mycénienne ; il espère y retrouver une cité et un palais de la même époque. — F. POUlsen et K. RHOMAIOS ont totalement dégagé l'*héron* de Calydon, dont un plan provisoire a été dressé. On y accédait par le nord ; un escalier conduisait à une entrée à piliers, par où l'on arrivait dans un couloir menant au péristyle ; à gauche, étaient quatre pièces ; la chambre II, la plus grande, ouvrait sur le péristyle par une porte flanquée de pilastres ; la chambre III était peut-être une *skeuothèque* ou un *pompeion*. On a déblayé une exèdre du côté ouest et, dans le péristyle, redressé les colonnes du côté nord. La terre était remplie de tessons de vases mal cuits et parfois déformés. L'édifice ne date pas, comme on l'a cru, du II^e siècle ap. J.-C., mais de l'époque hellénistique : il est donc contemporain du tombeau hellénique, qui en est pour ainsi dire le germe ; de plus, il est complètement en pierre (et non en cloisonnage sur une base de pierre, comme on l'avait pensé). Dans la salle VII, on a trouvé des bustes et têtes de dieux et héros de Calydon (I^{er} siècle av. J.-C., sans doute) et rangé les bancs (II^e siècle ap. J.-C., semble-t-il) à l'aide de lettres-marques d'artisan. Les murs épais de la chambre de culte, sise derrière la chambre VII, montrent que le plafond fut voûté. Dans l'angle nord-ouest de l'édifice, il y a une cour, avec puits et citerne. Aux versants ouest et nord du temple, les fouilles ont livré nombre de petits objets, dont une plaque de bronze portant une inscription de proxénie. — A l'ouest du grand temple de Thermos, K. RHOMAIOS a découvert les ruines de murs préhistoriques et entièrement dégagé le temple elliptique déjà connu, qui possède un foyer circulaire de dalles et de pierres et date des deux ou trois derniers siècles du II^e millénaire ; autour du foyer, deux couches de cendres et d'ossements semblent provenir d'holocaustes pareils à ceux du très ancien temple de l'âge géométrique. Parmi les trouvailles, citons des fragments de terre cuite, achevant de montrer que le toit de l'ancien temple d'Apollon Lyseios (vers 600 av. J.-C.) avait la forme d'une voûte sur l'un des côtés, et des fragments de brique venant des murs de la cella. — Des débris de vases préhistoriques recueillis à Dodone par EVANGHÉLIDIS attestent l'existence de rapports étroits entre la céramique de ce lieu et celle de Macédoine. A l'ouest du *naiskos* découvert en 1931, on a trouvé les fondations d'un autre édifice votif, au nord duquel était un grand tombeau d'époque romaine, où il n'y avait que de nombreuses tablettes de plomb.

Grèce centrale. — A Delphes, P. DE LA COSTE-MESSELIÈRE a procédé à des recherches sur la topographie du sanctuaire archaïque. J. CHARBONNEAUX a complété, en vue de la publication, ses travaux au temple en calcaire d'Athèna (IV^e siècle). L. ROBERT et Y. BÉQUIGNON ont étudié des inscriptions¹. — J. AUDIAT a publié un excellent ouvrage sur le Trésor delphique

1. Y. BÉQUIGNON, *B. C. H.*, 1933, p. 264-276.

des Athéniens. On y trouve, d'abord, une étude architecturale extrêmement précise de ce petit temple dorique en marbre de Paros, d'un dessin très fin et, dans l'ensemble, d'une exécution remarquable ; puis, après avoir consacré un bref aperçu aux misérables débris d'un ancien Trésor, peut-être édifié par Athènes (mais rien ne le démontre absolument), l'auteur examine avec le même soin les terrasses et les passages. Quand ce monument fut-il construit ? A coup sûr, de l'avis unanime des archéologues, entre 510 et 480. Pomtow s'est prononcé sans hésiter pour la période 510-506 ; mais AUDIAT montre qu'aucun argument vraiment solide ne milite en faveur de cette chronologie, tandis que des raisons très sérieuses, sinon tout à fait décisives, nous invitent à situer l'exécution du Trésor peu après la bataille de Marathon (conformément à l'indication de Pausanias, jugée fort acceptable par les archéologues français). Il est aussi permis de penser que cet édifice survécut longtemps au III^e ou au IV^e siècle ap. J.-C. (époque à laquelle il existait certainement encore) ; de tous les monuments delphiques, peut-être fut-il « le dernier à périr¹ ».

Grèce du Nord. — Le musée de Volo a acquis une statuette de marbre figurant Cybèle sur un trône, un grand disque à la main gauche et un lion sur les genoux. Y. BÉQUIGNON a continué ses recherches épigraphiques dans ce musée et aux environs. — Au musée d'Halmyros sont entrés un peson avec signes préhistoriques, nombre de menus objets en bronze, des statuettes de terre cuite, quatre vases mycéniens, etc. — Y. BÉQUIGNON et H. DUCOUX ont dressé les plans de divers sites de la vallée du Sperchios (un grand nombre n'avaient jamais été relevés). A Héraclеia, des sondages ont permis de retrouver le mur d'enceinte en contre-bas des roches trachiniennes, sur la rive gauche de l'Asopos, de reconnaître un secteur du mur d'enceinte qui reliait Trachis à Héraclеia et de mettre au jour une construction qui répondrait au gymnase signalé par Tite-Live. — Le Musée de Larissa, où BÉQUIGNON a poursuivi ses travaux épigraphiques, s'est enrichi de différents objets (stèles funéraires, etc.). — A Tyrnavo, BÉQUIGNON a retrouvé quarante et un textes épigraphiques ; près de Crannon, il a revu une inscription jadis publiée par Fougerès². — Exposant les résultats de ses recherches dans la région de Pharsale, BÉQUIGNON décrit d'abord le site de Palaiokastro, précieux à cause de son élévation et de sa richesse en eau, occupé, sans doute, dès l'H. A., évacué jusqu'à la fin de l'H. M., réoccupé au temps du minyen, abandonné jusqu'à l'H. R. III, habité de nouveau jusqu'à la fin du VI^e siècle, enfin délaissé, sinon déserté. On peut adopter la théorie situant Palaipharsalos à Palaiokastro-Derangli ; cette ville eut un passé glorieux, semble-t-il, puis elle déclina et perdit son nom. Après quelques indications sur le lit et le cours de l'Emipous, l'auteur étudie le site de Ktouri : d'abord, l'acropole, dont le

1. J. AUDIAT, *Le Trésor des Athéniens* (*Fouilles de Delphes* ; II : *Topographie et architecture*). Paris, De Boccard, 1933, II-109 p., 79 fig., 17 photot., 54 pl. (dont 28 en portefeuille).

2. Y. BÉQUIGNON, *B. C. H.*, 1933, p. 277-278.

sommet servait de siège à la garnison et de refuge ; puis la *magoula* sise à l'ouest, dominant une plaine riche en céramique submycénienne ; entre elle et l'acropole, il y a une nécropole submergée. La région fut occupée de l'H. R. III aux temps byzantins (sauf, peut-être, à l'époque géométrique) ; la hauteur paraît être Euhydron, comme l'indique la présence de sources pures et abondantes¹.

Macédoine et Thrace. — Près de la « porte dorée » de Salonique, on a trouvé des fragments de statues et de chapiteaux ioniques, une tête de femme et des plaques funéraires inscrites, appartenant sans doute à un édifice du début de l'époque impériale. — Dans la région de l'Haliacmon, KÉRAMOPOULLOS a découvert des forts antiques, des restes d'habitats en briques, des vases et fragments de vases hellénistiques. Ce pays semble avoir été habité jusqu'au 1^{er} siècle av. J.-C. — Les fouilles de P. COLLART et E. LAPALUS au forum de Philippe ont entièrement dégagé sur les côtés, au sud et à l'est, l'escalier découvert en 1931 le long du petit côté ouest ; il détermine une place mesurant 50 mètres sur 100 mètres environ ; sur le quatrième côté, des édifices étaient adossés aux pentes de l'acropole ; au milieu de ce côté, il y avait un *podium* rectangulaire, analogue à la tribune du temple de César sur le forum de Rome ou à celle du forum de Timgad. A gauche était l'édifice ionique partiellement dégagé en 1930 ; à droite, un édifice dont subsiste seul le noyau de blocage ; plus loin, en contre-bas de la place, un grand bassin rectangulaire, où l'eau arrivait par une tête de lion et d'où elle s'écoulait par un tuyau de terre cuite ; vers l'angle nord-est comme vers l'angle nord-ouest, une rampe faite de dalles striées menait du forum à la ville haute ; des bases honorifiques avec inscriptions ornaient ces plans inclinés. Sur le petit côté est, il y avait un temple corinthien, avec deux colonnes *in antis*, symétrique de celui qui fut déblayé en 1931 sur le côté ouest ; le *pronaos* communiquait avec une bibliothèque qui couvrait sans doute l'espace allant du temple à l'angle sud-est du forum. Sur le long côté sud, on a dégagé les degrés de l'escalier ; vers les deux angles, une portion de stylobate est encore en place. La mosaïque partiellement découverte en 1931 à l'angle sud-ouest appartenait, semble-t-il, à un édifice antérieur au dernier aménagement du forum ; elle était surtout remarquable par sa bordure, qui représentait un rempart crénelé muni de tours et de portes. On a trouvé nombre d'inscriptions latines plus ou moins complètes, un fragment de décret honorifique en grec (du début du 1^{er} siècle av. J.-C. au plus tard), une tête féminine voilée, etc.

Thasos. — Les recherches de P. DEVAMBEZ et de LAUNAY ont permis de préciser la situation des établissements du champ Dimitriadis (partie nord). L'un d'eux, en partie dégagé, offre de grandes analogies avec un autre, que l'on avait déjà fouillé en 1931 ; la forme en est, semble-t-il, trapézoïdale ; on a

1. Id., *Études thessaliennes* (B. C. H., 1932, p. 89-191, 52 fig.).

pu reconnaître trois portes du mur d'enceinte : deux sur le côté ouest, une sur le côté sud ; les murs intérieurs déterminent des pièces dont le plan ne se discerne pas clairement, en raison des constructions postérieures, d'époque romaine, qu'il a fallu respecter ; l'ensemble le plus cohérent (maison avec cour centrale) est conservé dans la partie sud-ouest de l'établissement ; à un niveau supérieur, on a retrouvé la suite de l'édifice qui couvrait aussi une partie de l'établissement déblayé en 1931. Ces établissements étaient séparés du mur d'enceinte par deux constructions entre lesquelles il y avait une rue menant au rempart ; l'édifice le plus méridional était séparé de celui-ci par une rue non dallée ; le mur ouest présentait un bel appareil de marbre ; le parement intérieur du rempart était également en marbre. On a recueilli dans cette région des fragments de vases allant du géométrique tardif au v^e siècle ; des fragments mélènes, rhodiens et du style de Naucratis représentent le vii^e siècle ; dès le vi^e domine la céramique attique. — Les fouilles ont remis au jour la façade nord-est d'un bâtiment dégagé en 1912 et 1913 (salle hypostyle ou « bouleutérion ») et totalement déblayé le côté sud-ouest : c'était un mur plein et continu ; sur la façade nord-ouest, on a reconnu la sortie d'un égout passant sous l'édifice parallèlement au côté nord-est. A l'intérieur de l'édifice, on a mis au jour douze des soubassements qui portaient les soutiens : ces derniers, au nombre de seize et placés sur un rang parallèlement à chacun des murs extérieurs, déterminent une sorte de portique quadrangulaire autour d'un espace libre. — A 50 mètres au sud-est de l'arc de Caracalla, on a trouvé un grand édifice, dont une façade, en carreaux de marbre, a été en partie reconnue (ainsi qu'un mur de retour et un escalier peut-être postérieur). La fouille a déjà livré un torse viril nu, avec la jambe gauche, brisée au genou, fragment d'un très bon travail et fort important pour l'histoire de la sculpture thusienne (470-460 environ)¹. — Dans un notable article sur les résultats des fouilles de Thasos, Y. BÉQUIGNON et P. DEVAMBEZ décrivent surtout le « quartier romain » du ii^e siècle ap. J.-C. Il a pour axe une large rue dallée et bordée de monuments, dont une exèdre et un édifice inachevé en forme de théâtre, qui doit sa vaste *orchestra* et ses *parodoi* non couverts au théâtre grec, mais présente aussi nombre de caractères romains ; sa destination reste incertaine. A côté se voient les soubassements d'un portique tétragone, d'époque romaine, à l'ouest duquel est un édifice allongé, impossible à identifier, qui semble antérieur aux temps romains. Les auteurs décrivent ensuite les habitations privées et rappellent que l'on a découvert différents morceaux de sculpture, datant de la fin du i^{er} ou du courant du ii^e siècle ap. J.-C. La plupart de ces monuments peuvent être assignés au règne d'Hadrien, qui vit se produire une véritable « renaissance thusienne »².

1. Y. BÉQUIGNON, *B. C. H.*, 1933, p. 278-287.

2. Y. BÉQUIGNON et P. DEVAMBEZ, *Fouilles de Thasos, 1925-1931* (*B. C. H.*, 1932, p. 232-286).

Serbie. — A la nécropole de Trébéniste, VOULITCH a mis au jour quatre nouvelles tombes, dont trois renferment nombre d'objets d'or, des bracelets d'argent, des vases de bronze, des vases à figures noires, etc., et attestent l'existence de relations entre Trébéniste et Athènes au VI^e siècle ; pour la première fois, on a trouvé dans cette nécropole des tombes féminines. C'était, semble-t-il, le cimetière d'une famille princière.

Lemnos. — Les fouilles italiennes de Poliochni ont été poursuivies. On a continué à explorer la rue principale et rencontré une petite rue latérale ; on a dégagé le canal assurant l'évacuation des eaux et retrouvé un puits construit avec grand soin, qui servait encore lors de la destruction du village. Au nord de la place la plus septentrionale, on a découvert un édifice rectangulaire aux murs épais, occupant le côté ouest de la rue (une prison, sans doute). L'existence des trois couches d'habitats superposées a été confirmée ; les maisons, rectangulaires, communiquaient entre elles ; celles de la couche supérieure ont été abandonnées avec les vases restés en place. La céramique, à surface claire, est celle des temps néolithiques : il y a aussi de grands *pithoi*, propres à l'âge du bronze ; certains vases révèlent un vif souci artistique. Signalons également nombre de menus objets, d'armes, d'outils en plomb ou en bronze, etc. Le village date, en somme, de la fin du III^e millénaire.

Délos. — Ch. DUGAS poursuit ses travaux en vue de la publication du fascicule des vases de Rhénée. — W. DÉONNA a terminé l'examen des objets mobiliers provenant des maisons déliennes. — E. LAPALUS a repris l'étude de l'agora des Italiens¹.

Crète. — A l'ouest du palais de Cnossos, on a dégagé un grand tombeau géométrique tardif, qui renfermait plusieurs douzaines de vases, parfois décorés. — Aux environs de Cnossos, on a découvert environ 500 vases, du type géométrique ou orientalisant, dont certains ont la forme d'animaux ; sur quelques-uns d'entre eux sont figurés des sujets intéressants (sphinx casqués, etc.). Signalons également une phiale de bronze, avec des zones d'animaux, et deux lamelles de bronze, dont l'une représente le siège d'une ville et des chars rappelant ceux d'Assyrie ; on a recueilli aussi des épées, des haches, etc. Les corps avaient été incinérés (ailleurs, semble-t-il) et les ossements placés dans des vases. La présence de débris de *larnakes* minoens laisse supposer qu'il s'agit d'un ancien tombeau minoen, remployé dans la suite. — A Amnisos, les fouilles de MARINATOS ont mis au jour une jolie villa, bâtie en 1700 av. J.-C. et détruite peu après 1550 ; l'intérieur n'a pas encore été fouillé. Non loin de là se trouve une autre construction, à pièce unique, aux murs épais de 2 mètres, avec une porte à l'ouest contre le rocher de Paliochora ; on y a recueilli des tessons du M. R. I. A l'entrée est de Paliochora, on a dégagé un édifice carré de 20 mètres de côté ; dans l'une de ses pièces, on a

1. Y. BÉQUIGNON, *B. C. H.*, 1933, p. 287-291.

découvert nombre de fresques, en tas compact ; dans une autre pièce, il y avait des vases mycéniens intacts ; mais ce sont les fresques, tombées, semble-t-il, de l'étage supérieur, qui présentent l'intérêt principal de cette fouille : on y distingue : 1^o des lis aux tiges et fleurs faites d'une pâte blanche et bleue incrustée dans la surface évidée de la fresque (exemple inconnu jusqu'ici) ; 2^o des liliacées et iridées en rouge et vert sur fond blanc ; 3^o des plantes de la famille de la menthe sur fond rouge et blanc. Cette villa date du M. M. III (1700-1650) ; sa destruction, probablement violente, eut lieu sans doute au début du M. R. — Les recherches de F. CHAPOUTHIER le long de la façade sud du palais de Mallia ont fait découvrir des chambres analogues à celles que l'on avait trouvées en 1931 : les murs, qui contiennent une forte proportion de terre, sont enduits de stuc ; des seuils stuqués avec soin mènent d'une salle à l'autre. Le sol est parfois stuqué ; en huit endroits sont des dépressions circulaires, où reposaient peut-être des lampes. La céramique comprend des fragments un peu grossiers et de la vaisselle plus fine, décorée soit en noir sur fond chamois, soit en blanc sur noir. Les traits généraux de cette céramique et les particularités de l'architecture rappellent les ruines et le mobilier exhumé dans la cour ouest du palais de Cnossos ; l'époque en est la même (M. M. I). Ces salles se prolongeant sous l'aile sud du palais, on doit penser que celle-ci fut totalement aménagée au M. M. III sur des habitations antérieures. La limite du premier palais (auquel, en 1931, on avait rattaché ces chambres) serait dès lors plus au nord. — On a aussi dégagé une route dallée dans la cour occidentale et reconstitué un nouveau *pithos* (du M. M. I, semble-t-il) exhumé l'an dernier dans le quartier nord. — A l'ouest de la nécropole de Chrysolakkos, P. DEMARGNE a retrouvé un niveau antérieur, marqué par un dallage, et découvert des fragments de demi-colonnes, en *amnouda*, enduites de stuc ; les blocs sont d'une forme ellipsoïdale irrégulière ; la face postérieure est aplatie (dispositif architectural jusqu'ici inconnu en Crète). — Au sud du palais, on a continué à déblayer une maison qui semble avoir été riche ; la céramique irait du M. M. III au M. R. III (premier exemple à Mallia d'une occupation aussi longue). — A l'ouest du palais, on a mis au jour de nouvelles maisons, dont le mur de façade est en blocs de *sidéropétria* ; les murs intérieurs sont en petits matériaux ou en terre. Le rez-de-chaussée était surmonté d'un étage dont l'épaisseur de certains murs et deux gros piliers d'*amnouda* assuraient l'existence. Les trouvailles de céramique datent du M. M. III ou du M. R. I ; dans les fondations, il y a de la céramique du M. M. I ; signalons de beaux vases de pierre et un énorme bassin de bronze. — P. DEMARGNE a procédé à des sondages sur l'emplacement de la ville grecque de Dréros et constaté que, sur l'acropole orientale, les constructions romaines et byzantines ont fait disparaître ce qui remontait aux temps hellénistiques ; en contre-bas du mur des deux acropoles, un mur soutient une terrasse, qui constituait peut-être une agora. De cette région provient une dalle où sont figurés une tête de gorgone, un homme

portant des ailes aux épaules et aux pieds et semblant voler vers la gauche, un sphinx, un oiseau aux ailes éployées, etc. (vi^e siècle?). — Les trouvailles de Réthymno ont montré que les différentes époques y sont représentées et que la grotte joua un rôle religieux très important¹. — P. DEMARGNE expose les résultats de ses fouilles sur le site de l'Anavlochos ; l'examen des trouvailles montre que ce site fut occupé de la période protogéométrique au vii^e siècle. La Crète du début du I^{er} millénaire paraît avoir été le théâtre d'un bel essor artistique ; le déclin vint au vi^e siècle, avec la prépondérance de l'art ionien ; en attendant, la Crète avait transmis à l'Hellade et à la Sicile nombre d'apports orientaux et peut-être même « donné une forme » à leurs croyances. — Le même auteur étudie une plaque votive archaïque, provenant de Praisos et figurant, à son avis, une déesse et un dieu parèdre (dont dérivent probablement certaines représentations de Thésée et d'Ariane)².

Iles d'Asie Mineure. — A Thermi (Lesbos), Miss W. LAMB a fixé, dans la mesure du possible, les limites des anciennes cités I-III et examiné celles de la cité IV. Elle a, de plus, étudié en détail les fortifications de la cité V, qui correspond à Troie II a (2400-2000 av. J.-C.?) : elles consistent en un large mur intérieur renforcé par des murs extérieurs en terre. Avant 1400, Thermi fut réoccupée par une population dont la céramique correspond en partie à celle de Troie III-V et de Troie VI ; à la dernière phase, apparaissent des imitations de formes mycéniennes et la trace d'importations mycéniennes (1375-1200). La fin de la période est marquée par une destruction générale, à peu près contemporaine de la ruine de Troie. — Les fouilles d'Antissa ont fait trouver un dépôt de *bucchero lesbien*, dont la couche inférieure renfermait des types anciens de Troie VI et Troie VII, de la céramique rouge lesbienne de la dernière époque et des tessons mycéniens. On a découvert une construction du vii^e siècle et nettoyé complètement le beau mur polygonal précédemment trouvé sur l'acropole ; on a fouillé quelques tombes de la colline sise au sud de l'acropole et exhumé différents vases, dont l'un est décoré de bandes ondulées³. — Miss W. LAMB publie une longue liste de tessons de vases gris originaires de Lesbos. Cette céramique, analogue à celle de Troie, se divise en deux grands groupes : l'un date des périodes Troie VI et Troie VII (fin de l'âge du bronze et début de l'âge du fer), l'autre de la période Troie VIII (temps archaïques) ; la majorité des spécimens ici décrits sont de cette dernière époque (vii^e et vi^e siècles)⁴. — A Samos, les fouilles allemandes ont dégagé une petite nécropole du vi^e siècle, l'entourage d'un grand autel rupestre et deux tombes hellénistiques taillées dans le roc ; de nombreux débris de vases à boire se trouvaient sur la partie supérieure des

1. Y. BÉQUIGNON, *B. C. H.*, 1933, p. 291-300.

2. P. DEMARGNE, *Recherches sur le site de l'Anavlochos. — Plaquette votive de la Grèce archaïque* (*B. C. H.*, 1931, p. 365-412).

3. Y. BÉQUIGNON, *B. C. H.*, 1933, p. 300-302.

4. W. LAMB, *Grey ware from Lesbos* (*J. H. S.*, 1932, p. 1-12).

tombes. Des sondages dans le mur de la ville, à l'ouest, ont fait apparaître, sous une superstructure hellénistique, les restes d'un puissant mur en *poros* du VI^e siècle. — Sous le grand autel du temple diptère de Rhoicos et de Théodoros ont été découverts les débris d'un lieu de sacrifices du II^e millénaire et, par-dessus, un autel plus récent, remanié avant l'époque de Rhoicos. On a trouvé nombre de tessons, allant des temps préhistoriques à ceux de Rhoicos, et une foule d'ex-voto : statuettes d'argile, bronzes, faïence, etc.¹.

Asie Mineure. — Les fouilles de Troie, dirigées par C. BLEGEN, avec le concours de W. HEURTLEY, de DOERPFLD et de W. SEMPLE, ont abouti aux résultats suivants. A l'intérieur de la citadelle d'Hissarlik, on a rencontré une couche romaine, puis deux couches préhistoriques ; une partie de la céramique est de l'époque romaine, l'autre des temps préhistoriques, représentés surtout par la céramique minyenne et la céramique « Red-Wash ». Un autre sondage a atteint des constructions de la période romaine (Troie IX), puis différents niveaux, dont le dernier porte la trace de violentes destructions. — On a découvert aussi, sur les versants nord-ouest et ouest de la colline, des restes de tombes à incinération (?) et des vases minyens et mycéniens à côté de céramique romaine. Sur la partie ouest du plateau sud s'élevait un grand édifice, en trois nefs, pavé de mosaïque (une basilique?) ; près du théâtre, on a mis au jour un secteur du mur de rempart ; la fouille du théâtre a permis de distinguer deux époques : l'une hellénistique et l'autre romaine. Enfin, on a trouvé nombre d'objets d'or, d'argent, de bronze, de terre cuite et d'ivoire, et 512 pièces de monnaie, allant des temps hellénistiques aux temps byzantins². — Selon Ch. VELLAY, les récentes fouilles américaines démontrent, une fois de plus, l'impossibilité d'identifier le site d'Hissarlik avec celui de la Troie homérique : jamais cette grande ville n'eût pu tenir à l'intérieur des murs d'Hissarlik, dont les couches mycéniennes n'offrent pas les traits d'une occupation stable, mais d'un site crématoire. Il n'y a pas de ville basse autour d'Hissarlik : ce serait donc une acropole sans ville basse, ou une cité sans acropole, ce qui contredit les descriptions de l'*Iliade* et les textes anciens³. — Le même auteur estime que Brückner a tiré des conclusions inadmissibles du témoignage d'Hellanicos sur l'ancienne Troie : le palais royal se serait trouvé à l'une des extrémités de la ville (ce qui constituerait une véritable « hérésie archéologique ») et Troie aurait occupé un espace démesuré (40 km. et 9,000 mètres de diamètre de l'est à l'ouest). En réalité, une étude serrée du texte d'Hellanicos mène à la conclusion suivante : la « Pergame » de cet historien ne peut être située à Hissarlik, dont la « cause » perd décidément tout appui parmi les anciens⁴. — Exposant les résultats de

1. Y. BÉQUIGNON, *B. C. H.*, 1933, p. 302-303.

2. Ib., *B. C. H.*, 1933, p. 304-306.

3. Ch. VELLAY, *Les fouilles d'Hissarlik. Troia iterum extincta* (*Bull. Assoc. Budé*, janvier 1933, 11 p.).

4. Ib., *La « Grossstroja » d'Alfred Brückner et le témoignage d'Hellanicos* (*Revue des Études homériques*, 1931, p. 36-54).

ses recherches à l'Asklépiéion de Pergame, T. WIEGAND étudie le *Propylon* de Claudio Charax, la salle réservée au culte d'Hadrien, le temple rond d'Asklépios Sôter, etc., et publie quarante-six inscriptions (presque toutes du II^e siècle)¹.

Chypre. — Dans la nécropole de Vounoi, DIKAIOS a fouillé quarante-huit tombes, qui ont la forme d'un caveau précédé d'un puits rectangulaire, avec un *dromos* profond de 1 mètre à 3 mètres ; une des moitiés de la tombe renfermait les cadavres, l'autre des présents : vases, outils, armes, taureaux sacrifiés, etc. L'un des documents les plus importants est un plateau circulaire en terre cuite, ceint d'un rebord et figurant un lieu de culte ; à l'intérieur, on voit des bancs sur lesquels six personnages joignant les mains sont assis, en face d'eux, un personnage plus grand, placé sur un trône et la tête entourée d'un bandeau (le grand-prêtre, semble-t-il) ; on aperçoit aussi d'autres personnages (dont trois se tiennent par la main, d'où pendent des serpents), deux taureaux, voisins d'une ouverture qui forme porte, etc. Selon Dikaios, cette scène représente une cérémonie en l'honneur du dieu-serpent, ici associé au culte de la Terre-Mère et du taureau. — Une tombe a livré un bol de terre rouge, décoré de têtes de taureau en relief ; de leur cou pendent des serpents. On a également trouvé une cruche ornée de cervidés en relief, une pyxide, où est figurée la Terre-Mère, nombre de vases rituels, dont l'un porte une Terre-Mère sur le haut de l'anse, etc. La découverte d'une table en terre cuite à 5 pieds, représentant une scène de labourage, nous permet de connaître la forme de la charrue à cette époque (premier âge du bronze). Enfin, on a trouvé une anse de cruche portant des signes linéaires sans rapport avec ceux que l'on connaît déjà. — A Lapithos, R. H. HILL a exploré deux nécropoles, appartenant l'une au premier âge du bronze, l'autre à l'âge du fer².

II. ÉPIGRAPHIE : bulletins et recueils. — Signalons les précieux bulletins de P. ROUSSEL (*R. É. G.*, 1934, p. 205-260), M. N. TOD (*J. H. S.*, 1933, p. 214-265) et M. SEGRE (*Historia*, 1932, p. 322-330 et p. 691-709 ; 1933, p. 641-673). — En 1932 ont été publiés, notamment, les recueils suivants : *Fouilles de Delphes*, III, fasc. III : *Inscriptions depuis le Trésor des Athéniens jusqu'aux bases de Gélon*, 1^{re} partie, feuilles I-XIX, par G. DAUX et A. SALAĆ ; *Inscriptions graecae*, éd. minor., IX, 1^{re} partie, fasc. I : *Inscriptiones Ætoliae*, par G. KLAFFENBACH ; *Supplementum epigraphicum*, t. VI. On consultera également avec profit l'ouvrage de M. N. TOD : *A selection of greek historical Inscriptions to the end of the fifth century B. C.* (Oxford, 1933).

Études épigraphiques : Attique. — N. KYPARISSIS et W. PEEK étudient une inscription funéraire de la région du Dipylon, qui semble dater du milieu du

1. Y. BÉQUIGNON, *B. C. H.*, 1933, p. 306 et n. 1.

2. Id., *B. C. H.*, 1933, p. 308-312.

ve siècle et concerner les soldats athéniens tombés à Coronée en 447¹. — B. D. MERITT publie une série de discussions fort pénétrantes sur divers décrets financiers athéniens du ve siècle. Il traite, d'abord, de celui qui fixa le tribut en 428/7, lors de la révolte mytilénienne, et montre que l'on procéda à de nouvelles déterminations du *phoros* au cours des années où furent lancées de fortes expéditions, destinées à faire rentrer les sommes dues par les alliés. De l'examen du décret *IG*, I², 63, il résulte qu'à partir de 425/4 le montant du *phoros* fut établi pendant l'année des Grandes Panathénées. — Puis l'auteur s'occupe des trésoriers d'Athènes en 443-430 : les secrétaires de ces magistrats furent alors désignés suivant l'ordre inverse de l'ordre officiel des tribus. — Une troisième étude a pour objet les comptes de la statue chryséléphantine, signalés par une inscription de 442/1. — Examinant ensuite les textes concernant les frais de la guerre de Samos (440/39), Meritt estime que la somme indiquée par l'inscription *IG*, I², 293 (1,404 talents) correspond aux dépenses engagées pour combattre à la fois Samos et Byzance ; il montre aussi que l'inscription *IG*, I², 50, relative à la ratification de la paix athéno-samienne et donnant la liste des stratèges, n'est pas de 440/39, mais de 439/8 : cette ratification fut postérieure de quelques mois à la fin des hostilités. — Puis vient l'examen de divers textes intéressant des dépenses d'État ; on en conclut, notamment, que les emprunts de 410/9 ont été faits à l'aide des revenus annuels, et non des réserves : c'est que les *tamiai* de cette année-là avaient hérité d'une trésorerie fort dépourvue (cf. *Thuc.*, VIII, 76, 6). — L'étude de l'inscription *IG*, I², 304 a, permet de constater, en particulier, que la démocratie restaurée après la bataille de Cyzique n'a pas attendu, pour installer une nouvelle Boulé des Cinq-Cents, le début de l'année civile 410/9 : il s'agissait ici, en effet, non des convenances du calendrier, mais d'action politique. L'année bouleutique 410/9 a compté au minimum 370 jours (37 jours par prytanie) ; il n'est même pas radicalement impossible qu'elle ait commencé aussitôt après Cyzique et compté ainsi 39 ou 40 jours par prytanie. — L'auteur examine ensuite l'inscription *IG*, I², 304 B : grâce à la restitution des lignes 69-70, il peut situer en avril 406 la mission de Conon, placé à la tête de la flotte de Samos (cf. Xénophon, *Hell.*, I, 5, 16-20). — La comparaison entre un texte de Thucydide et l'inscription *IG*, I², 324, aide à déterminer, en partie, la destination des sommes versées aux stratèges en 423 et montre qu'il n'y eut pas alors de campagne en Orient. — Enfin, Meritt s'attache à prouver contre Dinsmoor que l'année bouleutique ne doit pas être identifiée avec l'année solaire du cycle métonien, et il dresse un tableau du calendrier attique de 432/1 à 404/3².

1. N. KYPARISSIS et W. PEERK, *Zwei attische Kriegergräber* (*Athenische Mitteilungen*, 1932, p. 142-150).

2. B. D. MERITT, *Athenian financial documents of the fifth century*. Ann Arbor, Univ. of Michigan Press, 1932, xix-192 p., 17 pl. ; prix : \$ 3,50.

Péloponnèse. — Sur une base découverte à Pellana (Achaie) et qui paraît dater de la fin du IV^e siècle, P. ROUSSEL discerne le mot Εὐθυκράτης.... Or, le bronzier Euthycratès de Sicyone, fils de Lysippe, vivait à cette époque : il est tentant, dit l'auteur, de retrouver ce nom sur la base de Pellana. L'inscription provient d'un personnage dédiant la statue de sa femme : si l'artiste est bien Euthycratès, c'est que, comme le pensait Tatien, il a représenté des portraits féminins ; ce monument plaiderait donc en faveur de Tatien, soupçonné à tort de fausses attributions¹.

Grèce centrale. — E. BOURGUET a publié le 5^e fascicule du tome III de la publication consacrée aux fouilles de Delphes. Ce fascicule a pour objet les comptes du IV^e siècle ; on y retrouve les fortes qualités de méthode, de prudence et de clarté qui distinguent les autres œuvres d'E. Bourguet (voir R. H., 1931, II, p. 98). L'introduction (p. 1-33) examine successivement la provenance des textes, la chronologie (l'auteur, en particulier, modifie très ingénieusement ses conclusions antérieures sur la date de l'archontat d'Aristoxènos, précise avec beaucoup de finesse le rôle de Philippe dans la création du collège des *tamiai* et discerne trois périodes dans l'histoire des opérations financières et des collèges internationaux), l'écriture et l'ordre suivi pour le classement des textes. Le corps de l'ouvrage est ainsi divisé : 1^o contributions pour la construction du temple ; 2^o versements de l'amende phocidienne ; 3^o locations et fermages des biens confisqués ; 4^o comptes du Conseil ; 5^o comptes des naopes ; 6^o et 7^o comptes des trésoriers ; 8^o fragments de comptes rédigés par le Conseil ; 9^o documents annexes. L'auteur donne, enfin, une liste des archontes de Delphes et des listes amphictyoniques du IV^e siècle, un Index, une table de concordance entre les numéros de l'ouvrage et ceux de l'éphorie grecque et une table des figures et planches. Chacun des groupes d'inscriptions rassemblées par Bourguet est accompagné de commentaires, souvent riches en suggestions et remarques précieuses. Au total, il y a là un instrument de travail de tout premier ordre et faisant grand honneur à la science française². — R. VALLOIS a consacré une minutieuse étude aux strophes mutilées du péan de Philodamos, qui est, dit-il, « une œuvre de circonstance ». L'auteur recherche quelle est cette circonstance et quel est le motif des innovations dont l'hymne fait partie et dont plusieurs renforcent la place de Dionysos dans le culte delphique ; il s'étend ainsi longuement sur la strophe VI, dont il résulte que la date initiale de triéturies dionysiaques était fixée par le soleil ; la strophe VII « nous transporte en Thrace » et mentionne un oracle dionysiaque ; les deux strophes suivantes rappellent, l'une, le passage et la consultation d'Alexandre en Thrace, où il avait sacrifié à Dionysos, l'autre, l'intervention de ce dieu à Delphes ; la strophe X, qui, sur-

1. P. ROUSSEL, *Une signature d'un fils de Lysippe (?)* (B. C. H., 1932, p. 287-289).

2. E. BOURGUET, *Fouilles de Delphes* ; t. III : *Epigraphie* ; fasc. V : *Les comptes du IV^e siècle*. Paris, De Boccard, 1932, 357 p., 3 fig., 6 pl.

tout, importait aux Delphiens, faisait allusion aux espoirs qu'ils avaient conçus de voir leur temple solidement restauré ; quand elle fut rédigée, le fronton ouest, représentant Dionysos avec le chœur des Muses, existait déjà, au moins à l'état de maquette : d'où le caractère si précis de la description de Philodamos¹.

Chalcidique. — D. Moore ROBINSON publie diverses inscriptions d'Olynthe. L'une d'elles porte le nom de Polyxénos, en alphabet corinthien de la fin du v^e ou du début du v^e siècle : il s'agit là, sans doute, d'un émigrant ou d'un réfugié venu de Potidée. D'autres inscriptions sont des contrats de vente, analogues à celui qu'on a découvert en 1928 ; il y a aussi un strigile de bronze, où est gravé le nom de Sôsias (le fabricant, semble-t-il, plutôt que le propriétaire de cet objet)².

Cyrénaïque. — G. DE SANCTIS commente une inscription découverte à Cyrène en 1929, qui renferme le testament de Ptolémée le Jeune, frère cadet et futur successeur de Ptolémée VI, en faveur des Romains (155 av. J.-C.) : il rappelle que d'autres princes, dépourvus — ou se croyant dépourvus — d'héritiers légitimes (Attale III, etc.), imiteront cet exemple ; émanant de la plus durable des grandes dynasties hellénistiques, un tel acte offre une importance toute spéciale ; mais, comme il devait rester sans effet, la tradition n'en gardera aucun vestige³. — Examinant à son tour ce document, P. ROUSSEL en tire d'intéressantes conclusions. Jusqu'ici, on avait pu croire que Ptolémée VI, en témoignant parfois de la bienveillance à son frère, l'avait fait par bonté d'âme plutôt que par crainte des Romains ; mais la découverte du testament de 155 invite à penser différemment. Si Ptolémée le Jeune avait été assassiné — peu auparavant, il s'était plaint d'un attentat dirigé contre sa personne —, son testament eût mis Ptolémée VI aux prises avec de redoutables héritiers ; en conséquence, ce roi chercha à se rapprocher de son cadet. Ce dernier, en somme, avait rédigé le testament en question, non seulement pour renforcer l'attachement de Rome à sa cause, comme l'a dit De Sanctis, mais aussi pour se protéger contre les complots machinés, pensait-il, par son ainé. Il s'est ainsi assuré l'immunité : peu après, le souverain épargnera son jeune frère à Chypre ; grâce à la découverte du testament de 155, une telle attitude « s'explique sans qu'on lui attribue un excès de vertu »⁴.

Divers. — A propos de colonnes funéraires achetées à Rhodes et provenant de la côte de Cilicie Trachée, L. ROBERT rappelle qu'il a déjà « décelé les voyages » de plusieurs « pierres errantes ». En voici un nouvel exemple : celui

1. R. VALLOIS, *Les strophes mutilées du pèan de Philodamos* (*B. C. H.*, 1931, p. 241-364).

2. D. MOORE ROBINSON, *New Inscriptions from Olynthus and environs* (*Extr. from the Transact. and Proceedings of the Amer. Philol. Assoc.*, LXII, 1931, p. 40-56).

3. G. DE SANCTIS, *Il primo testamento regio a favore dei Romani* (*Riv. di Filol.*, 1932, p. 54-67).

4. P. ROUSSEL, *Le testament du roi de Cyrène* (*R. É. G.*, 1932, p. 286-292).

d'une inscription copiée par Wiegand à Smyrne, datée suivant l'usage égyptien, mais qui, selon Wiegand, venait de Thyatire, où un Grec d'Alexandrie l'aurait rédigée dans un sanctuaire isiaque. En réalité, dit L. Robert, l'inscription est originaire d'Égypte, d'où elle a été transférée à Smyrne¹.

III. PAPYROLOGIE. — On doit à P. COLLART deux importants bulletins papyrologiques, concernant les années 1930, 1931 et 1932, et dont chacun est divisé en quatre parties : 1^o renseignements généraux (bibliographies papyrologiques, etc.) ; 2^o papyrus littéraires ; 3^o documents ; 4^o livres et articles intéressant la papyrologie. Ces bulletins, qui renferment nombre d'analyses extrêmement précises (par exemple, celle des ouvrages de G. Radet et d'U. Wilcken sur Alexandre), sont de très précieux instruments de travail².

C. C. EDGAR a publié, en les accompagnant de notes et d'*Indices*, 120 papyrus relatifs à l'administration de Zénon, intendant du ministre des finances de Ptolémée III. Une substantielle introduction rappelle les faits principaux concernant Zénon et son chef, leurs ressources multiples et variées et la fiévreuse activité de cet intendant fort zélé, que tant de parents et d'amis assaillaient de leurs requêtes. L'auteur joint à cette étude celle de la chronologie et dresse le calendrier de la période comprise entre la vingt-cinquième année de Ptolémée III et la dixième de Ptolémée IV (261-236)³.

IV. NUMISMATIQUE. — Le tome IV de la description historique des monnaies grecques et romaines, par E. BABELON, est maintenant entièrement publié, grâce aux soins du fils de l'auteur, J. BABELON. Le dernier fascicule signale, en particulier, les monnaies de la Thrace, de la Chersonèse et des îles voisines, d'un grand nombre de cités côtières du Pont-Euxin, etc.⁴. — K. REGLING a consacré un très utile aperçu d'ensemble, accompagné d'une importante bibliographie, au monnayage dans l'antiquité⁵. — L'ouvrage de Fr. STEFEN sur le même sujet est également riche en précieuses indications ; mais elles intéressent avant tout le monde romain⁶. — Étudiant un groupe de dix émissions annuelles de monnaies athénienes, M. L. KAMBIANIS cherche à montrer, contre l'opinion de Sundwall, qu'elles ont tenu dans un espace d'une dizaine d'années, et c'est en s'efforçant de dater chaque émission « par elle-même » qu'il se propose d'identifier les magistrats signataires.

1. L. ROBERT, *Epigraphica* ; IX : *Pierres errantes* (*R. É. G.*, 1932, p. 199-208).

2. P. COLLART, *Bulletin papyrologique* ; XI : 1930-1931 (*R. É. G.*, 1932, p. 397-421) ; Id., XII : 1932 (*Ibid.*, 1933, p. 443-467).

3. C. C. EDGAR, *Zenon Papyri in the University of Michigan collection*. Ann Arbor, Univ. of Michigan Press, 1931, xiv-211 p., 6 pl.

4. E. BABELON, *Traité des monnaies grecques et romaines* ; II^e partie : *Description historique*, t. IV, fasc. V. Paris, 1932, in-4^o, 204 p., 20 pl.

5. K. REGLING, *Münzkunde (Einleitung in die Altertumswissenschaft)*, 4^e éd., II. Bd, 2. Heft. Leipzig, Teubner, 1932, 36 p.

6. Fr. STEFAN, *Münzkunde des Altertums, mit besonderer Berücksichtigung des römischen Münzwesens bis zum Ende des 5 Jahr. nach Chr.* Graz, 1932, 44 p., 2 pl.

Son classement a pour base « la composition anatomique de chaque émission » et rend compte des changements survenus au cours de l'émission ; grâce à ce classement, l'ensemble garde « une unité matérielle », conforme, semble-t-il, à la réalité¹.

V. HISTOIRE GÉNÉRALE. — M. CARY expose d'une façon très claire et précise l'histoire du monde grec de 323 à 146 av. J.-C. Nous devons nous borner ici à mentionner quelques-unes des vues les plus intéressantes de cet ouvrage. L'auteur montre ainsi fort bien qu'à l'époque hellénistique la guerre fut à la fois plus scientifique et plus humaine qu'aux temps classiques ; que la royauté fut singulièrement agissante (il n'y eut que très peu de « rois faînans ») ; que les villes, sous une apparence de démocratie, eurent un régime ploutocratique ; que les progrès de l'économie furent surtout d'ordre commercial et que son déclin eut pour cause principale les excès de l'intervention romaine. Le caractère « laïque » de l'art nouveau, le rôle capital du mécénat, l'essor de l'érudition et des sciences, l'influence considérable de la *κοινή*, la décadence de l'enthousiasme, des genres d'imagination et des croyances traditionnelles, l'importance du culte royal et du syncrétisme sont mis en bonne lumière. Une conclusion d'ensemble souligne avec vigueur la fécondité de l'action exercée par la Grèce hellénistique, qui fut, selon Cary, l'élément prépondérant du proche Orient : c'est à son école que la République romaine devint un État impérial et civilisé, et son influence a puissamment contribué à la formation de la science moderne et à l'avènement d'une religion nouvelle et durable. — Un copieux index, une très utile bibliographie (où ne figure pas, il est vrai, l'important ouvrage de P. Roussel, *La Grèce et l'Orient des guerres médiques à la conquête romaine*) et de précieux appendices (sur les sources, les opérations navales de la guerre lamiaque, etc.) accompagnent cette notable et brillante étude².

VI. HISTOIRE PARTICULIÈRE. — Contre la thèse de Ch. Vellay, qui se refuse à identifier la Troie d'Homère et Hissarlik, G. RADET formule de très sérieux arguments. Comme l'atteste l'archéologie, Hissarlik seule, dans la région, fut habitée durant trois ou quatre millénaires : l'Ilion gréco-romaine continuait donc la Troie homérique. Il est vrai qu'Hissarlik est très petite et que l'épopée décerne à Troie le qualificatif de « grande » ; mais ne convient-il pas ici de faire la part de l'imagination poétique ? De plus, nombre d'auteurs (Hellanicos, Hérodote, Xénophon, etc.) témoignent de la foi tenace des Grecs en la survivance de la Troie d'Homère. Enfin, il n'est pas seulement vraisemblable, comme l'admet Vellay, mais certain qu'Alexandre visita

1. M. L. KAMBANIS, *Notes sur le classement chronologique des monnaies d'Athènes (séries avec noms de magistrats)* (B. C. H., 1932, p. 37-59).

2. M. CARY, *A history of the greek world from 323 to 146 B. C* (vol. III de la *Methuen's history of the greek and roman world*). Londres, Methuen, 1932, xiv-448 p., 3 pl. ; prix : 15 s.

Ilion dès son débarquement en Asie, et il n'est pas douteux que ce fervent de l'*Iliade* ait identifié cette ville avec la Troie de l'épopée¹.

Un pénétrant article de Ch. VELLAY montre que les « Astypaléens », auxquels, selon Strabon, est dû le premier essai de reconstruction de Troie, ne sont pas des colons de l'infime îlot d'Astypaléa, mais des habitants de l'« ancienne ville » de Troie. Après la chute de celle-ci, des émigrants avaient fondé près du Simois la ville de Polion, dont le nom se rattache à une tradition troyenne ; mais, incapable de subsister à proximité d'un fleuve aux crues violentes et de voisins hostiles, cette « nouvelle Troie » disparut ; après diverses vicissitudes, ses habitants durent se fixer, soit sur la butte d'Ilion (actuelle Hissarlik), soit plus à l'est (notamment là où se trouve aujourd'hui Kara-Your)².

W. A. LAIDLAW a publié un conscientieux et très utile ouvrage sur l'histoire de Délos. Il y étudie : 1^o la période des origines, fort obscure ; 2^o celle de la première domination athénienne, sur laquelle nous n'avons qu'un petit nombre de documents ; 3^o celle de l'indépendance (314-166), de beaucoup la plus prospère et la plus féconde en apports étrangers (principalement d'ordre religieux) ; 4^o l'administration locale à cette époque (description très précise des institutions, groupements, assemblées, magistrats, etc.) ; 5^o la période de la cléruchie athénienne, fort bien connue grâce à l'excellente thèse de P. Roussel : c'est, en somme, celle des marchands qui firent de l'île un entrepôt ; 6^o le rôle des Italiens et d'autres groupements nationaux, surtout dans les domaines de l'activité commerciale et de la vie religieuse ; 7^o les places, les rues, les monuments et les maisons, qui caractérisent l'irrégularité du plan, la diversité des matériaux, l'emploi de la mosaïque, etc. ; 8^o la période de déclin et d'abandon. D'importants appendices concernent la chronologie des archontes, la neutralité de Délos, les salaires et prix au III^e siècle (voir les travaux de Glotz), l'art délien, etc.³.

G. N. CROSS a exposé d'une façon très précise l'histoire de l'Épire. Des trois tribus qui formaient le peuple épirote — Chaoniens, Thesprotes et Molosses —, la plus étrangère à la race grecque, à son avis, semble avoir été celle des Chaoniens. Maitres de Dodone aux temps archaïques, les Thesprotes étaient devenus les vassaux des Molosses au début du ve siècle ; dès cette époque, le pays commença à s'helléniser. Entre 480 et 430, les Chaoniens saisirent à leur tour la primauté ; pour la reconquerir, les Molosses se rapprochèrent d'Athènes contre Lacédémone. Sous la direction de leur royaume héritaire, dont la puissance était limitée par les assemblées et magistratures traditionnelles, l'Épire acheva de s'helléniser et de s'unifier au ve et au

1. G. RADET, *Notes sur l'histoire d'Alexandre* ; VIII : *Alexandre à Troie. Étude complémentaire* (*R. É. A.*, 1932, p. 119-136).

2. Ch. VELLAY, *Les « Astypaléens » de Strabon et la première tentative de reconstruction de Troie* (*Rev. des Ét. homér.*, 1931, p. 16-27).

3. W. A. LAIDLAW, *A history of Delos*. Oxford, Blackwell, 1933, 308 p., 8 gravures, 1 carte ; prix : 18 s.

iv^e siècle, et elle offrit, pour ainsi dire, l'aspect d'« une Grèce en miniature » ; la confédération des Épirotes s'organisa avec des assemblées propres à chaque tribu, un Conseil central siégeant à Dodone et le roi des Molosses pour *hégémōn*. Après la mort d'Alexandre (330), l'Épire fut déchirée entre les pro-macédoniens et le parti national jusqu'à l'avènement de Pyrrhus, sous la domination duquel la royauté épirote devint une véritable monarchie hellénistique, absolutiste, hostile à la Macédoine et conquérante. Dépouillé de ses acquisitions et même menacé par Lysimaque, Pyrrhus résolut de chercher des compensations en Occident (dessein auquel la mort de Lysimaque ne le fit pas renoncer). L'auteur examine très clairement la lutte entre le roi d'Épire et les Romains et discute de près le délicat problème des négociations de paix ; il montre Pyrrhus accablé de difficultés en Sicile, obligé de regagner l'Italie, puis l'Hellade (où l'Épire est de nouveau menacée), et succombant à Argos en 272. Prince extrêmement énergique et très habile général, Pyrrhus doit être avant tout jugé comme roi d'Épire : ses projets étaient assez bien conçus ; mais les défauts de son caractère et la fatalité des circonstances en ont vicié l'exécution. Après sa mort, la puissance du royaume déclina, ainsi que l'autorité monarchique ; le parti macédonien ayant enfin battu le parti romain, l'Épire s'allia à Persée, pour son malheur : au lendemain de Pydna, les légions devaient l'occuper et la piller, et l'on vendit comme esclaves une foule de ses habitants. Ce fut « la fin de l'Épire », qui sera presque un désert sous le règne de la paix romaine. — A son ouvrage, Cross a joint plusieurs appendices, traitant des relations d'Alcétas I^{er} avec Denys l'Ancien, du roi Néoptolème, fils d'Alexandre, de différentes inscriptions de Dodone, des pourparlers entre les Romains et Pyrrhus, etc. Enfin, il a dressé un index et une table généalogique¹.

De la bataille de Marathon, F. MAURICE propose l'explication suivante. Ce n'est pas pour nourrir leur cavalerie, ou pour attendre l'effet des intrigues de leurs partisans, que les Perses de Datis ont débarqué dans la célèbre plaine, mais afin de couvrir Artapherne, encore occupé à assiéger Érétrie ; de leur côté, les Athéniens marchaient au secours de cette ville, quand ils apprirent la présence des Barbares à Marathon ; alors, ils s'y installèrent solidement, pour protéger Athènes en attendant l'arrivée des Spartiates. A la nouvelle de la chute d'Érétrie, Miltiade, voulant empêcher une jonction menaçante, se hâta d'assaillir les troupes de Datis, qui dut se rembarquer et fut rejoint par Artapherne ; tous deux cherchèrent alors, mais en vain, à surprendre Athènes avant le retour de Miltiade. En somme, Marathon ne fut nullement « la première bataille décisive » de l'histoire, mais un simple incident dans une expédition « punitive » et partiellement réussie des Barbares : c'est Salamini qui barrera vraiment la route à l'invasion².

1. G. N. Cross, *Epirus. A study in Greek constitutional development*. Cambridge, Univ. Press, 1932, ix-137 p., 1 carte.

2. F. MAURICE, *The campaign of Marathon* (J. H. S., 1932, p. 13-24).

H. T. WADE-GERY consacre une étude importante à Thucydide, fils de Mélésias, dont il souligne les attaches avec l'entourage aristocratique de Pindare. Il estime que les déceptions provoquées à Athènes par les événements de 447-446 empêchèrent Périclès d'être élu stratège en 444 ; Thucydide essaya de mettre à profit cet échec en faisant exécuter dans un sens panhellénique et anti-impérialiste le projet « péricléen » de colonisation de Thourioi (444/3) ; mais en 443 il fut ostracisé (grâce aux amis de Périclès, fondateurs de Thourioi : Lampon et Xénocritos). Son éloignement allait durer dix ans (l'auteur s'écarte ici des conclusions de J. Carcopino, *Hist. de l'ostrac.*, p. 210 et suiv.) ; son retour coïncidera avec un regain de procès contre Périclès. Tel est l'homme d'État extrêmement actif dont son homonyme l'historien ne parle jamais. Pourquoi ce silence ? Il peut s'expliquer, en partie, par le dédain de cet écrivain pour l'obstruction systématique, en partie aussi, sans doute, par l'admiration que lui inspirait le grand adversaire du fils de Mélésias¹.

D'un rapprochement entre deux textes de Xénophon et de Démosthène, H. W. PARKE conclut qu'il y eut à Décélie, en 413-404, un officier spartiate que l'orateur qualifie d'« harmoste », subordonné au roi Agis, suppléant ce dernier, sans doute, durant ses absences et chargé de percevoir le butin sur lequel était prélevée la « dime » pour le sanctuaire de Delphes ; cet harmoste pouvait avoir aussi pour mission de coordonner les opérations des troupes alliées (il n'y avait pas de soldats lacédémoniens à Décélie, et un harmoste ne commandait jamais que des néodamodes et des alliés). Les réclamations que Thèbes devait formuler en 404 touchant « la dime d'Apollon à Décélie » se comprennent fort aisément : voisins de la frontière attique, les Thébains avaient dû contribuer plus que les autres alliés à la prise d'un butin dont La-cédémone disposait avec un parfait sans-gêne².

Étudiant le procès d'Agoratos, U. E. PAOLI montre que, des deux griefs allégués par Lysias, le premier — celui d'homicide — était partiellement fondé en fait, mais dénué de base juridique, Agoratos étant couvert par l'amnistie, et que le second — celui d'usurpation de la *politeia* — était fondé en droit, mais ne l'était peut-être pas en fait. Si des poursuites ont pu être engagées, c'est, sans doute, parce que le droit sacré fournissait à l'accusateur des possibilités que lui refusait le droit civil (l'homicide étant un « impie » et, partant, un *atimos*) ; mais Agoratos n'en était pas moins autorisé à s'abriter derrière les conventions d'amnistie, et c'est à de misérables sophismes et à des arguments « absurdes » que Lysias fut obligé de recourir pour essayer de ruiner la défense de l'accusé³.

Mme Ch. BURRATT publie une série de discussions fort minutieuses sur la

1. H. T. WADE-GERY, *Thucydides the son of Melesias* (*J. H. S.*, 1932, p. 205-227).

2. H. W. PARKE, *The tithe of Apollo and the harmost at Decelea 413 to 404 B. C.* (*J. H. S.*, 1932, p. 42-46).

3. U. E. PAOLI, *Il processo di Agorato* (*Riv. di Filol.*, 1932, p. 289-308).

chronologie des archontes éponymes de Béotie, dont la fonction a été instituée, semble-t-il, après les événements de 379/8 et dont l'importance fut bien inférieure, du reste, à celle des bétarques. L'auteur souligne nettement les difficultés de son sujet (elles proviennent, en particulier, de l'impossibilité de distinguer entre archontats de titulaires du même nom, ou bien de l'absence de distinction, dans les documents épigraphiques, entre archontats divers du même personnage), et elle joint à son étude une notice très développée sur les conditions d'âge exigées des polémarques et de leurs secrétaires, une table chronologique des archontes de la ligue bétienne et un index¹.

On doit à P. TREVES un ouvrage intéressant et pénétrant sur « Démosthènes et la liberté grecque ». La bataille de Chéronée, dit l'auteur, ne marquait pas la fin du drame de l'histoire hellénique : loin de désespérer, ainsi qu'Isocrate, Démosthène allait s'appliquer à ranimer le patriotisme athénien. Il le fit, sans doute, avec une extrême prudence, pour ne pas compromettre l'œuvre de relèvement, mais sans jamais renier le glorieux passé ; son discours de la Couronne, où l'on trouve la « substance de sa pensée politique », fut un véritable triomphe. Bref, de 338 à 323, Démosthène a merveilleusement « armé les esprits », et, en dépit de très graves obstacles, comme la coalition de 324 entre les promacédoniens et les patriotes exaltés, son effort n'est pas resté infécond : la guerre lamiaque, « sa guerre », sera engagée, conformément à son ardent désir, sous l'hégémonie athénienne, et, malgré la défaite de 322, la cause du grand orateur ne devait pas vraiment périr².

B. BRELOER consacre une étude méticuleuse et approfondie à la lutte d'Alexandre contre Pôros. Après avoir apprécié la valeur respective des principales sources, il analyse les dispositions adoptées par le roi de Macédoine en vue du combat et traite du passage de l'Hydaspe ; il en souligne le caractère audacieux et insiste sur le rôle considérable que joua la surprise dans le succès de cette opération, si bien préparée par Alexandre. Puis il examine de très près les différentes phases de la bataille : il met en lumière l'importance de l'attaque dirigée par le Macédonien contre le point faible de la ligne ennemie (l'infanterie postée entre les éléphants et la cavalerie de l'aile gauche), la promptitude foudroyante de ses mouvements, déconcertant les Indiens et provoquant une dislocation générale de leur front de combat, l'intérêt de la contre-attaque tentée par Pôros (manœuvre à peine perceptible dans nos documents) afin de reconstituer son front rompu, le succès temporaire et l'échec final de cette opération, brisée, selon Quinte-Curce, par la puissante offensive des archers thraces contre les éléphants, dont l'infanterie macédonienne acheva la déroute, etc. L'auteur s'attache, enfin, à montrer que la lourde défaite militaire de Pôros n'entraîna nullement pour le

1. Chr. BURRATT, *The chronology of the eponymous archons of Boeotia* (J. H. S., 1932, p. 72-115).

2. P. TREVES, *Demostene e la libertà greca*. Bari, Laterza, 1933, xi-202 p. ; prix : 14 l.

vaincu un désastre politique : ce qu'il perdit en influence à l'ouest, Alexandre, plein d'estime pour l'habile et vaillant souverain, le lui rendit amplement à l'est et au sud¹; et si le jeune roi avait été suivi par son armée, il aurait pu aider son ancien adversaire à conquérir la vaste domination qui devait échoir quelques années plus tard à Sandracottos².

Contrairement à une théorie fort répandue, Mme G. MACURDY estime que Roxane, veuve d'Alexandre, et son fils Alexandre IV ne gagnèrent pas l'Épire après la mort d'Antipatros et qu'ainsi ils n'eurent pas à en retourner avec Olympias quand celle-ci vint combattre en Macédoine Eurydice et Philippe Arrhidée : non seulement aucun document ne démontre l'exactitude d'une telle opinion, mais elle est infirmée par tout ce que nous savons du caractère et de la politique de Polyperchon. Un régent de Macédoine, en effet, avait un intérêt capital à tenir en sa possession les jeunes princes, Alexandre IV et Philippe Arrhidée ; aussi, quand Polyperchon eut été dépossédé de tout contrôle sur ce dernier par l'énergique activité d'Eurydice, alliée à Cassandre, garda-t-il du moins en son pouvoir l'autre prince et sa mère : Alexandre IV et Roxane n'ont donc jamais fui en Épire³.

Selon P. TREVES, Hiéronymos de Cardia, serviteur et historien des Antigonides, n'a pu comprendre Démétrios Poliorcète, qu'il représente sous l'aspect d'un prince ardent et généreux, mais pratiquant une politique instable et risquée. En effet, à l'opposé de Cassandre, qui hérita des prudentes conceptions d'Antipatros, à la différence d'Antigone Gonatas, si hostile à l'expansion transmaritime, le Poliorcète semble avoir rêvé d'une domination extrêmement étendue, englobant les mers comme les terres et débordant sur l'Occident grec ; il est permis de lui appliquer ce qualificatif d'« aventurier » que Montesquieu et Mommsen ont décerné à Pyrrhus et de voir en lui « le dernier épigone du grand Alexandre⁴ ».

F. W. WALBANK décrit avec clarté la carrière d'Aratos de Sicyone, sans qui, dit-il, l'Achaïe n'aurait pas eu d'histoire. Il montre que ce personnage fut d'abord un patriote sicyonien et ne s'intéressa qu'assez tardivement à l'Achaïe : c'est pour assurer le salut de sa patrie qu'il se servit de la Ligue, et c'est pour fortifier la défense de cette dernière qu'il mit à profit la Confédération. Médiocre général, politique réaliste et dénué de tout scrupule, adaptant strictement son attitude aux circonstances, il eut plutôt les qualités du diplomate que celles du véritable homme d'État. L'appel qu'il adressa au roi de Macédoine quand la Ligue fut gravement menacée par Lacédémone ne mérite pas d'être qualifié de trahison : ce fut, en réalité, un acte de pré-

1. Voir les excellentes remarques déjà présentées à cet égard par G. Radet dans *Alexandre le Grand*, p. 291-292.

2. B. BRELOER, *Alexanders Kampf gegen Poros. Ein Beitrag zur indischen Geschichte*, Stuttgart, W. Kohlhammer, 1933, XII-208 p., 1 carte, 5 pl. hors texte, 7 fig. ; prix : RM. 14.

3. G. U. MACURDY, *Roxane and Alexander IV in Epirus* (*J. H. S.*, 1932, p. 256-261).

4. P. TREVES, *Ieronimo di Cardia e la politica di Demetrio Poliorcete* (*Riv. di Filol.*, 1932, p. 194-206).

voyance et de courage tout ensemble. Au fond, Aratos a combattu pour le triomphe d'un particularisme nouveau, celui de l'État fédéral, très différent de l'ancien particularisme de l'État-cité : il s'oppose ainsi fort nettement à un Cléomène III, qui repréSENTA le vieil idéal de la cité impérialiste, et dont la victoire (autant que celle de la Macédoine ou des Romains) eût condamné les Hellènes à la servitude. — Un appendice où sont minutieusement étudiés divers problèmes chronologiques, une bibliographie sommaire, une table chronologique et un index complètent cet agréable et utile ouvrage¹.

E. BICKERMANN examine les rapports de Rome avec Lampsacos en 197. Les Lampsacéniens envoyèrent alors à Rome une ambassade chargée d'obtenir leur participation à la paix générale et la proclamation de leur indépendance ; interprétant mal une réponse bienveillante et vague du Sénat, l'ambassade crut avoir atteint son but ; un décret voté en son honneur par les Lampsacéniens et déclarant que leur cité était comprise dans le traité signé entre Rome et Philippe V montre uniquement qu'ils ont partagé l'erreur de leurs envoyés². — Le même auteur aperçoit les origines de la « guerre d'Antiochos » dans les pourparlers qui s'engagèrent en 196 au sujet des cités helléniques que les Romains invitaient le roi de Syrie à laisser libres : si les exigences du Sénat étaient en elles-mêmes assez modestes et ne visaient pas à provoquer une guerre, elles menaçaient le principe du droit de conquête, sur lequel reposait l'autorité d'Antiochos. Celui-ci ne voulut pas céder ; indifférent aux progrès du souverain en Asie Mineure, le Sénat n'insista pas ; de son côté, Antiochos ne songeait nullement à conquérir la Grèce ou l'Italie. Mais, dès qu'ils le vinrent éléver des prétentions sur les villes grecques d'Europe (193), les Romains se déclarèrent prêts à défendre en Asie même la liberté de ces villes : d'où l'alliance du roi avec les Étoliens, son entrée en Thessalie et la guerre de 192-189. Ce conflit, en somme, aucun des deux adversaires ne l'avait délibérément cherché : il avait pour cause l'impérieux besoin de sécurité qui, depuis la « guerre de Pyrrhus », invitait Rome à maintenir les États fortement armés le plus loin possible de ses frontières³.

P. ROUSSEL reproduit un document qui renferme une partie de la lettre adressée par le consul M. Acilius aux Delphiens après la guerre d'Étolie, en 190, lettre suivie d'une liste de propriétés attribuées au dieu et à Delphes aux dépens d'un certain nombre d'étrangers domiciliés. L'auteur montre qu'Acilius n'a alors ni procédé à une délimitation du territoire sacré ni invité l'Amphictyonie à y procéder ; il s'est borné à agrandir ce territoire, avec l'assentiment du Sénat ; en 189, celui-ci se prononcera pour Delphes contre l'Amphictyonie, dépourvue à cette époque de tout crédit auprès des Romains. — Au cours des années qui suivirent, Delphes et l'Étolie, jusqu'alors

1. F. W. WALBANK, *Aratos of Sicyon*. Cambridge, Univ. Press, 1933, VIII - 222 p. Prix : 8 s. 6 d.

2. E. BICKERMANN, *Rom und Lampsakos* (*Philologus*, 1932, p. 277-299).

3. Id., *Bellum Antiocheum* (*Hermes*, 1932, p. 47-76).

ennemis, se rapprocheront, tandis que les Thessaliens et les Athéniens s'uniront contre la Macédoine ; mais il n'y a pas lieu d'opposer, comme l'a fait Pomtow, un parti thessalo-athénien à un parti delphien-étolien-macédonien. — Examinant enfin le texte d'une lettre envoyée par un Licinius aux Amphictyons et leur notifiant la teneur d'un sénatus-consulte « voté en réponse à leurs demandes », l'auteur estime que l'on ne peut obtenir nulle certitude sur la date de ce document, qu'avec une assurance excessive Pomtow a « glissé dans le dossier des actes de 119 » (époque à laquelle les Amphictyons ont rendu un jugement concernant un déficit survenu dans les richesses du dieu) ¹.

Le très regretté M. HOLLEAUX a critiqué vigoureusement la thèse, soutenue par Kahrstedt, suivant laquelle Antiochos III aurait été privé en 188 d'une bonne partie de ses territoires transtauriques. Kahrstedt argue, il est vrai, que le traité d'Apamée, puisqu'il défendait au roi d'expédier ses navires de guerre le long de la côte de Cilicie Trachée, ne pouvait lui laisser la possession de cette côte ; mais, répond Holleaux, cette contradiction s'explique très bien par la crainte qu'éprouvait le Sénat de voir la marine syrienne croiser à nouveau dans l'Égée ; une telle précaution était sans doute fort gênante pour Antiochos ; mais qu'importait aux Romains, parfaitement libres, d'ailleurs, d'imposer leurs volontés au vaincu ? De plus, le Sénat avait dressé avec une extrême précision la liste des territoires dont Antiochos serait dépouillé ; or, la Cilicie et la Pamphylie n'y figuraient pas : silence incompréhensible, si l'on voulait arracher la Cilicie au roi. Enfin, après le traité, Eumène et Antiochos eurent un conflit touchant la Pamphylie, d'où le Séleucide, affirmait Eumène, devait se retirer : litige inexplicable si Rome avait enlevé à Antiochos la Cilicie occidentale, qui contribuait à encadrer la Pamphylie. Le Sénat se prononça pour Eumène : c'était là une interprétation récente du traité, muet sur la Pamphylie ².

G. DELAYEN voit dans Cléopâtre « une grande politique » (comparable à Sémiramis, à Isabelle la Catholique, à Élisabeth d'Angleterre, à Catherine de Russie, etc.), qui, pour créer un empire oriental, rival de Rome, dut chercher l'appui d'un soldat. Ce fut, à coup sûr, une « voluptueuse enchanteresse » ³, mais qui sut garder une parfaite maîtrise d'elle-même et mettre un singulier « talent de séduction » au service des intérêts de son royaume : grâce à elle, l'Égypte connut du moins « une paix profonde », et son empire dépassa celui d'Évergète ³.

VII. HISTORIOGRAPHIE. — Ph.-E. LEGRAND a publié une édition et une traduction excellentes du livre I d'Hérodote ; l'ouvrage renferme des notices

1. P. ROUSSEL, *Delphes et l'Amphictionie après la guerre d'Aitolie* (*B. C. H.*, 1932, p. 1-36).

2. M. HOLLEAUX, *La clause territoriale du traité d'Apamée* (188 av. J.-C.) (*R. É. G.*, 1932, p. 7-31).

3. G. DELAYEN, *Cleopâtre*. Paris, A. Colin, 1932, x-254 p. Prix : 20 fr.

extrêmement détaillées sur le préambule et les deux sections du livre (premiers conflits entre les Hellènes et l'Asie barbare ; Grecs et Lydiens ; fondation et premiers progrès de l'empire perse) ; on y apprécie d'une façon très substantielle les différentes sources d'Hérodote et l'on relève leurs erreurs avec le plus grand soin¹. — L'auteur a accompagné cet ouvrage d'une remarquable introduction. Il y étudie d'abord la vie d'Hérodote, dont les faits les plus saillants sont : 1^o les voyages ; 2^o les séjours, assez prolongés, en Attique (Hérodote « pense, sent, voit en Athénien »). Puis, Legrand traite longuement de la personnalité de l'écrivain. Il insiste sur son ardente curiosité, sur son goût de l'extraordinaire, du détail pittoresque et des « histoires » ; il le défend d'être un plagiaire et un menteur, mais il estime que son œuvre abonde en lacunes et en inexactitudes (dues à son ignorance des langues barbares, à l'éloignement des temps, etc.) et que sa critique est souvent « simpliste » et peu rigoureuse. C'est du moins un enquêteur fort actif et consciencieux, et sa crédulité, même en matière religieuse, n'est pas excessive. Il n'est pas dénué d'impartialité : cet Hellène sait rendre justice aux Barbares ; cet adversaire de la démocratie aime Athènes ; ce philathénien vénère Lacédémone et Delphes. On a exagéré la médiocrité, du reste indéniable, de sa psychologie, ainsi que son indifférence à l'égard du crime. Il n'a pas d'idées bien nettes et personnelles sur les dieux ; prudent et souple, il est docile aux opinions courantes ; ce n'est pas un « savant », mais un « homme du monde » intelligent et cultivé ; son style vaut surtout par le naturel et la simplicité. Bref, il est riche en qualités moyennes, et on le lit avec un grand charme. — Pour l'édition, Legrand s'est montré, par nécessité, fort éclectique ; à la division traditionnelle en livres et chapitres, il a juxtaposé une division, plus logique, en sections ; enfin, pour la traduction, il n'a pas voulu rendre l'impression d'« archaïsme » du style d'Hérodote, mais, surtout, en garder le trait dominant : celui du « style lié », dont les éléments « se succèdent en une seule série continue... au lieu de s'entrelacer² ». — On doit également à H. BERGUIN une très utile traduction d'Hérodote, suivie de notes nombreuses et précédée d'une importante introduction. L'auteur s'attache à montrer que cet historien a suffisamment ordonné sa matière et n'a pas perdu de vue « l'allée centrale », c'est-à-dire les empiétements graduels de l'Orient barbare jusqu'au jour de l'échec décisif. Le récit d'Hérodote laisse l'impression d'une « fresque immense » ; s'il manque de psychologie et de vigueur intellectuelle, il a du moins l'esprit agile et ouvert, le style uni, aisé et souple, et c'est un merveilleux conteur, « d'un naturel inimitable³ ».

1. HÉRODOTE, *Histoires*. Livre I. Texte établi et traduit par Ph.-E. LEGRAND. Paris, Les Belles-Lettres, 1932, 216 p. doubles. Prix : 30 fr.

2. HÉRODOTE, *Introduction*, par Ph.-E. LEGRAND. Paris, Les Belles-Lettres, 1932, 246 p. Prix : 20 fr.

3. *L'enquête de Hérodote d'Halicarnasse*. Traduction nouvelle de H. BERGUIN. Paris, Garnier, s. d., 2 vol., xxii-397 p. et 403 p. Prix : 36 fr.

A la connaissance des sources de l'histoire d'Alexandre, Ch.-A. ROBINSON apporte une très utile et ingénieuse contribution. En examinant avec une précision méticuleuse dans Arrien, Diodore, Justin, Quinte-Curce et Plutarque la liste des endroits par où passa l'armée macédonienne, il aboutit à la conclusion suivante : jusqu'à l'année 327, les cinq historiens, qui se servent des *Éphémérides* (rédigées sous la direction d'Eumène de Cardia) par l'intermédiaire de Callisthènes, sont à peu près d'accord ; mais, Callisthènes ayant disparu en 327 et les *Éphémérides* ayant été probablement brûlées en 325, ils se contredisent dans l'exposé des faits de la période 327-325 ; enfin, leur accord se rétablit sommairement pour les années 325-323, la rédaction des *Éphémérides* ayant été reprise après l'incendie de 325 : réunies et publiées, semble-t-il, peu après la mort d'Alexandre (peut-être par l'Olynthien Strattis, qui leur a consacré un ouvrage en cinq volumes), elles avaient dû passer « dans le fonds commun de la littérature »¹.

H. STRASBURGER souligne l'importance de l'œuvre historique de Ptolémée : nettement supérieure à celle d'Aristobule et source principale de l'*Anabase* d'Arrien, elle atteste, en particulier, de précieuses qualités de psychologue sage et réfléchi ; il est vrai que, s'intéressant par-dessus tout à Alexandre, Ptolémée ne nous donne que des indications fort insuffisantes sur les plus notables des collaborateurs du roi ; son ouvrage, que l'on a parfois qualifié de « mémoires », eût vraiment mérité d'être intitulé Περὶ τῶν Ἀλεξανδρεῖν. Cette histoire est aussi une œuvre de polémique, destinée, notamment, à rectifier certaines explications défavorables que Néarque, plus indépendant et plus fier que Ptolémée, a présentées ou suggérées de la conduite du jeune prince. Dans l'ensemble, si le récit, fort conscientieux, de Ptolémée paraît d'une exactitude à peu près impeccable, il est loin de retracer tous les aspects de la riche personnalité d'Alexandre ; du moins, en ne s'efforçant pas de fixer à l'avance le jugement de la postérité sur le grand souverain, a-t-il bien mérité de sa mémoire².

VIII. DROIT ET INSTITUTIONS. — M. MüHL examine de près les rapports entre les plus anciennes législations grecques et celles de l'Orient (code d'Hammourabi, lois hébraïques, égyptiennes, hittites, etc.). Il analyse ainsi successivement les ressemblances et différences concernant le droit criminel (lois sur le meurtre, volontaire ou involontaire, le vol, l'adultère, etc. ; usage du talion, pénalités diverses, etc.) et le droit civil (lois sur les dettes, les dépôts, la vente au comptant, la rupture du lien d'adoption et du mariage, etc.). Il estime que l'influence du droit oriental sur le droit grec est parfois évidente ou très vraisemblable, mais que l'on doit souvent se borner à constater des analogies entre l'un et l'autre. C'est surtout par les échanges com-

1. Ch.-A. ROBINSON, *The Ephemerides of Alexander's Expedition*. Providence, Brown University, 81 p., 1 carte.

2. H. STRASBURGER, *Ptolemaios und Alexander*. Leipzig, Dieterich, 1934, 61 p.

merciaux et les voyages de législateurs grecs que l'Orient dut agir sur le droit hellénique. L'auteur souligne divers traits communs aux deux groupes de lois (entre autres, l'attribution d'un caractère divin aux législateurs et la prétention à l'immuabilité) ; enfin, il formule d'intéressantes remarques sur le droit pénal des Hittites, intermédiaires probables entre l'Orient et la Grèce ; il fait observer, en particulier, qu'ils ont très rarement usé de la peine de mort et préféré les amendes au talion et aux châtiments corporels¹.

V. EHRENBURG analyse avec pénétration les aspects essentiels de l'État grec et de l'État hellénistique. Après avoir rappelé l'influence du milieu géographique, il signale les progrès accomplis au détriment des campagnes par la *polis*, grand foyer de propagation de l'hellénisme, dont il étudie avec soin les éléments constitutifs : territoire, population de toute origine, droit de cité, régime, organes, fonctions, etc. Puis il cherche à en dégager les caractères fondamentaux : notamment un ardent besoin d'autonomie et d'autarchie et la nécessité de placer l'indépendance nationale sous l'égide de la loi. Enfin, il traite des diverses confédérations : amphictyonies, si faibles, et symmachies, que distinguent surtout le dualisme (juxtaposition d'un État-chef et de ses alliés), l'absence de *politeia* fédérale et la tendance à la transformation en empire ; dans les ligues de l'époque macédonienne, l'autorité des organes fédéraux reste supérieure, en somme, à celle des gouvernements particuliers. — L'État hellénistique diffère profondément de l'État grec par l'étendue territoriale, la variété et l'importance de la population, le pouvoir et le prestige formidables du roi, héritaire, objet d'un culte et servi par une bureaucratie compliquée, rigide et envahissante ; dans un tel État, la cité — surtout la ville neuve — ne jouit d'aucune liberté véritable (il existe d'ailleurs à cet égard, selon les royaumes, des nuances que l'auteur indique très finement). A ses fonctions traditionnelles, l'État ajoute désormais un contrôle efficace et fructueux de l'activité économique, puissamment renforcée : c'est le règne du monopole. Sous ce régime, l'Hellène se transforme de *zōon politikon* en *zōon oikonomikon*, et le patriotisme décline et pérît².

R. J. BONNER définit avec une grande clarté et, en général, avec beaucoup d'exactitude les traits principaux de la démocratie athénienne. Il montre le peuple contrôlant souverainement l'action des magistrats, élus ou tirés au sort, et renforçant graduellement son autorité judiciaire, qui n'était pas sans défaut, mais qui, seule, permettait de contenir les puissants et de châtier leurs crimes. L'auteur souligne l'importance du rôle des démagogues, dont les qualités, à son avis, ne sont pas contestables ; dans la liberté de parole, prudemment surveillée et réglementée, dont ils bénéficiaient, il voit un des meilleurs soutiens d'un régime que le patriotisme, l'esprit d'union et de mo-

1. M. Mühl, *Untersuchungen zur altorientalischen und althellenischen Gesetzgebung* (*Clio*, Beiheft XXIX, N. E., Heft 16). Leipzig, Dieterich, 1933, 107 p.

2. V. EHRENBURG, *Der griechische und der hellenistische Staat* (*Einleitung in die Altertumswissenschaft*, III. Band, 3. Heft). Leipzig et Berlin, Teubner, 1932, 104 p.

dération, le système des liturgies, des récompenses et des indemnités contribuaient d'ailleurs si largement à préserver. Entre ce régime et les différentes formes de l'activité littéraire (éloquence, histoire, drame, etc.), il y avait des liens nombreux et étroits ; Bonner rappelle également de quelle splendeur la démocratie entourait la religion et avec quelle énergie, le cas échéant, elle la défendait. Il signale enfin très nettement les aspects économiques et financiers de l'impérialisme, ses moyens d'action, ses rigueurs, en partie justifiées, et les divers profits qu'en ont tirés non seulement une foule d'Athèniens, mais aussi les démocraties helléniques, dont l'existence dépendait, en somme, de celle de leur puissante alliée¹.

Poursuivant ses magistrales études sur l'histoire financière de la Grèce, A. M. ANDRÉADES traite des finances d'Alexandre. Il étudie d'abord les dépenses militaires (soldes, armement, récompenses, etc.) et les recettes du temps de guerre (tribut, butin, etc.), puis les revenus et les dépenses de l'empire constitué par le fils de Philippe ; les recettes l'emportaient de beaucoup sur celles de son prédécesseur, mais les dépenses étaient fort élevées, si bien qu'une fois les trésors perses épuisés, la nécessité d'une profonde réforme fiscale s'imposait. L'auteur consacre de notables appendices aux grandes personnalités financières du règne (Harpale, Antimène de Rhodes, Cléomène de Naucratis²) et à Lysimachos. Enfin, il examine les finances de Denys l'Ancien, qui appartient, sans doute, à l'époque classique, mais dont l'administration fiscale, très coûteuse et exigeante, annonce celle des temps hellénistiques ; Andréadès montre que, si elle a épuisé les sujets du tyran, elle ne fut pas du moins sans excuses³.

L'étude minutieuse de certaines questions soulevées par l'ouvrage de Dinsmoor sur les archontes athéniens à l'époque hellénistique permet à W. S. FERGUSON de mettre en lumière l'un des traits essentiels de la démocratie d'Athènes : dans la répartition rigoureusement proportionnée de leurs fonctions publiques, les Athéniens ont déployé une finesse et un souci du détail comparable à l'ingéniosité dont ils ont fait preuve dans l'agencement de leurs organes délibératifs et judiciaires⁴.

IX. VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. — On doit à J. HASEBROEK un important ouvrage sur la vie économique et sociale en Grèce aux temps archaïques.

1. R. J. BONNER, *Aspects of Athenian democracy*. Berkeley, California, Univ. of Calif. Press, 1933, 199 p. Prix : \$ 2,25.

2. Antimène et Cléomène avaient déjà fait l'objet d'un article d'Andréadès (cf. *R. H.*, 1931, II, p. 108).

3. A. M. ANDRÉADES, 'Ιστορία τῆς Ἑλληνικῆς δημοσίας οἰκονομίας ; t. II : Οἱ Ἑλληνικοὶ κεδονικοὶ χρόνοι : 1. Η δημοσίη οἰκονομία τοῦ μεγαλού Ἀλεξάνδρου. Appendice : Η δημοσίη οἰκονομία Διονυσίου τοῦ Πρεσβυτέρου. Athènes, Démétr. N. Tzaka, Steph. Delegrammatika et Cie, 1930-1931, 164 p.

4. W. S. FERGUSON, *Athenian tribal cycle in the hellenistic Age*. Cambridge, Harvard Univ. Press, 1932, xiv-197 p.

L'auteur montre, d'abord, comment, jusqu'au milieu du VII^e siècle environ, domine une aristocratie guerrière de grands propriétaires et de cavaliers ; le trafic et l'industrie sont alors très réduits et la monnaie est à peu près inconnue. A la fin du VII^e et au début du VI^e siècle, cette aristocratie décline au profit d'une classe moyenne, qui n'est pas formée d'industriels et de commerçants, mais de paysans, et qui a grandi en ressources et en puissance militaire : c'est l'avènement de la « cité des hoplites », rurale et conquérante, comme sa devancière (en Attique, son triomphe correspond aux réformes de Solon). Enfin, vers le milieu et à la fin du VI^e siècle, se produit une seconde poussée, plus populaire que la précédente, mais encore essentiellement agricole ; la société nouvelle, à l'image de l'ancienne, méprise le travail, l'industrie et le négoce, que l'on abandonne presque entièrement aux étrangers et aux esclaves, et aspire à conquérir des terres, du bois et des mines. Les villes de commerce sont rares et leur activité est assez restreinte ; en général, la cité consomme beaucoup plus qu'elle ne fabrique ; dans une Grèce pauvre en métal noble, la circulation monétaire est encore extrêmement modeste, et les douanes, le butin et les tributs demeurent les sources principales de la richesse publique¹. — L. M. FRASER et D. C. MACGREGOR ont traduit en anglais l'ouvrage du même auteur, *Staat und Handel im alten Griechenland* (Tübingen, Mohr, 1928), dont on peut résumer ainsi la thèse essentielle : avant l'époque hellénistique, le commerce et l'industrie du monde grec étaient relativement primitifs et ne jouaient qu'un rôle très limité dans les décisions et les actes des différents États ; jamais ces derniers ne conformaient leur politique aux intérêts de la production nationale ou d'une classe de producteurs ; leurs citoyens n'étaient pas des travailleurs, mais, avant tout, des « rentiers », ne prenant à peu près aucune part à l'activité commerciale, qui était principalement le domaine d'étrangers dépourvus de droits politiques².

E. E. W. HOFFMEISTER examine l'évolution du caractère athénien, en particulier sous l'influence du milieu géographique. Après avoir défini avec précision les divers éléments dont ce milieu est composé, l'auteur consacre un bref aperçu à la société aristocratique et rurale des temps archaïques, société riche en belles et robustes vertus qui préparèrent l'épanouissement du V^e siècle ; mais les progrès de l'industrie et du négoce, en favorisant largement les métèques, et l'essor intellectuel, générateur d'individualisme, portèrent des coups funestes à la moralité athénienne. La population civique, cependant, demeura saine, dans son ensemble, jusqu'à la guerre du Péloponnèse, qui provoqua le triomphe des basses classes, de l'oisiveté et de l'égoïsme le plus sordide, la dissolution des vieilles croyances et du sentiment familial ; avec son activité agricole et ses classes moyennes, anéanties

1. J. HASEBROEK, *Griechische Wirtschafts- und Gesellschaftsgeschichte bis zur Perserzeit*. Tübingen, Mohr, 1931, xv-296 p.

2. J. HASEBROEK, *Trade and politics in ancient Greece* (translated by L. M. FRASER and D. C. MACGREGOR). Londres, G. Bell, 1933, XII-187 p. Prix : 7 s. 6 d.

par la guerre, Athènes perdit toute santé physique et morale, et son patriottisme s'effondra. Bref, de 431 à 338, l'excès de la vie industrielle et l'emploi démesuré des métèques et des esclaves ont acheminé vers la servitude la puissante Athènes de Périclès¹.

V. MARTIN souligne avec beaucoup de finesse le libéralisme relatif, la « philanthropie » et la simplicité qui caractérisaient la vie sociale en Attique. Il n'y avait, en général, rien de guindé ni de contraint dans les rapports entre Athéniens : c'est seulement à l'époque byzantine que naîtront le formalisme et l'étiquette. Certes, il existait des catégories inférieures (femmes, esclaves, etc.) ; mais, d'abord, on laissait assez librement dénoncer les abus (en particulier, au théâtre) ; ensuite, si les femmes restaient exclues de la vie publique, elles gouvernaient du moins la maison, et on les glorifiait souvent sur la scène ; quant aux esclaves, ils étaient moins opprimés et plus proches des citoyens que partout ailleurs. Bref, en dépit des divergences de condition, la société athénienne des temps classiques voyait régner entre ses membres maintes relations d'estime et de sympathie².

Après avoir examiné une liste de quarante et un éphèbes (119/8 av. J.-C.), découverte à Délos par Ch. Picard, P. ROUSSEL conclut que la population totale de l'île a dû osciller entre 20 et 30,000 habitants au maximum. Cette liste révèle le caractère cosmopolite de la jeunesse éphébique de Délos : six seulement des quarante et un éphèbes sont Athéniens ; à ces quarante et un jeunes gens sont adjoints vingt-huit *pareutaktoi* (éphèbes de l'année précédente, qui suivaient encore régulièrement les exercices du gymnase), parmi lesquels ne figurent que trois Athéniens : Ferguson avait donc tort d'attribuer aux Athéniens la majorité dans le corps éphébique. Il est vrai que, sur vingt et un hiéropes cités à la suite des éphèbes, il y a douze Athéniens ; le petit nombre des éphèbes athéniens peut dès lors s'expliquer ainsi : ayant conservé des attaches avec l'Attique, la plupart des Athéniens de Délos y envoyoyaient leurs enfants servir dans l'éphébie. Enfin, l'auteur souligne l'intérêt du fait qu'un des hiéropes porte l'ethnique Δῆλος : ainsi, dès 119/8, vingt ans avant la période où, comme on l'a déjà montré, des Δῆλοι, agissant en corps, érigeront deux monuments à Délos, un représentant de l'ancienne population, rentré dans l'île, arborait son ethnique sur une liste gravée par les soins d'un fonctionnaire athénien³.

X. RELIGION. — L. GERNET et A. BOULANGER ont publié une vigoureuse et brillante synthèse sur l'histoire de la religion grecque. Après avoir marqué

1. E. E. W. HOFFMEISTER, *Kritische Untersuchung der Charakterentwicklung der Athener mit besonderer Berücksichtigung des Einflusses der Landschaft Attika und Athens*. Diss. Hamburg, 1932, 83 p.

2. V. MARTIN, *Aspects de la société athénienne* (1^{re} partie) (*Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, avril 1933, p. 3-32).

3. P. ROUSSEL, *La population de Délos à la fin du II^e siècle avant J.-C.* (B. C. H., 1931, p. 438-449).

les rapports qui l'unissent à la région égéenne, déjà si complexe, GERNET montre que la vie religieuse la plus ancienne semble avoir consisté en fêtes paysannes, d'un caractère fortement social et chthonien. A ce fond élémentaire et imprécis se superposent des notions plus définies, élaborées parmi les travailleurs des mines et des métaux, fondateurs de mystères, autour desquels se forment les légendes de héros puissants et bienfaisants ; en même temps naît et se précise graduellement l'idée de divinités, parées d'un très haut prestige et de plus en plus distinctes de l'humanité. Contenus ou refoulés, les sentiments primitifs demeurent cependant extrêmement vivaces, et c'est à un véritable réveil des forces paysannes que l'on assiste avec l'essor de la religion dionysiaque, très favorable d'ailleurs à la vogue croissante des mystères créés par les confréries de mineurs et de métallurgistes. Le mysticisme et les sectes bénéficient largement de ce mouvement puissant et mal ordonné, que la *polis* va organiser et discipliner (sans absorber, il est vrai, toute l'activité religieuse). Telle est la genèse du système qu'analyse longuement la deuxième partie du livre. GERNET examine ainsi : 1^o le culte : ses lieux multiples ; ses acteurs (pas de clergé proprement dit) ; ses actes, dont le principal est le sacrifice, c'est-à-dire, avant tout, un « don », nécessaire à la vie de la nature ; 2^o les représentations religieuses, où l'art joue un rôle capital, et qui ont trait aux divinités mineures, en général mal définies, aux héros, dont la personnalité est déjà beaucoup mieux dessinée, aux dieux, dont les fonctions sont très nombreuses et dont la nature est « plastique » et mouvante, enfin au monde, fort isolé des dieux ; 3^o les milieux de la vie religieuse : la famille, au culte très actif et vivace ; la cité, qui est ici le cadre par excellence ; les fêtes panhelléniques ; les mystères, les confréries et les sectes, foyers d'une orgueilleuse religion d'« élus » ; 4^o enfin, la piété, dont les manifestations sont fort diverses (civiques, familiales, etc.) et les sentiments profonds si malaisés à définir. L'examen des « transpositions littéraires et philosophiques » de la piété nous montre une grande variété de tendances chez les tragiques et deux attitudes dominantes chez les philosophes : tantôt une abstention pleine d'indifférence, tantôt un attachement plus sentimental que doctrinal au mysticisme.

A. BOULANGER étudie avec une clarté remarquable les transformations de la vie religieuse depuis la fin du IV^e siècle. L'individualisme grandit alors sur les ruines de la cité ; le culte de Dionysos, dieu souple, assimilateur, étranger à la religion civique et aimé des rois, passe au premier plan ; les sectes à mystères sont en progrès et les sentiments que l'on éprouve à l'égard des divinités se modifient : la confiance et l'aspiration au bonheur d'outre-tombe remplacent peu à peu la terreur ; la magie et la superstition sont florissantes. En même temps, le monde grec s'ouvre à des formes nouvelles de la vie religieuse : l'auteur décrit d'une façon très vivante l'invasion des cultes orientaux, si populaires et génératrices de foi et d'espérance ; il souligne l'importance de la contribution du judaïsme au syncrétisme hellénistique,

dont il analyse finement les divers degrés (association ; assimilation ; confusion). Quant au culte des souverains, qui continue celui des héros et prélude au culte impérial, il n'a pas vraiment enrichi la vie religieuse. A celle-ci se rattache l'essor des écoles philosophiques : l'importance religieuse du stoïcisme, notamment, fut considérable ; il convient d'ajouter, toutefois, que son influence resta bornée à une élite et que, dans l'ensemble, l'action de la philosophie s'est plutôt exercée contre les croyances traditionnelles. Au temps de l'avènement du christianisme, la vie religieuse offre une extrême diversité : si quelques tendances communes ont survécu, il n'existe aucune doctrine cohérente et ferme, et ce qui sera légué à la postérité, c'est la religion, toute nouvelle, d'un petit groupe juif. C'est surtout dans le domaine « artistique et politique » que la religion grecque fut efficace : de l'hellénisme, le christianisme n'hérita guère que sa langue religieuse, son cérémonial et des principes moraux dégagés par les philosophes. En somme, à partir de la fin du IV^e siècle, la religion grecque n'a pu vivre qu'en se chargeant d'éléments étrangers, qui ont fini par l'étouffer¹.

La deuxième partie du grand ouvrage d'U. VON WILAMOWITZ-MOELLENDORFF sur les croyances des Hellènes (voir *R. H.*, 1934, t. III, p. 505) va de l'époque classique à l'avènement du christianisme. De cet exposé, si nourri et si personnel, nous devons nous borner ici à mentionner quelques conclusions : l'auteur souligne la haute antiquité du culte des héros et l'influence qu'exerça sur lui la production épique ; il voit dans Apollon l'introducteur d'une religion nouvelle, d'origine asiatique, et signale l'enthousiasme des femmes pour le culte dionysiaque ; il estime que l'on connaît mal l'orphisme et que, sous l'Empire, le seul culte vraiment important fut celui du souverain².

P. DEMARGNE étudie différents objets — autel creux, table à cupules, etc. — découverts en 1930 à proximité ou à l'intérieur de l'enceinte de Kato-Chrysolakkos, qui renfermait sans doute une nécropole : l'autel devait recevoir les libations en l'honneur des morts, et les cupules, les offrandes solides. Ces rites s'apparentent au culte que les Minoens rendaient à la Grande Mère (voir la table à offrandes trouvée en 1926 à Mallia) : c'est là un sérieux indice que cette souveraine de la terre était également celle des défunt. — Puis l'auteur s'occupe de disques reposant sur des blocages d'argile durcie, que l'on a découverts dans une maison proche du palais de Mallia : il s'agit là de foyers fixes, dont l'usage, commun à la Crète, aux Cyclades et à l'Anatolie, ne disparaîtra qu'au cours du M. M. I, sous l'influence de l'Égypte³.

1. L. GERNET et A. BOULANGER, *Le génie grec dans la religion*. Paris, La Renaissance du livre, 1932, XLII-538 p. Prix : 40 fr.

2. U. VON WILAMOWITZ-MOELLENDORFF, *Der Glaube der Hellenen*, t. II. Berlin, Weidmann, 1932, XII-620 p.

3. P. DEMARGNE, *Culte funéraire et foyer domestique dans la Crète minoenne* (*B. C. H.*, 1932, p. 60-88).

A. H. KRAPPE relève les analogies qui règnent entre les Haritas védiques, cavales attelées au char du Soleil et probablement jumelles, et les Charites grecques, parentes d'Hélios à une époque très ancienne, et qui, selon toute vraisemblance, eurent un caractère « dioscurique » et chevalin aux temps préhistoriques. Comment donc verra-t-on en elles, à l'époque historique, des divinités chthoniennes, « préposées aux forces vitales du sol » ? Sans doute, dit l'auteur, parce que les jumeaux étaient des dieux ou des démons de la fécondité végétale, animale et humaine ; d'ailleurs, le cheval, lui aussi, était « un animal de la fertilité »¹.

M. P. NILSSON consacre un remarquable ouvrage aux origines mycéniennes de la mythologie grecque, que l'on connaît surtout grâce à Homère. Terme d'une longue évolution, l'épopée homérique comprend des éléments très distincts, éloignés d'au moins 500 ans les uns des autres, et dont un grand nombre remontent ainsi aux temps mycéniens : tel est principalement le cas des mythes. Procédant à un minutieux examen par régions, l'auteur montre que les cités auxquelles se rattachent les cycles mythologiques les plus importants sont aussi les grands foyers de civilisation mycénienne : autour de Mycènes et de Tirynthe se formèrent les cycles des Perséides et des Atrides et la légende de Bellérophon (ce dernier, il est vrai, est un Lycien ; mais le mythe d'où sa légende est issue prit naissance à la cour de Tirynthe) ; si Argos ne fut qu'un centre de mythes fort modeste, c'est qu'aux âges mycéniens cette ville ne comptait guère. La Laconie, qui était alors inférieure à l'Argolide dans le domaine politique, possède également un nombre moindre de mythes ; l'Attique est pauvre en restes mycéniens, et sa mythologie est à l'avantage. Mais la Béotie est proche de l'Argolide à la fois par l'importance de ses monuments mycéniens et par celle de ses mythes, reliés à deux centres principaux : Thèbes et Orchomène. NILSSON examine à part le mythe capital d'Héraclès, dont les attaches sont si fortes avec Thèbes et Tirynthe ; l'art mycénien, qui représente souvent des hommes luttant contre des lions ou des taureaux, correspond d'une façon frappante, lui aussi, aux exploits du héros. Un dernier chapitre, enfin, insiste sur la conception monarchique que l'épopée se fait de la société des Olympiens, vassaux d'un souverain puissant et respecté : une telle conception n'est autre que celle de la royauté mycénienne².

On doit à M. HERTER une étude fort conscientieuse et méticuleuse sur Priape. D'origine asiatique, le culte de ce dieu, préposé à la fertilité des champs et à la fécondité des animaux, se propagea rapidement en Asie Mineure ; les colons grecs de cette région lui donnèrent pour parents Dionysos et Aphrodite. Les soldats d'Alexandre seront ses fervents adorateurs, et son culte gagnera la Grèce, l'Égypte et l'Italie, où il sera surtout le dieu des jar-

1. A. H. KRAPPE, *Les Charites* (*R. E. G.*, 1932, p. 155-162).

2. M. P. NILSSON, *The Mycenaean origin of Greek Mythology*. Berkeley, Univ. of Calif. Press, 1932, 258 p. Prix : \$ 3,50.

dins ; ses fidèles appartiendront à des milieux très variés (ruraux, littéraires, etc.). Un temps viendra où on l'assimilera au Soleil et à Pan ; les chrétiens manifesteront la plus vive hostilité à l'égard de son culte, devenu extrême-ment obscène¹.

Grâce à un rapprochement avec une coutume latine (le festin du 11 octobre, où l'on goûtait le vin nouveau), H. J. Rose montre que l'on a sans doute pratiqué à Calydon le culte d'un couple divin : Oineus (presque identifié plus tard à Dionysos), qui octroyait annuellement le vin aux hommes, et Althaia, dont le nom signifie « la guérisseuse » et qui donnait au raisin la force d'alléger ou de guérir les souffrances. Le mariage sacré de ces deux divinités offrit probablement aux poètes la matière d'un drame satyrique, comme l'a supposé une étude récente de P. Waltz (voir *R. H.*, 1934, t. III, p. 514)².

Selon A. DELATTE, l'emploi du miroir à fins mantiques a pris naissance dans le monde grec (alors que les Orientaux usaient largement de la divination par la coupe). L'auteur expose d'une façon très détaillée les procédés de la catoptromancie antique ; il montre, notamment, que le vase où l'on a figuré Égée consultant un oracle ne représente pas une scène de divination par la coupe (un tel procédé n'étant pas signalé avant l'époque de Varron), mais une scène de catoptromancie³.

F. CHAPOUTHIER critique l'interprétation que propose le P. Festugière d'un passage de la litanie isiaque du Pap. Oxyrh. 1380 : les mots *κατὰ τὸ πιστόν* ne signifient pas (comme le pense le P. Festugière) : « de la vraie manière », c'est-à-dire « selon ton vrai nom », mais : « avec confiance » ou bonne foi ; la bonne foi était l'un des éléments essentiels de la *philia* dans les rapports avec les dieux ainsi qu'avec les hommes. Un passage de l'*Ane d'or*, où Lucien invoque la déesse sans citer son véritable nom, mais avec confiance, vient à l'appui de cette conclusion. D'une manière générale, la piété grecque des temps hellénistiques requérait plutôt la sincérité du cœur que la connaissance d'un rituel ou l'adhésion à une doctrine : c'était celle d'un peuple qui voyait les dieux « comme des hommes ». Bref, dans la litanie isiaque, il n'y a « ni foi ni formule », mais seulement « bonne foi »⁴.

XI. VIE ARTISTIQUE. — La remarquable thèse que R. DEMANGEL a publiée sur la frise ionique comble très heureusement une lacune. La frise présentant originellement des rapports étroits avec l'architecture, l'auteur l'étudie en premier lieu comme élément architectural : il en examine d'abord les origines orientales (en Égypte, en Mésopotamie, en Asie Mineure) et préhelléniques ;

1. M. HERTER, *De Priapo (Religionsgeschichtliche Versuche und Verarbeiten, Bd XXIII)*. Giessen, Töpelmann, 1932, VIII-334 p.

2. H. J. ROSE, *Althaia et Dionysos (L'Acropole, 1932, p. 58-62)*.

3. A. DELATTE, *La catoptromancie grecque et ses dérivés*. Liège, Vaillant-Carmanne, 1932, 221 p., 13 pl.

4. F. CHAPOUTHIER, *De la bonne foi dans la dévotion antique (R. É. G., 1932, p. 391-396)*.

puis il traite, beaucoup plus longuement, de l'usage qu'en ont fait les architectes grecs (en Ionie ; en Grèce jusqu'à la fin du v^e siècle ; enfin, du iv^e siècle à l'époque romaine). Il décrit ensuite, avec la même précision savante et vigoureuse, la manière dont les sculpteurs ont rempli le champ que leur accordaient les architectes : il analyse ainsi successivement les différents thèmes qu'ils ont traités (luttes diverses ; scènes de la vie réelle et de la vie religieuse, etc.) et il s'attache à en dégager la signification dominante. Enfin, il s'occupe des problèmes techniques qui s'imposaient à l'imagier grec — problèmes du « remplissage », de la saillie, de la lumière et de la perspective — et des moyens d'expression qui lui permettaient de les résoudre. La conclusion résume très clairement la longue évolution au terme de laquelle l'élément décoratif l'emporta décidément sur les motifs architecturaux (nécessité de résister aux intempéries, etc.) qui avaient donné naissance à la frise : plus à même que la plupart des autres peuples de goûter la beauté d'une surface nue, les Grecs n'appréciaient pas moins vivement le charme des ornements sculptés, grâce auxquels l'éclat de la lumière hellénique était si richement nuancé. En vertu d'une évolution analogue, la mission religieuse qu'avaient d'abord reçue les figures et scènes gravées sur les murs des temples, mission qui consistait à refouler les puissances malfaisantes et à gagner la faveur des forces bienveillantes, fut graduellement oubliée, et les artistes ne songèrent plus qu'à la richesse décorative : unis encore à l'époque classique, le symbole et les décors se dissocièrent, et c'est ainsi que s'explique, en partie, la décadence de la frise architectonique¹.

W. DÉONNA a publié le tome II de son important ouvrage sur la statuaire de la Grèce archaïque. Il y étudie d'abord les artistes et groupements régionaux : l'ionisme, plus épris d'élégance et plus apte au travail du marbre dans les îles que sur le continent asiatique, et dont l'influence sur la plastique archaïque n'a pas été aussi forte qu'on l'a parfois prétendu ; l'art attique, remarquable par une vigueur et une fermeté exemptes de raideur, et qui semble occuper, comme on l'a dit, « un juste milieu » ; l'art attico-ionien ; l'art péloponnésien (surtout celui d'Argos), où triomphent le type viril, la technique du bronze et la draperie par grandes masses ; l'art crétois-péloponnésien, etc. Puis l'auteur analyse les influences subies par la statuaire ; il pense que l'on a grandement exagéré à cet égard la part des Égéens, des Hittites, des Phéniciens et des Égyptiens : si l'art grec, d'une façon générale, doit beaucoup aux Égéens, ces derniers ont ignoré la grande statue, qui sera inventée par les Hellènes ; « l'action hittite sur l'art grec archaïque » n'est pas contestable ; mais elle est restée totalement étrangère à « l'essence même de la statuaire » ; l'influence de l'art phénicien ne se manifeste que dans certains « éléments accessoires », et celle de l'art égyptien « se réduit à peu de chose ». Bref, c'est grâce à leurs dons propres — sens esthétique, rationa-

1. R. DEMANGEL, *La frise ionique*. Paris, De Boccard, 1932, 609 p., 114 fig., 13 pl.

lisme, esprit de mesure, aptitude à l'observation précise, etc. — que les Grecs ont « inauguré en terre hellénique la grande plastique ».

Déonna traite ensuite de l'action fort étendue que cet art exerça à l'étranger, en distinguant avec un soin minutieux entre les filiations et les simples coincidences. Examinant enfin « la survie de l'archaïsme », il souligne très nettement les différences entre « l'archaïsme réel des origines », l'archaïsme « apparent » et l'archaïsme « de régression »¹.

Mme J. M. WOODWARD estime que l'art de Bathyclès de Magnésie, chargé de construire le trône d'Apollon à Amyclées, a exercé une notable influence sur une partie de la céramique de Laconie : sous le double rapport des sujets traités et de la composition, les peintures mythologiques de nombreux vases de cette contrée et les scènes qui, selon Pausanias, décorent le trône se correspondent si étroitement qu'il ne peut y avoir là un simple hasard. Divers indices montrent aussi que les peintures ont fortement subi l'action du bronze : il est permis d'en inférer que ce métal a été employé pour la décoration du trône (la description de Pausanias est muette à ce sujet)².

Étudiant la stèle thasienne de Philis, P. DEVAMBEZ rappelle les discussions auxquelles a donné lieu la date de cette stèle, où Ch. Picard, notamment, a discerné « une volonté archaïsante ». Le relief dit « de Zeus et d'Iris », que Picard date de 412/1 et qui n'est pas postérieur de plus de vingt ou vingt-cinq ans à la stèle de Philis, est, lui aussi, nettement archaïsant. Une telle inspiration, d'après l'auteur, s'explique par la réaction du sentiment national thasien, devenu très hostile à Athènes lors de la répression de la révolte de 466. En somme, bien qu'imprégnée de « l'esprit du Parthénon », la stèle de Philis est « la dernière des œuvres vraiment thasiennes »³.

Le regretté E. POTTIER décrit avec précision une coupe attique à pied haut, livrée par les fouilles d'Éléonte, où un bétail est figuré en noir sur bande claire entre deux bandes noires. Une inscription — γαῖπε[ν] καὶ πρῶ με[ν] — permet de rapprocher cette coupe d'une coupe analogue du *Corpus vasorum antiquorum* de Copenhague (même disposition des bandes et même formule) ; les rédacteurs du *Corpus* traduisent ainsi l'inscription : « Salut à toi et achète-moi ! » ; mais E. Pottier propose l'ingénieuse traduction suivante : « Réjouis-toi et ne te tourmente pas ! » (με n'étant pas ici l'accusatif d'ἴησαι, mais la négation μη) : ce n'est pas à un acheteur, mais à un convive, que s'adresse l'artiste⁴.

XII. VIE LITTÉRAIRE. — Après avoir résumé l'histoire du problème homérique et les théories respectives des « séparatistes » et des « unitaires », M. P.

1. W. DÉONNA, *Dédale ou la statue de la Grèce archaïque*, t. II. Paris, De Boccard, 1932, 467 p., 39 pl.

2. J. M. WOODWARD, *Bathycles and the laconian Vase-Painters* (J. H. S., 1932, p. 25-41).

3. P. DEVAMBEZ, *La stèle de Philis et les tendances archaïsantes à Thasos* (B. C. H., 1931, p. 413-422).

4. E. POTTIER, *Coupe attique d'Éléonte au Musée du Louvre* (B. C. H., 1931, p. 430-437).

NILSSON examine les rapports entre Homère et la civilisation mycénienne. Il s'attache à montrer que celle-ci, comme l'indiquent l'archéologie, le culte funéraire et la linguistique, fut l'œuvre de rudes pillards venus du nord, qui se sont assimilé maints éléments de provenance minoenne. Puis, étudiant de très près l'épopée, il y discerne, d'une part, des allusions à différentes institutions et coutumes du début des temps archaïques, d'autre part, un grand nombre de données importantes remontant à plusieurs siècles en arrière : c'est ainsi que le prince héritaire (Agamemnon), suzerain de puissants vassaux épris d'indépendance, n'est autre que le chef des envahisseurs auxquels est due la civilisation mycénienne, et que l'auteur compare aux Vikings. A l'époque mycénienne également se rattachent les mythes des héros grecs et troyens chantés dans l'*Iliade*. Enfin, la divine suprématie du Zeus d'Homère, loin de ressembler à la royauté affaiblie du VIII^e siècle, est conçue sur le modèle de la grande monarchie mycénienne (cf. *supra*, p. 279). Comment donc l'épopée porte-t-elle si nettement la trace d'institutions qui lui sont antérieures de plus de 500 ans ? C'est que, selon Nilsson, cet ouvrage a pour origine des chants épiques nés à l'âge héroïque des Mycéniens et transmis durant des siècles par des générations d'excellents professionnels, les aèdes, jusqu'au temps où un grand poète sut leur infuser une vigueur nouvelle¹.

J. L. MYRES cherche à montrer que, contrairement à une certaine opinion, l'*Iliade* est une œuvre d'art s'inspirant d'un dessein d'ensemble. L'épisode de l'ambassade (livre IX) en forme pour ainsi dire le point central ; l'auteur signale d'une façon très précise les épisodes symétriques du poème : c'est ainsi que le duel Pâris-Ménélas (livre III), moyen équitable de mettre fin à la guerre, a pour pendant, au livre XXII, le duel Achille-Hector, moyen unique de terminer le conflit. Autre « couple » analogue : le duel Diomède-Énée (livre V) et le duel Achille-Énée (livre XX) : en ces deux circonstances, Énée est sauvé, dans un nuage, par l'intervention d'une divinité. Même symétrie entre les livres I et XXIV : Myres constate qu'à leur terminaison « intérieure » en quelque sorte (fin du livre I et début du livre XXIV), se place une scène dans l'Olympe à laquelle participent trois divinités : Zeus-Héra-Héphaïstos et Apollon-Héra-Zeus, etc. L'auteur analyse minutieusement la scène du livre XXIV concernant l'assemblée des dieux et leur décision (dont Thétis se fait l'interprète auprès d'Achille), et il en souligne les rapports avec le livre I².

Suivant Ch. PICARD, le pessimisme inspirant les vers d'Hésiode sur la naissance de Pandora manifeste l'anxiété de la période violente et dure au cours de laquelle s'abîma la civilisation mycénienne et naquit le mépris de la femme : on ne gardait plus alors qu'un souvenir très vague des temps paisibles du II^e millénaire. La légende primitive de Pandora était moins sombre,

1. M. P. NILSSON, *Homer and Mycenae*. Londres, Methuen, 1933, XII-283 p. Prix : 21 s.
2. J. L. MYRES, *The last book of the Iliad* (J. H. S., 1932, p. 264-296).

sans doute, et devait parler de deux jarres, renfermant, l'une les biens, l'autre les maux ; mais le poète « misogyne et pessimiste » l'a probablement retouchée, et il n'en a retenu que « le pithos des maux »¹.

R. MONDOLFO a traduit le premier volume de l'ouvrage de Zeller sur la philosophie grecque (5^e édition) et joint à sa traduction une riche bibliographie et des notes abondantes, atteignant parfois l'ampleur de véritables mémoires. Signalons, en particulier, les remarques ayant pour objet les rapports entre les civilisations de l'Orient et celles de l'Hellade (p. 63-99) : l'auteur montre fort bien que les emprunts faits par les Grecs aux Orientaux n'ont aucunement affaibli l'originalité créatrice de la pensée hellénique : celle-ci, la première, a su passer de la technique utilitaire à la science désintéressée. — Examinant les rapports entre la religion et la philosophie grecques (p. 140-166), Mondolfo estime qu'il n'y eut pas opposition, mais coopération, entre le mysticisme et le rationalisme. — Une longue note « sur le génie hellénique et ses créations spirituelles » (p. 306-355) souligne la multiplicité des influences qu'il a subies dans tous les domaines ; sans méconnaître l'existence des tares et des crimes qui ont souillé l'histoire de la Grèce, l'auteur incline, cependant, à partager la conception de ceux qui voient dans ces luttes et violences sans nombre un indice de féconde énergie. L'appel des philosophies anciennes à la « nature » lui semble avoir été souvent pénétré d'un esprit de combat ardent et rude, dressé contre les traditions, la loi, l'État, la société, les passions, etc.².

A. REY publie un important ouvrage d'ensemble sur l'histoire de la science hellénique jusqu'au milieu du ve siècle. Cette science a d'abord subi, contrairement à l'opinion de certains modernes, l'influence des savants orientaux ; après en avoir rappelé les débuts (période ionienne), l'auteur examine l'évolution de la pensée scientifique autour du pythagorisme (l'avènement de la géométrie grecque marque une époque capitale dans l'histoire des sciences), le développement des mathématiques et de la physique et les progrès techniques depuis la fin du vi^e jusqu'au milieu du ve siècle. A ce moment de son évolution, la science hellénique présente tous les caractères essentiels de la jeunesse (audace, enthousiasme, curiosité universelle, etc.), et elle annonce plus nettement la science moderne qu'elle ne le fera au temps de sa maturité : on y discerne, en effet, d'abord, les commencements de la méthode expérimentale, très imparfaite encore ; puis la création de la méthode mathématique, beaucoup plus précise et plus mûrie, telle qu'elle se perpétuera jusqu'à l'âge moderne ; ensuite, par combinaison des deux précédentes, l'apparition de la méthode « royale » de la science : la méthode « inductivo-mathématique » ; enfin, celle de la méthode de déduction logique. Tout ce mouvement

1. Ch. PICARD, *Le péché de Pandora* (*L'Acropole*, 1932, p. 39-57).

2. E. ZELLER, *La filosofia dei Greci nel suo sviluppo storico. Parte I : I Presocratici.* Trad. d'après la 5^e édition allemande par R. MONDOLFO. Vol. I : *Origini, caratteri e periodi della filosofia greca*. Florence, « La Nuova Italia », 1932, xv-425 p. Prix : 26 l.

a été signalé par une étroite liaison entre les diverses mystiques, indispensables à l'essor scientifique (mystiques de la nature, du nombre, du discours), et les techniques qui les ont « positivées » et « laïcisées¹ ».

On doit à F. M. CORNFORD quatre leçons sur les grandes étapes de la philosophie grecque. L'auteur met d'abord en lumière le caractère désintéressé de la science présocratique et son indépendance à l'égard du surnaturel : c'est vraiment « la découverte de la nature ». — Socrate réagit avant tout contre les systèmes qui cherchaient à saisir « la substance matérielle » du monde : il se propose de découvrir à nouveau « l'univers spirituel » ; son désir profond de rendre l'âme autonome, juge du bien, du mal et des opinions courantes, le font ressembler aux sophistes (ennemis, eux aussi, de la coutume et de la contrainte sociale, mais beaucoup moins désintéressés) et lui attirent la haine des conservateurs. — Le platonisme est issu à la fois des doctrines de Socrate, auxquelles il emprunte son idéal de perfection morale et la théorie des Idées, et du pythagorisme, qui l'incite à sortir du domaine purement humain et à embrasser dans un grand système l'ensemble de la nature ; au royaume des Idées il annexe ainsi « toute la province des vérités mathématiques ». — S'insurgeant contre la théorie des Idées, Aristote fait résider la réalité « dans les choses mêmes », mais il garde du socratisme sa tendance profondément finaliste ; dans le système aristotélicien, la fin suprême est un Dieu qui n'agit pas sur le monde et dont la conception, malgré tous les efforts de la scolastique, devait rester incompatible avec celle du christianisme. — En résumé, la philosophie présocratique ressemble à une « enfance » qui s'étonne au contact de l'univers ; la sophistique est comme une « adolescence » rebelle à la tradition ; avec Socrate, Platon et Aristote, la pensée grecque arrive à sa pleine maturité ; enfin, on verra apparaître la philosophie de la « vieillesse », c'est-à-dire de la résignation, amie du plaisir ou puritaire².

Selon M^{me} C. SMERTENKO, Eschyle ne fut ni un aristocrate ni un démocrate, mais un avocat de l'union des partis (dont les divergences, du reste, étaient encore assez vagues) : la réconciliation des Euménides avec Athéna et Athènes était un symbole du rapprochement entre conservateurs et réformateurs. Qu'Eschyle ait désiré une telle réconciliation — et non le triomphe des démocrates —, c'est ce dont témoignent son majestueux éloge de l'Aréopage et l'hostilité qu'il manifeste à l'égard des innovations trop nombreuses. Le poète ne se borne pas, d'ailleurs, à réclamer une simple trêve ou un compromis : il souhaite une ardente et joyeuse union pour le bonheur de la cité³.

Le regretté G. DALMEYDA a publié une excellente étude sur l'*Ajax* de So-

1. A. REY, *La jeunesse de la science grecque*. Paris, La Renaissance du livre, 1933, xvii-537 p. ; prix : 40 fr.

2. F. M. CORNFORD, *Before and after Socrates*. Cambridge, Univ. Press, 1932, x-113 p. Prix : 4 s. 6 d.

3. C. M. SMERTENKO, *The political sympathies of Aeschylus* (*J. H. S.*, 1932, p. 233-235).

phocle, qu'il date de 450-442. Le drame consistait surtout en la description des sentiments variés d'une âme héroïque, d'abord pleine d'un orgueil impie et fou, puis se dépouillant de sa haine et s'humanisant. La deuxième partie de la pièce, marquée par la généreuse intervention d'Ulysse, qui aide Teueros à défendre contre Agamemnon et Ménélas le cadavre d'Ajax, est moins belle que la première ; elle devait cependant intéresser et charmer les Athéniens en leur montrant un roi de Lacédémone sous les traits d'un despote brutal et inexorable. Ce drame révèle également un souci constant d'associer Athènes à Ajax, l'un de ses dix héros éponymes, et à Salamine : il semble que le poète se soit proposé d'offrir à sa patrie « comme un des siens » ce héros durement châtié pour sa « démesure », mais resté « si grand dans son malheur »¹.

On doit à M. J. ALFONSI une traduction précise et vivante d'Aristophane, accompagnée d'une introduction sommaire et de notices assez développées. Il décerne de grands éloges non seulement à l'admirable imagination du poète et à l'atticisme exquis de son style, mais aussi à son « large et clairvoyant patriotisme », à ses « vues nettes et arrêtées » et à la « vérité humaine » de ses comédies (qui ne sont pas aussi immorales qu'on l'a prétendu et qui, du reste, furent composées pour des fêtes extrêmement licencieuses et en un temps où l'on ignorait la pudeur). Certaines appréciations sont d'ailleurs des plus contestables : l'auteur, semble-t-il, est quelque peu injuste pour Cléon, dont il dénature le rôle à Sphactérie, pour les *dicasteria*, dans lesquels il voit de simples instruments des sycophantes, pour les démagogues, qualifiés indistinctement de « profiteurs de guerre », etc. La condamnation des stratèges vainqueurs aux Arginuses (cf. p. 203) méritait une explication plus complète.²

Par une série d'ingénieuses déductions, R. GOOSSENS s'attache à montrer que le *Rhésos* doit avoir été composé en 425 et joué en 424. Rhésos, à son avis, n'est autre que le roi thrace Sitalcès, allié médiocrement agissant d'Athènes en 432-429 (comme Rhésos le fut des Troyens — ici assimilés aux Athéniens — contre les Grecs) et péniblement ramené à l'alliance athénienne vers 425 ; en signalant une récente victoire de Troie, la pièce semble faire allusion au succès athénien de Sphactérie ; le contraste entre le fougueux Hector et le prudent Énée rappelle l'opposition qui régnait entre Cléon et Nicias. En somme, on peut tenir le *Rhésos* pour une réplique aux railleries dont Aristophane, dans les *Acharniens*, criblait l'alliance thrace et les promesses de Sitalcès³. — Le même auteur relève nombre d'analogies entre le Thésée des *Suppliantes* (422) et Périclès, tous deux extrêmement prudents, hostiles aux périlleuses offensives, éloquents et favorables à l'arbitrage.

1. G. DALMEYDA, *Sophocle, Ajax* (R. E. G., 1933, p. 1-14).

2. ARISTOPHANE, *Théâtre*. Traduction nouvelle de M. J. ALFONSI. Paris, Garnier, 2 vol. IX-363 p. et 418 p. Prix : 36 fr.

3. R. GOOSSENS, *La date du Rhésos* (*L'Antiquité classique*, I, 1932, p. 93-134).

Euripide paraît ainsi désirer l'arrivée au pouvoir d'un nouveau Périclès, qui vengera le désastre de Délos et rendra aux Athéniens leur place en Grèce ; le parti politique auquel il se rattache n'est ni l'oligarchie ni la démocratie radicale : c'est, semble-t-il, celui de Nicias, aristocrate, mais loyaliste et fidèle aux traditions de l'homme d'État qu'Euripide a représenté sous l'aspect du sage Thésée des *Suppliants* (tout comme Phidias avait donné à ce dernier les traits idéalisés de Périclès sur le bouclier du Parthénon)¹.

E. CHAMBRY a publié une édition très méthodiquement établie et une traduction fidèle et précise de la *République* de Platon. L'ouvrage est précédé d'une remarquable introduction d'A. Diès. L'auteur souligne l'importance de la *République* dans l'œuvre platonicienne ; puis, après avoir signalé les grandes divisions du dialogue, il en examine la première partie, relative à la définition de la justice ; la deuxième partie expose les moyens de réaliser cet idéal, avant tout grâce au gouvernement des philosophes : ceux-ci seront formés par une éducation prolongée, où les mathématiques doivent jouer un rôle important, mais seulement à titre d'auxiliaires : la science véritable et totale, c'est la dialectique. Dans la troisième partie, Platon s'occupe des constitutions « dégénérées » : 1^o de la timocratie à la démocratie ; 2^o la tyrannie (dont le philosophe analyse à merveille la genèse et les mœurs) ; 3^o étude sur le bonheur comparé du sage et du tyran. Enfin, après avoir examiné les données essentielles du livre X (renouvellement et justification de la condamnation portée contre la poésie, etc.), Diès traite de la composition du dialogue : il ne croit pas à l'existence d'une « pré-République » éditée vers 390 (hypothèse tirée à tort d'un passage du *Busiris*) ; il estime que la *République* « ne s'est pas écrite en un jour » et qu'en elle s'est accomplie la synthèse « du passé et de l'avenir » de la pensée platonicienne, « toujours mouvante et toujours une »².

Comme éditeur et traducteur du *Phèdre*, L. ROBIN déploie les précieuses qualités qui distinguaient déjà son édition et sa traduction du *Banquet* (voir R. H., 1932, t. III, p. 519). Dans une introduction nourrie et pénétrante, il établit l'unité de composition du dialogue, unité réalisée avec une extrême souplesse, et conclut que, dans son ensemble, le *Phèdre* est un réquisitoire dirigé contre la rhétorique isocratique ; sans doute, l'objet principal des attaques de Platon paraît être Lysias, qui inspirait au philosophe une aversion personnelle ; mais il était impossible que le lecteur ne sentit pas combien la plupart des remarques de l'ouvrage « portaient contre Isocrate » : la vanité de ce dernier, en effet, sa prétention « d'être le conseiller de la politique athénienne » et, surtout, sa philosophie, dédaigneuse de la science pure et sou-

¹ Id., *Périclès et Thésée. A propos des Suppliants* (*Bulletin de l'Assoc. Budé*, avril 1932, p. 9-40).

² PLATON, *La République* (I-III, IV-VII, VIII-X). Texte établi et traduit par E. CHAMBRY, avec une introduction d'A. Diès. Paris, Les Belles-Lettres, 1932-1934, 3 vol., CLI-140 + 186 + 124 p. doubles. Prix : 82 fr.

cieuse ayant tout des moyens de réussir, devaient soulever le mépris et l'indignation de l'auteur du *Phèdre*¹.

P. CHAMBRY traduit divers ouvrages de Xénophon et leur consacre d'intéressantes notices. Suivant l'auteur, la *Cyropédie* est un véritable « bréviaire » du chef d'armée ; l'*Hipparche* possède une grande valeur documentaire, et son utilité n'a pas cessé ; il en est de même du traité de l'*Équitation*, « un des meilleurs ouvrages » de Xénophon ; l'*Hiéron* vaut par la finesse de ses analyses ; l'*Agésilas*, par l'enthousiasme qui l'anime et la clarté de l'exposé ; mais le portrait qu'il a laissé du héros est trop flatté ; le traité des *Revenus* semble avoir été rédigé en 355 sous l'influence d'Eubule (dont Chambray a tort de dire qu'il administra de 355 à 339 les finances athénienes) ; il reflète nettement la piété et l'esprit pratique de Xénophon².

M. DEFOURNY examine avec beaucoup de précision les doctrines d'Aristote : 1^o sur l'activité économique et la politique sociale ; 2^o sur l'éducation ; 3^o sur l'évolution sociale (de la famille à la *polis*). L'idéal du philosophe peut se résumer ainsi : d'une part, chaque État grec doit constituer une démocratie essentiellement agricole et se suffisant à elle-même, n'ayant besoin ni d'importer ni d'exporter ; d'autre part, incapables de conserver par eux-mêmes leur indépendance politique, les différents États doivent former une vaste fédération, où tous garantiront la liberté de chacun. Entre ces deux conceptions, l'antinomie n'est qu'apparente : hostiles l'une et l'autre aux bouleversements nés de l'avidité mercantile et du militarisme conquérant, elles aspirent à stabiliser également la vie économique et la vie politique. Il est vrai que l'Hellade, stérile et surpeuplée, avait un besoin impérieux de denrées étrangères (notamment de blé) : pour se procurer les ressources indispensables, elle n'aurait, selon Aristote, qu'à s'emparer de l'Asie barbare et à l'exploiter : opération dont, précisément, une fédération des États grecs pourrait seule assurer le succès et qui, justifiée par la supériorité intellectuelle et morale des Hellènes, ne serait pas nécessairement menée avec cruauté³.

L. ROUSSEL remarque qu'au temps de Théocrite la magie était fort répandue dans la plupart des milieux helléniques. Le poète a tiré de la réalité les éléments de la scène qu'il décrit dans ses *Pharmakeutriaï* ; mais il l'a fait très librement, en mêlant la magie blanche et la magie noire : pour obtenir le retour de son amant, la femme qu'il met en scène recourt à des sortilèges contradictoires ; certaines parties du poème n'ont même « rien de magique ».

1. PLATON, *Phèdre*. Texte établi et traduit par L. ROBIN. Paris, Les Belles-Lettres, 1933. CLXXXV-96 p. doubles. Prix : 30 fr.

2. XÉNOPHON, *Cyropédie-Hipparche-Equitation-Hiéron-Agésilas-Revenus*. Trad. nouvelle de P. CHAMBRY. Paris, Garnier, 529 p. Prix : 15 fr.

3. M. DEFOURNY, *Aristote : Études sur la Politique*. Paris, G. Beauchesne et fils, 1932, xx. 559 p.

Bref, on est ici en présence d'un curieux décor : rien de plus ; c'est un spécimen caractéristique de la poésie alexandrine, brillante et superficielle¹.

Très instructives et judicieuses sont les notices accompagnant les traductions que J. TRABUCCO a données des œuvres de Callimaque, d'Héronidas et d'Apollonios de Rhodes. L'auteur accepte, en somme, malgré leur légère « outrance », les conclusions présentées par Cahen sur les poèmes de Callimaque (voir *R. H.*, 1934, t. III, p. 516) ; il reconnaît aux *Hymnes* un véritable lyrisme ; mais il estime que les *Epigrammes* sont plus vivantes et que leur lecture est « un délice ». — Il est plus sévère pour Apollonios de Rhodes et voit dans Héronidas un réaliste hardi, peignant des plus vives couleurs « une humanité médiocre ou basse », et dont les mimes renferment « une leçon philosophique »².

Étudiant la description artistique chez Lucien, A. LE MORVAN montre que cet écrivain manquait d'esprit scientifique et qu'il était plus habile à traduire des impressions qu'à préciser des rapports ; ce n'était pas non plus, sauf exception, un « critique coloriste ». Mais, si l'éducation technique lui faisait défaut, il cherchait du moins à interpréter les traits des physionomies et à atteindre les âmes, et il excellait à « camper dans leur attitude » les principaux personnages. C'est dans sa description des *Centaures* que se révèle le mieux sa qualité essentielle : la simplicité totale. En somme, Lucien possédait le don nécessaire au véritable critique d'art : il savait procéder à des descriptions « vraiment libres » et spontanées, dégagées de toute littérature et pleines de vigueur et de sincérité³.

Dans la préface d'une fort utile traduction des *Éthiopiques*, E. BERGOUNAN présente Héliodore comme un sophiste dénué d'esprit critique, moins apte à observer la vie qu'à composer, usant du style pompeux et possédant le sens du pittoresque. Son roman est le meilleur des romans grecs après celui de Longus. Ce dernier est « un petit chef-d'œuvre », où la vie champêtre est décrite avec beaucoup de charme ; mais le style et les personnages sont d'une naïveté artificielle. Très admirées des anciens, ces œuvres manquent de vérité et de vigueur créatrice⁴.

XIII. GÉOGRAPHIE. — M. CARY et E. WARMINGTON consacrent un examen d'ensemble précis et bien informé aux explorateurs de l'antiquité. Après

1. L. ROUSSEL, *Art et folklore dans les Φαρμακεύται de Théocrite* (1-63) (*R. É. G.*, 1932, p. 361-365).

2. *Œuvres de Callimaque, suivies des mimes d'Héronidas et du chant III des Argonautiques d'Apollonios de Rhodes*. Trad. nouvelle de J. TRABUCCO. Paris, Garnier, 200 p. Prix : 12 fr.

3. A. LE MORVAN, *La description artistique chez Lucien* (*R. É. G.*, 1932, p. 380-390) (extrait d'un mémoire rédigé en vue du diplôme d'études supérieures : *Lucien de Samosate, archéologue et critique d'art* : l'auteur est mort avant la soutenance).

4. Romans grecs. *Les Éthiopiques ou Théagène et Chariclée*. Trad. nouvelle, avec préface et notes par E. BERGOUNAN, suivi de *Daphnis et Chloé*, de Longus : trad. d'AMYOT, revue et complétée par P.-L. COURRIER. Paris, Garnier, xix-426 p. Prix : 18 fr.

avoir rappelé que ces explorateurs visaient surtout un but économique et qu'ils étaient fort modestement équipés et outillés, l'ouvrage étudie successivement les voyages accomplis dans les régions suivantes : 1^o Méditerranée et mer Noire (celle-ci fut découverte « effectivement » par les Grecs) ; 2^o Atlantique (un important exposé traite de Pythéas, dont les récits sont authentiques, mais inexacts sur des points de détail) ; 3^o mer Rouge et abords de l'Inde (le voyage de Néarque est longuement examiné) ; 4^o eaux africaines ; 5^o Europe, dont plusieurs contrées (Espagne, Gaule, Scythie, etc.) n'ont été que très imparfaitement explorées par les Hellènes ; 6^o Asie (les auteurs mettent en lumière le rôle capital de l'expédition d'Alexandre, qui fut une exploration autant qu'une campagne militaire) ; 7^o Afrique, que l'on parcourut surtout au temps des Lagides. Le bilan de ces diverses explorations se présente ainsi : les anciens ont connu toute la région méditerranéenne, les rivages de l'Europe occidentale, ceux de l'Asie entre Suez et Canton, une partie de ceux de l'Afrique orientale et de l'Afrique occidentale, toute l'Europe au sud du Rhin et du Danube, des fragments de la Germanie et de la Russie méridionale, l'Asie Mineure, l'Iran, les abords de la Caspienne, le bassin de l'Indus et celui du Nil jusqu'au Sobat, etc. CARY et WARMINGTON signalent également les ouvrages géographiques des anciens, trop souvent inexacts pour différentes raisons (intérêt commercial, négligence, défaut d'outillage et de contrôle, etc.), et dont l'influence fut d'ailleurs considérable à l'époque des grandes découvertes. Enfin, un chapitre spécial traite des découvertes imaginaires, dues à des personnages mythiques, semi-mythiques ou historiques¹.

XIV. DIVERS. — G. DE SANCTIS a groupé dix études dont plusieurs intéressent l'histoire de l'Hellade². Examinant les traits généraux de cette histoire, il montre les Grecs incapables de renoncer définitivement à leur besoin d'autonomie intégrale, déchirés par d'incessantes dissensions et, en conséquence, ne parvenant jamais à constituer une hégémonie vraiment durable, soit au profit de l'une de leurs grandes cités, soit au bénéfice de la Macédoine. — L'auteur estime qu'Hérodote a été beaucoup trop sévère pour Aristagoras de Milet. Ce dernier ne fut pas responsable de l'échec de l'expédition perse à Naxos ; de plus, c'est par amour de la liberté, comme tant d'autres Ioniens, et non par crainte de perdre le gouvernement de Milet, qu'il s'insurgea contre le Grand Roi ; il n'a pas eu à repousser les conseils d'Hécataë, celui-ci n'ayant sans doute pas donné de tels conseils ; l'eût-il fait qu'Aristagoras aurait eu raison de ne pas l'écouter. Hérodote se trompe également quand il

1. M. CARY et E. WARMINGTON, *Les explorations de l'antiquité* (traduction française de A. et H. COLLIN-DELAVAUD). Paris, Payot, 1932, 349 p., 15 cartes.

2. Deux d'entre elles, concernant respectivement la paix de Nicias et l'expédition de Sicile, ont été analysées dans de précédents bulletins (voir *R. H.*, 1929, t. I, p. 342 ; *Ibid.*, 1931, t. II, p. 106-107).

reproche au chef milésien d'avoir dupé Athènes, qui, en réalité, n'ignorait rien du danger perse, et de s'être lâchement conduit au cours de la lutte contre les Barbares. Au total, si l'entreprise d'Aristagoras fut malheureuse, elle ne demeura pas inféconde : c'est d'elle que date le réveil en Grèce du sentiment national, dont naîtront les victoires des guerres médiques et les campagnes d'Alexandre. — Suivant De Sanctis, la politique de Perdiccas avait pour but essentiel le maintien de l'unité impériale ; mais ses projets furent déjoués par les ambitions égoïstes d'Antipater, de Cratéros et de Ptolémée. L'empire était, du reste, menacé de dislocation pour d'autres raisons encore : contrairement aux vœux d'Alexandre, il ne pouvait garder Babylone comme capitale, les Macédoniens s'y refusant et l'assimilation des Orientaux aux Hellènes étant impossible ; d'autre part, la Macédoine n'aurait pu devenir le centre de l'empire que si elle avait été fortement unie aux cités grecques ; or, la violente répression qui suivit la guerre lamiaque empêcha une pareille union de s'accomplir. La cause de Perdiccas méritait d'ailleurs d'être défendue : l'hellénisme ne pouvait qu'être affermi par le triomphe du système unitaire¹.

Résumant les impressions d'un voyage en Méditerranée orientale, E. Pistor décrit avec enthousiasme les îles Ioniennes et la Grèce, notamment l'Acropole, en qui il salue « le commencement, la fin et le recommencement d'Athènes », la splendeur de Delphes et d'Olympie, qui lui paraissent former avec l'Acropole « la trinité du pur hellénisme antique », la Crète et ses ruines imposantes ; il vante aussi les vertus familiales et publiques des Grecs modernes, la simplicité de leurs habitudes et la puissance de leur activité économique. Il n'a pas moins admiré l'Asie Mineure, la Syrie, Damas, la cité sainte, et Jérusalem, « la ville des problèmes », les conquêtes de l'Égypte sur le désert, enfin, à son retour, Venise, tournée vers la mer, d'où elle a tiré la force et la vie².

En 1932 ont paru les Mélanges offerts à l'éminent historien G. GLOTZ, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire ; précédés d'une bibliographie des travaux du maître, ils renferment quatre-vingt-un articles, qui intéressent les domaines les plus divers de l'antiquité grecque³.

Signalons, enfin, les précieux bulletins archéologiques dus à J. CHARBONNEAUX (époque préhellénique), R. VALLOIS (architecture et topographie), Ch. PICARD (sculpture et statuaire), Ch. DUGAS (céramique, peinture et mosaïque) et A. David LE SUFFLEUR (numismatique, glyptique, etc.) (*R. É. G.*, 1933, p. 70-157 ; *Ibid.*, 1934, p. 37-120) ; l'exposé très précis que H. G. G. PAYNE a publié sur les fouilles de 1931 et 1932 en Grèce, dans les îles de la mer Égée et en Crète (*J. H. S.*, 1932, p. 236-255) ; les bulletins de l'Associa-

1. G. DE SANCTIS, *Problemi di storia antica*. Bari, G. Laterza, 1932, 247 p.

2. E. PISTOR, *Griechenland und der Nahe Osten*. Wien-Leipzig, Fibia-Verlag, 1932, 328 p.

3. *Mélanges Gustave Glotz*. Paris, Les Presses universitaires de France, 1932, 2 vol., xxvii-940 p.

tion Guillaume Budé de 1933 et 1934 et leur 5^e *Supplément critique* (1934), et la création d'une revue dirigée par J. BIDEZ, A. CARNOY, F. CUMONT, A. DELATTE et H. GRÉGOIRE : *L'Antiquité classique* (t. I. Louvain, M. Istan, 1932, 499 p.).

Paul CLOCHÉ.

Mars 1935.

HISTOIRE DE FRANCE

FIN DU MOYEN AGE (1328-1498)

Quelques mots sont nécessaires pour excuser le retard avec lequel paraît ce bulletin, les dimensions excessives que ce retard lui impose, et pour expliquer le changement de signature que l'on trouvera à la fin. M. Charles Samaran, qui tenait avec l'autorité que l'on sait cette chronique d'histoire médiévale, a dû, pressé par d'autres devoirs, retarder la composition de son troisième bulletin, puis en abandonner la charge. En recueillant cette lourde succession, il nous a fallu liquider en une fois l'abondante littérature historique qui a vu le jour depuis plus de cinq ans. M. Samaran nous a fort obligamment communiqué les notes de lecture qu'il avait déjà prises d'un certain nombre d'ouvrages, et nous nous sommes permis d'en utiliser quelques-unes pour la rédaction de ce bulletin, ce dont nous lui sommes très reconnaissant. Il va sans dire que cette utilisation est toujours restée libre, et que c'est sous notre responsabilité seule que nous avons jugé et commenté les ouvrages dont on trouvera ci-dessous l'analyse.

HISTORIOGRAPHIE. — M. Charles BRUNEAU a achevé, en trois nouveaux volumes, l'édition de la *Chronique messine* de Philippe de Vigneulles¹; les tomes II et III de cette édition couvrent à peu près les XIV^e et XV^e siècles, et méritent qu'on s'y arrête. Sans doute, pour tout ce qui est antérieur à 1450, Vigneulles n'a fait qu'une compilation assez peu originale, mêlant, d'après des sources que M. Bruneau ne s'est malheureusement pas attaché à préciser, des indications d'histoire générale à des détails beaucoup plus précis d'histoire proprement lorraine et messine. Dans ces annales monotones, on ne s'arrêtera pas longuement aux données générales, qui ne font que recopier

1. Ch. BRUNEAU, *La Chronique de Philippe de Vigneulles*. T. II (de l'an 1325 à l'an 1478). Metz, Soc. d'histoire et d'archéologie de la Lorraine, 1929, 424 p. in-8° et 5 fac-similés hors texte. — T. III (de l'an 1473 à l'an 1499), 1932, 406 p. in-8°. — T. IV (de l'an 1500 à l'an 1525), 1933, 559 p. in-8°.

des chroniques connues, comme celle de Froissart. Mais, déjà, l'annaliste utilise pour l'histoire de sa « noble cité » des documents dont plusieurs sont inédits, et qu'il n'hésite pas à transcrire ou à traduire intégralement. L'auteur traite au contraire beaucoup plus longuement du xve siècle, auquel il consacre 300 pages du tome II et la totalité du tome III. A partir de l'année 1460, il utilise et suit assez fidèlement une autre chronique locale, le *Journal* de Jean Aubrion, dont il se borne bien souvent à mettre en bon français les phrases embarrassées. Mais avec les dix dernières années du règne de Louis XI commencent les souvenirs personnels de Philippe de Vigneulles, et l'intérêt du récit augmente en proportion ; les copieuses indications données sur la tentative de Nicolas de Lorraine contre Metz en 1473, le voyage de Frédéric de Habsbourg, la guerre entre René II et Charles le Téméraire, la guerre entre le même René II et Metz, retiendront l'attention des historiens. Les mésaventures de l'auteur, qui se vit prisonnier des routiers avec son père en 1490, et dont il nous donne un récit à ce point détaillé qu'il transcrit même les médiocres poèmes composés par lui en prison, en disent long sur l'insécurité qui régnait en Lorraine à la fin du xv^e siècle. L'histoire des mœurs, l'histoire économique sont également représentées par une foule de détails sur la vie urbaine, les scandales, les calamités, le prix de la vie.

La valeur de ce témoignage eût été plus immédiatement accessible au lecteur si M. Bruneau y avait joint un commentaire historique. Mais son annotation se borne presque exclusivement à l'étude de la langue, d'ailleurs fort curieuse, qu'emploie le chroniqueur, et ne cherche même pas à identifier les noms de lieux et de personnes, souvent étrangement déformés, que cite Vigneulles ; qui se douterait, par exemple, que le comte de *Breut* cité t. II, p. 16, est en réalité le comte de *Kent*? L'absence de cette annotation historique est d'autant plus regrettable dans les chapitres où le chroniqueur fait œuvre personnelle et où son témoignage devra être consulté par tous ceux qu'intéresse l'histoire de l'Est à la fin du Moyen Age.

Avec le tome III, qui renferme la fin du texte, l'introduction historique, les notes complémentaires et les tables générales, MM. Alphonse BAYOT et Édouard PONCELET achèvent la publication des œuvres de Jacques de Hemricourt (1333-1405)¹, notaire liégeois et continuateur de son frère et compatriote plus connu, Jean d'Outremeuse, dont les œuvres remplissent sept volumes de la collection in-4° de la Commission royale d'histoire. Le premier et le second volume de l'édition des œuvres de Hemricourt sont consacrés à son *Miroir des nobles de Hesbaye*. Le troisième renferme le texte du *Traité des guerres d'Awans et de Waroux* et du *Patron de la Temporalité de Liège*. Le

1. Œuvres de Jacques de Hemricourt, publiées par le baron C. DE BORMAN, Alphonse BAYOT et Édouard PONCELET ; t. III : *Le traité des guerres d'Awans et de Waroux. Le patron de la Temporalité*. Manuscrits et éditions des œuvres de J. de Hemricourt, par A. Bayot. Introduction historique, notes complémentaires et tables générales, par Éd. Poncelet. Bruxelles, Lamertin, 1931, CDLXIII-481 p. in-8°. (Publications de la Commission royale d'histoire de Belgique.)

Traité des guerres est une suite du *Miroir des nobles*. Il nous donne le récit détaillé d'une guerre privée, fameuse par sa durée et sa gravité : commencée en 1298, elle ne fut terminée qu'en 1355. C'est un tableau merveilleux, une image vivante des mœurs de la chevalerie et de la société au début du xive siècle ; si l'auteur manque de vue d'ensemble sur l'histoire et les partis politiques, son récit abonde en détails précieux sur les combats singuliers, les armures, les vêtements, les châteaux, les repas, les réceptions. — Le *Patron de la Temporalité* est d'un caractère tout différent. C'est un exposé des institutions politiques, administratives et judiciaires de la principauté de Liège, exposé tendant à réagir contre le caractère, trop démocratique à son gré, de certaines institutions municipales. Malgré ses lacunes et ses tendances, il constitue le monument le plus précieux qui nous ait été conservé pour l'histoire du droit public et de la constitution liégeoise. Hemricourt en a tiré tous les éléments de son expérience personnelle et des documents (traités de paix, statuts, records, etc.) que ses diverses fonctions le mirent à même d'étudier.

La copieuse introduction de M. Poncelet est, de son côté, une œuvre historique importante. Il ne s'est pas contenté de dégager l'essentiel des idées de Jacques de Hemricourt, de rechercher ses sources et de critiquer l'usage que le compilateur en a fait, d'en décrire et d'en classer les manuscrits, d'en apprécier les éditions antérieures. Il a fait œuvre personnelle en étudiant à son tour les classes sociales du pays de Liège, précisant et complétant ainsi sur une foule de points les données fournies par Jacques de Hemricourt. Ainsi achèvent d'être mis en valeur, avec toutes les garanties de l'érudition moderne, des textes dont peu de pays et de villes offrent l'équivalent, et dont la haute importance historique se double d'une valeur linguistique indéniable, puisqu'ils sont rédigés en français.

Le tome XI des *Chroniques de J. Froissart* avait paru en 1899 par les soins de G. Raynaud, pour la « Société de l'histoire de France ». M. Léon MIROT, après trente-deux ans d'intervalle, nous donne le tome XII¹. Il renferme le commencement du livre III des *Chroniques*, c'est-à-dire le voyage du chroniqueur à la cour de Gaston Phœbus, comte de Foix (1388), puis au port de Middlebourg en Zélande (1390), et les récits d'Espan du Lion, de Bascot de Mauléon et de Lourenço Annes Fogaçá, relatifs aux événements du midi de la France depuis l'administration du Prince Noir, aux exploits des grandes compagnies, aux croisades du roi de Chypre, et surtout aux faits dont le Portugal et la Castille furent le théâtre de 1382 à 1386. On sait que Froissart ne s'est pas piqué d'observer un ordre chronologique rigoureux, et, comme ses interlocuteurs remontent volontiers en arrière, c'est en réalité sur une période de trente ans (1356-1386) que portent leurs souvenirs.

Ce livre III a été l'objet de deux rédactions : l'une, exécutée vers 1390-

1. *Chroniques de J. Froissart*, éd. par L. MIROT ; t. XII : 1356-1386. Société de l'Histoire de France. Paris, H. Champion, 1931, lxxvii-391 p. in-8°.

1391, est représentée par de nombreux manuscrits dont le plus important est le n° 865 de la bibliothèque de Besançon, et elle a fait l'objet d'une première révision dont témoigne le manuscrit de Breslau. L'autre est postérieure à 1392 et il en existe un seul manuscrit, le n° 2650 du fonds français de la Bibliothèque nationale. C'est ce dernier manuscrit qui donne la dernière expression de la pensée de Froissart, et c'est lui que M. Mirot a pris pour base de son édition, en utilisant, pour les variantes rejetées en fin de volume, les manuscrits de Besançon et de Breslau.

L'annotation marche parallèlement avec les sommaires détaillés que l'éditeur a placés avant le texte ; cette méthode, qui ne laisse pas de prêter à bien des critiques, lui a été imposée par ses devanciers. Les perpétuelles digressions, où apparaissent continuellement des événements dont toutes les parties de l'Europe et même de l'Orient ont été le théâtre, les longues listes de personnages et de localités aux noms trop souvent altérés au point de les rendre méconnaissables, rendaient la tâche particulièrement ardue. Il est évident *a priori* qu'en dépit des concours que l'éditeur a trouvés un peu partout, elle ne saurait être parfaite. La partie la plus utile de cette annotation semble être celle qui, avec une grande précision et d'abondantes références, commente les affaires gasconnes. Au contraire, pour les événements anglais ou espagnols, M. Mirot s'est trop facilement contenté d'ouvrages superficiels ou périmés et a laissé échapper des erreurs assez graves qu'un lecteur non averti ne pourra pas toujours dépister d'emblée. Du moins a-t-il fait, pour débrouiller ce récit touffu, un effort considérable dont il mérite d'être loué.

Le récit anonyme communément appelé la *Chronique de la Pucelle*, dont la dernière édition est celle que donna en 1859 Vallet de Viriville, a déjà retenu l'attention des historiens par sa connaissance, directe semble-t-il, des événements auxquels fut mêlée Jeanne d'Arc, et par l'utilisation parfois textuelle qu'il a faite d'autres sources narratives, d'où se posent d'intéressants problèmes de filiation. Récemment, M. Ch. Samaran avait supposé que son auteur, tout en prenant pour base la chronique officielle de Jean Chartier, y avait ajouté les renseignements complémentaires et personnels qu'il possédait sur la Pucelle et son temps ; mais la personne de l'auteur restait encore inconnue. M. René PLANCHENAULT reprend la question en un long mémoire¹ où il étudie successivement les rapports de cette chronique avec les autres sources narratives de l'époque : Chronique de Jean Chartier, Geste des nobles, Journal du siège, Histoire de Charles VI, etc. Ayant éliminé tout ce qui n'est que compilation, soit de chroniques connues, soit d'ouvrages disparus, il ne retient guère qu'une cinquantaine de fragments ayant un caractère original. Il en tire, sur l'auteur, les renseignements suivants : il a assisté

1. R. PLANCHENAULT, *La « Chronique de la Pucelle »*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XCIII (1932), p. 55-104.

au procès de réhabilitation de Jeanne, il résidait à Poitiers de 1422 à 1429, il est un familier du Parlement ; il connaît bien les régions de Beauvais, de Laon et de Reims ; il parle avec sympathie du duc d'Alençon. Tous ces faits, et d'autres encore, font penser à Jean Jouvenel, qui fut avocat de Charles VII au parlement de Poitiers, puis successivement évêque de Beauvais, de Laon et archevêque de Reims. La *Chronique de la Pucelle* aurait été compilée par lui, ou préparée à son intention et sous sa dictée, puis complétée au début de 1456. Il y aurait utilisé les Mémoires aujourd'hui perdus d'Ambroise de Loré, le compagnon de Jeanne, auxquels puisa aussi Jean Chartier, et un récit du siège d'Orléans qui fut également la source de la *Geste des nobles*. Si les conclusions de M. Planchenault se démontrent exactes, la chronique, assez décriée jusqu'ici, acquiert une valeur nouvelle. Composée par le juge du procès de réhabilitation, et reproduisant le récit d'un compagnon d'armes de la Pucelle, elle serait donc une source de première importance pour l'histoire de Jeanne d'Arc.

L'*Histoire de Charles VII* et l'*Histoire de Louis XI*, de Thomas Basin, auxquels ont recours tous les historiens du xve siècle, avaient été, de 1855 à 1857, éditées par Quicherat, qui, le premier, avait précédemment découvert la véritable personnalité de l'auteur et renvoyé dans le néant le pseudo-Amelgard, prêtre du diocèse de Liège, auquel les historiens des siècles antérieurs avaient attribué la paternité de l'œuvre. L'édition de Quicherat reproduisait le manuscrit 5962 du fonds latin de la Bibliothèque nationale, où est conservée la dernière version des deux chroniques. Depuis fut découvert, et plusieurs fois utilisé, le manuscrit de Göttingen, qui représente une mise au net un peu antérieure de la première version et qui, outre des notes marginales autographes, des retouches de détail montrant les changements d'opinion de Basin, contient quelques passages entièrement nouveaux. C'est ce manuscrit que M. Charles SAMARAN a pris pour base de sa nouvelle édition, dont le premier volume est publié dans la collection des « Classiques de l'histoire de France au Moyen Age¹ ». Une courte mais substantielle introduction résume, d'après les travaux de Quicherat et les découvertes de M. Samaran lui-même, tout ce qu'il faut savoir de l'auteur, de ses œuvres non historiques, des manuscrits et des éditions, et fixe très justement la valeur du témoignage. On sait que Basin, originaire du pays de Caux, et après des études commencées à Paris et terminées en Italie, devint un personnage considérable dans la Normandie anglaise où l'évêché de Lisieux lui fut donné en 1447. Deux ans plus tard, il se rendait aux Français, et fut dès lors l'un des conseillers les plus écoutés de Charles VII qu'il mit en garde notamment contre les intrigues du Dauphin. Ses relations avec ce dernier, devenu le roi Louis XI, ne pouvaient être cordiales. Il prend part à la Ligue du Bien Pu-

1. Thomas BASIN, *Histoire de Charles VII*, éd. par Ch. SAMARAN. T. I. Paris, Les Belles-Lettres, 1933, XLVIII-309 p. in-8° ; prix : 30 fr.

blic, s'enfuit en Bourgogne, rentre en grâce, s'exile enfin en 1470, et ne devait plus revoir la France. Bien qu'ayant écrit son *Histoire* à Trèves, dans les tristesses de l'exil, vers les années 1470-1476, Basin, au moins pour ce qui concerne Charles VII, ne fait pas preuve d'une trop grande partialité. Mais sa documentation, sur des périodes relativement lointaines, présente de graves lacunes. Il nous donne « un mélange assez décevant de souvenirs personnels, de renseignements de première main, d'utilisation plus ou moins libre de chroniques et de documents d'archives, de relations écrites... et enfin de correspondances personnelles », le tout en un style qui veut singer les grands historiens latins et n'arrive qu'à une verbosité pompeuse et intolérable. La nouvelle édition est accompagnée d'une traduction qui s'efforce de rendre en un français clair les redondances et les obscurités de l'original, tour de force qu'on ne saurait trop louer. Elle est enfin enrichie de notes historiques succinctes, mais qui font état des derniers travaux érudits, mettent au point des questions de détail et soulignent la valeur de telle ou telle page. Pour l'instant, M. Samaran a mis à notre disposition les trois premiers livres de l'œuvre de Basin, qui conduisent le récit jusqu'en 1445. On n'attendra pas sans impatience la fin de l'*Histoire de Charles VII* et la totalité de l'*Histoire de Louis XI*.

OUVRAGES GÉNÉRAUX. — On ne saurait passer ici sous silence certains ouvrages qui, bien que ne traitant pas exclusivement de la France ou débordant le cadre chronologique de ce bulletin, sont d'une importance qui leur donne au moins droit à une brève mention. Dans la nouvelle collection de manuels destinés à faciliter les travaux d'approche des étudiants, M. Joseph CALMETTE a donné un volume sur l'*Élaboration du monde moderne*¹, dont les neuf chapitres retracent l'histoire du monde aux XIV^e et XV^e siècles. On connaît l'économie de ces ouvrages : pour chaque chapitre, un résumé très succinct des grands événements, mais qui peut à l'occasion orienter les recherches dans des directions nouvelles et dont les vues ingénieuses seront souvent utiles, puis une étude des sources, et des indications bibliographiques aussi abondantes que bien choisies et bien commentées. Enfin, sous le titre d'« état actuel des questions », on indique soit quelles questions restent encore controversées, soit sur quel sujet nous manquons encore d'études probantes ; ces discussions seront donc de valeur et d'importance très variées. Pour nous borner à celles qui touchent l'histoire de France, on pourra juger hors-d'œuvre celle qui expose la légende de la survivance de Jean I^{er} ; par contre, les jugements sur la crise de 1355-1358, sur les obscurités du règne de Charles VI, étaient nécessaires ; elles montreront aux étudiants et au

1. J. CALMETTE, *L'élaboration du monde moderne*. Paris, Presses universitaires de France, 1934, XXXII-584 p. in-8° ; fasc. 5 de la collection « Clio », introduction aux études historiques ; prix : 40 fr. — L'*histoire de France* est répartie dans les chapitres I, II, IX ; les chapitres VII et VIII traitent de la vie économique et sociale et de l'*histoire littéraire et artistique*.

grand public, trop avides de certitudes mal étayées, quelles taches d'ombre s'étendent encore sur certaines pages de notre histoire. Les trois pages consacrées à Jeanne d'Arc sont d'une pénétration rare. Il faut souhaiter à ces manuels, d'un maniement si commode — malgré une typographie défectueuse — le plus large succès. Les éditions ultérieures pourront corriger les fautes d'impression, surtout nombreuses dans les titres d'ouvrages étrangers et, ce qui est plus grave, dans le nom de leurs auteurs, tenir compte des études importantes au fur et à mesure de leur apparition, et combler enfin les quelques lacunes bibliographiques qu'on pourrait signaler çà et là.

Très différent, malgré l'analogie du titre, est l'ouvrage de M. J. HUIZINGA, professeur à l'Université de Leyde, sur le *Déclin du Moyen Age*, dont l'édition française¹ est de deux ans postérieure à la traduction anglaise. Loin d'étendre ses recherches dans l'espace et dans le temps, ce volume ne remonte guère au delà des premières années du xve siècle et limite son champ d'action géographique à la France et à l'État bourguignon, dont il étudie et analyse la civilisation. L'Italie, déjà touchée par la Renaissance, l'Espagne, l'Allemagne, l'Angleterre, beaucoup moins évoluées, sont délibérément laissées de côté. Par contre, ce sont les écrivains, les chroniqueurs, les poètes et les moralistes de France et des Pays-Bas que M. Huizinga invoque et cite pour nous brosser un tableau de la société, des mœurs et des aspirations morales, religieuses ou esthétiques du xv^e siècle. L'éloge de cette brillante synthèse n'est plus à faire ; les vues neuves y abondent, et qui modifient souvent la conception qu'on se faisait du Moyen Age finissant. L'auteur s'inscrit en faux, par exemple, contre l'opinion courante qui veut voir dans la survie de l'esprit chevaleresque un anachronisme ridicule et une mascarade vainc et sans portée. Selon lui, l'idéal chevaleresque est d'autant plus puissant qu'il ne correspond plus à la réalité sociale, et l'on ne saurait sous-estimer son influence encore considérable. Ailleurs, une remarque que devraient méditer les auteurs de manuels, trop facilement enclins à généraliser et à ordonner : c'est sans le savoir que les princes et leurs ministres ont jeté les fondements des Etats modernes ; leurs conceptions politiques restaient presque toujours rudimentaires, pour ne pas dire puériles. Ailleurs encore, certaines caractéristiques intellectuelles et morales, que Burckhardt déclarait nouvelles chez les hommes de la Renaissance, sont restituées avec raison à l'âge antérieur. Sans doute serait-il aisément de critiquer un tableau basé presque exclusivement sur des témoignages littéraires, d'où il est souvent difficile de distinguer ce qui est trait commun de ce qui demeure exception. La même critique aurait pu s'adresser jadis aux ouvrages analogues que Ch.-V. Langlois avait écrits sur les XIII^e et XIV^e siècles. Sans doute aussi

¹. J. HUIZINGA, *Le déclin du Moyen Age*. Traduit du hollandais par J. BASTIN, chargé de cours à l'Université de Bruxelles ; préface de Gabriel HANOTAUX. Paris, Payot, 1932, 407 p., in-8°, dans la « Bibliothèque historique » ; prix : 36 fr.

pourra-t-on mettre en doute tel jugement ou estimer déplacée la terminologie freudienne appliquée aux manifestations de l'amour courtois. Mais nul ne pourra lire sans profit ce volume où, chose si rare, on garde à tout instant le contact avec une époque captivante par son déséquilibre et ses contradictions mêmes. Malgré une traduction souvent défectueuse et une impression déplorable, cette édition française met à la portée du grand public comme des spécialistes un ouvrage de tout premier plan.

Sous le titre de *La galerie des rois*, M. Pierre CHAMPION¹ a eu l'ambition d'écrire à l'usage du grand public, et dans l'espace très réduit de 350 pages, une histoire de France des origines à la mort de Henri IV. On voit tout de suite ce que la tentative a d'audacieux, et quels dangers se présentaient à l'auteur : choix et arrangement arbitraire des faits, détails réduits au minimum ou comprimés à l'excès, vues sommaires, et enfin, pour certaines périodes, connaissances qui ne pouvaient être que de seconde ou de troisième main. Il s'en faut que M. Champion ait également évité tous ces écueils. Le moins qu'on puisse dire de son livre est qu'il reste d'une valeur très mêlée. Dès les premières pages, on le voit se laisser aller une fois de plus à ce déterminisme géographique de forme lyrique, dont la vogue remonte à Vidal de La Blache, et qui a produit, entre autres, chez les auteurs de manuels scolaires, la « mystique de l'hexagone ». S'inspirant de Jullian, il présente les doctrines de notre école celtisante — déjà elles-mêmes fort sujettes à caution — sous une forme sommaire et outrancière. Enfin, tout ce qui concerne l'histoire politique jusqu'au xive siècle inclusivement semble avoir été écrit en grande hâte, avec le double souci du pittoresque et de la profondeur, d'où mélange de détails chatoyants et de vues systématiques qui donnent le vertige. Il serait facile d'y relever des erreurs de faits ou de dates², des lacunes et des contradictions. Avec Charles VII et Louis XI, M. Champion pénètre dans un domaine qui est le sien ; les cinquante pages consacrées au xv^e siècle sont donc infiniment meilleures, les faits y sont mieux choisis, les événements mieux expliqués, encore que Louis XI y apparaisse sous des traits que d'aucuns jugeront flattés, et d'où l'on ne saurait comprendre les haines que ce « bon » roi a laissées derrière lui. Car il ne suffit pas, pour justifier une partialité en faveur de Louis XI, d'accuser la partialité inverse de Thomas Basin et des chroniqueurs bourguignons. Il reste le fait que le roi n'était pas aimé, et cela demande une explication. L'histoire du xvi^e siècle est beaucoup plus développée, puisqu'elle occupe à elle seule la moitié, ou presque, de l'ouvrage. Le règne de Henri III, que M. Champion connaît à

1. P. CHAMPION, *La galerie des rois. Histoire de France des origines à la mort de Henri IV*, 481-1610. Paris, Bernard Grasset, s. d. (1934), 375 p. in-8° ; prix : 25 fr.

2. Charlemagne lève des impôts ; Ingeburge devient la grand'mère de Louis IX, Charles d'Orléans l'aïeul de François I^r. Philippe le Bel ne monte plus sur le trône qu'en 1286. Galéas II Visconti est confondu avec son fils Jean Galéas, et on lui fait payer la totalité de la rançon de Jean le Bon, etc.

merveille, puisqu'il vient de publier le *Mémorial de Jules Gassot* et qu'il prépare une édition des lettres du souverain, est l'objet d'un récit dont les jugements sont neufs et pénétrants. Mais, quand on referme le livre, on saperçoit qu'il y a contradiction entre son titre et son sous-titre. Ce n'est pas une histoire des rois qu'écrivit M. Champion, malgré les paragraphes consacrés au caractère de chacun ; les souverains restent souvent dans l'ombre ; leur apport personnel aux événements n'est pas assez nettement délimité. Cette brève histoire politique de la nation française au Moyen Age et pendant la Renaissance, écrite en un style étrange, montre une fois de plus combien il est dangereux, même pour un érudit averti, de s'attaquer à de trop grands sujets et d'explorer de trop vastes horizons. L'histoire est une science difficile.

Le livre de M. Gaston Dodu sur *Les Valois*¹, dont plusieurs chapitres ont déjà paru dans des périodiques et ici même, embrasse à peu près la même période que celui de M. Champion, si l'on met à part les prolégomènes de ce dernier. C'est un livre sur lequel on ne saurait émettre un jugement hâtif. Longuement mûri, précédé de minutieuses recherches dans les sources imprimées et d'abondantes lectures d'ouvrages de détail, il s'est proposé pour but de retracer l'histoire d'une maison royale, qui régna sur la France au cours de deux siècles et demi, tout chargés d'événements et de transformations capitales. La méthode de M. Dodu est la suivante : pour chaque règne, il analyse d'abord les sources narratives et les publications de documents les plus importantes, juge brièvement les historiens qui ont traité le même sujet, en rappelant le point de vue et l'apport de chacun, et ne néglige même pas, à l'occasion, les œuvres littéraires ou dramatiques qui reflètent l'opinion qu'une époque se faisait d'un roi. Puis, il essaye de dessiner la personnalité de chacun des souverains et de peser qualités et défauts. Son livre est donc un tribunal pour les rois et pour leurs historiens. Dualité qui ne laisse pas d'être embarrassante, car les longues pages bibliographiques placées en tête de chaque essai ralentissent singulièrement le récit, sans réussir pour cela à être ni complètes ni même toujours exactes². Il pose en principe, dans l'introduction, que chacun des Valois doit être jugé d'après le trait dominant de son caractère, qu'on doit étudier Charles V en fonction de sa sagesse, Charles VI de sa folie, Charles VII de sa prédilection pour le Berry (province

1. G. DODU, *Les Valois. Histoire d'une maison royale*. Paris, Hachette, 1934, xvi-473 p. in-8°.

2. Il n'est pas vrai que Philippe le Hardi attende toujours que les historiens s'occupent de lui (p. 200). Les deux ouvrages d'Ernest Petit et de Cartellieri, qu'ignore M. Dodu, nous permettent de connaître en gros le personnage et sa politique. — Les erreurs de transcription sont fréquentes : ainsi, p. 152, M. Diamant-Berger devient Tramanberger, B. de Mandrot devient M. Mandrot ; il existe d'autres lettres de Louis XI, publiées depuis l'édition de Vaesen et Mandrot, que celles indiquées à la note 3. — Enfin, ce qui est pire, M. Dodu n'a pas su éluder dans sa bibliographie et ne nous fait grâce d'aucun des ouvrages consultés, même de ceux qui sont sans valeur.

dont l'auteur est originaire et pour laquelle il manifeste une faiblesse plaisante). Il est heureux que, dans le corps même du livre, il ait renoncé à pousser trop loin cette systématisation simpliste et partielle qu'annonçait la préface. Mais il est évident que, familiarisé de fraîche date seulement avec la période historique en question, il n'a pu, malgré l'étendue de ses lectures et l'abondance de sa documentation, se mettre toujours, comme il le dit malencontreusement à propos de Louis XI, « au diapason de l'ambiance ». Il lui arrive même trop souvent de laisser échapper des erreurs de faits ou de dates¹, d'oublier des choses essentielles, de se contredire ou de forcer le ton. Pour borner nos exemples au chapitre sur Louis XI, on pourra juger bien sommaire le tableau de la France en 1461 (p. 153-156), trop outrée la comparaison entre Louis, les hommes de 89 et le Comité de Salut Public (p. 164-170) — car si le règne fut par certains côtés révolutionnaire, ce n'est certes pas dans le sens où l'entend M. Dodu — contestable la conclusion (p. 190-192). Par contre, les pages 178-188, en un tableau vigoureux, marquent à merveille ce qu'il faut retenir des accusations portées contre le roi et indiquent les limites que ne peut honnêtement dépasser l'apologie. C'est bien là que réside la valeur réelle de cet ouvrage trop compact, mais qui ne peut laisser indifférent : dans des remarques et des rapprochements fréquemment ingénieux (à côté de choses plus contestables), dans l'accumulation de détails frappants, dans des formules parfois heureuses. Le lecteur qui saura se tenir sur ses gardes, contrôler l'excessif ou l'erroné, tirera grand profit de cette introduction à des études plus poussées.

HISTOIRE POLITIQUE ET BIOGRAPHIES. — Il est regrettable que les nécessités matérielles forcent M. Jules VIARD à publier dans des périodiques dispersés les chapitres de l'histoire de Philippe VI de Valois à laquelle il travaille de longue date. Le plus récent de ces articles relate en vingt-cinq pages les débuts du règne² : les difficultés qui s'élèvèrent à la mort du dernier Capétien, la façon dont Philippe fut appelé au gouvernement, puis hissé sur le trône, le règlement de la succession de Navarre et de Champagne, la liquidation du douaire de la dernière reine, le procès du trésorier royal, enfin le couronnement à Reims, font l'objet d'un récit minutieux. M. Viard s'arrête aux préparatifs de l'expédition de Flandre, à quoi il avait consacré une étude antérieure.

Roland DELACHENAL est mort en 1923, avant qu'ait pu paraître la fin de

1. La régence de Louis d'Anjou aurait duré de 1380 à 1388 (p. 209). Rappelons qu'à proprement parler Louis ne fut régent que pendant quelques semaines. S'il exerça ensuite quelque influence, son départ pour l'Italie en 1382, sa mort en 1384 devaient naturellement y mettre fin. — Louis d'Orléans, nous dit-on p. 211, « n'a éprouvé nulle envie, à l'avènement de son frère Charles VI, de disputer le pouvoir aux oncles ». L'envie eût été surprenante chez un enfant de huit ans. De pareilles bêtises sont graves.

2. J. VIARD, *Philippe VI de Valois. Débuts du règne (février-juillet 1328)*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XCV (1934), p. 259-283.

sa monumentale *Histoire de Charles V*, dont les trois premiers volumes avaient vu le jour entre 1909 et 1916. C'est à M. Léon Le Grand qu'incombe la tâche délicate de préparer pour l'impression les tomes IV et V¹. Ainsi se trouve achevé l'admirable tableau d'un règne, en un ouvrage qu'on serait tenté de dire définitif, si le mot avait un sens en histoire. De toutes façons, il est, pour le XIV^e siècle, le plus important de ceux qui aient paru depuis longtemps. Sans doute, les derniers volumes n'atteignent pas partout l'excellence qui caractérisait leurs prédecesseurs, soit que la plume de l'auteur se soit un peu relâchée dans ses dernières années, soit que la révision nécessaire ait souffert de sa disparition, malgré les soins diligents et compétents de ceux qui ont terminé le travail. Mais ils restent d'une haute tenue, et leur valeur est toujours grande.

Le tome IV, après de solides chapitres sur la principauté d'Aquitaine et les difficultés d'application du traité de Calais, entre dans le vif de son sujet avec le fouage aquitain de 1368, d'où devait sortir l'appel des seigneurs gascons et la rupture franco-anglaise. La chronologie de ces appels et de la procédure parlementaire qui s'ensuivit est établie avec la plus grande rigueur. Non moins fouillées sont les pages que Delachenal consacre aux préparatifs militaires, aux conquêtes françaises, aux chevauchées anglaises, aux opérations maritimes, sans oublier la paix de Vernon avec le roi de Navarre et la première occupation de la Bretagne par les Français. Moins parfait nous semble le dernier chapitre, qui raconte surtout les efforts pacifiques de Grégoire XI et les pourparlers de paix entre la France et l'Angleterre à Bruges. Les archives anglaises, que Delachenal a délibérément ignorées, lui auraient permis de pénétrer dans le secret des négociations, dont il se contente de nous donner le cadre vide, et dont la chronologie même reste pour lui assez obscure et imprécise : force lui est, pour combler tant bien que mal ces lacunes, de faire de larges emprunts à un ouvrage contemporain, le *Songe du Verger*, dont les discussions théoriques ne sont pas toutes valables pour telle ou telle phase des négociations.

L'année 1377 marque sans contredit l'apogée du règne de Charles V ; l'histoire des trois années suivantes, réservée au tome V, est d'une lecture plus mélancolique. La guerre, après la brillante campagne de 1377, ne donna plus les résultats escomptés. Bientôt des événements douloureux allaient assombrir les derniers jours du souverain : les débuts du Grand Schisme, la trahison navarraise (à laquelle il fut heureusement possible de parer), la confiscation manquée de la Bretagne, la rébellion de Montpellier, la mort de Du Guesclin, la chevauchée de Buckingham, autant de coups portés à l'œuvre du « sage » roi. A chacune de ces questions est réservé un chapitre ; celui sur le Grand Schisme ne pouvait guère que se borner à résumer l'ou-

1. R. DELACHENAL, *Histoire de Charles V*. T. IV. Paris, A. Picard, 1928, VIII-610 p. in-8°. — T. V, 1931, 529 p. in-8°.

vrage de Noël Valois, sans faire état d'une documentation renouvelée ; les autres sont infiniment plus neufs et plus instructifs. Peut-être pour donner une dernière note glorieuse au milieu de ce triste récit, l'auteur a cru devoir s'étendre un peu trop longuement sur la visite de l'empereur Charles IV. Très développé aussi, le récit de la mort du roi ne peut cacher l'émotion que ressentait Delachenal à se séparer de son héros. Tout compte fait, l'ouvrage n'est pas seulement, comme son titre pourrait le laisser entendre, l'histoire d'un roi. Toute l'histoire politique y reçoit les larges développements qu'elle comporte ; si l'on y avait ajouté quelques chapitres sur l'histoire sociale et administrative, nous aurions là un tableau complet de la France pendant le troisième quart du XIV^e siècle. Ajoutons que M. Le Grand a joint au dernier volume un index général — qui serait encore plus utile s'il était plus analytique et ne se restreignait pas aux seuls noms propres — et un trop bref *erratum*¹.

Le *Songe du Verger*, auquel nous venons de faire allusion, est le plus important et le plus fameux des ouvrages de droit public écrits en France dans les derniers siècles du Moyen Age. Il mérite également une place dans l'histoire littéraire ; historiens et juristes l'invoquent et le citent encore souvent. Cependant, on ignorait jusqu'ici le nom et la personne de son auteur. On avait pensé aux écrivains les plus connus de l'époque de Charles V, Nicolas Oresme, Raoul de Presles, Philippe de Mézières et bien d'autres. En réalité, l'auteur ne portait aucun de ces grands noms, comme le prouve M. A. COVILLE². Tout ce qu'on savait d'après l'*explicit* des manuscrits du texte latin, c'est qu'il avait été achevé le 16 mai 1376 et que, deux ans avant cette date, l'auteur avait été pourvu d'un office à l'Hôtel du roi et était entré au conseil royal. Ce dernier renseignement concorde avec ce que l'on sait d'un personnage qui était le conseiller du roi en octobre 1374 : le Breton Évrart de Trémaugon, docteur en droit civil et canon, professeur à la Faculté de décret de Paris, puis doyen de Chartres et évêque de Dol, mort en 1396 ; attribution que confirme amplement l'examen de l'œuvre elle-même, rédigée d'abord, comme on sait, en latin et remaniée ensuite en français. Par exemple, l'imitation parfois textuelle du *Somnium* du célèbre juriste bolonais Jean de Legnano que, dans une des leçons d'Évrart de Trémaugon qui nous ont été conservées, il appelle précisément son maître, *dominus meus*, ou encore la formation universitaire et juridique que révèle le *Songe*, ou une allusion à

1. On pourrait y ajouter, entre autres : t. IV, p. 567, n. 1, la trêve datée du 11 février 1374 est d'ancien style, donc de février 1375 nouveau style ; — p. 587, n. 1, « le héraut du connétable s'appelait Claquin » est le résultat d'une étourderie : le héraut Claquin est le héraut de Du Guesclin, et son nom nous reste inconnu ; — p. 593, titre courant, au lieu de *Charles d'Anjou*, lire *Louis d'Anjou* ; — t. V, p. 3 et 4, au lieu d'évêque de *Hertford*, lire *Hereford*, la ville de Hertford au nord de Londres n'étant pas alors le siège d'un évêché, tandis que Hereford, dans les marches galloises, l'était, etc.

2. A. COVILLE, *Évrart de Trémaugon et le Songe du Verger*. Paris, E. Droz, 1933, 83 p. in-8°.

ses fonctions de maître des requêtes à l'Hôtel, l'importance donnée aux affaires de Bretagne, tout cela concourt, semble-t-il, à identifier définitivement l'auteur.

Il nous manque encore une bonne biographie de Bertrand du Guesclin, l'un des auxiliaires les plus précieux de Charles V dans l'œuvre de relèvement de la France qui est le trait saillant de son règne. L'ouvrage classique, malgré sa date déjà ancienne, de Siméon Luce sur la jeunesse du futur connétable, nous fait regretter que la vie entière de Du Guesclin n'ait pas trouvé dès lors son historien. L'étude biographique due à la plume de Miss M. S. COSYN, et dont est publiée une traduction française¹ — qui d'ailleurs ne nous a pas été communiquée — ne saurait remplir cette importante lacune dans nos connaissances. Ouvrage de seconde main, écrit pour le grand public de langue anglaise, il ne peut apporter, sur le rôle du connétable, sur son activité militaire ou ses talents de tacticien, les jugements définitifs que nous attendons encore. Les spécialistes n'y trouveront qu'une maigre pâture, mais certains lecteurs seront peut-être retenus par la vivacité du récit.

Nous dirons presque la même chose d'une brochure où M. F. VATIN² retrace un épisode de cette vie mouvementée, à savoir les trois campagnes d'Espagne auxquelles Du Guesclin prit part, et qui sont capitales pour l'histoire générale, puisque les luttes dynastiques de la Castille jouèrent un rôle si important dans la solution du problème franco-anglais et que l'angoissante question des compagnies s'en trouva pour un temps résolue. M. Vatin reconnaît ingénument que ses seuls titres pour écrire cette histoire après bien d'autres sont qu'il habite la Normandie, séjour d'élection du connétable, et qu'il a fait de nombreux voyages en Espagne. On avouera que cela n'est pas tout à fait suffisant pour s'improviser historien. De fait, sa brochure décèle partout l'amateur. Il ignore que Delachenal, au tome III de son *Histoire de Charles V*, a fait de ces événements un récit fouillé, dont les archives aragonaises lui avaient fourni les principaux éléments. Il préfère se limiter, sans beaucoup de sens critique, au témoignage de chroniques souvent suspectes et d'historiens modernes presque toujours périmés. L'utilité de ce nouveau récit, qui ne fera que perpétuer bien des erreurs, ne saute pas aux yeux.

S'attacher à lui la noblesse du sud-ouest, tel fut le principal souci de Charles V dans sa lutte contre l'Angleterre et dans la préparation de la revanche du traité de Calais. Les seigneurs gascons furent ainsi amenés à jouer, dans les moments décisifs de cette lutte, un rôle éminent qui les fait sortir un instant des cadres de l'histoire locale. Résumant et reprenant ses études

1. M. S. COSYN, *Bertrand du Guesclin, 1320-1380*. Paris, Payot, Bibliothèque historique, 1934, 319 p. in-8°.

2. F. VATIN, *Une page d'histoire de France. Du Guesclin en Espagne (campagnes de 1366, 1367 et 1368-1369)*. Saint-Lô, Lejeune, s. d. (1931), vi-88 p. in-8°, avec 14 cartes ou gravures hors texte.

antérieures, M. G. LOIRETTE retrace avec beaucoup de science tout ce que l'on peut savoir sur les rapports d'Armand Amanieu, seigneur d'Albret, avec la France et l'Angleterre entre 1364 et 1380¹. Dénoué de tout scrupule, ce seigneur féodal n'avait d'autre ambition que de se vendre au plus offrant : de là ses changements assez brusques d'allégeance. Sa famille était très dévouée à l'Angleterre, de qui elle recevait la pension importante de 1,000 livres d'esterlins. Après son avènement, qui remonte à 1358, Armand Amanieu ne chercha d'abord qu'à plaire suffisamment aux Anglais pour se voir continuer cette pension. Pourtant, il fut l'un des seigneurs méridionaux qui protestèrent contre les stipulations du traité de Calais les soustrayant à la souveraineté française, et on le vit accompagner Charles V à son sacre. Mais, dès 1365, il s'alliait au pire ennemi de la France, à Charles le Mauvais, dont il escomptait des concessions territoriales et financières. En 1368, nouvelle volte-face : mari, depuis le 4 mai, de la belle-sœur de Charles V, il attendit quatre mois pour suivre le comte d'Armagnac dans son appel au roi de France ; c'est qu'il voulait d'abord se faire monnayer son appui. Le roi le couvrit d'or : pension de 1,000 livres, subvention annuelle de 60,000 francs pour la durée de la guerre, et, en 1373, don de Marmande reconquise sur les Anglais. L'alliance valait ce prix, car non seulement Armand Amanieu jouissait d'un grand prestige dans la région et entraîna l'adhésion de plusieurs petits seigneurs, mais ses possessions, largement étalées dans les Landes, allaient couper en deux les territoires anglais entre Bayonne et Bordeaux.

Les dix dernières années du XIV^e siècle sont marquées par un renouveau de l'idée de croisade et par des expéditions chez les Infidèles, dans lesquelles la chevalerie française, désœuvrée par les trêves franco-anglaises, joua un rôle insignifiant. Delaville Le Roux avait déjà étudié, dans son livre sur *La France en Orient au XIV^e siècle*, l'expédition de Barbarie de 1390. M. Léon MINOT y consacre aujourd'hui une élégante brochure². Il s'agit d'une expédition de police destinée à protéger le commerce méditerranéen contre les pirates des côtes africaines. Elle avait été demandée à Charles VI par la République de Gênes, très intéressée à la liberté du commerce maritime, en grande partie financée par elle, et commandée, pour les contingents français, par Louis, duc de Bourbon, oncle maternel du roi. C'est sous les murs de al-Mahdiya, à soixante-cinq kilomètres au sud de Tunis, entre Sfax et Sousse — appelée alors Africa ou Auffrique — qu'aboutit le voyage. Bril-

1. G. LOIRETTE, *Armand Amanieu, sire d'Albret, ses rapports avec la monarchie française de 1364 à 1380*, dans les *Annales du Midi*, t. XLIII (1931), p. 5-39. — Il est regrettable que les Rôles grecs du Public Record Office n'aient été ni publiés, ni inventoriés pour le XIV^e siècle. Les érudits français songent rarement à les compiler, et M. Loirette y eût trouvé l'utile contre-partie de ce que lui ont fourni les documents français.

2. L. MINOT, *Une expédition française en Tunisie au XIV^e siècle. Le siège de Mahdia, 1390*. Paris, J. Schemitz, 1932, 50 p. in-4°, avec 4 planches et 1 carte hors texte (extrait de la *Revue des Études historiques*, t. XCVII, 1931, p. 357-406).

lante démonstration, mais vaine, car, après deux mois de siège, le corps débarquement, dont les assauts contre la place avaient échoué, faute d'un matériel suffisant, dut reprendre la mer. La partie la plus neuve du travail de M. Mirot est la liste qu'il a dressée des seigneurs français ayant pris part à l'expédition, et d'où l'on pourra tirer d'utiles conclusions sur les mœurs chevaleresques et l'aire géographique de l'expansion de l'idée de croisade à la fin du XIV^e siècle.

C'est également une expédition en grande partie française que la croisade organisée en 1396 pour arrêter l'invasion ottomane dans les plaines danubiennes, et qui se termina par un désastre insigne sous les murs d'une petite place bulgare, Nikopol ou Nicopolis. Elle avait déjà retenu l'attention de divers savants allemands et de tous ceux qu'intéressait la question d'Orient au XIV^e siècle. M. Aziz Suryal ATIYA¹ y revient à nouveau et en donne une copieuse monographie où il a tiré tout le parti possible des sources occidentales et orientales qu'il avait à sa disposition. Étant donné le caractère fragmentaire de ces sources, il n'a pu résoudre que les problèmes les plus importants. Selon lui, c'est à Sigismond de Hongrie qu'il faut restituer l'initiative de la croisade, d'ailleurs préparée de longue date en Occident par une propagande littéraire, politique et religieuse dont il rappelle les principales manifestations. Le contingent français, ou plutôt bourguignon, de composition fort brillante, et placé sous le commandement du jeune comte de Nevers, que devait conseiller un vétéran comme Boucicaut, ne se distingua ni par la discipline, ni par la prudence, ni par la science militaire ; tout au long de la route, il accumula les ruines et les pillages. S'il parvint à prendre deux petites places sur le Danube, Viddin et Rahova, il échoua devant Nikopol, et, malgré les avis contraires des contingents hongrois et valaques mieux placés pour comprendre la situation, fonça tête baissée sur l'armée de secours qu'amenaient Bayézid (25 septembre 1396). Le récit de la bataille, accompagné d'un bon plan, montre chez M. ATIYA la connaissance directe du terrain. Il ne lui reste plus ensuite qu'à rappeler les efforts et les sacrifices faits par Charles VI pour obtenir la libération des prisonniers, au rang desquels se trouvait Jean de Nevers, le futur Jean sans Peur. Ainsi se terminait par un échec retentissant la dernière des grandes croisades, qui marque un tournant dans l'histoire de l'Orient chrétien. D'intéressants documents, fragments inédits d'œuvres de Philippe de Mézières, ou comptes tirés des archives bourguignonnes, complètent utilement le récit².

1. A. S. ATIYA, *The Crusade of Nicopolis*. Londres, Methuen, 1934, XII-234 p. in-8°, avec 3 cartes.

2. Quelques critiques, qui montreront avec quel intérêt nous avons lu cette monographie : la bibliographie surabondante (p. 205-227) est, cependant, loin d'être complète. Entre autres, l'itinéraire de Philippe le Hardi, dressé par E. Petit, les études de M. Mirot sur Diane Raponde contenaient des renseignements qui n'ont pas été utilisés. — Il est impossible, comme le suggère l'auteur (p. 46-48), que le comte de Huntingdon ait été à la tête du contingent

Ce n'est pas seulement en Orient que s'exerça l'influence française sous le règne de Charles VI. La politique du roi et des princes des fleurs de lis fut partout active, et nulle part plus entreprenante qu'en Italie. Il nous manque encore sur ce point une bonne étude d'ensemble, qui serait doublément instructive, car elle montrerait combien fut grand le rayonnement de la monarchie des Valois, même aux heures les plus sombres de son histoire, et elle jetterait d'utiles lumières sur les origines des guerres d'Italie, dont les germes sont déjà puissants cent ans au moins avant la descente de Charles VIII. Noël Valois, A. de Circourt, Durrieu, M. E. Jarry ont déjà écrit de beaux chapitres de cette histoire. M. Léon Mirot, dont la plume féconde résume les travaux antérieurs et utilise les archives italiennes qu'il connaît fort bien, amorce un nouveau chapitre, celui des relations de la France avec Florence sous Charles VI. Son premier mémoire¹ se borne, d'ailleurs, aux préliminaires de l'alliance florentine et ne dépasse pas l'année 1395. Tâche ingrate que d'essayer d'y voir clair dans le jeu subtil des intrigues italiennes, mais tâche nécessaire. Florence, inquiétée par les visées napolitaines des Anjou, directement menacée par les conquêtes de Jean-Galéas Visconti, puis par le projet d'alliance franco-milanaise conclu à Pavie en mars 1391 (et dont on nous donne pour la première fois le texte et l'analyse), et par les préparatifs d'une descente française en Italie, destinée à rétablir Clément VII à Rome, mise en péril enfin par la mort de son seul soutien, le comte Jean III d'Armagnac, et par les ambitions du duc d'Orléans dans le « royaume d'Adria », voyait partout les Valois s'unir à ses pires ennemis. Pourtant, à partir de 1393, la situation évolue rapidement en faveur d'un renversement des alliances : refroidissement des rapports entre Paris et Avignon, propagation des maîtres parisiens en faveur de la voie de cession ou de compromis, ouverture de la question génoise, tout contribue à détacher Charles VI de l'alliance milanaise et à lui faire tourner les yeux vers Florence. Ce n'est certes pas la faute de M. Mirot si son récit reste fort embrouillé : les événements qu'il relate ne se prêtent pas facilement à la simplification².

En attendant de poursuivre cette étude sur les rapports franco-florentins,

anglais ; quelques jours plus tard, il accompagnait Richard II à Calais, ce que montrent des documents dont on ne fait pas état (notamment *Froissart*, éd. Kervyn, t. XVIII, p. 583). — Il sera difficile d'admettre l'évaluation exagérée des armées en présence (p. 67-68) ; cent mille hommes de chaque côté, c'est beaucoup trop. — Les listes de personnages données en appendice perdent de leur intérêt, puisque aucune identification n'en est tentée. — Enfin, si les noms islamiques et balkaniques sont correctement transcrits, « Widdin », « Wallachia » sont des graphies germaniques, absurdes dans un ouvrage anglais.

1. L. Mirot, *La politique française en Italie sous le règne de Charles VI. Les préliminaires de l'alliance florentine*, dans *Revue des études historiques*, t. C (1933), p. 493-542, et tirage à part (1934), 50 p. in-8°.

2. Je ne suis pas d'accord avec M. Mirot sur le rôle joué par l'Angleterre dans les affaires italiennes au cours de l'année 1391 (p. 29-31 du tirage à part). Ses conclusions, fondées sur une documentation fort incomplète, demanderaient à être revues de très près.

M. MIROT s'attache dès à présent à débrouiller quelques épisodes particulièrement intéressants¹. En 1406, Bartolomeo Popoleschi et Bernardo Guadagni, envoyés par la Seigneurie auprès de la République génoise, de Benoît XIII et de Charles VI, furent arrêtés près de Montargis par les officiers du duc d'Orléans, avant même d'avoir pu atteindre Paris. Il s'agit d'expliquer les raisons de ce coup de force et d'en mesurer les conséquences. Il faut voir là un épisode de la rivalité du duc d'Orléans et du futur Jean sans Peur, d'une part, avec Florence, d'autre part, pour la possession de Pise, et une vengeance des deux princes, mais surtout du premier, contre la ville toscane. Il fallut dix-huit mois de négociations ardues, confiées à Bonaccorso Pitti, pour obtenir la libération des ambassadeurs florentins.

Ce Bonaccorso Pitti est une figure si curieuse que M. MIROT a jugé utile de se pencher sur lui et d'en écrire la biographie². Ce Florentin, né vers 1354, vint en France en 1380, parut à Bruxelles, était de retour à Paris en 1382, accompagna Charles VI à Roosebeke. Il passa le reste de sa longue vie à voyager entre Florence et la France, et, fort heureusement pour nous, n'a pas manqué de se raconter très sincèrement dans ses mémoires. C'est à l'aide de cette *Cronica* et des documents d'archives récoltés en France, en Belgique et en Italie que M. Mirot nous retrace la carrière mouvementée de cet aventurier. La chronique, rédigée à partir de 1412 dans le dialecte toscan, d'un style sobre, précis et vif, est en réalité une autobiographie doublée d'un livre de raison, où s'insèrent les comptes de sa banque centrale de Florence : sa véracité et son exactitude sont démontrées par de nombreux recoulements. Ajoutons que de cette chronique, déjà publiée en 1720 à Florence, puis en 1905 par A. Bacchi della Lega, à Bologne, M. Mirot prépare une réédition.

C'est encore avec M. MIROT que nous revenons à l'histoire intérieure du règne de Charles VI et aux tristes épisodes de la lutte entre Orléanistes et Bourguignons³. Quelques mois à peine après l'assassinat de Louis d'Orléans, frère du roi, survenu le 23 novembre 1407, le principal instigateur du crime, Jean sans Peur, réussit à en effacer le souvenir, grâce sans doute à son habileté personnelle, grâce surtout à sa puissance ; Valentine Visconti dut se contenter de bonnes paroles. Bientôt, cependant, son différend avec Liège, son départ de Paris pour aller attaquer et châtier la ville orgueilleuse, rallumèrent les espoirs des Orléans ; mais, le 23 septembre 1408, les Liégeois étaient écrasés à Othée et la puissance du Bourguignon accrue. Il profita de

1. L. MIROT, *Un conflit diplomatique au XIV^e siècle. L'arrestation des ambassadeurs florentins en France, 1406-1408*, dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XCV (1934), p. 74-115, et tirage à part (1935), 44 p. in-8°.

2. L. MIROT, *Bonaccorso Pitti, aventurier, joueur, diplomate et mémorialiste*, dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1930, p. 183-252.

3. L. MIROT, *Autour de la paix de Chartres* (extrait des *Annales de Bourgogne*), s. d. (1931), 38 p. in-8°.

ce que, sur ces entrefaites, les princes éloignèrent Charles VI de Paris pour se poser en défenseur du roi et se porter à la tête de ses troupes sur la capitale, où d'ailleurs il avait de nombreux partisans. Jouant alors le rôle de restaurateur de l'autorité royale et de pacificateur du royaume, il négocia avec la cour qui se trouvait à Tours. L'accord paraissait difficile quand Valentine mourut le 6 décembre. Et bientôt les négociations aboutirent à l'accord de Chartres (9 mars 1409), où la paix fut jurée, du bout des lèvres, entre les fils de Louis d'Orléans et l'assassin de leur père. Malgré tout, c'était, de la part de Charles VI, le pardon officiel, et, pour Jean sans Peur, un véritable triomphe : il devient en fait le maître du gouvernement. Mais cette paix, vraie paix fourrée, et capitulation déguisée des adversaires du Bourguignon, loin de terminer le conflit, comme l'espérait Charles VI, allait être le point de départ de nouvelles difficultés.

Les luttes intestines qui suivirent l'assassinat du duc d'Orléans mirent en vedette la personnalité jusque-là assez obscure d'un universitaire parisien, maître Jean Petit, lequel fut chargé par Jean sans Peur de présenter la justification de son crime. C'est à cet intéressant personnage que M. A. COVILLE consacre un gros livre, d'une substance plus riche que ne pourrait le laisser supposer son titre¹. On nous donne en premier lieu une biographie détaillée de Jean Petit. Originaire du pays de Caux, protégé par la famille des Martel de Bacqueville, entré de bonne heure dans la familiarité du duc de Bourgogne, que servait une branche de sa famille, ce clerc, puis prêtre séculier (et non moine comme on l'a souvent dit), ne semblait destiné qu'à une obscure carrière universitaire. Et, de fait, ses œuvres de jeunesse, poèmes de circonstance dont le moins mauvais, la *Complainte de l'Église*, écrite vers 1393-1394, discourt sur les méfaits du Grand Schisme, dénotent surtout un pédagogique peu inspiré. Il ne sort de l'ombre qu'après 1405 et dispute à plusieurs reprises, au nom de l'Université et jusque devant le roi, au sujet de la sous-traction d'obédience. Il était désormais suffisamment connu pour que ce fût à lui que le duc de Bourgogne s'adressât, lorsqu'il voulut faire rédiger la *Justification* qui fut lue, le 8 mars 1408, à l'hôtel Saint-Paul. Cet ouvrage — auquel ont collaboré plusieurs personnages dont M. Coville retrace brièvement la carrière : Simon de Saulx, André Cotin, Nicolas Gouillart, Pierre de Marigny et Pierre Aux Bœufs — n'était connu jusqu'ici que par la version assez libre qu'en donne le chroniqueur Monstrelet ; il en avait été fait, pourtant, de nombreuses copies, mais qui furent presque toutes jetées au feu lors de la condamnation de l'ouvrage. M. Coville en a retrouvé plusieurs exemplaires, qui offrent un texte meilleur et dont il donne de larges extraits. A ce panégyrique de l'assassinat, Valentine d'Orléans chargea de répondre l'abbé de Cerisy, Thomas du Bourg, dont la réplique fut lue au conseil royal

¹ A. COVILLE, *Jean Petit. La question du tyrannicide au commencement du XV^e siècle*. Paris, A. Picard, 1932, xi-613 p. in-8°.

du 11 septembre 1408. Une contre-réponse s'imposait : ce fut, entre juin et octobre 1409, la composition de la *Seconde Justification* de Jean Petit, ouvrage indigeste et mal conçu, qui n'ajoute rien à la notoriété de l'auteur, non plus d'ailleurs que le *Tractet encontre les éditeurs de Sépulchres*, composé l'année suivante. Petit devait mourir en juillet 1411.

L'œuvre du polémiste posait deux problèmes graves : d'abord la justification de principe du tyrannicide. De cette question devait s'occuper l'autorité religieuse. Les Orléanistes, revenus au pouvoir après la révolution cabochienne, firent intervenir Gerson ; l'Université, saisie des propositions extraites des œuvres de son feu maître, les examina au Concile de la Foi (novembre 1413-février 1414) et en prononça la condamnation. L'affaire rebondit, on le sait, au Concile de Constance, auquel Jean sans Peur avait audacieusement fait appel. Mais les Pères n'eurent le temps d'examiner et de condamner qu'une seule des assertions estimées hérétiques.

Toute l'argumentation de Jean Petit reposait sur le point suivant : le duc d'Orléans était un tyran ; son assassinat est donc acte lícite et méritoire. De là, contre le frère de Charles VI, des accusations graves, auxquelles la réplique de Thomas de Cerisy n'apporta que des réponses évasives. C'est à l'historien moderne de sonder le problème, et le chapitre qu'y consacre M. Coville n'est pas le moins passionnant de son livre (p. 299-397). On ne peut nier ni les désordres de sa jeunesse, ni le dévergondage de ses mœurs, ni les contradictions de ce dévot qui eut recours à la sorcellerie et aux maléfices, ni son ambition, qui le rendait peu scrupuleux en affaires (témoin l'acquisition de Coucy, annulée et rescindée après sa mort), ni son avidité à mettre au pillage le trésor royal. D'autres accusations, alliance avec l'Angleterre, complot avec son beau-père le duc de Milan pour empoisonner le roi, semblent beaucoup moins fondées et rentrent plutôt dans le domaine de la calomnie.

A ces problèmes angoissants, la récente vie de Louis d'Orléans, écrite pour le public anglo-saxon par M. F. D. S. DARWIN¹, n'apporte pas d'élucidation définitive. Son livre, agréable et d'une lecture facile, n'est qu'un ouvrage de seconde main et décèle souvent l'amateur. Il ne prétend, d'ailleurs, qu'à coordonner les résultats des recherches antérieures, et non à apporter des faits nouveaux. Il ne retrace la carrière d'Orléans qu'à partir de 1392, ouvrant son récit par un tableau pittoresque, mais facile, sur la folie du roi Charles VI ; sur les années de jeunesse et de formation, rien. Deux chapitres rappellent brièvement la politique extérieure et religieuse du frère du roi, après quoi l'on suit, sur le plan intérieur, les étapes de la rivalité entre Orléans et Philippe le Hardi, puis Jean sans Peur. Certains événements sont

1. F. D. S. DARWIN, *Louis d'Orléans, 1372-1407. A necessary prologue to the tragedy of la Pucelle d'Orléans*. Londres, J. Murray, 1936, xix-254 p. in-8°, avec 7 planches et 1 tableau généalogique hors texte.

donc rappelés trois fois. On n'oublie pas non plus de nous donner des indications sur la bibliothèque, les trésors et les objets d'art du duc. Enfin, le livre ne s'arrête point au meurtre de 1407 ; il en mesure les conséquences et poursuit le récit jusqu'au triomphe de l'assassin, c'est-à-dire jusqu'au traité de Chartres. Dans l'ensemble, les événements sont correctement présentés, et M. Darwin est au courant des études de détail à l'aide desquelles est construite sa biographie. Mais tout y paraît sur le même plan, et l'étude des caractères manque à la fois de relief et de profondeur. Condamnant en bloc le duc de Bourgogne, lequel à vrai dire ne mérite guère mieux, l'auteur essaie de laver son héros des accusations les plus infamantes portées contre lui et d'excuser ceux de ses déportements qui sont avérés. La mise au pillage du trésor n'excuse certes pas le meurtre ; mais elle n'est pas excusée elle-même par le fait que Berry avait donné l'exemple. Utile pour le grand public, qui pourra se reposer sur la conscience de l'auteur, ce livre n'apportera pas grand' chose à l'historien¹.

JEANNE D'ARC. — Le déluge des livres sur Jeanne d'Arc, dont les fêtes du cinquième centenaire avaient ouvert les vannes, n'est pas près de s'arrêter. Nous avons reçu à ce sujet un assez grand nombre d'ouvrages ; d'autres ne nous sont point parvenus². On nous permettra, toutefois, d'être bref. Cette abondante littérature n'apporte que rarement une contribution vraiment nouvelle à la science historique. Elle n'a souvent d'autre intérêt que de nous renseigner assez exactement sur ce que pense, de l'héroïne nationale, en plein xx^e siècle, telle ou telle section de l'opinion ou du monde des lettres.

C'est pour le public anglo-saxon qu'a écrit M. Milton WALDMAN³. La vie de Jeanne d'Arc qu'il nous donne devra prendre place, sur nos rayons, à côté de celles d'Andrew Lang et de F. C. Lowell. L'auteur, connu jusqu'à présent par quelques ouvrages sur le xv^e siècle anglais, n'était pas particulièrement qualifié pour résoudre les problèmes sans nombre que posent l'existence, les

1. Les anachronismes ne manquent pourtant pas : les bourgeois de Paris appellées « madame » (p. 116, 135) ; une page d'indignation puritaine contre les mariages d'enfants dans les familles principales (p. 70-71) ; « a bombproof bedroom » (p. 129) est concevable à Chicago, non dans le Paris du xv^e siècle. — Quelques erreurs : Wenceslas et Robert de Palatinat sont constamment appelés « Holy Roman Emperors », alors qu'ils n'étaient que rois des Romains ; Maçon, Saint-Maxence, pour Mâcon, Pont-Sainte-Maxence.

2. Citons, parmi ces derniers : abbé LEMIRE, *Le procès de Jeanne d'Arc au jour le jour*, Rouen, 1931, xvi-305 p. in-8°. — P. ENIM, *La sublime épopée de Jeanne d'Arc : son cinquième centenaire*, Paris, 1931, 221 p. in-16. — P. DONCEAUX, *Qui a brûlé Jeanne d'Arc ?* Paris, 1931, 125 p. in-16. — Enfin, rappelons que M. Jean JACOBY, dans *Le secret de Jeanne d'Arc, Pucelle d'Orléans* (Paris, Mercure de France, 1932, in-12), a voulu faire de Jeanne une fille naturelle de Louis d'Orléans et d'Isabeau de Bavière. La thèse, inutile de le dire, ne tient pas debout et a été justement réfutée ici même par M. Samaran (*Revue historique*, t. CLXXI, 1933, p. 635-639).

3. M. WALDMAN, *Joan of Arc*. Londres, Longmans, Green et C^{ie}, 1935, 331 p. in-8°, avec 4 planches et 3 cartes hors texte ; prix : 12 s. 6 d.

exploits et la mort de la Pucelle. Il ne faut donc s'attendre, de sa part, ni à des recherches personnelles, ni à des vues très neuves. Mais, bien que son récit soit dépourvu de références, on peut se rendre compte, par la courte bibliographie donnée en fin de volume¹, qu'il connaît les sources essentielles et les ouvrages importants. De ses lectures de chroniqueurs ou d'historiens modernes, de l'étude surtout des deux procès, il a su tirer un récit clair, vivant, facile à lire et bien construit. Il n'évite pas toujours les pièges du pittoresque facile ni même du « dialogue romancé ». Mais, puisqu'il faut apparemment que nous ayons périodiquement de nouvelles « vies » de Jeanne d'Arc, c'est celle-ci dont nous conseillerions la lecture au grand public, à cause de la modération de ses jugements et de l'exactitude de son information. Le tout est fort agréablement présenté et enrichi de reproductions et de cartes qui permettent de suivre les campagnes d'Orléans et de Compiègne.

M^{le} M.-L. AMIET² estime que le grand public « ignore tout » du procès de Jeanne d'Arc, « qui mit aux prises la Cause nationale et la Cause ennemie »; elle a voulu donner à ce public le résultat de ses découvertes en ce domaine, où elle aussi semble tout à fait novice. C'est une nouvelle histoire de la Pucelle, où sont largement utilisées les données du procès de condamnation, entremêlées, il est vrai, de commentaires très personnels et ponctuées d'un nombre excessif d'exclamations. L'avant-propos, signé Jacques Bainville, la dédicace « à la Monarchie française » situent suffisamment le climat intellectuel et politique de ce livre. On ne peut nier que M^{le} Amiet ait consciencieusement dépouillé le texte du procès, dont elle donne de larges extraits d'après la traduction de M. Champion (p. 41-234), suivis de notes biographiques sans aménité sur les juges et d'un guide-âne sur l'Inquisition et le Grand Schisme. Elle a eu le louable désir de replacer cette histoire « dans son cadre naturel parmi les hommes et les idées de son temps ». Il est permis de se demander si elle a réussi à réaliser ce dessein, pour lequel elle ne semble pas avoir été préparée. Les diatribes contre les « apôtres de la Paix-à-tout-prix », dont le but est de « désarmer la France et la livrer pantelante à l'ennemi », la haine de l'Angleterre, « peuple entier en marche qui submergea notre pays, un peuple spécialement armé et dressé pour l'invasion du voisin pacifique », cherchant « l'écrasement du civilisé par le barbare » (l'Angleterre de Chaucer et de Westminster Hall...), Bedford qualifié de « bandit », les attaques contre l'Université, « puissance internationale », nous ramènent à des préoccupations politiques que ne pouvaient avoir les hommes du xve siècle. Certains

1. Les indications bibliographiques, comme dans beaucoup d'ouvrages anglais, sont malheureusement incomplètes. Ainsi le livre de Lang date de 1908. Il n'en fut fait qu'une réimpression en 1929.

2. M.-L. AMIET, *La condamnation de Jeanne d'Arc, vue à la lumière des grands événements du Moyen Age*. Préface de Jacques BAINVILLE. Paris, Nouvelles éditions du Siècle, 1934, 381 p. in-8°; prix : 20 fr.

jugements sévères que M^{le} Amiet émet sur le Saint-Siège et l'Église ne seraient peut-être pas venus sous sa plume si elle avait écrit avant 1927 ; mais j'ai vainement cherché une remarque sur l'inaction de Charles VII, abandonnant celle à qui il devait tout. On ne saurait trop s'élever contre cette étrange façon de concevoir l'histoire. Sans doute, le lecteur avisé saura discerner ce qui est fait historique de ce qui n'est que déclamation politique. Mais le cas de M^{le} Amiet n'est malheureusement pas isolé.

Novice lui aussi dans la science historique, le colonel A. BILLARD n'évite pas toujours, dans son copieux ouvrage sur *Jeanne d'Arc et ses juges*¹, les pièges tendus au débutant : mauvaise classification des faits, recours à des autorités qui ne sont pas sûres, ton d'acerbe polémique. Mais il a bien vu le problème que pose, pour l'historien, l'inique procès de Rouen : procès politique, imposé à des juges serviles ou timorés, ayant à leur disposition, contre l'innocente Pucelle, toutes les subtilités et toute la barbarie de la procédure inquisitoriale. Si les formes furent scrupuleusement respectées, dans ce qu'elles avaient de propice à l'accusée comme dans leurs cruels raffinements, le vice de fond n'en demeure pas moins. Mais l'excuse de Bedford est d'avoir obéi à la raison d'État : il ne pouvait, sous peine de se contredire et d'abandonner toute autorité, accepter d'autre solution que la condamnation. Reste donc le corps des juges, qui accepta de se livrer à cette comédie judiciaire. M. Billard les a classés en trois catégories qu'il dénomme : les ennemis, les membres dociles des majorités sans caractère, les âmes droites. Chacun des courts chapitres dont se compose son livre est accompagné de longues « annexes » où l'on trouvera des textes, des discussions, des éclaircissements supplémentaires. J'avoue pourtant n'avoir pu comprendre l'extraordinaire complication que révèle l'arrangement des matières et m'être perdu dans cette forêt de titres et de sous-titres qui n'arrivent qu'à engendrer la plus grande confusion. Par ailleurs, M. Billard, qui est un militaire et un croyant, laisse percer ses convictions plus souvent que ne l'exigerait l'impartialité historique ; un chapitre, intitulé « Les pacifistes contre la pacifique », contient des aphorismes dont on pourra parfois contester l'opportunité. Enfin, toute une partie du livre déborde un peu le cadre de nos études, puisqu'il fait appel à la théologie pour discuter le caractère surnaturel des voix, et que la conclusion médite sur le rôle de la Providence, abandonnant son envoyée au martyre.

Avec M. M. GROS DIDIER DE MATONS, nous revenons sur un terrain plus solide. Bien que son livre s'intitule *Le mystère de Jeanne d'Arc*² et fasse partie d'une collection de vulgarisation, « Les énigmes de l'histoire », bien qu'il soit

1. A. BILLARD, *Jeanne d'Arc et ses juges*. Préface de Louis BERTRAND. Paris, A. Picard, 1933, 413 p. in-8°, avec 13 planches et 1 carte hors texte.

2. M. GROS DIDIER DE MATONS, *Le mystère de Jeanne d'Arc*. Paris, Félix Alcan, 1935, 273 p. in-8° ; dans la collection « Les énigmes de l'histoire », publiée sous la direction de Louis Bertrand ; prix : 15 fr.

écrit lui aussi pour le grand public, on y sent une connaissance plus intime de son sujet et surtout de l'atmosphère historique. La vie même de Jeanne d'Arc y est résumée en 120 pages ; puis l'admirable document psychologique qu'est le procès-verbal des interrogatoires est utilisé pour nous faire comprendre le caractère de Jeanne ; ensuite, un résumé utile de la politique des Valois aux frontières orientales du royaume permet de saisir d'où Jeanne tenait sa dévotion à Charles VII et aux Orléans ; enfin, le tableau des tribulations de l'Église militante au lendemain du Grand Schisme jette des lumières semblables sur les opinions religieuses de la Pucelle. Dans l'ensemble, les jugements sont modérés, acceptables dans le fond, quoique l'auteur se laisse trop souvent emporter par un lyrisme journalistique de mauvais aloi¹.

Il s'en faut que tous les détails de la vie de Jeanne soient définitivement élucidés : certains épisodes demandent encore une étude approfondie. Telle est, par exemple, *La prétendue réception de Jeanne d'Arc à Reuilly*, qui fait l'objet d'un savant article de M. E. JARRY². Cette tradition repose uniquement sur les lettres d'anoblissement accordées à un certain Guy de Cailly, soi-disant seigneur de Reuilly (paroisse de Chécy). Mais M. Jarry n'a pas de peine à démontrer que Reuilly n'appartenait pas aux Cailly en 1429, d'autre part que rien ne prouve qu'il y eût un château à Reuilly à la même époque, qu'on ne trouve aucune trace de Guy de Cailly, seigneur de Reuilly à l'époque indiquée, mais seulement d'un Guy Cailly, marié en 1469, conseiller et avocat en cour laïe à Orléans, fils lui-même de Jean Cailly, notaire au Châtelet d'Orléans. Tout indique, comme l'avaient déjà soupçonné Quicherat et Vallet de Viriville, que l'acte de 1429 qui a donné le jour à la légende est un faux de Charles du Lis, qui n'en serait d'ailleurs pas à son coup d'essai.

Dès le milieu du xv^e siècle naissait une autre légende, celle suivant laquelle la prise de Jeanne d'Arc, lors de la malheureuse sortie de Compiègne, avait été causée par la lâcheté des « capitaines de France », lesquels, mus par l'envie, n'auraient cherché ni à la défendre, ni à la reprendre des mains des assaillants. Bientôt, l'accusation se précisa et ce fut à Guillaume de Flavy, capitaine de Compiègne pour Charles VII, que l'on reprocha d'avoir trahi la Pucelle en ayant fait fermer les portes derrière elle pour lui couper la retraite. Déjà le biographe de Guillaume de Flavy, M. Pierre Champion, avait fait amplement justice de ces accusations. Mais l'actuel bibliothécaire de la ville de Compiègne, M. J.-B. MESTRE, mû par un ardent patriotisme local, estime que la mémoire du capitaine est insuffisamment lavée de ces accusations infamantes et reprend toute la question en un long essai³ où il

1. « Ainsi sur ces paroles sublimes se termine le procès de Jeanne. On ne l'a pas eue » (p. 120).

2. E. JARRY, *La prétendue réception de Jeanne d'Arc à Reuilly* (extrait du *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orléanais*, t. XXI, n° 229, 1931), 23 p. in-8°.

3. J.-B. MESTRE, *Guillaume de Flavy n'a pas trahi Jeanne d'Arc. Nouvelle étude critique et documents inédits*. Préface de Pierre CHAMPION. Paris. É. Nourry, 1934, 241 p. in-8°, avec 11 planches hors texte.

prétend réhabiliter définitivement son héros. La sincérité de M. Mestre ni la justice de sa cause ne peuvent être mises en doute. Le lecteur, pourtant, se perd rapidement dans son argumentation diffuse et désordonnée, dans les citations trop nombreuses de chroniqueurs, de documents et d'historiens modernes, présentées toutes sur le même plan, et dont les références restent souvent imprécises, bref dans l'inexpérience et le défaut de sens critique de l'auteur. Enfin, M. Mestre a voulu trop prouver. S'il est à peu près établi que « Guillaume de Flavy n'a pas trahi Jeanne d'Arc », il n'en résulte point que ce rude guerrier ait été un saint, ni qu'il ne lui ait manqué « aucune de ces belles qualités qui font les grands hommes ». L'enthousiasme est souvent mauvais conseiller. Du moins l'auteur a-t-il, dans ses pièces justificatives, mis à la disposition du lecteur d'abondants extraits des archives de Compiègne, précieux pour l'histoire du siège, mais déjà utilisés par ses devanciers, et apporté deux documents nouveaux sur Guillaume de Flavy, qui ne le présentent point sous son jour le plus favorable (planches 6 et 7).

Le regretté historien de Henri V, W. T. WAUGH, s'est demandé ce qu'ont pu connaître, de l'épopée de la Pucelle, ses contemporains anglais¹. Si l'on met à part de très rares documents officiels montrant combien Bedford s'est inquiété de l'influence de la « sorcière », il est curieux de constater que les Anglais d'outre-Manche furent très mal renseignés sur les événements de France. Les chroniques composées soit avant, soit après la mort de Jeanne, ignorent tout d'elle, sauf son échec devant Paris et sa capture à Compiègne : Orléans, Patay, le sacre, le procès sont passés sous silence. C'est vers 1470 seulement que les chroniqueurs, puisant à des sources bourguignonnes, deviennent de plus en plus explicites. Ils y ajoutent de leur cru : pour expliquer les longueurs du procès, pour faire aussi contrepois à la réhabilitation, ils inventent la légende d'une grossesse simulée de Jeanne². Mais, hors ce détail, il est faux de dire, comme on l'a trop répété, que les Anglais composèrent de la vie de Jeanne une histoire volontairement mensongère.

Cette pénétrante analyse pose deux questions capitales : si la Pucelle avait fait sur les soldats anglais la forte impression dont on parle souvent, on en retrouverait trace dans les chroniques d'outre-Manche ; or, il n'en est rien. Par ailleurs, si le gouvernement de Bedford avait réellement tenu à la condamnation et avait donné à ce procès, aux fins de propagande, la plus large publicité, n'en trouverait-on pas des échos en Angleterre même ? Tout se passe, au contraire, comme si Bedford avait voulu, chez ses concitoyens, étouffer l'affaire. On le voit, nous sommes loin du compte, et bien des jugements traditionnels devront être revisés à la suite d'enquêtes sérieuses de ce genre.

1. W. T. WAUGH, *Joan of Arc in English sources of the fifteenth century*, dans les *Historical Essays in honour of James Tait*. Manchester, 1933, p. 387-398.

2. « And then she said she was with childe, wherby she was respited a while ; but in conclusion it was found that she was not with child, and then she was brent in Roane. »

M. Egide JEANNÉ, professeur au lycée moderne de Heerlem (Hollande), a eu l'heureuse idée de suivre la destinée de Jeanne d'Arc dans la littérature historique française depuis Voltaire jusqu'à nos jours¹. Son livre déborde trop les cadres de ce Bulletin pour que nous puissions l'analyser en détail. La liste des chapitres suffira à en signaler tout l'intérêt : La conception voltaireenne de Jeanne d'Arc ; — La réponse du XVIII^e siècle aux écrits de Voltaire (analyse les écrits de Lenglet-Dufresnoy et de l'Averdy) ; — Les débuts de l'âge de la glorification de Jeanne d'Arc (écrivains de l'époque romantique et surtout Barante) ; — L'hymne de Michelet ; — Jules Quicherat, initiateur de l'histoire moderne de Jeanne d'Arc ; — Henri Martin : Jeanne d'Arc, fleur de sa race ; — Henri Wallon et la conception catholique ; — Siméon Luce et les origines de la mission de Jeanne d'Arc ; — La Jeanne d'Arc hallucinée d'Anatole France ; — Jeanne d'Arc et la réforme morale et sociale de Charles Péguy. On le voit, M. Jeanné n'a pas voulu citer tous ceux qui, de près ou de loin, avaient écrit sur la Pucelle ; il s'est borné à un choix et n'a étudié que les biographes de premier rang. Il a aussi voulu ne parler que des morts ; c'est pourquoi, sans doute, le livre de M. Hanotaux, qui n'est que de trois ans postérieur aux deux volumes d'Anatole France, n'est pas étudié, bien qu'il soit une pièce essentielle de ce procès. M. Jeanné, au surplus, n'écrit pas pour les seuls historiens des lettres. Il compare et discute la valeur historique des ouvrages étudiés : Quicherat et, à un degré bien moindre, Siméon Luce lui semblent seuls dans la bonne voie ; s'il est beaucoup trop tendre pour « l'admirable » (?) *Histoire des ducs de Bourgogne* de Barante, ses jugements sur Michelet et sur Anatole France sont empreints de la plus grande sévérité. Sans doute, cet intéressant petit volume garde-t-il trop souvent son caractère de bonne thèse d'étudiant, où furent classées et déversées des fiches consciencieusement prises : était-il nécessaire de cataloguer, à propos de Michelet ou de tel autre, tout ce que la critique en avait dit, et jusqu'au commentaire des manuels d'histoire de la littérature ? Ces maladresses, défauts du genre, ne déparent point le solide travail et les intéressantes conclusions du jeune savant hollandais.

DE CHARLES VII A LOUIS XIII. — Le mariage conclu à Mayence, le 22 octobre 1444, entre Louis IV, comte-électeur palatin du Rhin, de la maison de Wittelsbach (mort en 1449), et Marguerite, fille cadette du ci-devant comte de Savoie Amédée VIII, devenu le pape Félix V par la grâce du concile de Bâle, et de Marguerite de Bourgogne, et déjà veuve de Louis III d'Anjou, comte de Provence, n'est pas en soi un événement d'une haute portée politique. Cependant, les détails recueillis par M. Ernest CRONAZ² ne sont pas

1. E. JEANNÉ, *L'image de la Pucelle d'Orléans dans la littérature historique française depuis Voltaire*. Paris, J. Vrin, 1935, 231 p. in-8°, avec 5 illustrations hors texte ; prix : 25 fr.

2. E. CRONAZ, *Le mariage palatin de Marguerite de Savoie, 1445-1449*, avec illustrations et tableau généalogique. Lausanne, Genève, Payot, 1932 (Mém. et doc. publiés par la Société d'Histoire de la Suisse romande, 2^e série, t. XV), 336 p. in-8°.

sans intérêt pour l'histoire de la vie seigneuriale à la fin du Moyen Age. Ils lui ont permis, en outre, de montrer par un exemple précis l'application et le fonctionnement d'une curieuse institution, celle de l'otage conventionnel ; les douze seigneurs qui avaient garanti chacun pour un douzième le paiement de la dot furent, en effet, requis d'avoir à « tenir otage » à Bâle, personnellement ou par procureur, jusqu'à exécution. Dans cet ouvrage de 336 pages, les pièces justificatives en occupent plus de 200 et sont au nombre de 160, presque toutes tirées des riches archives de la maison de Savoie à Turin. Les plus intéressantes sont les comptes des dépenses, rédigés en latin et en français, mais dont on peut regretter que le texte n'inspire pas toujours confiance, et dont l'annotation semble parfois insuffisante. Le tableau généalogique de la maison de Savoie, du XIII^e au XV^e siècle, les illustrations reproduisant un choix judicieux de documents, d'armoiries, de sceaux et de portraits, mettent à la disposition du lecteur des matériaux de premier ordre pour l'histoire de la société dans la première moitié du XV^e siècle.

En dépit des recherches de Vallet de Viriville et de M. Pierre CHAMPION¹ lui-même, on sait peu de chose de la célèbre favorite de Charles VII. Fille de Jean Sorel, seigneur de Coudun dans la région de Compiègne, ce qui semble contredire la tradition erronée qui place son berceau dans le Berry, elle naquit vers 1410 et régna environ six ans sur le cœur du roi, de 1444 à 1450, date de sa mort prématurée. Mais quelle fut au juste, pendant cette période relativement courte, son influence personnelle sur les affaires du royaume ? Les chroniqueurs restent là-dessus dans le vague, et si des documents nombreux témoignent des faveurs de toute sorte qu'elle reçut du roi, du train royal qu'elle mena, des excentricités vestimentaires que tous les contemporains lui reprochent à l'envi, nous sommes très mal renseignés sur son caractère, ses ambitions, ses caprices de favorite. Du moins, M. Champion n'a-t-il rien négligé pour peindre « avec la minutie d'un primitif » l'esquisse qu'il nous présente comme « la réplique d'un portrait de Jean Fouquet que nous aurions perdu ». Mais il est visible que, pour en faire un volume, il a dû se rattraper sur les à-côtés, en nous décrivant les personnages qu'elle a connus, le château de Beauté-sur-Marne qu'elle reçut du roi (d'où son titre de dame de Beauté sur lequel les contemporains eux-mêmes faisaient un jeu de mots), en consacrant de longues pages aux trois enfants qu'elle eut de lui, surtout en suivant minutieusement l'histoire de ses tombeaux et la formation de sa légende. Quoi qu'il en soit, cette notice très développée, luxueusement imprimée, enrichie de vingt-trois pièces justificatives, illustrée de reproductions qui sont un régal pour les yeux, est un véritable *corpus* des erreurs nombreuses qui ont eu cours depuis le XV^e siècle sur Agnès Sorel, et des quelques vérités de fait (beaucoup moins importantes pour l'historien qu'on

1. P. CHAMPION, *Agnès Sorel, la dame de Beauté*. Paris, H. Champion, 1931, 209 p. in-8°, avec 15 planches hors texte.

eût pu le souhaiter) que l'auteur a pu dégager en fouillant les archives et les bibliothèques et en soumettant les textes à une critique serrée. Ces résultats, pour négatifs qu'ils soient, n'en gardent pas moins un grand prix.

M. B.-A. POCQUÉ DU HAUT-JUSSÉ, dont les ouvrages sur l'histoire de Bretagne font autorité, a eu l'heureuse inspiration, au cours de son enseignement à la Faculté des lettres de Dijon, de comparer *Bourgogne et Bretagne*¹ et d'en retracer les rapports au moment le plus brillant de leur histoire, alors que les deux grands fiefs s'étaient rendus à peu près indépendants de l'autorité monarchique et se trouvaient en passe de devenir de véritables États. La brochure qui condense le résultat de ses réflexions à ce sujet montre d'abord le développement parallèle des dynasties et des institutions dans les deux duchés, puis, en une série de chapitres aux coupures chronologiques, retrace leurs relations entre 1363 et 1491. Sans doute, Montfort et Valois de Bourgogne n'avaient-ils aucun intérêt économique commun ; mais il leur fallait se garder du même ennemi, aux dépens duquel ils rêvaient de s'agrandir et dont ils redoutaient l'intrusion dans leurs affaires : la monarchie française. Un même allié extérieur, aussi, à qui faire appel en cas de danger, l'Angleterre, et là c'est Jean IV de Montfort qui, le premier, donna le signal de la trahison, voie dans laquelle le Bourguignon ne le suivra que bien plus tard, mais avec plus d'éclat encore. Cette parfaite symétrie d'intérêts politiques appelait l'union ; les ducs passèrent leur temps à se liguer contre le roi de France. Leur première alliance fut scellée entre Jean IV et Philippe le Hardi dès 1384 ; la dernière faillit unir sur une même tête les deux couronnes ducales, par le mariage conclu en 1490 entre Maximilien d'Autriche, héritier et gendre du Téméraire, et Anne de Bretagne. On sait qu'elle fut vite déjouée par le gouvernement de Charles VIII. Entre ces deux dates, c'est un siècle d'histoire de France, de grandes luttes féodales, que passe en revue M. Pocqué du Haut-Jussé. Sans doute n'a-t-il nullement la prétention de faire œuvre originale ni d'apporter du nouveau sur le sujet. Mais son érudition est au courant de tous les résultats de la science moderne. Au demeurant, de pareilles vues d'ensemble ont leur utilité ; elles considèrent les choses sous un angle auquel nous ne sommes pas habitués et donnent un relief nouveau à des faits déjà connus².

La lutte entre Louis XI et Charles le Téméraire fut surtout un jeu subtil d'intrigues diplomatiques. Mais il y eut aussi des campagnes militaires, sur lesquelles les historiens ont rarement fixé leur attention. A l'aide des docu-

1. B.-A. POCQUÉ DU HAUT-JUSSÉ, *Deux féodaux. Bourgogne et Bretagne, 1363-1491*. Paris, Boivin, 1935, 139 p. in-8° (extrait de la *Revue des cours et conférences*).

2. Trop de bavures de style dans cette brochure. Une « couronne ensommeillée », renfermant quand même « une vitalité latente, mais toute-puissante », ne se conçoit pas bien. Il est surtout regrettable que l'auteur contribue à accréditer dans le langage littéraire ce substantif monstrueux : « un féodal », pour « un grand feudataire », nom qui ne veut rien dire et ne devrait pas quitter l'enceinte des réunions publiques où il a vu le jour.

ments bourguignons, M. J. ROBERT DE CHEVANNE¹ étudie successivement les trois campagnes de 1471, 1472 et 1475, dont la première avait eu surtout pour théâtre le Mâconnais, presque entièrement conquis alors par les troupes royales, dont la seconde se caractérise par une vaine tentative du Téméraire sur le Nivernais, et dont la troisième vit une offensive royale sur presque tous les fronts : régions de Tonnerre, d'Auxerre et de Mâcon. Ce qui est plus intéressant que le récit de ces courtes expéditions militaires, c'est l'étude des mesures financières rendues nécessaires dans les États du duc pour parer aux dépenses militaires, c'est aussi l'étude de l'organisation de l'armée bourguignonne, tous points sur lesquels l'auteur apporte d'utiles renseignements. De cette conscientieuse accumulation de faits se dégage une impression à laquelle l'histoire du Moyen Age nous a déjà accoutumé, à savoir la pauvreté des moyens et des résultats obtenus, par opposition à l'envergure des desseins. Le gouvernement ducal fut manifestement pris au dépourvu par les attaques des troupes royales, et l'insuffisance de ses forces militaires était évidente. S'il évita jusqu'en 1477 la catastrophe, c'est que l'adversaire manqua d'audace et ne sut pas exploiter ses succès. La Bourgogne fut ainsi sauvée, mais pour un temps.

Un personnage unanimement décrié dans l'histoire depuis Commynes — romanciers et auteurs dramatiques ont renchéri à l'envi — c'est Cola di Monforte, comte de Campobasso au royaume de Naples, le célèbre condottiere italien qui trahit le duc de Bourgogne sous les murs de Nancy. M. Benedetto CROCE², en un substancial article, a retracé ses origines et sa jeunesse. Passé au service du Téméraire en même temps que Jacopo Galeota (le Jacques Galiot des chroniqueurs), son abandon devant Nancy s'explique, selon M. Croce, par une trahison passionnelle : il s'était endetté pour le duc et ne pouvait rien tirer de lui, sinon un soufflet. Il agit donc par suite d'une colère et non d'un froid calcul. L'acrimonie de Commynes à son endroit doit avoir des raisons particulières, que nous ignorons malheureusement. En 1477, il revint en Italie avec ses troupes et entra au service de Venise, dans lequel il mourut en 1478.

On sait à quelles violences, à quelles oppositions se heurta la réunion définitive du duché de Bourgogne à la France en 1477, et combien la politique de Louis XI, au lendemain du drame de Nancy, laissa percer d'impatience maladroite. En apparence pourtant il y eut, dans le duché du moins, consentement du pays exprimé par les États. L'ouvrage de J. Billioud sur *Les États de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles* avait déjà traité la question ; mais cet auteur n'avait pas connu le procès-verbal de la séance du 30 janvier

1. J. ROBERT DE CHEVANNE, *Les guerres de Bourgogne de 1470 à 1475. Étude sur les interventions armées des Français au duché sous Charles le Téméraire*. Paris, A. Picard, 1934, 345 p. in-8°, avec 4 cartes hors texte (ouvrage publié sous les auspices de la « Société Édouenne »).

2. B. CROCE, *Un condottiere italiano del quattrocento. Cola di Monforte conte di Campobasso e la fede storica del Commynes*. Bari, 1934, 89 p. in-8°.

1477, pourtant publié par La Trémoille, *Archives d'un serviteur de Louis XI* (1888, in-4°), pièce XXXVII. M. J. ROBERT DE CHEVANNE¹ reprend l'étude de ce document et analyse d'une façon plus serrée le traité conclu la veille entre les représentants du roi et ceux du pays, traité qui réunissait à perpétuité le duché de Bourgogne à la couronne de France. Mais, en somme, il n'ajoute à peu près rien de nouveau à ce que l'on savait déjà. L'intérêt de sa brochure est dans l'appendice, donnant soixante-quinze notices biographiques sur les députés aux États de Bourgogne, notices qui, d'ailleurs, auraient pu être plus étouffées et dont les renseignements restent trop maigres.

La carrière de Jean de Ganay, que retrace son arrière-neveu, M. Ernest DE GANAY², ressemble à celle de plus d'un officier royal à la fin du Moyen Age, et même ultérieurement. Né vers 1450, issu, semble-t-il, d'une famille de robins nivernais, dont les généalogistes du grand siècle firent des gentilshommes d'extraction (fable que l'auteur n'a pas eu le courage d'écarter), c'est par sa lente ascension aux offices et ses alliances qu'il fit la fortune des siens. Il devint successivement avocat en Parlement, conseiller à la Cour des aides vers 1478, président en Parlement (1490), chancelier de Naples (1495), premier président (1505), chancelier de France (1507), et mourut en mai 1512. On sait qu'il accompagna Charles VIII en Italie, où il prit part aux négociations de Rome et de Vercell. Sous Louis XII, il s'occupa naturellement d'affaires importantes et fut le porte-parole du roi au synode de Tours (1511). Malgré tout, les mentions précises n'abondent point sur le personnage, et sans de nombreuses digressions sur l'origine et le rôle du Parlement, les guerres d'Italie, les prérogatives du chancelier — digressions où les anachronismes foisonnent — ce que l'on sait de lui aurait pu tenir en quelques pages. Dans cette partie de l'ouvrage, tout est de seconde ou de troisième main, sauf une lettre inédite de Ganay au cardinal d'Amboise, dont l'auteur ne cherche pas à préciser la date. Par contre, de précieuses archives privées fournissent une ample moisson de documents sur la fortune territoriale du chancelier, ses habitations, sa bibliothèque, ses goûts pour les lettres et les arts. De l'inventaire de ses biens, dressé après sa mort, l'auteur donne en appendice de copieux extraits, défigurés il est vrai par d'innombrables fautes de lecture³. Mais il n'a guère utilisé ces riches renseignements dans le corps de sa biographie, qui dénote beaucoup d'inexpérience et de naïveté.

1. J. ROBERT DE CHEVANNE, *Les États de Bourgogne et la réunion du duché de Bourgogne à la France en 1477* (extrait des *Mémoires de la Société d'archéologie de Beaune*), 1931, 55 p. in-8°.

2. E. DE GANAY, *Un chancelier de France sous Louis XII. Jehan de Ganay*. Paris, Plon, 1932, 165 p. in-8°, avec 3 gravures hors texte.

3. La comparaison des p. 53-54 et du fac-similé nous montre que l'auteur a lu *Serancy pour Fecamp, advertit pour advertist, donneneur pour d'onner, lour conseille pour l'ont conseille, Montcaeviel pour Montcaverel, huy pour uy, asseure pour asseur, donne pour doint*. La liste des livres de la bibliothèque du chancelier (p. 121-123) est à ce point massacrée qu'elle en devient méconnaissable : Grégoire de Tours, Boetius, Varro, ad Atticum, Aretinus, Nicilaus de Cusa,

S'il nous manque toujours une bonne histoire de Louis XII, ce n'est certes pas le petit livre de M. Maurice DARCY¹ qui comblera cette importante lacune. Cette biographie uniformément louangeuse, écrite de seconde main en un style tantôt plat et tantôt ampoulé, étayée sur des ouvrages périmés ou tendancieux, n'apporte rien de nouveau ni sur le roi, ni sur son règne, sinon d'étranges erreurs d'interprétation. Au reste, le « Père du peuple » n'est-il ici qu'un prétexte à glorifier la monarchie et à exposer les idées politiques de l'auteur.

La personnalité, si attrayante par certains côtés, de Louis XII, n'est jamais étudiée sérieusement ; on ne nous présente qu'une abstraction fade de « bon » prince. Les révoltes du duc d'Orléans sont mises sur le compte d'Anne de Beaujeu, qui, n'étant que fille de roi, peut avoir des défauts et commettre des erreurs. Sur ces derniers soubresauts de l'opposition féodale, on s'en tient d'ailleurs à quelques historiettes de Brantôme ou à des citations de Mézeray... Les réformes administratives et judiciaires de 1499 sont esquissées de façon superficielle ; l'auteur ne se doute pas qu'elles n'étaient pas bien nouvelles et qu'elles demeurèrent à peu près inopérantes. Mais elles lui permettent une comparaison entre les hommes de 1789, « inspirés par la haine et l'orgueil », et la « révolution de 1499, réalisée par le roi pour son peuple », se réclamant « des principes chrétiens de l'égalité des âmes et de l'amour du prochain ». Le scandaleux procès de divorce est esquivé en une pirouette : l'amour et la raison d'État excusent tout. Quant à l'échec des campagnes d'Italie, ce sont les machinations de nos ennemis, les trahisons des papes et des souverains étrangers qui l'ont rendu possible. Nous n'en finirions pas si nous voulions relever toutes les erreurs accumulées dans ce petit volume, et qui sont d'autant plus pernicieuses qu'elles se présentent sous une forme plus catégorique. M. Darcy, d'ailleurs, trop occupé à glorifier Louis XII pour l'éternité, ne voit pas ce qui fait l'intérêt de cette période où la monarchie, à peu près sortie de sa chrysalide féodale et en passe de devenir absolue, garde pourtant un caractère patriarchal qui en adoucit les défauts et en compense les insuffisances. Une fois de plus, le grand public, auquel est destiné ce sermon politique d'où reste absent tout sens historique, sera bien mal servi.

E. PERROY.

Avril 1936.

(Sera continué.)

Biondo deviennent Georges de Tours, Boccius, verro, ad anticum, aletinus, Nicolaus de cura, blondi, etc. D'autres textes sont franchement inintelligibles.

1. M. DARCY, *Louis XII*. Préface de Charles BENOIST. Paris, les Œuvres françaises, s. d. (1995), 220 p. in-8°.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Eugen HABERKERN et Joseph FRIEDRICH. **Hilfswörterbuch für Historiker**, mit einem Geleitwort von Hermann ONCKEN. Berlin-Grünwald, Verlag für Stattswissenschaften und Geschichte G. m. B. H., 1935. In-8°, xvi-605 pages.

Voici un livre dont le besoin se faisait sentir depuis longtemps. Sur un plan différent et suivant des proportions autres, le *Centre de synthèse historique*, que dirige M. H. Berr, a mis en chantier, depuis déjà plusieurs années, un lexique du même genre, mais se rapprochant davantage du genre *Encyclopédie*. Je ne sais pas au juste à quel point d'avancement il se trouve aujourd'hui, mais je crois probable que la longueur même des développements qu'il a acceptés retardera assez longtemps son achèvement. Le premier mérite du *Hilfswörterbuch* en cause est donc d'abord d'exister et de nous offrir immédiatement son secours. Il en a un second, qui réside dans sa simplicité et son homogénéité : il définit et distingue avec précision ; il ne cherche pas à décrire et à expliquer ; il s'interdit de disserter. Qui réclame plus de détails, avec un appareil — parfois indispensable — de discussions, doit s'adresser aux répertoires et dictionnaires qui sont les auxiliaires, encyclopédiques ou, au contraire, très spécialisés, de la connaissance historique et n'ont pas pour unique intention d'éclaircir les termes d'histoire qui peuvent arrêter un lecteur même expérimenté.

Dans son introduction, M. H. Oncken a donc raison d'insister sur la nouveauté et l'originalité de l'ouvrage : il doit intéresser tous les chercheurs que retiennent les questions politiques, administratives, juridiques enfermées dans les limites chronologiques et géographiques qu'il s'est fixées. Il est entendu que l'Antiquité reste à part : les auteurs — et je ne les en blâme pas — n'ont pas voulu charger le volume de l'énorme poids que supposerait la définition des institutions et des faits de l'Orient, de la Grèce et de Rome. Pour tout cela, il existe des répertoires faciles à utiliser et qui, étant du ressort des spécialistes et couramment à leur disposition, présentent beaucoup moins d'utilité immédiate pour les autres curieux d'histoire. Le lexique porte donc seulement sur la période du Moyen Age inclus à nos jours. Il borne, d'autre part, son champ d'information au monde occidental européen et à ses alentours immédiats, avec l'Allemagne pour centre. Il y a donc quelque arbitraire et un certain empirisme dans le choix qui a été fait entre ce qu'on a dit et ce qu'on a voulu passer sous silence, dans l'espace aussi bien que dans le temps ; mais il est trop clair que ne pas s'imposer une limitation était se condamner à ne pas aboutir.

Les intentions des auteurs sont claires et précises : il s'agit pour eux de répondre avec netteté et promptitude à quantité de questions qui arrêtent quiconque sait

les poser. Il arrive souvent qu'on se demande à propos de tel individu : *Qui est-ce ?* Il convient aussi de se demander en face de tel terme : *Qu'est-ce que c'est ?* La sagesse est de se méfier de l'interprétation spontanée que s'en donne bien souvent le non spécialiste ; il est fréquent qu'elle engendre de très lourdes méprises. Les auteurs prévoient maintes déceptions : les uns ne trouveront pas ce qu'ils cherchent et, par suite, jugeront le lexique incomplet, parce qu'ils seront descendus trop avant dans leur propre spécialité ; les autres s'impatienteront d'explications qu'ils jugent superflues, parce qu'ils se rendront mal compte de ce que le commun des lecteurs ignore et a le droit d'ignorer. Il y a, du reste, lieu d'espérer que tout un chacun apportera sa contribution bénévole à l'amélioration et au perfectionnement d'un si précieux instrument de travail. Avant que de chercher à l'utiliser, il faudra lire avec soin les *instructions* que les auteurs ont placées en préambule ; on y gagnera certainement d'éviter plus d'une hésitation, voire plus d'une irritation. Le lecteur français, particulièrement, fera bien de ne conclure trop vite à la carence dans aucun cas et de commencer par se familiariser avec une nomenclature dont l'abondance des termes français, par exemple, pourrait l'inciter à oublier qu'elle est fondée et organisée en fonction des besoins et des habitudes du vocabulaire germanique. Il va de soi qu'il faut, en l'espèce, avoir l'idée de chercher un mot sous ses divers aspects verbaux, donc *savoir déjà de quoi il s'agit*, pour trouver vite. Qui ne songe pas à *Zunft* ne trouvera pas *Université*. C'est là une petite expérience à acquérir.

En fait, la peine est légère. J'ai donné de nombreux coups de sonde en dehors des problèmes que tous les historiens connaissent ; tous, ou à bien peu près, ont parfaitement *rendu*. Et si je n'ai pas su trouver, par exemple, *talion* (*Wiedervergeltung*) ou *presse* (*Matrosen = pressen*), je me suis réjoui à *ordonnance au comptant* et à *vaine pâture*, comme à *Asiento* et à nombre de termes d'usage restreint ou rare. Ceux-là seuls qui se serviront assidûment du livre mesureront bien l'immense gratitude qu'ils doivent au dévouement et à l'érudition, au discernement et à l'initiative de ceux qui l'ont réalisé.

Ch. GUIGNEBERT.

Charles PICARD. **Manuel d'archéologie grecque. La sculpture.** T. I : *Période archaïque*. Paris, Éditions Auguste Picard, 1935. In-8°, 704 pages, 237 figures, 13 planches hors texte, dont 3 en couleurs. Prix : 95 francs.

Dans le *Manuel d'archéologie grecque* dont la publication commence avec ce livre, trois volumes seront consacrés par M. Charles Picard à la sculpture. Le premier, celui qui nous est donné, embrasse en 700 pages la période archaïque, des origines à 500 avant J.-C. ; les suivants traiteront des périodes classique et hellénistique. Vaste tâche qui réclame autant d'énergie que de savoir. Il faut un réel courage pour affronter une entreprise de cette envergure, un esprit vigoureux pour en supporter le poids, des connaissances très étendues pour en remplir les cadres, une critique pénétrante pour se guider parmi le dédale de théories et d'hypothèses singulièrement nombreuses, une méthode sûre pour répartir avec justesse et clarté la masse des renseignements rassemblés de tous les points de l'horizon. Toutes ces qualités, nous les trouvons ici. L'auteur, qui a tout vu, tout lu, tout retenu, n'ignore

ou ne passe sous silence rien d'essentiel et nourrit des pages pleines d'exemples, de rapprochements, de renvois bibliographiques infiniment précieux ; il excelle aussi à distribuer cette énorme matière en une ordonnance harmonieuse qui permet de dominer les faits et de tirer le meilleur parti d'une documentation exceptionnelle ; il nous apporte, en outre, sur chaque question la solution la plus perspicace et la plus mesurée ; dans des problèmes complexes où l'affirmation trop appuyée risque de paraître bien vite caduque et téméraire, ses jugements se nuancent de réserve et s'arment de modération, s'appliquent à ne pas amoindrir comme à ne pas exagérer, à marquer les limites de la certitude ou de la vraisemblance et à se fonder en toute objectivité, passant au crible les opinions des devanciers, même les plus autorisés, se méfiant des progressions trop logiques qui échappent à la vérité historique. Telle est l'œuvre qui est digne des plus vifs éloges : elle est non seulement d'une science merveilleusement informée et d'une impeccable érudition ; elle est toute de prudence raisonnée et de haute maîtrise.

Un pareil livre ne peut se résumer ; tout au plus sommes-nous à même, en ces courtes lignes, d'indiquer quelques-unes des idées qui sont développées au cours des huit chapitres qui le composent.

Les trois premiers forment comme une longue introduction qui nous initie aux méthodes d'étude et aux sources, aux conditions générales, à l'origine et au rôle de la statuaire, à la muséographie. Le premier chapitre montre comment se sont constituées les méthodes, quelle part il faut accorder à l'étude des originaux et à celle des répliques, quels enseignements on peut attendre du rapprochement de la plastique avec la céramique, de l'analyse anatomique, des recherches sur la draperie et d'un examen technique approfondi. Le chapitre II insiste sur l'esprit humain de la sculpture grecque et sur le caractère idéaliste du nu grec, « type synthétique supérieur à la création terrestre » (p. 47) ; il met en lumière un principe fondamental : « La sculpture grecque est une manifestation à la fois esthétique et religieuse » (p. 2) ; en cédant « au besoin d'élucider la notion divine par l'image » (p. 46), elle a été d'origine religieuse. Jusqu'au V^e siècle, l'image est le substitut du dieu dans le culte ; ensuite, le goût artistique commence à apparaître et la signification des statues change. Le chapitre III, qui donne par pays, selon l'ordre alphabétique, des renseignements généraux sur les musées et sur les ressources qu'ils offrent, avec références, rendra les plus signalés services.

Le chapitre IV : de Dédale aux Dédalides, fait voir quel rôle de premier plan a joué, au point de vue des inventions comme à celui des premiers apprentissages, la Crète, dont le prestige subsistera jusqu'au VI^e siècle. Après les découvertes de Cnossos, on ne peut plus refuser sans hésitation l'historicité probable de Dédale. Bien que de vraies habitudes esthétiques ne se soient pas maintenues de 1400 à 700 à travers le bouleversement religieux et politique de la Grèce, ce sont les Pré-hellènes qui ont fourni aux premiers Grecs « la notion vivante de la représentation figurée » (p. 104). Le patrimoine artistique de la Grèce préclassique est fait de survivances minoennes et mycéniennes, d'apports indo-européens, d'emprunts orientaux. Ainsi s'opère une rééducation profonde grâce à laquelle l'Hellade recrée tout.

Le chapitre V considère en détail les diverses techniques ; c'était une erreur, à laquelle on a renoncé, de croire que la sculpture en pierre avait bénéficié des progrès accomplis d'abord par la sculpture en bois et que, après une « pétrification progressive », le remplacement se serait effectué au VII^e siècle : le bois ne précéde

pas plus la pierre que le calcaire ne précède le marbre. Le mérite capital de la sculpture grecque vient du progrès qu'elle a fait faire aux techniques difficiles.

Le chapitre VI s'attache à la formation des types plastiques : Courrois et Corés. Ce sont les mêmes types qui servent pour les temples, les monuments publics et les tombes ; l'idéalisation des athlètes et des morts rejoignant l'humanité supérieure des Olympiens, la sculpture prend comme modèle le type humain général, exempt de toute particularité individuelle. M. Picard examine les influences qui se sont exercées, parmi lesquelles celle de l'Egypte fut prépondérante, puis il étudie minutieusement le type viril et le type féminin ; tous deux témoignent de « conventions très architectoniques, fort écartées de la stricte vérité anatomique » (p. 278) ; dans le costume féminin, de même, les artistes prennent « leurs aises avec la réalité. Il ne faut pas concevoir l'évolution de l'art grec comme une suite d'efforts vers le rendu exact » (p. 286).

Le chapitre VII a pour objet les origines et le progrès de la plastique monumentale, relief et ronde bosse. L'utilisation du relief grec a été surtout architectonique. La décoration du temple, postérieure à l'apparition des statues de culte, se libère par l'invention du haut-relief et la conquête du raccourci, bénéficiant ainsi des conquêtes de la statue en mouvement ; elle a tiré ses sujets de la petite industrie, du mobilier et du vase pour les éléver au sommet de l'édifice sacré. Sur le temple, où elle reste généralement extérieure, la sculpture est réservée à des places canoniques et a été de caractère limité : aux frontons, sur les métopes, aux antéfixes et aux acrotères, sur les frises, sur certaines colonnes, aux flancs des autels. Et M. Picard d'analyser tour à tour par le menu les diverses parties de cette plastique monumentale, d'en décrire les aspects, d'en suivre l'histoire, de mettre en valeur les exigences religieuses qui les commandent, car, si l'art grec doit sa splendeur à l'effort tenace de sa technique, il ne faut jamais oublier qu'il travaille au service d'une foi.

Le chapitre VIII, qui à lui seul compte plus de deux cents pages, passe en revue les centres d'art de la Grèce archaïque, où, sans vouloir chercher trop de différences de l'un à l'autre et sans s'essayer à reconstituer dans le détail la production des écoles antérieure à 500, M. Picard s'efforce de répartir les sculptures, y compris les petits bronzes et les terres cuites, selon les principaux foyers de production ; il envisage d'abord le groupe créto-péloponésien, dont il suit les destinées dans la Grèce centrale jusqu'en Sicile et en Grande-Grecce, puis la statuaire de l'Ionie et de l'Archipel égéen, tributaire du marbre, représentée avec une exceptionnelle abondance, l'archaïsme attique, enfin, à l'époque de Solon et à celle de Pisistrate, les frontons en pierre tendre, les Corés de l'Acropole, Anténor et Endoios.

Ce trop bref résumé, qui laisse de côté bien des notions importantes, n'offre qu'une idée fort insuffisante de ce qu'on peut trouver dans le beau livre de M. Picard, où la documentation est sans cesse vivifiée par la personnalité de l'auteur. Parmi les ouvrages qui doivent être sous la main de tous ceux qui s'intéressent au passé de la Grèce, celui-ci s'impose dans une des meilleures places, au premier rang.

A. MERLIN.

Documents en français des Archives angevines de Naples (règne de Charles I^r). Transcrits par P. DURRIEU et A. DE BOÜARD. Paris, E. de Boccard, 1933 et 1935. 2 vol., 201 et 317 pages.

Ce long titre appelle un commentaire.

Charles I^r est le frère cadet du roi de France, saint Louis. Au moment où commencent les textes du présent volume (1277), il porte les titres de roi de Jérusalem et de Sicile, duc de Pouille, prince de Capoue, sénateur de Rome, comte d'Anjou, de Provence, de Forcalquier et de Tarente, vicaire général de l'Empire romain pour la sainte Église¹; mais c'est le comté d'Anjou qui était son berceau, devenu en 1246 un apanage de la couronne de France; et c'est pourquoi les archives de Naples sont dites archives angevines, lesquelles étaient conservées dans la forteresse bien connue sous le nom de *château de l'Œuf*².

Le nom de P. Durrieu [le comte Paul Durrieu, 1878-1925] est bien connu des médiévistes par son livre sur *Les archives angevines de Naples ; étude sur les registres du roi Charles I^r, 1265-1285*. Après avoir collaboré avec Durrieu, M. de Bouiard a publié à son tour un volume tirée des mêmes archives³; puis, resté seul, il reprit ce travail sur un plan nouveau, celui que nous avons maintenant sous les yeux. Dans son volume d'*Actes et lettres*, il s'était proposé seulement d'en donner un catalogue, augmenté d'ailleurs de quelques textes produits *in extenso* à cause de leur importance pour l'histoire de France et, plus particulièrement, pour celle des fiefs possédés par le comte d'Anjou. Ces textes étaient pour la plupart rédigés en latin; mais voilà que, subitement, le roi ordonne (27 octobre 1277) d'écrire certaines pièces « an françois⁴ » et, dès le mois suivant, la chancellerie commence non seulement à faire rédiger ces textes par des « mains françoises », mais à employer des registres spéciaux. Là les actes étaient transcrits au fur et à mesure des décisions prises par le roi, quelle que fût leur teneur administrative; c'est-à-dire qu'ils sont dans le plus grand désordre, où seuls les scribes pouvaient se retrouver sans perdre de temps. Il n'en est plus de même aujourd'hui et il a paru nécessaire à M. de Bouiard d'appliquer partout l'ordre chronologique. En outre, il a créé quatre séries d'actes nettement caractérisés qui sont : 1^o les *mandements* adressés aux trésoriers; 2^o les *comptes* soumis au contrôle de maîtres dits rationaux (*rationabiles*) ou maîtres des comptes; 3^o les *apodizes* ou reçus de l'argent versé; 4^o enfin, les comptes des greffiers de l'hôtel, qui, d'ailleurs, formaient une classe à part. Le volume que nous avons sous les yeux contient exclusivement les actes compris dans les deux premières séries. Le reste viendra plus tard.

Pourquoi Charles I^r a-t-il imposé à ses clercs l'emploi exclusif de la langue française? Voici comment Durrieu résolvait ce petit problème : à la date du 27 octobre 1277, écrivait-il, « la puissance du roi angevin venait d'atteindre à son point suprême par l'acquisition du titre de roi de Jérusalem. En conséquence, il voulut

1. T. I, p. 87.

2. Marqué sur la couverture comme *Castrum Ovi* et, dans le cours du livre, comme « le chastel de Salvador a mar ».

3. *Actes et lettres de Charles I^r, roi de Sicile, concernant la France, 1257-1286* (1926, VII-413 p.).

4. *Documents*, t. I, p. 10.

que sa cour fut organisée sur le modèle de celle de France, « où les grands officiers étaient Français, Français aussi tous les justiciers ou gouverneurs de province, sans aucune exception¹ ». A cette explication, M. de Bouard en oppose une autre : il a constaté, ce qui, d'ailleurs, saute aux yeux d'un lecteur attentif, que Charles Ier donnait ses ordres directement, même sous une forme toute familière, à ses chefs de service ; parfois, il composait lui-même ses lettres et n'hésitait pas à menacer son agent, même haut placé, de le frapper dans sa personne ou dans ses biens si les ordres reçus avaient été mal exécutés². Il avait l'œil du maître qui veille à tout et veut tout savoir sans intermédiaire. M. de Bouard ne cache pas, d'ailleurs, son admiration pour celui qu'il appelle « le grand Capétien ». Les pages 24-30 du tome I en sont un véritable panégyrique. C'est peut-être même aller un peu trop fort que de louer surtout en Charles Ier « le goût de l'ordre », mais ce serait à voir de près.

Les *Documents en français* n'ont pas été reproduits intégralement par M. de Bouard. Il a pris la liberté de reproduire seulement ceux qui lui paraissaient mériter de l'être, ou bien il s'est contenté d'une rapide analyse, comme s'il s'agissait d'un simple catalogue ; du moins n'omet-il aucun des actes transcrits sur les registres et cela donne confiance. En somme, il a, dans un double dossier, celui des *mandements* et celui des *comptes* des trésoriers, ouvert des horizons nouveaux sur l'histoire politique et administrative d'une autre France que celle de saint Louis. On lui en sera reconnaissant.

Entrons maintenant un peu dans le détail, où, à côté des textes, on trouve des commentaires ou même de petites dissertations qui enrichissent l'ouvrage dans ses deux grandes divisions des *mandements* et des *comptes*. T. I, p. 68 : « Pour les ouvriers du siècle » monétaire ; note sur l'atelier monétaire du Castel Capuano de Naples, qui marque une date dans l'histoire de la monnaie royale. — P. 83, longue dissertation sur les rapports entre l'Italie méridionale et les Arabes de l'Afrique septentrionale. — P. 109, étude sur la formation de l'État pontifical. — P. 126, un acte du 17 janvier 1279 fournit les noms et surnoms des châtelains, concierges, châpelains et sergents des châteaux employés dans la « Terre de Labour ». — T. II. Là, les comptes des trésoriers sont généralement distribués en deux chapitres pour l'« entrée » et l'« issue » de la monnaie royale. — On trouve, p. 53, les gages « pour les escriveins » des livres du roi, avec une longue note sur l'école de Salerne, richement dotée par Charles Ier, et un traité de médecine arabe connu sous le nom d'El Havvi de Rhasès. — P. 69, achat de « dras de cendal » pour la reine « notre chère compagnie », achetés « au meilleur que vous pourez ». — P. 151, « pour l'œuvre du châtel neuf de Naple » sont notés les paiements faits à dix-sept personnes « gardans 40 anes, mis au service d'icel euvre », à raison de « cinc grains d'or » pour chaque personne et par jour, etc. — Ces quelques indications, entre tant d'autres, suffisent pour donner une idée de ces documents, si intéressants en ce qui concerne l'histoire des métiers et ajoutons encore pour celle de la langue française.

Ch. BÉMONT.

1. *Documents en français*, t. I, p. 17, en note.

2. Voir, par exemple, le t. I, p. 112 : « Nous nos en voulons penre a leur cors et à leur avoys. »

Bernardino LLORCA, S. J. **Die spanische Inquisition und die « Alumbrados », 1509-1667**, nach den Originalakten in Madrid und in anderen Archiven. Berlin et Bonn, Ferd. Dümmler, 1934. In-8°, 138 pages.

La courte étude du P. Bernardino Llorca, solidement documentée, présente clairement, sèchement peut-être, le bilan de la difficile question des « illuminés », maigre cours d'eau qui traverse pourtant tout le xvi^e et une partie du xvii^e siècle espagnol. A la bibliographie compacte de l'introduction, on ne voit guère à ajouter que la thèse de M. Baruzzi sur Jean de la Croix et surtout la précieuse brochure du même auteur sur les « alumbrados ». — De 1509 à 1667, le P. Llorca ne nous donne que le pointillé de ce courant souterrain, tenace autant que faible, des Illuminés ; on ne le saisit, en effet, que par moment, grâce surtout à l'activité vigilante de l'Inquisition. Par trois fois seulement, le courant grossit : à Tolède de 1512 à 1530, à Llerena de 1570 à 1582, puis à Séville de 1620 à 1630. Encore ne faut-il pas exagérer. Durant cent cinquante ans de guet inquisitorial, le nombre des condamnés alumbrados ne s'élèvera qu'à cent quinze.

Le P. Llorca verse au débat beaucoup de documents nouveaux ; ainsi les pièces du procès de la Béate de Pedrahitia ou celles d'une victime du petit groupe tolédan, Luis de Beteta, qui avaient échappé aux erudits... Il y a donc beaucoup à apprendre dans ce travail probe, objectif. On signalera notamment — exemples vivants, parlants, des procédés de l'Inquisition espagnole et de leur rude réalité — les deux procès que l'auteur analyse p. 31-35 et surtout le texte donné en appendice p. 127 et suiv., que l'on ne peut pas, malgré la douteuse moralité de la victime, ne pas trouver émouvant. Il convient aussi de retenir les claires et intelligentes distinctions que cette étude introduit, en conclusion, dans la classification des alumbrados.

Je ne pense pourtant pas, malgré les qualités que je viens de signaler, que le P. Llorca ait consacré à ces illuminés de Dieu un travail définitif. Son étude trop étroite, trop formelle aussi, au vrai, n'a pas replacé dans le cadre de l'histoire spirituelle de l'Espagne le mouvement qu'il s'agissait de reconnaître et d'analyser. Sans cette cartographie d'ensemble, exactement dessinée, peut-on discuter de croyances qui se sont, plus ou moins identiques à elles-mêmes, dans des milieux divers, prolongées pendant plus d'un siècle ? Et cela, d'autant plus que l'auteur n'emploie que des papiers inquisitoriaux qui ne donnent et ne peuvent donner qu'une histoire officielle et simplifiée. De la localisation de ces taches religieuses dissidentes, du synchronisme que l'illuminisme peut présenter, dans son histoire, avec les autres manifestations de la vie spirituelle et temporelle de la Péninsule, il y avait des conséquences, des hypothèses à déduire, sinon des certitudes. On regrettera que cette entreprise n'ait pas été abordée. Pour ces raisons, aussi et surtout à cause des obscurités inhérentes à la discussion, le problème reste entier. D'où vient cette flamme de perfection perversement orientale ? Est-elle un feu follet négligeable ou jaillirait-elle des profondeurs de l'Espagne ?

F. BRAUDEL.

I. — Alistar et Henrietta TAYLER. **The old chevalier ; James Francis Stuart.** Londres, Cassell, 1934. 191 pages. Prix : 5 s.

II. — L. DUMONT-WILDEN. **Le prince errant, Charles-Édouard, le dernier des Stuarts.** Paris, Armand Colin, 1934. 262 pages. Prix : 20 fr.

III. — Charles Sanford TERRY. **The forty-five, a narrative of the last Jacobite raising by several contemporary hands.** Cambridge, University Press, 1922.

IV. — Hilaire BELLOC. **James the Second.** Londres, Faber, 1934. 304 pages. Prix : 5 s.

I. — L'histoire des Stuarts est une histoire mélancolique et qui remplit le XVIII^e siècle de son vain lamento. Y passent Jacques II, couronné en 1685, chassé en 1688, mort dans le royal exil de Saint-Germain en 1701 ; Jacques III, alias le Chevalier de Saint-George, fils du précédent et de sa deuxième femme Marie de Modène, deux fois évincé au profit de ses demi-sœurs du premier lit, Marie, Anne et, après l'inutile effort de 1715 pour renverser l'usurpateur hanovrien, renonçant à jamais, pour mourir à Rome en 1766 ; Charles III ou le Jeune Chevalier, le Charles-Édouard de Voltaire et le « bonny prince Charlie » des ballades écossaises, le héros du soulèvement jacobite en 1745, après mainte traverse enfin mort à Rome sans postérité (1788) ; son frère le cardinal d'York, Henry IX, beaucoup plus amoureux de sa calme existence ecclésiastique que de son royaume irréel, et qui vécut assez pour voir la Révolution, l'Italie envahie, son petit évêché de Frascati saccagé par les troupes françaises, ne mourut qu'en 1807. C'est seulement alors, après l'extinction des princes légitimes, que la vieille Écosse reconnut dans son cœur les Hanovre, accueillit pour la première fois le roi George, au fameux *levee* de 1822, avec la bienvenue du tartan et de la claymore... On rapporte qu'un officier britannique, traqué par les hommes de Championnet, trouva par hasard refuge auprès d'un *porporato* à lui parfaitement inconnu ; comme il s'émerveillait d'entendre son hôte parler si bon anglais : « C'est que je suis votre roi », dit le prélat. Et l'officier de tomber à genoux pour baisser la main de son maître.

Cette race des Stuarts, à cause même de sa mauvaise étoile, de son infortune constante, elle enchante, là-haut, les imaginations ; l'Écosse ne se lasse pas d'en conter l'histoire ; l'Écosse a deux plumes à son bonnet, qui sont Marie Stuart et le prince Charlie ; ces figures dolentes flattent, en elle, un goût de la *romance*, une tendresse toute celle pour les vaincus, pour les causes sans espoir, sans compter un sens, au moins aussi aigu, des valeurs publicitaires pour l'industrie touristique...

C'est surtout à des lecteurs ainsi prévenus que s'adresse le petit livre d'Alistar et Henrietta TAYLER. Il nous conte les velléités vite éteintes, la prompte et longue résignation de Jacques III, roi *de jure* pendant soixante-cinq ans. Le pauvre homme joue constamment de déveine. En 1708, au moment de s'embarquer pour reconquérir sa couronne, il attrape la rougeole ! En 1715, il arrive après la bataille, quand la journée de Sheriffsmuir a déjà soufflé sur ses fragiles espoirs. Il n'aura pas pour femme Benoîte de Modène, qu'il aime ; il aura Clémentine Sobieska, qu'il n'aime pas ; encore, comme l'Empereur la lui refuse, faut-il que quatre officiers de fortune irlandais aillent l'enlever pour lui ! Jacques rentre maintenant dans l'ombre — une ombre que son extrême dévotion, son détachement du monde, son goût de la

tranquillité ne semblent point haïr. Somme toute, vie passablement terne, et même insignifiante. Le lecteur glane de ci de là des tableautins curieux (séjour de Jacques en Avignon), rien vraiment qui dépasse l'anecdote. Le livre doit beaucoup, les auteurs nous en informer les premiers, aux travaux d'Andrew Lang, *The king over the waters*, et de Martin Haile, *The life of James Francis Edward*.

II. — M. DUMONT-WILDEN a écrit un livre un peu du même type pour la collection historique Armand Colin. C'est d'excellente vulgarisation, distinguée et adroite. Mais que son héros l'emporte sur le précédent ! L'auteur a senti et exploité à plein ce qu'ont d'alléchant pour le grand public cette âme et ce destin tout en extrêmes, ces fulgurants contrastes : le violent, l'audacieux, fils d'un père si placide ; le paladin qui, hier, après d'incroyables aventures, se réveillait roi, aujourd'hui cache sa tête mise à prix, et demain, traqué sur les routes d'Europe, désespéré, finira, ivrogne et déchu, dans cette Rome d'où il partait quarante ans auparavant. Point d'appareil érudit : la collection ne le souffre pas. Une bibliographie qui, de son propre aveu, se borne à l'essentiel¹. On y regrette l'absence de l'ouvrage qui suit.

III. — Le professeur Charles Sanford TERRY, avec *The forty-five*, a procuré un de ces ouvrages précieux et commodes, tels les recueils de Rait sur Marie Stuart ou de Mumby sur Elisabeth, dont on ne saurait trop remercier ces travailleurs consciencieux et modestes. M. Rait a diligemment colligé les témoignages contemporains sur le soulèvement jacobite et de ces relations, avec de la colle et des ciseaux, fait un récit composite à lui. Les délicats reprocheront-ils quelque artifice au carton ? N'empêche que, grâce à ce petit volume, tel qui n'a pas le temps, ou les moyens, de dépouiller l'immense littérature du sujet en aura sous la main les pages essentielles. En tête sont énumérés les auteurs utilisés plus bas, avec pour chacun d'eux une brève notice critique ; à la fin une table donne les personnages qui ont tenu un rôle dans la rébellion, avec quelques mots de biographie sur chacun d'eux². C'est là de bon travail : un travail qui éviterait bien des pertes de temps à qui dans l'avenir voudrait approcher les mêmes événements.

IV. — Pour plus d'une raison, le livre d'Hilaire BELLOC est d'une tout autre classe que les précédents, et c'est pourquoi, en dépit de la chronologie, j'ai dû le garder pour la fin. Jacques II n'a été flatté ni par la tradition orale, ni par l'histoire officielle — la bête noire de l'auteur : il en va tenter la réhabilitation, ce qui déjà donne une originalité succulente à son travail. Le plan, les exposés partiels, par leur limpidesse (p. 197-199), trahissent chez lui l'ascendance et la méthode françaises. En chaque circonstance, Belloc choisit un type, action navale de 1665, figure de Shaftesbury, lequel, étudié à fond, éclaire les cas parallèles. Il trace une saisissante esquisse des deux frères royaux : Charles, sinueux, retors et flexible, n'ayant cure

1. John Home, *History*, etc., est de 1802, non de 1830.

2. L'un d'eux est cet Antoine Walsh, appartenant au monde des Oies sauvages (*Wild geese*) ou exilés irlandais, qui faisaient fortune, à Nantes, dans l'armement et la traite : c'est lui qui procure les deux petits vaisseaux pour débarquer le Prétendant en Écosse. Anobli des deux côtés, par Jacques III et par Louis XV, acquéreur de la terre et comté de Sarrant, ses descendants traversent en fidèles royalistes Révolution, Empire et, après 1830, règne de Louis-Philippe (cf. *Mémoires d'Outre-Tombe*, éd. Biré, VI, 33). La dernière comtesse Walsh a porté Sarrant, par mariage, aux La Trémoille. Le duc de la Trémoille a publié les papiers de l'ancêtre Antoine Walsh dans *Une famille royaliste irlandaise et écossaise, et le prince Charles-Édouard*, 1901.

des principes, mais beaucoup des individus ; Jacques doué de vues plus étendues, plus vastes, mais trop raide, point assez défiant ni diplomate. Duc d'York et grand amiral, Jacques est le fondateur de la puissance navale anglaise : c'est lui qui substitue une force permanente, hommes, cadres, vaisseaux, aux moyens de fortune, louage de bateaux marchands, « presse » des marins au commerce, dont jusqu'alors on faisait face à l'accident d'une guerre ; c'est lui qui remporte, à la tête de la flotte qu'il a créée, la première grande victoire sur les escadres hollandaises ; et mourant, il laisse à son fils cette « instruction » dernière : « Gardez la maîtrise de la mer ! » Roi, la tolérance est un but qu'il s'assigne par la *Déclaration d'indulgence*. Cette notion de tolérance, Belloc en fait une analyse aiguë et lumineuse : il ne s'agit point de cette attitude fréquente aux temps modernes et assez misérable en somme, étant basée sur l'indifférence religieuse et le sentiment que toutes les doctrines se valent ; il s'agit de fonder consciemment l'unité de l'État sur l'indulgence pour des doctrines en soi plus ou moins bonnes, et connues pour telles, mais admises tant qu'elles ne sont point contraires au bien public.

A ce propos, dans quelques pages très neuves (287-293), l'auteur croit pouvoir établir avec des preuves indirectes, mais plausibles, qu'après cent ans de répression la minorité catholique était encore en Angleterre bien plus nombreuse qu'on n'imagine : un huitième de la population, estime-t-il, pour les fidèles déterminés, bien davantage pour les sympathisants ou pour ces tièdes qui, laissés libres, eussent penché de ce côté-là. Ce qui, précisément, empêche Jacques de réussir en ses projets de tolérance religieuse, c'est que lui-même, ouvertement romain depuis sa conversion, excite la défiance des Réformés : sous couleur d'indulgence, le roi n'aurait-il pas en tête un retour du papisme ? Surtout, l'équivoque est soigneusement entretenue dans la populace de Londres par l'oligarchie des ploutocrates qui, depuis cent ans, rongent la vieille monarchie nationale et vont l'annihiler à leur profit. La question religieuse est pour eux, pour leur porte-parole Compton, évêque de Londres, la machine à miner la couronne, l'angle mort d'où l'on peut l'assaiiller. « La révolution de 1688 a complété l'œuvre de la Réforme. » La petite clique de familles, constamment alliées entre elles, qui entoure Jacques, et le trahit, est l'héritière de la clique des Cecil au XVI^e siècle. Elle règnera sans partage au XVIII^e, sous la nullité des rois hanovriens.

Le dernier effort de Jacques est la campagne d'Irlande (1689-1690) ; et, à n'en pas douter, contée par Belloc, la résistance de Londonderry n'a plus le flamboyant hérosme que lui prêtait Macaulay ; la bataille de la Boyne n'est plus cet écrasant et merveilleux triomphe, mais une action confuse où la supériorité de nombre et d'armement n'arrive pas à arracher la décision. Ainsi, Jacques n'aurait pas été non plus le « couard » et le « breneux » (*Seamus an Cacha*) de la tradition irlandaise. Les vérités assises depuis deux cents ans sont l'une après l'autre secouées par notre iconoclaste. Jacques fut à ses yeux un grand marin, un homme d'État, un grand Anglais, harassé, empêché, enfin chassé par l'égoïste capitalisme issu de la Réforme et déterminé à détruire la vieille monarchie historique, protectrice, née du populaire...

Un tel livre a du charme et de la puissance. Il implique toute une philosophie de l'histoire, de celle d'Angleterre en particulier, philosophie qui flotte à l'arrière-plan de ces pages et leur confère cette ampleur secrète. Il est si intelligent qu'il vous laisse à la fois séduit et inquiet : s'il allait maintenant être trop clair pour être

vrai? En même temps, replaçant le règne de Jacques comme une onde brève dans la grande coulée nationale, il nous fait voir l'homme jouet de forces qui le dépassent. Ses mérites mêmes, ses vertus ne lui sont qu'une autre cause de perte, comme leurs efforts à ses descendants. Et le souvenir maintenant se reporte, avec une complaisance nouvelle, au tombeau qu'a dressé Canova contre un pilier de Saint-Pierre de Rome et où, sous les médaillons des trois rois dérisoires, les suaves génies de marbre, d'un geste souverain, éteignent leur torche inversée.

Roger CHAUVIRÉ.

H. Ritter von SRBIK, *Deutsche Einheit. Idee und Wirklichkeit vom Heiligen Reich bis Königgrätz*. Munich, Brackmann, 1935. In-8°, I : 456 pages; II : 424 pages.

Par son grand *Metternich* paru il y a dix ans¹, M. von Srbik s'était placé au premier rang des historiens qui se consacrent aux questions de l'Europe centrale, et, même si, sur nombre de points, on n'admettait pas toutes ses conclusions, il avait renouvelé puissamment la connaissance du sujet. L'histoire de l'unité allemande qu'il vient de nous donner n'apporte pas moins de neuf, spécialement sur la période qui commence avec la Révolution de 1848. Elle n'est, d'ailleurs, que la première partie du grand travail que l'auteur veut mener jusqu'en 1866 et de la suite duquel, destinée à former un dernier volume, l'étude qui a paru naguère dans la *Historische Zeitschrift* (t. CLIII, 1), *Die Schönbrunner Konferenzen vom August 1864*, est apparemment un fragment.

Dans son avant-propos, M. von Srbik s'explique sur son dessein, son plan et sa méthode. Le dessein : faire, dans l'interprétation de l'histoire d'Allemagne, leur juste place à l'idée de l'État national et à l'idée universaliste de l'Empire, qui toutes deux y ont joué un si grand rôle et continuent de le jouer, et en même temps situer à chaque moment cette histoire dans le cadre de la vie européenne, faire apparaître les jeux des forces européennes qui contribuent à la déterminer (I, 9). Le plan : consacrer un premier livre au rappel, dans une large perspective, des éléments essentiels de l'histoire de l'Allemagne jusqu'à la fin du Saint-Empire et à la constitution de la Confédération germanique ; exposer, dans un second, l'époque de Metternich ; dans un troisième, présenter le tableau et l'analyse de l'année révolutionnaire de 1848-1849, d'où date en réalité toute l'histoire contemporaine de l'Europe centrale et qui donne vraiment la clé de toute son évolution ultérieure jusqu'à nos jours. Dans le second volume, un premier livre, le quatrième de l'ouvrage, expose sous tous leurs aspects les vicissitudes du projet prussien d'Union, jusqu'à l' entrevue d'Olmütz et à la restauration de l'ancienne Confédération, et le suivant l'histoire politique intérieure de l'Allemagne, de 1850 à 1858, principalement sous l'angle des rapports entre l'Autriche et la Prusse. Le sixième livre, enfin, analyse l'état de l'opinion allemande depuis la guerre de Crimée et la crise de conscience et d'idées politiques que provoque dans la nation allemande la guerre d'Italie. Pour la méthode, l'ouvrage se divise en deux parties : jusqu'en 1848, M. von Srbik s'est volontairement borné à utiliser les travaux d'autres chercheurs, sauf

1. Cf. *Revue historique*, t. CLIV, p. 124-127.

pour la fondation de l'empire d'Autriche et l'époque de Metternich, où ses propres études l'avaient mis en contact avec les sources ; pour la période de 1848 à 1859, s'il s'est également fondé surtout sur une documentation d'ouvrages et d'articles, il y ajoute, sur certains points, le résultat de recherches dans les sources imprimées ; quant au volume encore à venir, il sera, lui, entièrement fondé sur les sources. La bibliographie de l'auteur est d'ailleurs étonnante d'ampleur et de précision ; il semble que, sur les moindres détails, rien de quelque importance ne lui ait échappé, ni des revues provinciales allemandes les plus modestes et les plus lointaines, ni de la littérature historique générale des trois grands pays de l'Occident (cependant, on ne trouve pas citées, à propos de Charles IV, les études de J. B. Novak parues dans le *Monde slave* — 1925, IV, et 1926, III — qui résument en français des travaux originaux en tchèque sur le temps de Charles IV).

L'histoire de l'unité allemande a toujours été écrite, jusqu'ici, du point de vue de la Prusse, et on peut dire dans un esprit prussien. Pour employer la terminologie devenue classique en la matière, c'est une histoire « petite allemande », parce que le succès avait justifié cette solution de la question allemande, et l'idée « grande allemande » qu'avait représentée dans la lutte l'Autriche y apparaît surtout comme une opposition, une résistance à une évolution qui était dans la logique des choses et dans l'intérêt de la nation. Du moins, c'était là la situation au temps de l'Empire bismarckien, du deuxième *Reich*. Son effondrement à l'issue de la guerre a modifié, avec l'optique, la conception dominante. A soixante-dix ans de distance, on a vu l'idée de la Grande-Allemagne, vaincue en 1848 au Parlement de Francfort, reprendre le dessus sur celle de la Petite-Allemagne, qui était réalisée dans l'œuvre de Bismarck, et la revendication ou la proclamation de l'union de l'Autriche à l'Allemagne a été le premier signe de ce revirement. Du triomphe de l'idée de nationalité, l'Allemagne réclamait ainsi sa part de profit. Dans la nation politique (*Staatsnation*) que Bismarck avait limitée aux frontières de son *Reich*, elle voulait réintégrer le fragment de la « nation intellectuelle » (*Kulturnation*) qui, depuis 1866, était coupé de tout lien constitutionnel avec l'Allemagne. Que la doctrine puisse être poussée encore plus loin et d'autres fragments du tout germanique ou allemand revendiqués pour être rattachés au corps politique de la nation, on le voit chaque jour à certaines manifestations oratoires et autres, et il faut tenir compte de ce fait pour comprendre tout le sens et la portée de cette idée d'unité ; mais ce n'est pas ici le lieu de s'y étendre. M. von Srbik, Autrichien de naissance, de tradition et de cœur, mais non moins profondément Allemand de sentiment et par toute sa culture, s'est efforcé de juger avec une égale impartialité les attitudes successives de l'Autriche et de la Prusse, de les apprécier toujours du point de vue supérieur de l'intérêt allemand. Il n'a voulu être dans le passé ni Petit ni Grand-Allemand. Mais, pour l'avenir, et donc au fond de son cœur, il est Grand-Allemand, tenant d'une Grande-Allemagne où Berlin et Vienne, qui ont si longtemps usé leurs forces dans des luttes qui lui semblent fratricides, les uniraient pour la plus grande gloire, la plus grande prospérité, la plus grande expansion du germanisme.

Tout le livre est dominé, en effet, par l'idée de *Mitteleuropa*, cette Europe moyenne qui, pendant la guerre, a pour la première fois pris forme et reçu formules tranchées, en opposition à l'idée de l'Europe centrale définie et précisée par les porte-parole des « petites nations ». Elle apparaît successivement représentée par

le Saint-Empire du Moyen Age, incarnation de l'idée universaliste, par la maison de Habsbourg, demeurée fidèle à l'idéal de l'unité chrétienne, malgré sa division en deux branches, dont l'autrichienne « est forcée de réduire pratiquement l'Empire et ses propres domaines de famille à l'Europe moyenne, aussi longtemps que la ligne sœur existe en Espagne » (I, 51), par l'œuvre du prince Eugène, en qui « nous reconnaissions, unis dans une impressionnante harmonie, l'élément universitaire en déclin, l'élément moyen-européen qui existe et l'élément autrichien particulier qui est en devenir » (I, 74) et qui ajoute au caractère de l'État autrichien un trait nouveau : « allemand-moyen européen et allemand de l'Est », cet État devient, « depuis les exploits du grand Eugène, un État danubien », sur quoi se greffe au début du XVIII^e siècle, « pourachever l'universalité, la position de puissance italienne » (I, 80). Metternich a toute une curieuse doctrine de l'Europe moyenne, entièrement détachée, d'ailleurs, d'une mission de l'Autriche comme pionnier de la civilisation allemande vers le Sud-Est danubien, selon la conception que s'était faite par exemple Eugène (I, 184), et, durant les trente-trois années de son régime, du Congrès de Vienne à la révolution de 1848, « la politique autrichienne traite pratiquement l'Allemagne en pays étranger » ; mais, intellectuellement, littérairement, dans toute sa civilisation, l'Autriche reste liée à l'Allemagne (I, 292). « Beaucoup, parmi les Allemands d'Autriche, tenaient le fait d'appartenir à la Confédération germanique pour équivalent à celui d'appartenir à la nation allemande, et il fallut « la folle année » pour leur ôter terriblement leur illusion en leur faisant apercevoir que les Slaves entendaient la liberté dans le sens de la langue et du peuple (*volklich*), non, comme les Allemands, dans celui de l'économie et de l'esprit » (I, 301). Cette dernière formule est-elle bien exacte, et le désir de condenser la pensée en une antithèse frappante n'a-t-il pas entraîné M. von Srbik à une affirmation assez contestable? En fait, dans l'État, dont la machinerie et le vernis étaient allemands, qui s'exprimait en allemand, les Allemands jouissaient déjà des satisfactions que les Slaves avaient à réclamer d'abord, sans que cela impliquât nullement qu'ils se désintéressaient des autres. Et les Allemands, d'autre part, ne fondaient-ils pas maintes prétentions sur le droit de la langue et de ce qu'on appelle aujourd'hui de ce terme, pour nous intraduisible, le *Volkstum*? D'autre part, comment négliger le fait que la conception « moyenne-européenne » se fonde sur l'idée qu'il faut au germanisme une zone d'expansion, même démographique, dans le sud-est de l'Europe et implique, par conséquent, le développement d'une colonisation allemande dans ces régions? Ce motif de la colonisation revient à maintes reprises dans l'exposé de M. von Srbik, depuis le bas Moyen Age jusqu'à l'époque de la reconquête de la Hongrie sur les Turcs et de son repeuplement, et même au delà. Peut-être suffit-il à marquer combien la formule que nous venons de citer a besoin d'être rectifiée et complétée.

La révolution de 1848 fait éclater la crise préparée par ces mouvements nationaux et rend public « le contre-effort des peuples longtemps recouverts par le caractère allemand de l'État contre la nature allemande de l'Autriche » (I, 302). La tendance petite-allemande s'en trouve naturellement fortifiée. Mais, observe M. von Srbik, elle négligeait « les dangers de l'austro-slavisme et du panslavisme, contre lesquels seule une « Autriche allemande » pouvait faire barrière » (*Ibid.*). Ne discutons pas sur le panslavisme, encore que l'idée en soit bien obscure, qu'elle appelle une analyse et une critique précises, auxquelles il faut regretter qu'aucun histo-

rien ne se soit attaché jusqu'ici, et qu'après tout, la suite l'a montré, la meilleure barrière contre le « pantsarisme » — c'est le seul terme qui rende exactement le sens que doit avoir dans cette conception le mot de panslavisme — ait été la satisfaction des aspirations nationales particulières des divers peuples slaves non russes. Mais peut-on vraiment mettre au même rang que lui l'austroslavisme? N'y avait-il pas entre les deux une différence essentielle? Pour qui donc l'austroslavisme était-il une menace et pourquoi y avait-il besoin contre lui d'une barrière? Les tenants convaincus de l'existence d'une monarchie autrichienne, dont est M. von Srbik, devraient ou auraient dû voir plutôt avec faveur ce courant d'idées, le plus propre à consolider l'empire des Habsbourg. Mais, naturellement, la position des Allemands dans la monarchie s'en serait trouvée diminuée, les liens avec l'Allemagne desserrés, l'Europe moyenne organisée autrement que sous la direction, sous l'hégémonie de l'Allemagne et des Allemands.

Si la Révolution de 1848, qui est avant tout la révolution des nationalités, a ouvert la crise d'où est sortie, soixante-dix ans plus tard, l'Europe d'après la Grande Guerre, c'est la politique des années de la réaction, 1849 à 1859, qui a déterminé et le rythme et les conditions de l'évolution européenne de toute cette période, et la question allemande, c'est-à-dire celle de la rivalité entre l'Autriche et la Prusse pour l'hégémonie en Allemagne, domine cette politique. Sur cette rivalité, sur les rapports des deux puissances, les oscillations de leur politique, les visées de leurs gouvernements, M. von Srbik apporte quantité de vues nouvelles et souvent particulièrement intéressantes. Évidemment, elles sont loin de cadrer toujours avec le tableau que tracent les historiens allemands, par exemple M. A. O. Meyer dans *Bismarcks Kampf mit Oesterreich*¹; en particulier, Prokesch-Osten, dont le rôle, à Berlin et à Francfort, a été important pendant cette période, apparaît sous sa plume assez différent du personnage que peint M. Meyer, et dont l'intrigue et le mensonge sont comme la seconde nature; encore M. von Srbik, dont les jugements s'appliquent toujours à être nuancés, reconnaît-il que le caractère de Prokesch n'était pas « exempt de toute tache » (II, 178). Mais, quelque importance qu'on puisse reconnaître à l'action personnelle des individus, c'est entre des forces plus

1. Berlin et Leipzig, Koehler, 1927, in-8°, XII-598 p. — Ce livre très intéressant projette beaucoup de clartés nouvelles et sur l'action de Bismarck et sur l'évolution de ses idées politiques pendant cette période décisive de son activité. M. Meyer a largement profité de la libérale ouverture des archives de Berlin et de Vienne après la guerre. Très simplifiée, l'impression d'ensemble qui se dégage de son livre est celle d'une unité de vue générale et de direction chez Bismarck et d'une évolution seulement en ce qui concerne les moyens d'exécution. Le sens dominant de l'action du futur créateur de l'unité allemande pendant ses années de Francfort se résume dans cette formule (505) : « Il a préservé la Prusse de tomber dans la dépendance de l'Autriche, de perdre son autonomie. Par là, il a aboli les conséquences de la défaite d'Olmütz, du traité qu'il avait lui-même en son temps défendu par un brillant discours parlementaire. » M. Meyer tient donc Olmütz pour une défaite caractérisée de la Prusse, tandis que M. von Srbik (II, 80-84) y voit un compromis; il appuie cette opinion sur des témoignages prussiens, même celui du prince de Prusse, le futur Guillaume I^{er}, qui, il est vrai, changea vite de sentiment. On retiendra aussi cette intéressante observation (308-309) : c'est la crise de la guerre de Crimée qui, pour la première fois, a donné à Bismarck l'occasion d'exercer une véritable action en politique extérieure et fait de son aspiration à jouer son rôle sur la grande scène européenne une passion qui désormais le domine tout entier.

hautes qu'était l'opposition : la tendance universaliste, « impériale », qui continuait à inspirer, par tradition, la politique autrichienne, même quand, sous Schwarzenberg, le réalisme matérialiste de la force brutale semblait l'avoir emporté, et l'aspiration à l'hégémonie en Allemagne qui dominait toute l'action de la Prusse depuis Frédéric II, l'esprit conservateur que Vienne continuait à servir même par des procédés aussi nouveaux et parfois d'apparence aussi révolutionnaire que ceux de Schwarzenberg, et l'esprit révolutionnaire qui demeurait le ressort de toute la politique prussienne, même conduite par des conservateurs aussi réactionnaires que les ministres de Frédéric-Guillaume IV. Cette opposition permanente, irréductible, est le fond sur lequel se détachent les diverses scènes du drame.

Les deux souverains en sont, naturellement, les acteurs principaux, et dans leurs hésitations, dans leurs tentatives d'entente souvent répétées, pour finir toujours par un nouveau conflit, déclaré ou latent, se traduit avec éclat la situation politique complexe, insoluble, semble-t-il, autrement que par la force, qui dérivait, au fond, de l'antinomie entre la survivance de l'idée impériale en Autriche et l'idée de l'État national que représentait la Prusse, si particulière que fut la forme sous laquelle elle le faisait. On connaît de longue date l'attitude pleine de contradictions de Frédéric-Guillaume IV, partagé entre son respect romantique de l'« empereur » et les impératifs de la raison d'État prussienne. Pour revêtir des formes moins tragiques, les hésitations, les oscillations de François-Joseph ne sont pas moindres, une fois qu'il n'a plus auprès de lui, pour le conseiller et, au vrai, le diriger, l'énergie brutale de Schwarzenberg. Avec Bismarck, dont la mission à Francfort est un peu, sinon un exil, du moins un éloignement du centre des affaires, où l'on craignait l'influence de son esprit révolutionnaire, Schwarzenberg est le seul homme d'État de l'Allemagne de cette période : « guide et maître né », *geborener Führer und Herrscher*, dit M. von Srbik dans un portrait qui s'efforce de doser exactement l'admiration et les réserves, en cédant d'ailleurs peut-être un peu trop à la première, qui marque bien les différences entre Metternich et lui (I, 386 ; II, 138-139) et qui note justement que son court passage aux affaires a déterminé pour longtemps l'une des grandes directions de la politique autrichienne (II, 159-160). Si c'est vraiment sur le conseil même de Schwarzenberg que François-Joseph appela à sa succession au Ballhausplatz le comte de Buol-Schauenstein (II, 158), cette erreur de jugement confirmerait que, comme le dit, avec Beust, M. von Srbik, chez le prince la connaissance des hommes n'allait pas de pair avec le mépris qu'il avait pour eux. D'après notre auteur, Metternich aurait conseillé d'imposer au moins à Buol un stage. M. Carl Burckhardt, qui a récemment publié leur correspondance¹, indique,

1. Briefe des Staatskanzlers Fürsten Metternich-Winneburg an den österreichischen Minister des Allerhöchsten Hauses und des Aussern Grafen Buol-Schauenstein, herausgegeben von Carl J. BURCKHARDT. Munich et Berlin, Oldenbourg, 1934, VIII-238 p. — Ces lettres, qui vont d'avril 1852 à avril 1859 — la dernière parle de l'ultimatum autrichien remis la veille à Turin — sont assez souvent de courts billets, qui attirent l'attention de Buol sur tel ou tel acte d'une puissance étrangère ou lui suggèrent telle ou telle démarche à faire. Certaines sont des réponses ; la plupart semblent venir de l'initiative de Metternich. Les conseils politiques qu'il donne sont tout à fait dans la ligne qu'il avait suivie à la chancellerie. On remarquera surtout, à ce point de vue, le mémoire, sous forme de lettre, du 2 juillet 1858 (p. 199-205). Les annotations précises et soigneuses de M. Burckhardt facilitent beaucoup l'utilisation des textes. Dans certains cas, on aimerait pouvoir distinguer s'il y a erreur d'écriture de Metternich, faute de lecture ou faute d'impression : ainsi, p. 61, « bien des siècles se sont attachées », où

au contraire, qu'il avait recommandé ce choix, sans doute dans l'espérance de pouvoir exercer plus d'influence sur le nouveau ministre, qui était le fils d'un de ses amis et dont il avait toujours favorisé la carrière. En tout cas, il devint son conseiller ; mais Buol ne semble pas avoir beaucoup profité des leçons du vieil homme d'État ; ni par l'intelligence ni par le caractère, il n'était à la hauteur de sa tâche. M. von Srbik a trouvé dans les archives du château de Tetschen (Děčín), où sont conservés entre autres les papiers du comte Leo Thun, collègue de Buol dans le Cabinet, une note de Thun sur une conversation avec Buol, durant la crise de la guerre de Crimée, qui est singulièrement instructive (II, 250) : « S'il y a guerre », dit Buol, « j'aime beaucoup mieux n'avoir pas la Prusse de notre côté. Une guerre avec la Prusse contre la Russie serait pour nous un grand embarras. Si, au contraire, la Prusse va avec la Russie, nous lui faisons la guerre avec la France. Alors nous prenons la Silésie, la Saxe est restaurée et nous sommes enfin tranquilles en Allemagne. A ce prix, passe que la France prenne la Rhénanie. Que nous importe que celle-ci soit allemande ou française ? » Comment semblable conception politique s'accordait-elle avec les idées que François-Joseph exposa en 1859 au général de Willisen, envoyé à Vienne pour indiquer les conditions auxquelles la Prusse interviendrait dans le conflit ? Renverser Napoléon III, reprendre l'Alsace et la Lorraine, qui seront le prix de la collaboration de la Prusse, telle est alors l'idée du souverain autrichien (II, 362-365). Mais Buol, étroit et obstiné, semble avoir été, par manque d'idées personnelles et réfléchies, capable d'en adopter successivement d'assez contradictoires, et François-Joseph, qui unissait, lui aussi, un fort entêtement à une versatilité impulsive, était visiblement, en 1859, sous l'empire de la rancune contre Napoléon. Le portrait que M. von Srbik trace de lui, laissant le lecteur en rassembler les traits épars dans divers passages (surtout I, 390 ; II, 124-129, 145-150), diffère un peu de l'image qu'on avait l'habitude de se faire ; c'est sans doute surtout parce que celle-ci est celle d'après les grandes épreuves, alors que M. von Srbik a affaire ici au jeune souverain encore tout imbu des enseignements de Schwarzenberg et tout animé de l'esprit du militaire qui a abattu la Révolution. On n'en est pas moins un peu étonné de voir considérer François-Joseph comme « bien doué » (I, 390) et de lire que le manque de parole répugnait à son caractère (II, 125) ; si, par hasard, il en avait été ainsi dans sa jeunesse, la suite a prouvé qu'il avait pas mal changé. En tout cas, le fait d'avoir choisi et maintenu Buol et d'avoir partagé avec lui la responsabilité des erreurs de la politique autrichienne durant la guerre de Crimée (II, 243, 245) ne fait honneur ni à l'esprit de décision ni au sens politique du monarque. Mais peut-être, devant cette figure évocatrice d'un passé dont l'éclat au moins apparent contraste si fort avec l'image d'années à peine écoulées, l'historien se trouve-t-il, à son insu, dans l'état d'esprit d'où naissent les réhabilitations.

La Confédération germanique d'avant 1848 avait été conçue par Metternich de telle façon que, dans la pratique, l'Autriche se mit au préalable d'accord avec la Prusse sur toutes les questions importantes qui devaient venir devant la Diète, et qu'en fait il ne restât donc plus guère aux petits États qu'à entériner les décisions

le sens appelle nettement, au lieu de « siècles », « suites », ce qui, d'ailleurs, cadre avec le féminin « attachées », ou p. 102 : « les princes primés de la famille d'Orléans » (il s'agit de la réconciliation des deux branches) ; sans doute, on peut comprendre « primés [par la branche aînée] », mais ne doit-on pas plutôt supposer une erreur de lecture pour « puînés », qui pourrait s'expliquer par une sorte d'extension du sens propre du mot ?

prises par les deux grandes puissances germaniques ; et telle avait été la pratique jusqu'en 1848. Après que la Révolution eut posé avec toute leur netteté la question Grande ou Petite Allemagne, prépondérance autrichienne ou empire héréditaire au profit des Hohenzollern, ce système était mort et, du coup, les petits États reprirent ou prirent de l'importance, les deux grandes puissances s'efforçant chacune de les mettre de son côté. Il s'en faut qu'ils aient toujours été tous ou même la plupart du côté de l'Autriche. Toutes leurs manœuvres diplomatiques, dont le recul du temps et la décision apportée par les événements font paraître un si grand nombre presque puériles, apparaissent dans l'exposé de M. von Srbik, qui complète sur certains points celui de M. Meyer, fait d'un point de vue plus particulier. En dehors des incidents plus ou moins courants, deux grandes crises mirent en jeu et à l'épreuve le mécanisme un peu artificiel de la Confédération : la guerre de Crimée et la guerre d'Italie. Le tableau que Friedjung avait donné de la première dans *Der Krimkrieg und die österreichische Politik et l'Autriche 1848-1860* a été élargi et complété, d'ailleurs surtout sous l'angle spécialement prussien, par M. Meyer, dans l'ouvrage déjà cité, puis par M. K. Borries¹. Ces deux travaux ont contribué à permettre à M. von Srbik de donner de cette crise décisive un exposé qui en fait apparaître tous les éléments et en illumine tous les aspects allemands et internationaux : en particulier, l'analyse des attitudes différentes de l'Autriche, de la Prusse et de la « troisième Allemagne » devant les problèmes politiques et économiques posés par la perspective et l'ouverture du conflit entre la Russie et la Turquie est remarquable de précision, de clarté et de finesse (II, 205-208, 213-216, 219). L'erreur fondamentale de la politique allemande de l'Autriche à cette époque est très exactement définie (II, 220) : François-Joseph et Buol prirent en Allemagne une position ambiguë : « Ils poursuivaient le rapprochement avec Berlin et cherchaient à renouveler l'alliance avec la Prusse, et ils voulaient en même temps con-

1. Kurt Bonnies, *Preussen im Krimkrieg*. Stuttgart, Kohlhammer, 1930, in-8°, x-420 p.; prix : 15 Rm. — C'est un tableau précis des divers facteurs de la politique prussienne et de l'évolution qui, à la fin de la guerre, la conduit à un isolement complet. Une illustration discrète procure un contact plus direct avec certains des personnages qui occupent le premier plan de la scène : par exemple, la comparaison des portraits de Frédéric-Guillaume IV et de son frère Guillaume est aussi suggestive, aussi révélatrice, aussi parlante, si l'on ose dire, que celle de leurs notes reproduites parmi les pièces justificatives. Bunsen, avec l'expression toute spiritualisée et presque suprarrestre de son visage, fait un contraste frappant avec Pourtalès ou Otto de Manteuffel, sur la figure froide, rusée et comme fermée duquel se lit pour ainsi dire sa politique. Parmi les documents annexes, on remarquera en particulier la lettre de janvier 1856 où Frédéric-Guillaume IV insiste auprès d'Alexandre II pour qu'il accepte de faire la paix : « Je crois d'abord que chez Vous on ne sent pas l'énormité des dangers que la prolongation de cette affreuse guerre fait naître pour l'Allemagne entière, et particulièrement pour la Prusse, qui — et je crois fermement que c'est arrêté entre les trois Puissances soi-disant chrétiennes — est regardée dès aujourd'hui comme le dindon de la fête ! La France veut le Rhin, l'Autriche la Silésie et l'Angleterre la ruine de notre industrie » (p. 385). On sera frappé aussi de la note de Nicolas I^{er}, jointe à une lettre de sa femme au prince de Prusse — frère de celle-ci — du 11/25 juillet 1853 ; les affirmations du tsar prouvent ou une profonde duplicité ou un singulier manque de prévision politique. On lira enfin avec curiosité la lettre du 25 février 1854, où Frédéric-Guillaume IV recommande à Bunsen de préconiser à Londres l'idée, qui lui a été suggérée par l'*Histoire de France* de Ranke, de prendre l'édit de Nantes, et spécialement les dispositions sur les places de sûreté, qu'il juge essentielles, et sur les chambres mi-parties, pour modèle d'un statut des chrétiens dans l'Empire ottoman (p. 351).

tinuer, d'accord avec les États moyens, la politique schwarzbergienne d'hégémonie dans la Confédération. » Politique double, et bien aussi un peu politique de duplicité. L'affaire de Neuchâtel, en 1857, montre de nouveau sous un jour semblable l'attitude de l'Autriche, toujours beaucoup plus que la Prusse gênée dans sa politique allemande par des considérations d'ordre européen (II, 276-279). Vienne est, dès ce moment, obsédée par le souci de s'assurer l'aide militaire de la Confédération pour la défense de ses possessions italiennes ; mais il y faudrait le consentement de la Prusse, et celle-ci, qui ne le donnerait que moyennant des concessions par où elle serait mise au moins à égalité avec l'Autriche en Allemagne, c'est-à-dire, en fait, au-dessus d'elle, entend d'ailleurs intervenir dans l'affaire non au titre de la Confédération et à la tête de troupes fédérales, mais en sa qualité de grande puissance indépendante. Or, c'était précisément ce qui semblait à l'Autriche le plus menaçant pour sa position en Allemagne, et la mobilisation prussienne fut une des raisons qui la déterminèrent à signer les préliminaires de Villafranca ; « l'Autriche n'était pas en état d'envoyer une armée sur le Rhin ; il lui aurait fallu laisser son rival en Allemagne conduire seul la lutte pour l'honneur de l'Allemagne, qui aurait décidé de la primauté en Allemagne » (II, 307).

L'Autriche de Metternich, construite sur la prédominance en Allemagne et en Italie, a fini à Villafranca ou à Solférino. L'Italie perdue, Vienne s'est rejetée de tout son poids sur l'Allemagne, et l'histoire des sept années qui suivent est celle de sa lutte pour élargir et affirmer sa position dans ce pays. « Il fallait à l'Autriche se tourner vers sa primauté en Allemagne, lui fallait chercher à renforcer son prestige de dirigeante en Allemagne, qui avait été diminué, et à rester la première puissance allemande (*deutsche Vormacht*), comme le prescrivait la loi de son existence (*Lebensgesetz*) » (II, 408-409). Était-ce vraiment une telle nécessité ? Après tout, l'histoire de 1867 à 1914 a prouvé que l'Autriche pouvait vivre autrement ; d'autre part, les *Lebensgesetze* des États sont matière à discussion et parfois à sollicitation. Palacky en avait trouvé une autre pour l'Autriche, et c'est bien à lui que l'événement a donné raison. La formule de M. von Srbik n'est exacte que si elle entend exprimer non une nécessité naturelle, « géopolitique », comme on dit si souvent aujourd'hui, mais simplement une fatalité historique, l'erreur constante d'une politique dynastique. Cela admis, les divers problèmes qu'énumère sa conclusion et qui dominent la période suivante de l'histoire de l'Allemagne se posaient bien, en effet, comme il les présente. Ils ont reçu une solution provisoire en 1866, une autre, plus complète et plus radicale, à la suite de la Grande Guerre ; ils sont encore aujourd'hui, dans des termes modifiés, mais pour l'essentiel inchangés, au fond des luttes politiques qui se livrent autour et à l'intérieur de l'Europe centrale. De ce fait, la large et profonde étude historique de M. von Srbik prend sa valeur pour les politiques qui ont le temps de penser : elle leur offrira ample matière à réflexion et maintenir enseignement précieux.

On peut, nous l'avons vu, différer d'opinion avec l'auteur sur beaucoup de points, et d'abord sur sa thèse fondamentale « moyenne-européenne ». On peut donc aussi interpréter maintes fois les faits autrement qu'il ne fait. Mais il est pour ainsi dire impossible de trouver dans ces quelque neuf cents pages une véritable erreur de fait. Le seul point, peut-être, où il s'en soit glissé une est l'analyse de l'état d'esprit de la Hongrie entre 1849 et 1859 ; il n'est pas exact que les conservateurs hongrois — ce qu'on appelle alors les « vieux conservateurs » — aient à ce moment affirmé la validité formelle des lois de 1848, tout en en rejetant le fond et en en inscrivant

à leur programme la révision (II, 151) ; du moins, il n'en a pas été ainsi pour la majorité d'entre eux et pendant longtemps. D'une façon générale, d'ailleurs, ce tableau de la Hongrie est peut-être le moins net, le plus flou de ceux que nous offre M. von Srbik : c'est sans doute faute d'avoir pu, pour une raison évidente, se fonder sur l'étude directe de toute une catégorie de sources, et la plus importante.

Mais ce n'est pas sur une réserve ou une critique, si légère soit-elle, que peut se terminer le compte-rendu d'un livre de cette qualité. Ce ne peut être, au contraire, que sur l'expression renouvelée de l'estime et du respect qu'inspirent l'ampleur et la conscience des recherches de l'auteur, l'intensité de son effort vers la justice et la vérité, la valeur de l'apport dont il enrichit notre connaissance de l'histoire la plus récente, qui se prolonge jusque dans le présent. On a qualifié cette œuvre d'admirable, et il n'est pas sûr que cet éloge en dépasse le mérite.

Louis EISENMANN.

William L. LANGER. *The Diplomacy of Imperialism 1890-1902*. New-York, Alfred Knopf, 1935. 2 vol. in-8°, 414 et 406 pages.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler la place éminente que se taillaient les historiens des États-Unis dans le chaos qu'est l'histoire contemporaine de l'Europe. Nous ne pouvons que souligner cette observation à propos de l'ouvrage tout à fait remarquable que M. William Langer, professeur à l'Université Harvard, vient de consacrer à l'activité diplomatique des puissances européennes de 1890 à 1902 et qui fait suite à une histoire analogue de 1871 à 1890. Disons sans tarder que cet ouvrage nous semble d'un intérêt extrême, qu'il est absolument indispensable à tous ceux qui étudient ou veulent connaître cette période, dont il éclaire parfaitement certains aspects et certains moments, enfin qu'il apprend beaucoup de choses.

1890, c'est le « congé » de Bismarck ; 1902, c'est l'alliance anglo-japonaise : l'Angleterre renonce à l'isolement, le destin de l'Europe va changer. Au lieu d'un volume pour la période 1871-1890, il y en a deux pour la période 1890-1902, grosse période, en effet, dans la chaîne des événements de l'avant-guerre, et pour laquelle Langer a pu s'appuyer sur son histoire de l'alliance franco-russe, publiée à Cambridge en 1929. Le premier volume de son histoire diplomatique était intitulé *European alliances and alignments* ; il aurait pu s'appeler « le système bismarckien » ou « l'hégémonie allemande ». Les deux autres volumes traitent de « la diplomatie de l'impérialisme » ; ils sont beaucoup plus détaillés que le premier et renouvellent vraiment, sur certains points essentiels, l'idée que les historiens se faisaient des événements.

Langer met au premier plan le rôle de l'Angleterre et de Salisbury. Il fait justement remarquer que les nombreuses études consacrées aux négociations anglo-allemandes de 1898 à 1901 n'éclairent pas à fond le sujet parce qu'elles négligent la question d'Extrême-Orient, et celle-ci domine, illumine l'enchaînement des faits qui se déroulent pendant ces années incertaines. Il insiste justement sur l'idée fixe qui mène alors la politique anglaise à cause de l'Extrême-Orient : conclure un accord avec la Russie, toute-puissante, redoutée, admirée. Beaucoup de contemporains notoires n'eurent qu'une très vague lueur de ces tentatives persistantes ou n'y comprirent rien. De même, les Japonais souhaitaient ardemment un accord

avec Saint-Pétersbourg, et l'alliance anglo-japonaise a été le résultat d'un double échec.

Langer attache avec raison une grosse importance à la question arménienne, qui, dans les années 90, a joué un rôle analogue à celui de la question bulgare dans les années 80. La documentation arménienne, dont il a pu se servir, souligne, en somme, le caractère révolutionnaire du mouvement. La diplomatie russe était donc plus justifiée que ne le croyaient les démocraties occidentales à s'inquiéter des « nihilistes » arméniens.

Langer fait-il toujours apparaître le « *Zusammenhang der Dinge* »? C'est presque impossible dans une période d'incertitudes et de tâtonnements comme celle-là, qui souvent évoque une partie de colin-maillard. Précisément, il faut lui savoir gré de s'être refusé à des simplifications radicales, trop faciles, et d'avoir tenu à suivre le plus possible l'ordre chronologique dans vingt-trois chapitres admirablement composés. Signalons une excellente bibliographie, méthodiquement établie chapitre par chapitre, avec des commentaires brefs, mais précis, sur chaque livre, sur chaque article ; un index copieux rendra de grands services ; vingt-trois cartes, enfin, ornent cet ouvrage de premier ordre.

Ce que nous lui reprochons, c'est une admiration trop systématique pour la politique bismarckienne ; bien entendu, nous ne parlons pas de la politique qui a fait l'unité allemande, mais de celle qui a suivi le Congrès de Berlin. En particulier, nous estimons très contestables les vues de Langer sur le traité de contre-assurance avec la Russie. Il mentionne « le refus du jeune empereur à renouveler ce traité ». En réalité, Guillaume II avait donné ordre de le renouveler. C'est la Wilhelmstrasse tout entière qui s'y est opposée, et non seulement Holstein, mais tous les experts sans exception. Langer ne semble pas avoir suffisamment approfondi les objections que suscitait chez eux le renouvellement de l'accord. Selon nous, c'est simplifier arbitrairement l'histoire que d'attribuer que d'attribuer à cet acte, comme l'ont fait les Bismarck, comme l'a fait Bülow, un rôle catastrophique.

Nous ne faisons point à Langer un procès de tendances. Mais nous le jugeons beaucoup trop sévère, nullement équitable à l'égard d'Alexandre III. Citons la conclusion du chapitre II : « As for Alexander it may be permitted even the impartial historian to express a feeling of indignation at the heartless, irresponsible way in which this stolid, not to say stupid man, directed the fortune of millions according to the dictates of his personal dislikes and rancors » (p. 60). L'un des principaux torts d'Alexandre III n'était-il pas d'être moins germanophile que la plupart de ses ministres?

De même, à l'origine de la tension italo-française, si grave de 1887 à 1890, Langer voit moins le tempérament de Crispi que « le désir français de briser les liens qui unissaient l'Italie à la Triplice et à l'Angleterre » (p. 10). Il suffit de lire les dépêches de la *Grosse Politik* pour constater que les hommes d'État et les diplomates allemands avaient exactement le sentiment contraire, sans pourtant être aveuglés par la francophilie vis-à-vis de leurs alliés. Ils n'auraient pu supposer qu'un demi-siècle plus tard un éminent historien américain serait amené à conclure : « The methods pursued by the French showed clearly enough that the tension between the two countries had been due not so much to Crispi's noisy belligerosity as to the desire of the Paris government to detach Italy from the Triple Alliance » (p. 17). Nous estimons qu'on ne peut vraiment mettre en parallèle les provocations de Crispi et le timide bredouillement des ripostes françaises.

Ces exemples suffisent. Après les avoir donnés, nous tenons à déclarer que Langer, aussi conscientieux qu'informé, est mû par une incontestable ambition d'impartialité et qu'en aucun cas il ne faudrait l'accuser du parti pris qui, pour la période toute contemporaine, anime à l'égard de la France certains logographes étrangers, faisant songer au mot du robuste Pirenne : « On dirait que l'histoire de France est écrite par ses ennemis. » Il suffit d'avoir pris part à une conférence internationale pour savoir que, dans cette conférence, l'important est moins le texte qui en sort laborieusement que les contacts et les conversations qui orientent l'action ultérieure. Surtout pour une période où fonctionnait « le concert européen », il est donc indispensable de toujours distinguer le réel du fictif, le concret politique du conventionnel administratif ; certes, la tâche n'est pas facile.

Le très grand intérêt de l'ouvrage de Langer provient en partie de ce qu'il a pu, grâce à des collaborateurs dévoués et spécialisés, utiliser une documentation véritablement internationale : arménienne, slave (notamment serbe et bulgare), japonaise, etc..., qui était ignorée des historiens de l'Europe occidentale. Une organisation parfaite a présidé à ce travail.

Admirs aussi l'intelligent libéralisme de l'Université Harvard, qui a soutenu non seulement moralement, mais matériellement l'auteur, « seule rendant possible la publication d'un si gros et coûteux ouvrage », et qui lui a permis de se consacrer exclusivement à cette tâche pendant une année. Ces détails, que nous empruntons à la préface, devraient faire réfléchir tous ceux qui suivent les efforts des historiens français et qui connaissent les conditions faites à la recherche historique, tandis que la crise économique, autant qu'un goût morbide du lecteur pour l'histoire frelatée, pour des biographies ultra-romancées, ultra-fantaisistes, rend les éditeurs français de plus en plus rebelles aux publications historiques d'un caractère quelque peu sérieux ou scientifique. Dans une notice nécrologique consacrée récemment à Henri Séé, Henri Hauser révélait cette chose incroyable qu'une histoire économique de la France, écrite par ce lucide travailleur, n'avait pu trouver éditeur qu'en Allemagne et en allemand. L'observation va loin, la situation devient inquiétante pour l'histoire française.

Précisément, pour une période comme celle qu'étudie Langer, on est frappé de voir l'histoire menée par les Allemands (grâce à la monumentale publication de la *Grosse Politik*, grâce aux très nombreux mémoires qui ont été écrits en Allemagne ou en Autriche, grâce, enfin, au pulluler des petites thèses d'université qui, quand elles se trouvent converger sur une question précise, réussissent à déblayer le terrain fort utilement), par les Anglais (grâce aux très sérieuses biographies qui sont consacrées aux personnages principaux, grâce à l'habitude des *diaries* utilisées par les auteurs de ces biographies). Sauf quelques exceptions, parmi lesquelles il faut citer l'histoire d'Élie Halévy, les publications françaises consistent essentiellement en articles, réunis ensuite en volumes, qui ont les qualités comme les défauts du « contemporain ». On en arrive à ce résultat que l'histoire européenne des soixante dernières années est en train d'être faite par des Américains avec une documentation surtout allemande et anglaise. Félicitons-nous, du moins, de voir William Langer rendre hommage, quand il en a l'occasion, aux travaux de Pierre Renouvin ou d'Henri Cordier, à la qualité des mémoires de Freycinet, de Baratier, d'Albert Billot, de Saint-René Taillandier, etc...

Maurice BAUMONT.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Nous signalons l'achèvement de l'énorme entreprise de la « Friedrich-List-Gesellschaft », qui vient de publier le tome IX des œuvres de List, le grand économiste et homme politique, et le volume des tables (Berlin, R. Hobbing, 1935, in-8°, xviii-426 p. et 1 photographie, viii-319 p.). Ces tables constituent un instrument de travail de premier ordre (pourquoi y suis-je nanti du prénom de Charles?). Le tome IX comprend la chronologie biographique de List, les lettres de et à List et les actes le concernant entre 1813 et 1845, divers écrits et discours pour les années 1830 à 1841, des fragments et pensées de toute espèce, des jugements sur les contemporains, un tableau généalogique, des annotations se référant aux textes précédents et la liste chronologique des œuvres de List. Cette énumération suffit pour prouver le soin avec lequel a été poursuivie l'édition et l'immense intérêt qu'elle présente.

Georges BOURGIN.

— Un *Guide de lecture, Pour l'étude du marxisme*, a été établi à l'usage des personnes qui veulent s'initier à la littérature révolutionnaire en langue ou en traduction françaises (Paris, Bureau d'éditions, 1936, in-16, 127 p. ; prix : 2 fr. 50). Les œuvres recommandées, commentées en quelques lignes, sont réparties sous les chefs suivants : initiation générale, études spécialisées (économie politique, philosophie, histoire, édification du socialisme, bibliographie). Les œuvres de base sont uniquement celles de Marx, Engels — et, naturellement, Lénine et Staline ; dans la bibliographie, ne sont indiqués que des travaux de tendance bolcheviste. Même ainsi limité, ce *Guide de lecture* pourra rendre des services.

G. BN.

— Dans la collection « Classiques français du socialisme » est publié, sous le titre de *L'évolution économique et la Révolution sociale* (Paris, Bureau d'éditions, 1936, in-16, 47 p. ; prix : 1 fr.), le texte du discours prononcé par Édouard Vaillant à la Chambre des députés, le 18 juin 1906. Vaillant, critiquant la politique de répression antigréviste du ministère Clemenceau, mettait l'accent, au cours de son intervention, sur le caractère de la production capitaliste, la concentration d'entreprises, la ruine des petits producteurs, et opposait à un régime à la fois injuste et précaire celui de la production sociale, rendu possible par l'inéluctable développement du mouvement prolétarien.

G. BN.

— *Mémoires de S. A. R. l'infante Eulalie, 1868-1931* (Paris, Plon, 1935, in-16, 304 p.). — Fille cadette de la reine Isabelle II, sœur d'Alphonse XIII, tante d'Alphonse XIII, l'infante Eulalie publie des *Mémoires*. Elle a été mariée sans amour à un cousin germain, le prince Antoine d'Orléans-Bourbon, fils unique du duc de Montpensier ; en épousant, sur le désir d'Alphonse XIII, l'unique héritier mâle parmi les petits-enfants de Ferdinand VII, elle écartait la possibilité de combinaisons et d'intrigues. Son caractère indépendant lui a fait bientôt rompre le lien

qui lui avait été imposé. La séparation a été retentissante. La soif de voyages l'a poussée à promener d'un bout à l'autre de l'Europe sa tristesse d'incomprise. Elle passait pour frondeuse et s'exprime donc avec une certaine liberté. Mais elle était étrangère à toute ambition de cour. Dans son livre, qui n'apporte aucune révélation, les historiens puiseront quelques anecdotes sur la plupart des cours européennes, notamment sur celle de Madrid. Elle voit dans Guillaume II, qu'elle a beaucoup fréquenté, « un des souverains les plus cultivés du xx^e siècle » ; c'est sans doute vrai, mais tout est relatif.

Maurice BAUMONT.

— Le n° 2 (mai 1936) du *Bulletin du Comité français de géographie historique et d'histoire de la géographie* (cf. t. CLXXVI, p. 388), dont l'animateur est notre collaborateur Y.-M. Goblet, contient, outre des renseignements sur l'activité du Comité dont il est l'organe, une utile liste par Léon Mirot, des cartes et plans manuscrits de pays étrangers qui sont conservés dans les archives départementales et bibliothèques de province de France.

Antiquité. — G. M. COLUMBA, *Ricerche storiche*; vol. I : *Geografia e Geografi del mondo antico* (Palerme, Trimarchi, 1935, in-4^o, VIII-360 p., index, 1 pl., carte). — Cette publication jubilaire reproduit, avec quelques modifications qui ne touchent pas aux conclusions, des travaux du savant professeur de Palerme dont l'intérêt est grand pour la géographie de l'Antiquité. Ainsi, le mémoire sur la mer Égée (p. 1-83 et 350) montre que les anciens réservèrent d'abord ce nom à la partie de cette mer traversée par des courants qu'ils croyaient continuer celui des Dardanelles ; plus tard seulement, ils l'étendirent aux parages des Cyclades. On verra aussi le mémoire sur les Triballes (p. 89-143) ; la découverte des sources du Danube, auquel on attribuait jadis une seconde embouchure en Istrie (p. 144-170) ; les sources de Solinus et les autres géographes romains (p. 171-349). — Jules SION.

— Voici le 5^e fascicule de la *Forma orbis romani*, plus connue sous le titre de *Carte archéologique de la Gaule romaine*, entreprise par l'Académie des inscriptions et belles-lettres (Paris, Ernest Leroux, 1936, in-4^o, 232 p. de texte, avec 7 planches en phototypie et 3 plans hors texte). Cette belle publication, dirigée par M. Adrien BLANCHET, membre de l'Institut, comprend la carte, partie occidentale, et le texte complet du département des Bouches-du-Rhône (plans de Marseille, d'Aix et d'Arles à l'époque romaine), avec la partie méridionale du Gard et une partie de l'Hérault. Sous la direction aussi attentive qu'éclairée de M. Blanchet, elle est l'œuvre de M. Fernand BENOIT, conservateur des Musées archéologiques d'Arles. C'est dire que ce travail, extrêmement minutieux, a été exécuté avec toute l'exac-titude qu'on attend d'une œuvre de haute érudition.

France. — *Archives du département de l'Yonne. Répertoires et inventaires de fonds déposés par les notaires de l'Yonne. Étude de M^e Pierre Coste*, par Henri FORESTIER (Auxerre, Imprimerie « L'Universelle », 1936, xxiii-155 p.). — On sait l'importance des documents que renferment les archives notariales. La loi du 14 mars 1928 a bien autorisé et encouragé les notaires à verser leurs anciennes minutes aux archives départementales, mais il semble que ces sortes de versements soient restés encore peu nombreux. M. FORESTIER, archiviste du département de l'Yonne, vient de nouveau d'attirer l'attention sur l'exceptionnel intérêt que présentent pour les historiens les documents provenant des archives des notaires ; il a publié

un inventaire détaillé du fonds provenant de l'étude de M^e Pierre Coste, notaire d'Auxerre, dont les quatre-vingt-neuf liasses fournissent des renseignements nombreux et précieux sur l'histoire économique d'Auxerre et de sa région depuis 1688 jusqu'en 1790. M. Forestier souhaite — et nous l'espérons nous aussi — que son appel sera entendu et que beaucoup de notaires, suivant l'exemple de M^e Coste, se décideront à mettre à la disposition des historiens les richesses qui dorment chez eux, sans profit pour personne.

— *Art bourguignon en Bourgogne* (Paris, 1936, in-8°, 49 p.). — Sous ce titre, a paru le catalogue de l'exposition organisée, sur l'initiative de la C^{te} P. L. M., à la galerie Jean-Charpentier, et qui offre le groupement intelligent de documents et d'œuvres d'art de toute espèce se rattachant à cette région. La spirituelle préface de M. Gaston ROUPNEL, professeur à l'Université de Dijon, détermine les traits essentiels du génie bourguignon.

G. BN.

— Nous avons déjà mentionné dans la *Revue historique* (t. CLXXV, p. 577) le *Bréviaire clunisien de Lewes*, par M. l'abbé V. LEROQUAIS. Voici, du même auteur, un *Livre d'heures manuscrit à l'usage de Mâcon* (extrait des *Annales de l'Académie de Mâcon*, t. XXX, 1933, 70 p. et 18 planches). Ce manuscrit appartient à M. Jehan Siraudin, de Mâcon, dont la famille le possède depuis la fin du XVI^e siècle. Comme la plupart des livres d'heures, il contient un calendrier, des fragments d'évangiles, un office de la Vierge, les psaumes de la pénitence, l'office des morts, etc., mais présentés dans un ordre particulier. On y trouve surtout les heures en l'honneur de sainte Anne, qui ont été introduites à Mâcon par l'évêque Étienne Hugonet (1452). Voici déjà une marque d'origine ; en voici une autre : parmi les saints figurés par les miniatures, on voit saint Michel, apôtre et martyr de Chalon, les quatre grands abbés de Cluny : Odon, Maëul, Odilon et Hugues, qui ont été sanctifiés. On y voit aussi saint Bernard de Clairvaux et sainte Anne devant la Porte Dorée. Certains détails particuliers ont conduit M. Leroquais à penser que l'image de saint Bernard est un portrait véritable. Il conclut qu'on est en présence d'une œuvre provenant d'un atelier français du XV^e siècle travaillant sous l'influence de Cluny. Avec lui, nous pouvons donc l'appeler : le maître inconnu d'un livre d'heures à l'usage de Chalon.

Ch. B.

— C'est un charmant petit ouvrage que celui qu'ont consacré MM. le comte Maxime de SARS et Lucien BROCHE, archiviste de l'Aisne, à *Mons-en-Laonnois et les Creuttes* (Laon, Imprimerie de l'Aisne, 1935, in-18, VII-207 p., illustrations ; sans indication de prix). Sans étalage d'érudition, mais avec une science solide, les auteurs rappellent les origines reculées de l'agglomération et suivent ses vicissitudes à travers l'histoire, jusqu'à l'invasion dernière.

G. BN.

— René GANDILHON. *La nation germanique de l'Université de Bourges et le « Liber Amicorum » d'Yves Dugué* (Bourges, 1936, in-8°, 72 p. ; extrait des *Mémoires de la Société historique, littéraire et scientifique du Cher*, 4^e série, XLII^e vol., année 1934-1935). — L'Université de Bourges, fondée en décembre 1463, se rendit célèbre, au XVI^e siècle, par sa Faculté de droit. Les étudiants allemands furent, de bonne heure, nombreux à Bourges. Pourtant, on n'institua officiellement la nation germanique de l'Université qu'en 1621. La présence d'étudiants allemands pendant les premières années de la guerre de Trente ans nous est témoignée par un manuscrit que gardent les Archives départementales du Cher, le « *Liber Amicorum* »

d'Yves Dugué, qui, de 1622 à 1661, remplit les fonctions de notaire royal en Berri. Il avait étudié à Bourges, voyagé aux régions rhénanes et se tenait en contact avec la nation germanique de l'Université. M. Gandilhon publie cet album, où, de 1618 à 1655, les amis d'Yves Dugué inscrivirent leurs noms et les sentences les plus diverses. Quarante-six d'entre eux, sur soixante-quatre, sont originaires des pays germaniques, mais aucune signature allemande n'est postérieure à 1628. M. Gandilhon nous renseigne, avec une patience louable, sur la biographie des uns et des autres.

A. RENAUDET.

— La belle activité érudite de M. Pierre MAROT, archiviste de Meurthe-et-Moselle, s'est encore manifestée dans ses récentes *Recherches sur les pompes funèbres des ducs de Lorraine* (Paris-Nancy-Strasbourg, Berger-Levrault, in-8°, 138 p., illustrations). Ces cérémonies mortuaires se déroulaient, en effet, dans un grand appareil, s'apparentant aux « entrées » et autres fêtes naguère célébrées. Les textes de toute espèce, les images et les comptes au moyen desquels M. Marot fait l'histoire des pompes funèbres lorraines depuis le temps de René II jusqu'à la Révolution, en insistant surtout sur celles de Charles III, fournissent des contributions curieuses à l'étude des expressions variées du sentiment de domination : les pompes ducales ont, en effet, concrétisé les formes du pouvoir que la mort elle-même semblait ne pas détruire.

G. BN.

— L'*Aperçu sur les spectacles de Toulon avant la Révolution*, par M. A.-Jacques PARÈS, archiviste de la ville (Toulon, Imprimeries toulonnaises, 1936, in-8°, 22 p.), est une contribution fouillée sur l'histoire du théâtre. Le plus ancien document varois se rapportant au théâtre est de 1333, date de la représentation du mystère *La jeunesse de la Vierge et la naissance de Jésus*. Encore en 1563, les représentations sont exclusivement religieuses, et l'on voit, cette année-là, une pièce jouée par des Dominicains à l'église des Jacobins. Mais à la fin du xvi^e siècle commencent d'apparaître et les comédiens ambulants et les représentations de collèges ; dès lors, les événements théâtraux vont se multiplier à Toulon. La dernière manifestation théâtrale dans cette ville consiste dans les représentations données en juin 1788 aux envoyés de Tippou-Sahib.

G. BN.

— M. Yves BRIAND a publié un travail de débutant sur *Les routes au pays de Lannion* (sans indication de lieu ni de date [1936], in-8°, 20 p.) ; on y trouve principalement des remarques sur les « curiosités » du pays et quelques indications sur la corvée.

G. BN.

— Le petit travail de M. le commandant Léon FOUR, *Le long des routes de Franche-Comté au XVIII^e siècle* (Besançon, Daniel, 1935, in-8°, 123 p.), est établi sur les sources départementales et municipales exclusivement. Purement chronologique, il est loin d'épuiser le sujet ; mais on y trouve des renseignements utiles pour une étude plus synthétique, et particulièrement sur le rôle des intendants et l'œuvre particulière des ingénieurs en chef, parmi lesquels Jean Querret, mort en 1788, paraît devoir être mis au premier plan.

G. BN.

— L'*Essai sur le fondement philosophique des doctrines économiques. Rousseau contre Quesnay*, de M. Ch. BOURTHOUMIEUX (Paris, Rivière, 1936, in-8°, VIII-141 p.) ; constitue un effort pour dégager l'idée de l'ordre naturel dans l'œuvre des physiocrates et déterminer les critiques que, en dehors de Montesquieu, cette idée a suscitées, particulièrement de la part de J.-J. Rousseau. Après avoir exposé

la naissance et le développement de l'idée, M. Bourthoumieux indique de quelle façon elle s'est incorporée dans les systèmes de Smith, Malthus, Ricardo, Condorcet, Saint-Simon, Fourier, Proudhon et Marx — sans compter les sociologues contemporains. Mais Rousseau, si « naturaliste » fût-il, n'a pas accepté telle quelle la doctrine physiocratique et, en réfutant la notion même de société naturelle, il a porté un coup très grave aux fondements métaphysiques — car ils ne peuvent être que métaphysiques — du système de Quesnay et de ses successeurs.

G. BN.

— L'étude de M. B. MIRKINE-GUETZÉVITCH sur *Le parlementarisme sous la Convention nationale* (extrait de la *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*. Paris, Librairie générale de droit, 1936, in-8°, 34 p.) est extrêmement originale. L'auteur y développe cette idée que la Convention, jusqu'au 9 thermidor, a pratiqué le parlementarisme et que le Comité de Salut public a joué le rôle d'un ministère responsable. Je ne suis pas sûr que cette thèse rallie les suffrages des spécialistes de la Révolution ; il est en tout cas évident que les membres de la Convention auraient fait alors du parlementarisme sans le savoir. — G. BN.

— Pour le Comité départemental des études d'histoire économique de la Révolution et avec le concours de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, MM. Louis LACROQ et Jean DUTHEIL ont élaboré une *Bibliographie de l'histoire de la Révolution dans la Creuse* (extrait des *Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, t. XXVI. Guéret, J. Levants, 1935, in-8°, 53 p.). Les 341 notices qui y sont présentées sont groupées selon les divisions du cadre méthodique publié en tête, et les auteurs ont sagement éliminé tous les travaux d'ensemble, parmi lesquels on risquait de se perdre, pour ne donner que ces indications véritablement régionales. Peut-être aurait-il été bon de distinguer, au moins par un artifice d'impression, les imprimés qui ont une valeur de sources, ceux qui sont des ouvrages d'histoire locale proprement dits, ceux, enfin, d'un caractère plus général et où il est question de la Creuse avec précision. — G. BN.

— Naturellement préfacé par M. Pierre LAVAL, le livre de MM. Maurice FOULON et Léo DEMOD sur *Aubervilliers sous la Révolution et l'Empire (notes d'histoire locale)* (Clermont - Ferrand, imprimerie Mont-Louis, 1935, in-8°, 230 p., illustrations) constitue une bonne contribution à l'étude de la région parisienne. Simple bourg mort en 1789, on sait ce qu'est devenu Aubervilliers. Les auteurs déterminent avec précision ce qu'a été la vie de ce bourg de 1789 à 1816, avec les conséquences qu'impliquèrent pour ses habitants les événements de la capitale proche et de la France en révolution et en guerre. G. BN.

— M. PROUST a publié dans le *Journal de la Société de statistique de Paris*, janvier 1936, une étude extrêmement importante sur *Les statistiques officielles et privées du blé en France, étude des méthodes et comparaison des résultats*. Un graphique a été établi par l'auteur où se trouvent résumées ses investigations touchant le prix moyen de l'hectolitre de blé de 1201 à 1815. Divers cartons cartographiques fournissent des données sur la culture et la production du blé en 1840 et en 1933. G. BN.

— M^{me} Hilde RIGAUDIAS-WEISS, docteur en économie politique de l'Université de Francfort-sur-le-Main, amenée, par les événements de son pays, à venir dans le nôtre, en a profité pour étudier *Les enquêtes ouvrières en France entre 1830 et*

1848, et ce travail lui a valu le titre de docteur de l'Université de Paris, Les Presses Universitaires de France, 1936, in-8°, 262 p.). La thèse de M^{me} Rigaudias-Weiss offre un très grand intérêt. Sans doute pourrait-on lui reprocher de n'avoir pas mieux expliqué, dans une introduction développée, l'intérêt de son sujet et fait la critique des sources qu'elle devait utiliser ; sans doute aurait-il été bon d'agencer autrement les divers chapitres entre lesquels est divisé le livre. Ce qu'on y trouve, en dehors d'une bibliographie terminale qui a été diligemment dressée, mais où les sources inédites sont véritablement noyées parmi les énumérations d'impressions, c'est, d'abord, un tableau d'ensemble de la situation économique et sociale après la révolution de juillet, quatre chapitres sur les enquêtes de Buret et Villemin, leurs méthodes, leurs conclusions, un sur les enquêtes des journaux ouvriers et sur l'enquête amorcée en 1844 par Ledru-Rollin, quatre, enfin, sur l'enquête de 1848 — laquelle, soit dit en passant, doit faire l'objet d'autres travaux féminins — et une conclusion d'ensemble sur la liaison entre ces diverses enquêtes et le mouvement ouvrier, leurs buts et leurs méthodes.

G. BN.

— Dans la « Bibliothèque marxiste », n° 22, ont été réédités deux ouvrages classiques : Karl MARX, *Les luttes de classes en France (1848-1850)* ; Friedrich ENGELS, *Les journées de juin 1848* (Paris, Éditions sociales internationales, 1936, in-8°, 187 p. ; prix : 12 fr.). L'ensemble est précédé de l'introduction écrite par Engels pour le *Vorwärts* en 1895, rééditée par la *Neue Zeit* et qui a une grande importance dans l'histoire des idées en matière de tactique révolutionnaire. C'est qu'elle s'appuie sur une analyse généralement juste d'événements politiques et économiques français de février 1848 à mai 1850 — c'est-à-dire jusqu'à l'abolition oblique, par la Législative, du suffrage universel.

G. BN.

— La collection « Les grands textes du marxisme » donne, sous le titre *Sur la religion*, une anthologie, établie par M. Lucia HENRY, des textes de Karl Marx et F. Engels touchant le problème métaphysique, l'explication matérialiste de la religion, les formules des religions universelles, les principes de la lutte contre la religion, enfin la position de Marx vis-à-vis de la question religieuse en France (Paris, Éditions sociales internationales, 1936, in-8°, 136 p.).

— Un spécialiste, M. Ernest DUSAUGEY, ingénieur civil des mines, a, dans un volume intitulé *Souvenirs de l'époque héroïque de l'électricité. Au pays de la houille blanche* (Grenoble, Librairie dauphinoise, 1935, in-18, 131 p., 10 p., illustrations), fourni une importante contribution à l'histoire de la technologie électrique et, par suite, de tout un domaine de l'économie française moderne. Après avoir rappelé les piétinements de l'ère scientifique (entre 1800 et 1870), M. Dusaugey indique les premières réalisations techniques, entre 1870 et 1890, puis le développement de la nouvelle source de lumière et de force en Amérique, en Europe et spécialement en France. Mais c'est à la région du Sud-Est qu'il consacre la plus grande partie de son ouvrage, en examinant tour à tour les initiatives de l'électrochimie et de l'électrométallurgie, les débuts de l'enseignement électrotechnique, les problèmes financiers, législatifs, techniques posés par l'emploi des forces hydrauliques ; il établit le bilan actuel, les possibilités futures ; deux pages d'indications bibliographiques terminent heureusement un ouvrage plein de faits — et de foi sociale et nationale.

G. BN.

— *Gambetta and the national defence : a republican dictatorship in France* (Londres-New-York-Toronto, Longmans, Green et C^{ie}, 1936, in-8°, 342 p.). — Le livre que J. P. T. BURY vient de consacrer au rôle de Gambetta en 1870-1871 se lit avec un vif intérêt. Très clair, très vivant, il est écrit avec une parfaite impartialité. Il n'apprend rien de sensationnel. Mais il repose sur une documentation solide, que précisent une bibliographie méthodique et quarante-cinq pages de notes. Jusqu'alors, Gambetta avait été peu étudié par les historiens anglais. M. Bury écrit une histoire politique, non militaire, et résume en trois chapitres la carrière de Gambetta avant le 4 septembre. Les dernières lignes de son ouvrage donnent une idée de l'esprit dans lequel il a été conçu : « Malgré son échec, Gambetta apparaissait comme le seul grand homme du gouvernement de la Défense nationale. Il était plein d'énergie et d'optimisme... ; courageux, quoiqu'il hésitât à assumer la responsabilité de la défaite d'Orléans. Il s'en tenait à une politique résolue de guerre au couteau, quoiqu'il permit à des négociations d'armistice de prendre place parmi les opérations militaires... D'un jugement militaire sain, il n'avait pas le génie qu'exigeaient les circonstances et ne le découvrit pas parmi ses lieutenants. Pour ses adversaires, ce manque de génie était un impardonnable crime. »

Maurice BAUMONT.

— M.-M. McDOWELL. *Louis Veuillot, d'après sa correspondance* (Lethieulleux, 1935, in-8° écu, xvi-420 p. ; prix : 20 fr.). — Cette étude a été écrite en français et présentée comme thèse universitaire par une religieuse américaine. L'auteur mérite des éloges pour la correction de son style, malgré quelques américanismes, et pour le sérieux dépouillement de la correspondance de Veuillot, dont elle donne de très copieux extraits. Mais son intention est purement apologétique ; elle nous montre les vertus privées très réelles du polémiste, qui fut bon père, bon époux, bon frère, bon ami, etc. Mais quel dommage que ses adversaires politiques n'aient pas eu plus souvent à apprécier sa bonté et sa charité !

— *Le roman de Louis Veuillot. Correspondance inédite entre Louis Veuillot et la comtesse Juliette de Robersart*, publié par Louis DAVIGNON (Lethieulleux, 1936, in-8° couronne, 214 p. ; prix : 10 fr.). — Les quatre-vingt-cinq lettres de ce recueil (cinquante-neuf de Veuillot et vingt-six de sa correspondante) s'échelonnent sur la courte période qui s'étend du 13 juin 1862 au 5 janvier 1863 ; elles ont été réunies par Juliette de Lambersart, morte en 1900, dans une enveloppe portant la suscription « à ouvrir vingt ans après ma mort ». Publiées par un de ses héritiers, elles nous révèlent un Veuillot amoureux à quarante-neuf ans d'une jeune fille belge de trente-deux ans qu'il a vue cinq ou six fois, qui accorde son admiration, mais refuse d'aliéner sa liberté et qui, quand Veuillot devient trop pressant, rompt le « roman » et part en Espagne. Il y a là un utile complément aux douze volumes de la correspondance parus dans les œuvres complètes de Veuillot.

Irak. — Henry A. FOSTER. *The making of modern Iraq, a product of world forces* (Norman, University of Oklahoma Press, 1935, in-8°, 320 p.). — L'étude que Henry A. Foster consacre à la formation de l'Irak renferme une série de renseignements méthodiquement groupés, suivis d'une bibliographie et d'un index, accompagnés de quatre cartes : quelques pages sur le passé, puis le récit de événements qui, de la guerre mondiale, ont fait, en 1921, surgir un État nouveau, admis en octobre 1932 dans la Société des Nations.

Nul doute que le roi Faïssal ait joué un rôle capital dans ces événements. Il est mort en 1933, à cinquante ans. Chef de Bédouins, il a successivement commandé des troupes turques, siégé au Parlement de Constantinople, mené les troupes arabes qui aidèrent Allenby à faire la conquête de la Palestine, pris part à la conférence de la Paix et quatre mois régné sur Damas, avant de devenir, en 1921, le premier roi de l'Irak.

Maurice BAUMONT.

Italie. — Charles BENOIST, de l'Institut. *Le machiavélisme*; III : *Après Machiavel* (Paris, Plon, 1936, in-8°, 395 p.). — Ce troisième volume paru peu de temps avant la mort de l'auteur, met à notre portée les réflexions d'un homme qui, tel le chancelier florentin, « n'a point passé ses trente dernières années à dormir ou à jouer ; qui même ne les a point passées tout entières dans son cabinet ou dans sa chaire, mais qui, mêlé aux affaires publiques au dedans et au dehors, a été en position d'y gagner quelque expérience ». Sa manière est donc celle de Guichardin, plus certaine et plus efficace que « le travail le plus consciencieux de l'écrivain de métier ou du professeur assis à sa table devant trois piles de livres, de fiches et de cahiers de notes ». M. Charles Benoist veut bien nous dire qu'il doit tout à Guichardin et particulièrement au traité *Del Reggimento di Firenze*, que Machiavel lui a inspiré le dégoût de la politique faite par des gens qui n'y entendent mot, que l'un et l'autre lui ont démontré l'absurdité du suffrage universel et de la folie du nombre, et qu'enfin l'œuvre de Mussolini lui a permis de comprendre l'actualité vivante du machiavélisme. Pourtant, le livre déçoit. L'auteur parcourt rapidement la littérature machiavélique et antimachiavélique, passe en revue les personnages qui, depuis le xvi^e siècle, furent taxés de machiavélisme. Travail de vulgarisation, curieux par le détail, sans beaucoup d'exactitude, et déjà fait. A coup sûr, le livre récent d'Albert Cherel, *La pensée de Machiavel en France*, contient plus de choses neuves et d'idées. M. Charles Benoist ne cache d'ailleurs pas qu'il a borné son rôle à résumer Tommasini. On l'entendrait volontiers commenter Guichardin. Il feuillette, devant nous, les *Considérations sur les discours de Machiavel*, les *Ricordi politici e civili*, et nous communique un paquet de notes et d'extraits. On souhaiterait une étude personnelle du traité *Del Reggimento di Firenze*. M. Charles Benoist se dérobe : « Je ne puis ni ne veux aborder au fond... l'analyse de cet admirable dialogue, un des plus beaux morceaux de science et d'art politiques qui aient jamais été écrits d'une main d'homme, et dans son genre, à mon avis, le plus fort, le plus efficace. Mais je souhaite vivement que quelqu'un le fasse, dans le cadre de nos difficultés présentes. » Et, pour en définir la doctrine, il cite Canestrini. Même méthode, ou même absence de méthode, qu'il s'agisse de Francesco Vettori, de Donato Giannotti ou de l'école vénitienne. Des détails d'histoire diplomatique ; une énumération de titres d'ouvrages et de têtes de chapitres ; une énumération d'avis autorisés sur les livres et les écrivains. Mais on cherche en vain la doctrine et l'art de tous ces maîtres de la haute politique, et l'enseignement que M. Charles Benoist en a tiré pour sa certitude et notre gouverne. Cahiers de notes, fiches et piles de livres ; assez médiocrement imposantes, du reste, car il est commode de citer de seconde main, et l'*Encyclopédia italiana* rend bien des services.

A. RENAUDET.

— Zelmira ARICI. *Bona di Savoia, duchessa di Milano, 1449-1503* (Turin, Para-

via, 1935, in-16, 243 p. ; Collana storica sabauda). — Les familles princières d'Italie ont compté peu de personnes plus insignifiantes que Bonne de Savoie, femme du duc de Milan Galéas-Marie Sforza. Après l'assassinat de son mari, le 26 décembre 1476, elle gouverna faiblement le duché, jusqu'au moment où, quatre ans plus tard, son beau-frère Ludovic le More saisit le pouvoir. Reléguée dans la petite ville d'Abbiategrasso, elle mena dès lors une vie étroite et humiliée. Elle put, de 1495 à 1500, prolonger en France un séjour assez triste. Sa mort, en novembre 1503, passe presque inaperçue. Commynes affirme qu'elle « estoit de petit sens » et qu'au temps même où il lui fallait défendre ses droits de régnante contre ses beaux-frères, « plus grand plaisir ne luy pouvoient-ils faire que de non luy parler de riens ». Elle ne prit jamais aucun intérêt aux arts ni aux lettres. Sa récente et consciencieuse biographie ne dissimule ni son effacement, ni la misère de son rôle politique. Du moins ce livre, facile et bien informé, apporte-t-il une contribution notable à l'histoire des seigneuries italiennes dans la seconde moitié du xv^e siècle.

A. RENAUDET.

Europe centrale et orientale. — M. Emerei LUKINICH a été chargé de publier, pour l'Institut d'histoire de l'Europe orientale et l'Université Pierre Pázmány, de Budapest, une revue sous le titre d'*Archivum Europae Centro-orientalis*, qui a pour objet de « centrer » autour du mouvement historique hongrois tout ce qui concerne l'histoire de l'Europe orientale. Le tome I (2 fascicules) de l'*Archivum* vient de paraître ; outre une belle série de comptes-rendus critiques, il renferme quatre contributions importantes de MM. Lajos TAMÁS (*Romains, Romans et Roumains dans l'histoire de la Dacie trajane*), István KNIEZSA (*Pseudorumânen in Pannionien und in den Nord-Karpathen*, I), László RÁKSONYI (*Contribution à l'histoire des premières cristallisations d'État des Roumains. L'origine des Basaraba*), Elemér JÓNÁS (*Die sarmatisch jazygischen Münzen der ungarischen Tiefebene und ihre Beziehungen zu Südrussland*). G. BN.

— Le « Bureau central de presse » de Belgrade a établi, aux fins de propagande, deux petits ouvrages qui ne manquent pas, cependant, d'intérêt, même au regard de nos études : dans *La Yougoslavie par les chiffres* (1935, in-16, 63 p., 2 cartes), sont groupés des renseignements, en grande partie numériques, sur la démographie, l'économie et la vie sociale du jeune royaume ; dans l'autre, M. Stanoyé STANOVÝ-VIRČA, professeur à l'Université de la capitale, a résumé l'*Histoire de Yougoslavie* (1936, in-16, 135 p., 2 cartes, 2 illustrations) ; la riche matière de cette histoire est distribuée en trois parties : le moyen âge, le joug turc, les débuts et l'évolution de l'État serbe et la formation de l'État yougoslave. Toutes les difficultés qui marquent encore, à l'heure actuelle, l'existence de cet État ne sont pas, naturellement, mises en lumière, et quelques allusions seules sont faites au problème croate. Mais, encore une fois, ce petit livre peut servir de point de départ pour une connaissance plus approfondie de l'histoire yougoslave. G. BN.

Histoire religieuse. — Luigi M. PERSONE. *Sisto Quinto, il genio della potenza* (Florence, Le Monnier, 1935, in-8°, 205 p. ; coll. « Le Vite »). — L'auteur affirme que son livre n'a rien à voir avec la pédanterie mesquine des érudits et des compilateurs. Pour interpréter le caractère et l'œuvre du grand pape, il a eu présents à l'esprit le caractère et la politique de Mussolini. Réalisme et génie créent entre

l'un et l'autre d'évidentes affinités. Nous savions, en effet, que Sixte-Quint fut un pape fasciste¹. Moins que l'histoire religieuse et politique du XVI^e siècle, cet ouvrage intéresse l'histoire de certaines déviations de l'historiographie. Il n'ajoute rien de nouveau à la thèse qui exalte la Contre-Réforme comme expression de la pure italiennité. Sur cette thèse, et quelques autres qui se rattachent à la même philosophie de l'histoire italienne, sur les écrivains « brillants » qui s'exercent à cette rhétorique, Benedetto Croce a porté, voici déjà quelques années, un jugement sévère et définitif².

A. RENAUDET.

— Guglielmo KRATZ, S. J., e Pietro LETURIA, S. J. *Intorno al Clemente XIV del barone von Pastor*; I : *Sull'opera del Pastor*; II : *Sulla paternità del volume* (Rome, Desclée, 1935, in-16, 99 p.). — La publication, dans la version italienne, du Clément XIV de Pastor, c'est-à-dire du tome XVI, 2^e partie, de la *Storia dei Papi* (1934), a suscité de vives disputes entre Franciscains et Jésuites. Les premiers estiment que l'histoire de ce pape franciscain, hostile à la Compagnie de Jésus et qui en autorisa l'abolition, n'a pas été écrite par Pastor avec son objectivité habituelle. Ils allèguent, pour excuser Clément XIV, la décadence de la Compagnie; ils prétent au pape une longue résistance. Le P. Kratz nie l'un et l'autre fait. Les Franciscains affirment que des parties considérables du volume auraient été rédigées par des collaborateurs jésuites. Le P. Leturia réduit cette collaboration à peu de chose. Pastor est bien l'auteur des principaux chapitres. Il a utilisé diverses collections d'extraits et de documents en possession des Pères de la Compagnie; il s'est servi de leur aide pour les dérouiller. Le P. Kratz n'a travaillé que sous sa direction. C'est bien Pastor qui a conduit l'œuvre et, bien qu'il n'ait pu y mettre la dernière main, elle reste animée de son esprit. Il est mort avec la satisfaction d'avoir fait connaître au monde son jugement sur Clément XIV. — A. RENAUDET.

— Voici la trente-neuvième année que paraît l'*Annuaire pontifical catholique*, fondé en 1898 par Mgr A. Battandier et continué depuis sa mort par le P. Europe CHARDAVOINE (*Annuaire pontifical catholique 1936*. La Bonne Presse, 1936, 955 p.; prix : 45 fr.), dont la *Revue* a signalé les volumes pour les années 1933 et 1934 (t. CLXXIV, p. 386). Nous ne reviendrons pas sur la valeur inestimable de cet instrument de travail, qui donne la liste tenue à jour — avec courte notice biographique — de tous les archevêques, évêques résidentiels ou titulaires de l'Église catholique, des vicaires apostoliques et de tous les prélates, caméliers, protonotaires apostoliques, etc., qui composent la « Famille pontificale ». On trouvera aussi une liste de tous les ordres religieux, avec renseignements sur leur origine, le nombre actuel de leurs membres, leurs chefs et, s'il y a lieu, les événements marquants de leur existence en 1935. Le présent volume donne, en outre, la liste chronologique des principaux actes du pape Pie XI en 1935, la fin de la liste, commencée aux volumes précédents, des cardinaux créés au XV^e siècle, des notes statistiques, enfin une notice historique sur le col romain et le rabat. — M. CROUZET.

Après-guerre. — *The World Crisis, the lessons which it teaches and the adjustments of economic science which it necessitates* (Londres, Cobden-Sanderson, 1, Mon>tagne Street, 1932, in-8°, 28 p.). — Une société anglaise fidèle à la mémoire de

1. U. Cuesta, *Un papa fascista*. Rome, 1929.

2. *Storia della storiografia italiana*, 2^e éd. Bari, 1930 ; II, p. 170-171.

Richard Cobden publie la traduction anglaise d'une conférence que M. Joseph Caillaux a faite en mars 1932 à Londres au sujet de la crise économique.

Maurice BAUMONT.

— *La lotta pel dominio dei mari, le conferenze navali da Washington a Londra* (Quaderni di cultura politica, edizioni Sud-Roma, 1935, in-8°, 36 p.). — Dans une brève brochure, M. Giovanni ENGELY résume du point de vue italien, les problèmes qui se sont posés devant les conférences navales depuis la fin de la guerre mondiale. Le raisonnement d'après lequel la France se trouve dans une situation privilégiée parce qu'elle a deux fronts maritimes, l'un sur la Méditerranée, l'autre sur l'Atlantique, ne force pas la conviction. L'intérêt de cette étude réside surtout dans l'exposé de la thèse italienne, intelligemment présentée. Maurice BAUMONT.

— Thaddée YONG ANN-YUEN. *Aux origines du conflit mandchou, Chine, Japon, paix de Versailles* (Paris, librairie Paul Geuthner, 1934, in-8°, 304 p.). — Le Révérend Père Thaddée Yong présente un clair exposé des relations entre la Chine et le Japon jusqu'à la conclusion du traité de Versailles ; il expose nettement la thèse chinoise et fait apparaître le caractère inflexible de la politique d'expansion territoriale que le Japon poursuit aux dépens de la Chine, politique de pénétration et de conquête par laquelle les Japonais prétendent « maintenir l'ordre et la paix dans cette région de l'Extrême-Orient ».

La Chine n'a pas apposé sa signature au traité de Versailles parce qu'elle s'opposait à l'idée de voir transférer au Japon les droits de l'Allemagne sur le Chan-tong. Thaddée Yong expose les circonstances dans lesquelles cette décision a été prise.

Son ouvrage qui fait bien comprendre la situation internationale actuelle en Extrême-Orient, est accompagné d'une bibliographie, d'une carte et de nombreux documents.

Maurice BAUMONT.

— *The World since 1914* (New-York, The Macmillan Company, 3^e éd., 1936, in-8°, 888 p.). — M. Walter C. LANGSAM, de l'Université de Columbia, donne un clair récit des principaux événements qui se sont succédé dans le monde depuis 1914. Ce livre, luxueusement imprimé, orné de jolies cartes et d'illustrations, peut rendre de réels services, d'autant plus qu'il est accompagné d'un index et d'une longue liste d'ouvrages anglais et américains. Il vise à une parfaite impartialité.

L'histoire même de la guerre ne forme qu'une sorte d'introduction de quatre-vingts pages. Elle est suivie de l'histoire des négociations de paix, des problèmes internationaux relatifs à la S. D. N., aux réparations, au désarmement, etc. Le reste de l'ouvrage — plus de cinq cents pages — est consacré à l'histoire des différents États.

Le chapitre sur la France n'est pas le mieux réussi. L'auteur ne semble pas très informé des choses et des hommes de France, et quelques portraits font sourire, par exemple celui de M. Herriot, « l'idole de Lyon » ; celui de M. Tardieu, « journaliste et écrivain qui s'était fait connaître comme collaborateur de Clemenceau et fidèle de Poincaré », celui de M. Laval, « brillant orateur et génial politicien », etc...

Cette édition, qui est la troisième, mène le récit des événements jusqu'à décembre 1935. L'ouvrage est très connu aux États-Unis. Maurice BAUMONT.

— *Les nations anglo-saxonnes et la paix* (Paris, librairie du Recueil Sirey, 1936, in-16, 204 p.). — Au retour d'un voyage dans les pays anglo-saxons, M. Charles

HÉRISSON a été ému de voir comment « l'ignorance et la passion déforment notre jugement ». Il regrette que la France vive sur des illusions. « A cet égard, notre presse a une responsabilité certaine. Elle nous a caché les réactions de l'opinion publique anglo-saxonne depuis la guerre. » Il a écrit son livre parce qu'il a été « frappé de l'incompréhension dont font souvent preuve les Français à l'égard des pays anglo-saxons ». Il nous montre une opinion essentiellement pacifiste qu'affirment des meetings monstrueux ; le désir de paix se complétant en Amérique par le souci d'échapper à toutes difficultés internationales. « A la fois l'intérêt et l'idéologie britanniques réclament la paix et la mise hors la loi de la guerre. Lorsque les Anglais ont le sentiment d'agir pour la justice et leurs propres intérêts, ils font toujours preuve d'une fermeté inébranlable. »

Maurice BAUMONT.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Anjou historique. 1936, janvier. — Le couvent de la Baumette-lès-Angers, 1456-1791. — Un Girondin angevin : le comte de Dieusie, 1748-1794 (président du département de Maine-et-Loire ; arrêté le 16 septembre 1793, il écrit un long mémoire justificatif en février 1794 ; exécuté le 15 avril). — Le district de Baugé, 1790-1795. — Un mariage célébré par un inserment dans le district de Cholet en 1792 (la mère de la mariée fut fusillée le 1^{er} février 1794). — Comment l'imprimeur angevin Pavie s'évada de prison en 1793. — Les prisonniers saumurois transférés à Orléans (2-10 décembre 1793 ; on donne ici l'acte d'accusation contre les auteurs des mauvais traitements qui leur furent infligés : Lepetit, membre du Comité révolutionnaire de Saumur et six autres terroristes). — L'arrondissement de Segré en 1855 (rapport du sous-préfet, le 4 novembre, indiquant les partis hostiles au gouvernement et leurs chefs). = Avril. Les Récollets en Anjou, 1596-1791 (courtes notices sur les huit couvents qu'ils y posséderent). — La famille Gigost d'Elbée : généalogie (depuis 1654). — M. Élias, curé de Saint-Barthélemy-d'Anjou, 1740-1801 (constitutionnel de 1791 à 1797). — Le canton du Puy-Notre-Dame (créé en 1790, supprimé en 1801). — Le clergé de Jarzé pendant la Révolution (composé de huit prêtres dont trois seulement furent jureurs). — Pourquoi Tilliers et Saint-Crespin voulaient faire partie de la Loire-Inférieure (pétition adressée à l'Assemblée nationale le 24 octobre 1790). — Les quarante-deux sous-préfets de Beaupréau-Cholet (courtes notices). — Pourquoi Brissac voulait être chef-lieu de canton (tentatives faites en 1802, 1848, 1873). — Les Cent-Jours en Maine-et-Loire : Combrée. — Un dépôt de poudre dans la Vendée angevine (découvert à Saint-Laurent-de-la-Plaine en octobre 1832). — L'arrondissement de Saumur en 1849 (deux rapports secrets du sous-préfet au préfet en août 1849 et janvier 1850).

Annales historiques de la Révolution française. 1936, mars-avril. — Louis GOTTSCHALK. Quelques études récentes sur Marat (intéressante mise au point ; discussion des livres de *G. Walter* et de *Z. Friedland*). — Louis JACOB. La Grande Peur de 1789 en Artois. — F. ARSAC. Une émeute contre-révolutionnaire à Meymac (Corrèze, en frimaire an II). — Souvenirs de Samuel Breck (quelques pages de ses carnets de notes relatives à son voyage à Paris en 1791). = *Comptes-rendus*. — Pierre CARON. Les massacres de septembre. — Albert LANTOINE. Histoire de la franc-maçonnerie française : la franc-maçonnerie dans l'État. — M. REINHARD. Le département de la Sarthe sous le régime directorial. — Tobie de RAEMY. L'émigration française dans le canton de Fribourg (1789-1798). — Ernest GINSBURGER. Le Comité de surveillance de Jean-Jacques Rousseau (Saint-Esprit-les-Bayonne). — Maurice LAIR. Jaurès et l'Allemagne. = *Chronique régionale* : Région du Sud-Ouest. =

Mai-juin. Albert MATHIEZ. Les doctrines politiques des physiocrates (montre que la physiocratie n'est pas seulement un système économique, mais une philosophie comprenant une morale et une politique). — M. BOULOISEAU. Les comités de surveillance des arrondissements de Paris à la fin de l'an III ; fin (les réactions royalistes de la fin de prairial an III à brumaire an IV). — G. AUBERT. La révolution à Douai (après la fuite du roi). — F. VERMALE. L'égérie de Mounier (c'est M^{me} de Tessé). — Une lettre du général Servan au lendemain de sa disgrâce (31 juillet 1793). = *Comptes-rendus. Henri Sée.* Französische Wirtschaftsgeschichte, t. II. — *Vicente Davila.* Archivo del general Miranda, t. XIV. — John T. STOKER. William Pitt et la Révolution française, 1789-1793 (banal et inutile). — Anthony-Louis ELICONA. Un colonial sous la Révolution : Moreau de Saint-Méry (conscienctieux, mais nouveau seulement par la vie de Moreau aux États-Unis). — John STEPHENSON SPINK. Jean-Jacques Rousseau et Genève (important et pénétrant). — J. RICOMMARD. La lieutenance générale de police à Troyes au XVIII^e siècle (bon travail). — Comte Pierre de ZURICH. Une femme heureuse : Madame de la Brache, 1755-1844. — Georges LEFEBVRE. Napoléon (compte-rendu par Jacques GODECHOT). — Paul BONENFANT. Le problème du paupérisme en Belgique à la fin de l'Ancien Régime (importante contribution à l'histoire sociale de la Belgique). — Crane BRINTON. A decade of revolution, 1789-1799 (interprétation du jacobinisme, qui serait exclusivement un phénomène religieux). = Chronique locale : Seine-Inférieure.

L'année politique française et étrangère. 1935, décembre. — Georges SCELLE. La politique extérieure française et la Société des Nations (remarquable exposé, clair et lucide, de la complexité des facteurs qui dominent la politique française ; montre l'importance pour la paix des institutions de Genève et de la sécurité collective). — Jean-Paul FREYSS. La crise du fédéralisme américain et les élections présidentielles de 1936 (le programme républicain est purement négatif). = 1936, avril. Jean ESCARRA. Le gouvernement de la Chine moderne (résumé rapide des divers projets constitutionnels qui se sont succédé depuis 1906 jusqu'au 25 octobre 1935, où a été votée la constitution qui entrera prochainement en vigueur). — Bernard LAVERGNE. Le coup de force de l'Allemagne ; l'Angleterre et la situation internationale (montre d'une manière remarquable la redoutable menace que fait peser sur le monde la volonté de guerre de Hitler, dont « la triste et pauvre idéologie » est imposée à l'Allemagne entière. La paix est indivisible ; seules l'U. R. S. S., l'Angleterre et les autres pays pacifiques, unis étroitement, peuvent la tenir en respect. Le pacte franco-soviétique est bienfaisant). — Godefroy DELATOUR. Les conflits religieux en Allemagne (c'est un néo-paganisme qui se constitue et combat les anciennes confessions).

Archives et Bibliothèques. 1935, n° 3. — Charles SCHMIDT. La Bibliothèque et la vie moderne. — Émile-A. VAN MOË. La *Pecia* dans les manuscrits universitaires du XIII^e et du XIV^e siècle (montre tout l'intérêt des recherches faites par M. DESTREZ). — G. RITTER. Récentes publications des archives d'État autrichiennes. — Charles BEAULIEUX. Transformations de la bibliothèque de l'Université de Paris. — Vittorio CAMERANI. Le biblioteche italiane, storia e situazione attuale. = Chronique des bibliothèques d'Allemagne, Grande-Bretagne, États-Unis. = N° 4. Clavis BRUNEL. Culte de l'exactitude (qualité essentielle de l'historien). — Émile DACIER. La description des reliures anciennes (il faut préférer *semé* à *semis* pour

désigner la répétition d'un seul ou de deux fers alternés en nombre illimité sur tout le champ des plats d'une reliure). — Georges BOURGIN. Les dépouilles dispersées (il s'agit des documents aux mains de particuliers qui les dispersent dans des ventes, les remèdes envisagés seraient le dépouillement des catalogues d'autographes et la photographie des documents). — La bibliothèque Mazarine. — Le catalogue collectif des bibliothèques prussiennes. — Les bibliothèques de comtés en Grande-Bretagne. — Législation concernant les prêts d'imprimés et manuscrits entre bibliothèques (circulaire ministérielle du 8 janvier 1936). = Bibliographie : publications récentes, juillet-décembre 1935.

Carnet de la Sabretache. 1936, janvier-février. — M.-J. BARADA. Les cohortes de gardes nationales mobilisées des 10^e et 11^e divisions militaires et le contingent fourni à cette formation par le département du Gers, 1806-1910 (présente ceux qui ont présidé au recrutement et au commandement de cette troupe : le préfet du Gers Balguerie, le commandant supérieur de la légion Fabre de La Martinière et le chef de la légion Cugno de Belloc ; à suivre). — Docteur GEORGES. Mémoires du général d'Elbée, 1730-1813 ; suite (période de 1773 à 1795). — Le général de division comte Heudelet, 1770-1857 ; suite (de 1789 à 1796). — Commandant de MAINDREVILLE. Correspondance du général Doe de Maindreville. Saint-Cyr, Rome, Mexique, 1870 ; suite et fin (le siège de Paris, séjour en Algérie en 1872). — BROU DE CIUSSART. Lettre d'un volontaire de seize ans à l'armée de la Loire, 1870-1871. — Général PAQUETTE. Le général de Langle de Cary. = Mars-avril. Jean BRUNON. Camerone et l'aigle du Régiment étranger, 1862-1870 (complète une étude consacrée au drapeau de la Légion étrangère parue dans le Livre d'or de la Légion en 1931 ; Camerone est le nom d'un combat au Mexique le 30 avril 1863). — Docteur GEORGES. Mémoires du général d'Elbée, 1730-1813 ; suite. — Le général de division comte Heudelet, 1770-1857, par son arrière-petit-fils ; suite (1796 à 1798). — M. J. BARADA. Les cohortes de gardes nationales mobilisées des 10^e et 11^e divisions militaires et le contingent fourni à cette formation par le département du Gers, 1806-1910 ; suite (recrutement des hommes et des officiers). — Capitaine BROU DE CIUSSART. Lettres d'un volontaire de seize ans à l'armée de la Loire, 1870-1871 ; suite. — Général ZÉDÉ (1837-1908). Souvenirs de ma vie (campagne à l'armée de Metz ; à suivre).

Études. 1935, 5 avril. — Claudius GRILLET. Genoude et Lamartine. Le parrain des *Méditations*. — Paul GUISE. Le centenaire de la Malgrange, monopole universitaire en 1836 (montre comment on tournait le monopole sous la Monarchie de Juillet). — Yves DE LA BRIÈRE. Histoire religieuse des temps présents. La foi des traités, de 1919 à 1925 et à 1926. = 20 avril. Georges GOYAU. La première Française missionnaire. La vocation canadienne de Marie de l'Incarnation. — Joseph LECLER. Aux origines de la Ligue. Premiers projets et premiers essais (1561-1570). — Adhémar d'ALÈS. Un artisan de la réforme catholique : saint Pierre Canisius, apôtre de l'Allemagne (d'après la récente biographie du Père J. Brodrick. Saint Peter Canisius). = 5 mai. Joseph BONSIRVEN. Le judaïsme français. Est-ce un judaïsme véritable? (revue des nombreux périodiques juifs). — Yves DE LA BRIÈRE. Histoire religieuse du temps présent. Si le nationalisme est à droite ou à gauche (l'auteur confond souvent nationalisme et patriotisme). = 20 mai. Robert d'HARCOURT. Jeunesse nationale-socialiste. Nouveau visage de Siegfried (montre le dress-

sage actuel de l'enfance contre la vie de famille et les générations plus âgées ; le néo-paganisme, la divinisation du *Führer* et de la nation). — Paul STRUYE. Le mouvement rexiste en Belgique. La campagne d'un jeune parti (insiste sur les violences de ses campagnes contre les chefs du parti catholique, les nombreuses ressemblances de ce parti avec le parti hitlérien). — Henry AYROUT. Fouad I^{er} et les catholiques (insiste sur ses sympathies catholiques et italiennes). — Joseph LECLER. Histoire des doctrines politiques. De Pierre Dubois à Thomas Hobbes (rend compte des ouvrages de *Hermann Kämpf* : Pierre Dubois. — *Pierre Mesnard* : L'essor de la philosophie politique au XVI^e siècle. — *J. Vialatouz* : La Cité de Hobbes). = 5 juin. Louis JALABERT. Les îles d'Émeraude. Troisième centenaire des Antilles françaises (les débuts de la colonisation). — Robert d'HARCOURT. Jeunesse nationale-socialiste. Nouveau visage de Siegfried (le dressage de la jeunesse est entièrement orienté vers la guerre). — Alexandre BROU. L'Inde, encore le problème des intouchables. — Yves de LA BRIÈRE. Histoire religieuse du temps présent. Pie XI et le communisme. = 20 juin. Louis JALABERT. Bordeaux et les Antilles au XVIII^e siècle. Une page d'histoire économique coloniale.

Polybiblion. 1936, février-mars. — *Louis Réau*. La Renaissance. L'art moderne. — *Louis Réau* et *Gustave Cohen*. L'art du Moyen Age. — *Jacques Levron*. Le diable dans l'art. — *Louis Dimier*. L'Église et l'art. — *René Pichard du Page*. La bibliothèque de Versailles et le musée Lambinet. — *Morin Jean*. Le château de Fontainebleau. — *Frédéric Lesueur*. Le château d'Amboise. — *Paul Courteault*. La cathédrale de Bordeaux. — *Oscar Levertin*. Jacques Callot. — *R.-L. Doize*. L'architecture civile d'inspiration française à la fin du XVII^e et au XVIII^e siècle dans la principauté de Liège. — *Armand Olichon*. Les missions. — *A. Hazard Dakin*. Von Hügel and the supernatural. — *Léon Homo*. Auguste. — *Dom H. Cottineau*. Répertoire des abbayes et prieurés de l'ordre de Saint-Benoit. — *Bernays et Jules Vannerus*. Histoire numismatique du comté, puis duché de Luxembourg et de ses fiefs. — *Pierre de Vaissière*. Le château d'Amboise. — *Gabriel Hanotaux* et *duc de La Force*. Histoire du cardinal de Richelieu, t. IV. — *Maximin Deloche*. Un frère de Richelieu inconnu. — *Émile Dard*. Napoléon et Talleyrand. — *Comte de Saint-Aulaire*. Talleyrand. — *Marquise de Montcalm*. Mon journal pendant le premier ministère de mon frère. = Avril. *Arthur Weigall*. Histoire de l'Egypte ancienne. — *Id.* Le pharaon Akh-an-Aton et son époque. — *Robert Cohen*. Nouvelle histoire grecque. — *P. Bernardin Menthon*. L'Olympe de Bithynie (ses monastères). — *Paul Radin*. Histoire de la civilisation indienne (en Amérique). — *Myriam de G. Louyse de Ballon*, réformatrice des Bernardines. — *E. Jarry*. L'Église contemporaine. — *E. Albert-Clement*. La vraie figure de Charlotte Corday. — Commandant *Lefebvre de Béhaine*. La campagne de France, t. III et IV. — *Ch. de Chavannes*. Avec Brazza ; souvenirs de la mission de l'Ouest africain (mars 1883-janvier 1886). — *Fernand Robert*. Épidaure. — *Robert Forrer*. L'Alsace romaine. — *G. Paré*, *A. Brunet*, *P. Tremblay*. La Renaissance du XII^e siècle, les écoles et l'enseignement. — *Paul Chaponnière*. Voltaire chez les calvinistes. — *Albert Fuchs*. Les apports français dans l'œuvre de Wieland de 1772 à 1789. = Mai. *Edward-Westermarck*. Survivances païennes dans la civilisation mahométane. — *Louis-Philippe May*. L'Ancien Régime devant le mur d'argent. — *André Latreille*. Napoléon et le Saint-Siège, 1801-1808. — *François Charles-Roux*. Bonaparte, gouverneur d'Egypte. — *J. Brugerette*. Le prêtre français et la société contemporaine. T. II : 1876-1908

(suggestif compte-rendu par E. Jordan). — *J. Reinachs.* Le traité de Bjoerkoe, 1905. — *Ch. Picard.* Manuel d'archéologie grecque, t. I.

La Révolution française. 1935, 4^e trimestre. — Édouard CHAPUISAT. La Révolution française et la Suisse. Les grandes opérations militaires de 1798 et l'acte de médiation (la bataille de Zurich, l'occupation du Valais et la médiation ; avec une bibliographie). — Suzanne TASSIER. Un agent belge de Fouquier-Tinville : Charles Jaubert (renseignements intéressants sur ce type de révolutionnaire terroriste, assez rare en Belgique). — A. J. SVOLOS. L'influence des idées de la Révolution française sur les constitutions helléniques de la guerre d'Indépendance (il s'agit des constitutions républicaines d'Épidaure de 1822, de l'assemblée de Trezène de 1827 et des trois constitutions régionales de la Grèce occidentale, de la Grèce orientale et du Péloponèse établies en 1821 et maintenues jusqu'en 1823). — G. SAUMADE. Les biens de l'Ordre de Malte. La rente d'un domaine de la commanderie de Montpellier, 1793 (la rente a surtout profité à la bourgeoisie citadine). = *Comptes-rendus. Otto Ernst.* Théroigne de Méricourt (histoire romancée, mais il y a de nombreux documents). — *P. de La Gorce.* Martyrs et apostats sous la Terreur. — *Georges Blondeau.* La mission du général de Nansouty en Bourgogne et dans la XVIII^e division militaire (en 1814 et 1815). = 1936, 1^{er} trimestre. R. SCHNEIDER. Le portrait pendant la Révolution (si la Révolution n'a favorisé ni l'architecture ni la sculpture, elle a, par contre, multiplié les œuvres gravées et les portraits). — F. BRAESCH. Les massacres de septembre (d'après l'ouvrage de Pierre Caron). — André LATREILLE. Le Saint-Siège et les constitutionnels (d'après la biographie du chanoine Léon Mahieu consacrée à Mgr Louis Belmas). — P. POSENER. La famille royale au Temple (publie un rapport inédit du 18 germinal an VI, dans lequel Charles Goret, membre du comité de surveillance de la Commune et souvent de garde au Temple, fait le tableau de la vie que menait la famille royale captive). = *Comptes-rendus. Jacques de Visme.* Un favori des dieux : Jean-Benjamin de La Borde, 1734-1794 (fermier général, auteur d'opéras). — *Fr. Funck-Brentano.* L'affaire du collier (réédition populaire). — *E. Albert-Clement.* La vraie figure de Charlotte Corday (très injuste pour Marat). — *Alfred Gernoux.* Carrier le Maudit (étude de la légende de Carrier). — *Xavier de Courville.* Jomini ou le devin de Napoléon. — *Scandar Naguib Fahmy.* La France en 1814 et le gouvernement provisoire, 31 mars-14 avril (bon travail). — *H. Speyer.* Corporatisme ou parlementarisme réformé? — *Comte de Voinovich.* Histoire de Dalmatie. — *B. Mirkine-Guetzévitch.* Les nouvelles tendances du droit constitutionnel.

Revue archéologique. 1936, janvier-mars. — J. PRZYLUSKI. La colonne ionique et le symbolisme oriental. — Fr. POULSEN. Les portraits de Pompeius Magnus (effigies monétaires, portraits de Pompée, avec vingt-cinq figures reproduites d'après quelques monnaies et une suite de bustes ; contraste entre les effigies de Pompée et celles de César). — Georges MATERAT. Les « ponts-fascines » de Jules César à Breuil-le-Sec (Oise) et la deuxième campagne contre les Bellovaques (avec un dessin représentant l'emplacement des ponts imposé par la manœuvre de César au moment de la retraite des Bellovaques). — Luis PERICOT. La céramique ibérique de San Miguel de Liria (à vingt-cinq kilomètres de Valence). = Nouvelles archéologiques et correspondance. Articles nécrologiques sur Paolo Orsi, 1859-1935 ; Sylvain Lévi, 1863-1935 ; Charles Dangibaud, 1850-1935 ; Henri Pirenne, 1862-1935,

— Ch. PICARD. La tombe préhellénique de Marathon et anciens temples grecs en forme d'autels. — F. CUMONT. Deux inscriptions puniques impériales (provenant de Leptis Magna). — J. DUPUIS. Fouilles opérées dans la « zone rouge » sur le territoire de Moronvilliers, Marne. — R. LANTIER. Les fouilles de Gergovie et à Saint-Père-sous-Vézelay, Yonne. — Albert MOUNET. Les fouilles de la Cité à Paris, sur le terrain occupé aujourd'hui par le Palais de Justice et aux thermes gallo-romains du musée de Cluny. — C. F. A. SCHAEFFER. A la poursuite de Satto (maître potier gallo-romain qui travaillait dans la première moitié du II^e siècle ; ses vases en « terra sigillata »). — R. LANTIER. Au musée archéologique de Barcelone. — A. ALBERTINI. Au musée d'Oran. — Paul PELLiot. L'exposition chinoise de Londres (ouverte à Burlington House en novembre 1935). = *Comptes-rendus. M. Boule et J. Pivetau.* Les fossiles ; éléments de paléontologie. — Ernest LENOIR. Quid de l'homme ? (on appréciera surtout ses conclusions sur l'Homme de Néanderthal et nous). — G. POISSON. Les Aryens ; étude linguistique, ethnologique et préhistorique (intéressant, mais incomplet). — P. Bosch Gimpera. *Einologia de la Peninsula ibérica* (très important ouvrage de 711 pages, avec 542 figures). — E. D. KENDRICK et F. C. HAWKES. Archaeology in England and Wales (trois publications importantes parues de 1914 à 1931 ; beaucoup de nouveau sur le néolithique et les périodes des métaux en Grande-Bretagne). — Claude F. A. Schaeffer, Ch. VILLEAUD, R. DUSSAUD, F. THUREAU-DANGIN et E. DHORME. La sixième campagne des fouilles à Ras Shamra. — Jacquette Hawkes. Aspects of the neolithic and chalcolithic periods in Western Europa. — Albert GRENIER. Manuel d'archéologie. T. VI : archéologie gallo-romaine (beaucoup de révélations nouvelles). — Roger DION. Le Val de Loire. Étude de géographie régionale. — Heinz KÄHLER. Die reinischen Pfeilergrabmäler (bonne étude sur les tombeaux-piliers de la région rhénane). — Valentin KUZZINSZKY. Aquineum (nouvelle édition très augmentée). — Wolfgang KRAUSE. Religion der Kelter (très incomplet). — Paul DESCHAMPS. Les châteaux des Croisés en Terre sainte. I : Le Crac des chevaliers (très important pour l'histoire des Croisades. La monographie du Crac des Chevaliers est « exhaustive »).

Revue de l'histoire de Versailles. 1935, juillet-septembre. — André LAPEYRE. L'étendue de la vicomté de Paris au commencement du XIV^e siècle (documents nombreux sur l'Etat des paroisses et des feux de 1328, sur ceux de 1369. La vicomté de Paris comprenait alors 567 paroisses. L'auteur poursuit son tableau jusqu'au XVIII^e siècle et publie « l'état des paroisses et des hameaux formant un article séparé des rôles de 1369 » ; il publie une « évaluation des localités et des feux de la châtellenie de Poissy en 1332 »). — J. P. PALEVSKI. La chasse royale autour de Versailles. — En appendice, une carte de la prévôté et vicomté de Paris en avril 1711.

Revue de Saintonge et d'Aunis. Vol. XLVI, 8^e livraison. — Charles DANGIBEAUD. Talmon-sur-Gironde à travers les siècles ; suite et fin (le dernier chapitre est consacré à l'Église, où l'auteur prend à partie l'*Histoire de sainte Radegonde* par M^{me} Digard. Notons que l'auteur, M. Dangibeaud, est mort récemment). — A la suite, on trouve une liste des seigneurs et viguiers de Talmont, celle des membres de sa famille seigneurs de Talmont et celle des gouverneurs et capitaines de la place. Enfin, un mémoire abrégé sur la ville jusqu'à la fin du XVII^e siècle. — Dr Jules SOTTAS. Un épisode de la vie militaire à Brouage en 1673 (d'après une cor-

respondance avec le ministre de la Guerre ; avec une carte allant de Brouage à Blaye, d'après la *Carte générale de Masse*). — Marcel CLOUET. Bracelets de bronze et la commune de Port-d'Envaux. — M^{me} Alice DROUIN. Les marais salants d'Aunis et de Saintonge jusqu'en 1789 (abondante documentation).

Revue des Études historiques. 1934, octobre-décembre. — P. DE RÉMUSAT. Le crime de Raibaut Rémusat, 20 juin 1391. — H.-M. LEGROS et E. KERCHNER. Louis XI à Alençon et au Mont-Saint-Michel en 1473 (à Alençon, il rétablit la mai- rie). — SAUZÉ DE LHOUMEAU. Le « Fleuriste » des *Caractères de La Bruyère* : François Pignon des Coteaux (hautbois et flûte douce de la Chambre du roi, devenu un des plus célèbres amateurs de fleurs au XVIII^e siècle). — Émile DE PERCEVAL. La baronne de Montesquieu (Jeanne de Lartigue, protestante et riche ; sa vie obscure, délaissée ; elle fut un excellent administrateur de la fortune commune). — Comte Pierre DE ZURICH. Madame de La Brache et le jeune ménage Molé. = **Comptes-rendus**. *Henri Bousquet*. Inventaire des archives du château de Vezins. — Paul GUÉRIOT. Napoléon III, t. II. — Général H. MORDACQ. Pourquoi Arras ne fut pas pris. — Albert LANGE. L'attaque principale allemande contre la côte 304. = 1935, janvier-mars. Paul ROUSSEAU. Les Acadiens (résumé rapide). — Jules D'AURIAC. Le général Thiard (quelques renseignements sur le caractère de cet émigré, devenu soldat de Napoléon et farouche adversaire des Bourbons). — Bernard PERRIN. Le recrutement sacerdotal et les écoles secondaires ecclésiastiques du diocèse de Ver- sailles pendant la période concordataire, 1802-1906 (intéressant, mais trop bref). — Édouard BURIN. Les deux croix du chapitre de Paris (l'une de Napoléon III, l'autre de Pie XI). — E. LAÎNÉ. Rochambeau (à propos de la biographie écrite par J. E. WEELER). = **Comptes-rendus**. *F. Funck-Brentano*. Luther. — G. DANSAERT. La comtesse Lamoral d'Egmont. — Baron Ludovic de Contenson. La société des Cincinnati de France et la guerre d'Amérique. — Louis MADELIN. Napoléon. — Comte A. PALZER-HODITZ. L'empereur Charles et la mission historique de l'Autriche. = Avril-juin. Georges GOYAU. L'évêque François Piquet dans Ispahan (son action diplomatique et religieuse, de juillet 1682 à mai 1684). — Edmond SOREAU. Note sur le travail des enfants dans l'industrie pendant la Révolution (montre l'impor- tance du problème ouvrier). — Joseph DURIEUX. Autour du duc d'Enghien. — Madeleine TALON. Un mariage princier en 1837 (celui du duc d'Orléans). — Général P.-E. BORDEAUX. La mort du roi Georges Ier (à Salonique, le 18 mars 1913 ; souvenirs personnels). = **Comptes-rendus**. *Henri PEYRE*. La royauté et les langues provinciales. — FIRMIN ROZ. Vue générale de l'histoire du Canada (1535-1934). — Paul de ROUSIERS. Une famille de hobereaux pendant six siècles. — Louis MADELIN. La contre-révolution sous la Révolution. — Frédéric LACHÈVRE. Courménil pendant la Révolution. — Pierre SÉCHAUD. Victor de Laprade. = Juillet-septembre. Th. JEUSET. Les établissements gallo-romains de l'Armorique et les paroisses bretonnes dédiées à saint Pierre. — Gaston DODU. L'opinion française et l'Espagne au temps des Valois (montre combien l'opinion française a été frappée par les progrès con- sidérables réalisés par l'Espagne après le mariage de Ferdinand et Isabelle). — Soma E. HOWE. Un repaire de brigands sur la route des Indes (à Madagascar, au XVII^e siècle). — Ém. DÉBORDE DE MONTCORIN. A propos de la révocation de l'édit de Nantes (l'auteur s'efforce de montrer que le roi a été « modéré, bienveillant, s'ef- forçant, durant bien des années, de freiner l'intolérance... »). — B. COMBES DE PA- TRIS. Une nouvelle histoire de l'Inquisition (celle de Jean GUIRAUD). = **Comptes-ren-**

dus. Chanoine *Paul Fiel*. Les infortunes de Joseph Dumesnil, évêque de Volterra. — *Léon-E. Halkin* et *Georges Dansaert*. Charles de Lannoy, vice-roi de Naples, 1482-1527. — *Frantz Funck-Brentano*. La Renaissance. — La Commission royale d'histoire de Belgique, 1834-1934. — *Georges Young*. Constantinople, depuis les origines jusqu'à nos jours. — Abbé *C. de Clercq*. Les églises unies d'Orient. — *Édouard Clavery*. L'art des estampes japonaises en couleurs, 1680-1738-1935. — *Leproux*. Le général Dupont. — *Octave Aubry*. Sainte-Hélène. — *Émile Pillias*. Léonie Léon, amie de Gambetta. — Chanoine *P. Fiel*. Le chapitre de Latran et la France. = Octobre-décembre. *CAZENAVE*. Dimes et abbayes laïques en Béarn (elles ont subsisté jusqu'à la Révolution). — *H.-F. Buffet*. La traite des Noirs et le commerce de l'argent au Port-Louis et à Lorient sous Louis XIV (en 1715, les deux ports étaient ruinés). — *Jean Vinot-Préfontaine*. Une question d'urbanisme au XVIII^e siècle (la désignation des rues et le numérotage des maisons à Beauvais). — *Paul de Rémusat*. Le mariage du duc d'Édimbourg (en 1874). = *Comptes-rendus*. *Pierre Bernus*. Histoire de l'Île-de-France. — Comte *Carton de Wiart*. Marguerite d'Autriche. Une princesse belge de la Renaissance. — *L. Raffin*. Anne de Gonzague, princesse palatine. — *Claude Saint-André*. La duchesse de Bourgogne. — *Alma Söderhjelm*. Marie-Antoinette et Barnave. — *Jacques Hérissey*. Les massacres de Meaux. — *Édouard Chapuisat*. Le général Dufour, 1787-1875. — Général *H. Moradacq*. Les légendes de la Grande Guerre. — *Joseph Bernhart*. Le Vatican. = 1936, janvier-mars. Jules d'Auriac. Les présents aux souverains dans la commune de Provins. — *Émile de Perceval*. Denise de Montesquieu, ou comment on se mariait au XVIII^e siècle. — *Edmond Soreau*. Sur les ouvriers de l'an IV, notamment à Saint-Gobain (leur situation reste mauvaise). — *Léo Mouton*. Lacour-Gayet. — *B. Combès de Patris*. Pierre de Nolhac. = *Comptes-rendus*. *Félix Guirand*. Mythologie générale. — *Michel François*. Histoire des comtes et du comté de Vaudémont des origines à 1473. — *Marcel Gouron*. Histoire de la ville de Pont-Saint-Esprit. — *André de Hévésy*. Rembrandt. — *Lady Blennerhasset*. Marie Stuart. — *Alfred Martineau*. Bussy et l'Inde anglaise, 1720-1785. — *Pierre Caron*. Les massacres de septembre. — *A. Bray*. Les origines de Fontainebleau. = Avril-juin. André Deschard. Les Croisades et le rôle qu'y joua la marine. — Ém. Déborde de Montcorin. A propos du tricentenaire de la reprise de Corbie en 1636. — Dr *Laigned-Lavastine*. Les religieux missionnaires français au service de la médecine. — Maurice *Montigny*. Verneuil Puyraveau (préfet du Mont-Blanc, puis député de la Dordogne, 1786-1839). — Henri de *Montardy*. A propos de Talleyrand (d'après les ouvrages de Saint-Aulaire et de Dard). = *Comptes-rendus*. *A. Coville*. Gontier et Pierre Col et l'humanisme en France au temps de Charles VI. — *Henri Laurent*. La loi de Gresham au Moyen Age. — *Bernard Fay*. La franc-maçonnerie et la révolution intellectuelle du XVIII^e siècle. — Vicomte de *Guichen*. La guerre de Crimée et l'attitude des puissances européennes.

Revue des Études napoléoniennes. 1936, janvier. — *Édouard Driault*. Au centenaire de la Grande Légende (s'efforce de « retrouver l'atmosphère si chaude et si féconde des temps romantiques » du siècle dernier). — *Jules Deschamps*. Les napoléonistes (à propos du livre de M. de Fourmestraux). — *Jules Franceschini*. Le général Fournier-Sarlovèze, 1773-1827. — *Georges Lote*. Paul Holzhausen (historien allemand de l'époque napoléonienne qui vient d'avoir soixante-quinze ans). = Février-mars. Pour le centenaire de la mort de Madame Mère. — *Édouard*

DRIAULT. Madame Mère (biographie résumée). — Jules MAZÉ. Madame Mère à l'hôtel de Brienne. — Madeleine TARTARY. Madame Mère au château de Pont-sur-Seine. — Émile FRANCESCHINI. Les sépultures des Napoléons. — Avril. Édouard KRAKOWSKI. Joseph Pilsudski et les disciplines napoléoniennes. — Colonel VERGNAUD. Souvenirs (extraits publiés par A.-M. Gossez). — Le contrat de mariage du citoyen Bonaparte et de la citoyenne Beauharnais. — Mai. Émile FRANCESCHINI. La Corse sous Napoléon. Le gouvernement du général Morand (1801-1804 ; à suivre). — Franc BARTHOLI-SABAD. Retour d'Égypte par Ajaccio (récit de la semaine que Bonaparte passa en Corse, retour d'Égypte, écrit par J.-B. Barberi, président de la santé au port d'Ajaccio). — Colonel VERGNAUD. Mémoires ; suite (les chauffeurs sous le Consulat, le prytanée de Saint-Cyr). — **Comptes-rendus.** Henry d'Estre. Bourmont, la Chouannerie, les Cent-Jours, la conquête d'Alger, 1773-1846 (tentative paradoxale de réhabilitation d'un traître authentique). — Octave Aubry. Sainte-Hélène (ouvrage définitif).

Revue des Questions historiques. 1936, mai. — Comte Étienne DE CHABANNES-LA PALISSE. Camp de Boulogne, 1745 (il s'agit des préparatifs de l'expédition du prétendant jacobite Charles-Édouard en 1745 et 1746). — Jean NIETERMEIER. Aperçu de l'histoire des Juifs de Metz dans la première période française (autorisé, par « une singularité remarquable », à s'établir à Metz en 1567, les Juifs ont été non seulement émancipés, mais naturalisés en masse par le décret du 27 septembre 1791). — Charles GUIRAUD. L'éducation française d'un roi de Prusse (quelques renseignements sur le maître du futur Frédéric II : Jacques-Égide du Han de Jaudun, et les familles d'Auger et de Vidal de Montferrier). — Abbé LEGROS. Le « Thrésor de l'Eglise paroissiale Nostre-Dame d'Alenczon » à la fin de l'occupation anglaise ; fin. = **Comptes-rendus.** Marcel Bulard. Le scorpion, symbole du peuple juif dans l'art religieux des XIV^e, XV^e, XVI^e siècles. — Alfred Martineau et L.-Ph. May. Tableau de l'expansion européenne à travers le monde de la fin du XII^e au début du XIX^e siècle. — Abbé Louis Calendini. Le collège de Mâmers, de son origine à nos jours. — René Louis. Fouilles de la ville gallo-romaine des Fontaines-Salées à Saint-Père-sous-Vézelay (Yonne). — Ferdinand Lot. Les invasions germaniques ; la pénétration mutuelle du monde barbare et du monde romain. — Maurice Toussaint. L'agglomération gallo-romaine de Senon. — Maximin Deloche. Un frère de Richelieu inconnu. — Armand Praviel. Madame de Montespan empoisonneuse. — Marcel Dupont. Murat. — Henry d'Estre. Bourmont : la Chouannerie, les Cent jours, la Conquête d'Alger, 1773-1846. — René Derville. Napoléon II. — Lettres familiaires de l'impératrice Eugénie. — G. Dubois. La Normandie économique à la fin du XVII^e siècle d'après les mémoires des intendants. — Anthony-Louis Elicona. Un colonial sous la Révolution en France et en Amérique : Moreau de Saint-Méry. — Lucien Porte. Aux écoutes du carlisme (en pays basque il y a cent ans). — Relazioni di ambasciatori Sabaudi, Genovesi e Veneti, 1693-1713, publié par C. Morandi. — M.-M. Davy. Les Dominicains. — Cristianesimo e diritto romano. — Bernard De Meester. Le Saint-Siège et les Pays-Bas, 1566-1579. — Theodore Roemer. The Ludwig Missionsverein and the Church in the United States (1838-1918). — Françoise Barry. Les droits de la reine sous la monarchie française jusqu'en 1789. — Comte du Mesnil du Buisson. La technique des fouilles archéologiques.

Revue de synthèse. 1936, février. — Numéro spécial consacré à l'organisation

des recherches collectives, particulièrement en ethnographie populaire. — Lucien FEBVRE. Les recherches collectives et l'avenir de l'histoire. — René MAUNIER. Recherches collectives dans l'ethnologie et le folklore. — André LEROI-GOURHAN. L'ethnologie et la muséographie. — H.-M. MAGNE. Communian traditionnelle de l'art et des techniques. — F. WAGNER. L'organisation du combat singulier au Moyen Age dans les États scandinaves et dans l'ancienne république islandaise. — Mgr JOS. SCHRIJNEN. L'organisation internationale des recherches linguistiques. — W. SCHROEDER. Le Séminaire de langues et de cultures romanes de l'Université de Hambourg. — Erich RËHR. L'atlas du folklore allemand et son organisation. — J.-M. REMONCHAMPS. Le musée de la vie wallonne. — André VARAGNAC. Quelques résultats de recherches collectives en France : la route du Rhin et les paysans rhénans. — Alf. SOMMERFELT. Les études collectives en Scandinavie. — R.-O. FRICK. La grande enquête folklorique de la Société suisse des traditions populaires. — Ch. PARAIN. Les études collectives en Union soviétique. — Avril. Numéro consacré aux sciences de la nature et à la synthèse générale. — Th. GREENWOOD. Les caractères de la philosophie anglaise contemporaine. — Gustave MERCIER. Le transformisme et les lois de la biologie ; fin. — Philippe FRANK. Le fossé entre la physique et la biologie. — Schéma des articles pour le dictionnaire historique des sciences dans leur rapport avec la philosophie. — E. PINEL. La fin de la théorie einsteinienne du temps. — V. FELDMAN. La notion de fait psychique (à propos de l'ouvrage de R. Blanché). — A. GURWITSCH. L'acquisition du langage (d'après H. Delacroix). — G. SALOMON. La sociologie du savoir. — Ch. SERRUS. La pensée selon Maurice Blondel. — L. BRUNET. L'astronomie stellaire. — Id. Les conceptions modernes de l'hérédité (d'après M. Caullery). — L. BRUNET et R. BOUVIER. La logique de la science et l'École de Vienne. — V. FELDMAN. Science et marxisme.

ÉTATS-UNIS

Foreign Affairs. 1936, avril. — Sir Alfred ZIMMERN. The testing of the League (étude juridique sur la décision prise par la Société des Nations quand elle déclara que l'Italie avait violé l'article 11 de la Convention genevoise). — Luigi FEDERZONI. Hegemony in the Mediterranean (son histoire jusqu'au temps présent, où l'Angleterre veut imposer à la Méditerranée la *Pax Britannica*). — Julien BENDA. France divided (montre comment se sont formées les deux Frances ennemis). — Dorothy THOMSON. Culture under the Nazis (depuis le Congrès national-socialiste de Nuremberg en septembre 1935). — Norman TEOMAS. Labor under the Nazis (expose comment, depuis 1929, s'est organisé le travail pour en faire le paradis sur la terre). — Charles A. BEARD. Education under the Nazis (résume le nouveau système d'éducation nationale d'après les quinze points du Dr. Frick). — Léon FRASER. The international Bank and its futur. — Karl RITTER. Germany's experience with clearing agreements (le rapport de la Commission concernant les chambres de compensation, publié en mars 1935, résume les points principaux avec autant de clarté que de compétence ; mais l'application en a montré les graves conséquences). — Carlos P. ROMULO. The Philippines look at Japan (depuis que les États-Unis ont rendu aux Philippines leur liberté). — Général René TOURNIER. The french army, 1936 (transformation de l'armée française pour la mettre en état de repousser une invasion subite de l'Allemagne). — Bruce HOPPER. The Soviet

conquest of the East North (conséquences qu'entraînent les explorations de l'État russe dans le passage du Nord-Est vers le Cathay). — Clarence H. HARING. Depression and recovery in Argentina (1933-1936). — Barbara WERTHEIM. Japan; a clinical note (la politique actuelle du Japon produit un des plus difficiles problèmes de la diplomatie. Quel remède pourrait-on appliquer?). — William O. SCROGGS. Oil for Italy (tableau montrant l'importance de l'exportation du pétrole transcaucasien par la République soviétique confédérée, avec une carte). — William L. LANYER. Livres récents concernant les relations internationales. — Denys P. MYERS. Bibliographie des publications officielles de documents diplomatiques.

The American historical Review. 1936, avril. — *American historical Association* (sa dernière session, qui se tint à Chattanooga, en présence de 602 personnes, a eu un grand succès. On y étudia particulièrement les sujets suivants : les relations extérieures des États-Unis, la crise de la guerre de Sécession, la situation des pays confédérés de 1861-1865, les crises de la politique fédérative en Europe de 1858-1863, l'histoire religieuse anglaise, le rôle de l'Amérique en Extrême-Orient). — H. E. B. RICHARD H. SHRYOCK. Medical sources and the social historian (trop longtemps, les historiens ont négligé la littérature médicale, ce qui est d'autant plus regrettable que « certaines civilisations ont dû leur ruine à la maladie ». L'auteur énumère les historiens du XVIII^e siècle qui se sont intéressés aux conséquences sociales en Amérique de certaines maladies. Puis il pose certains problèmes médicaux : les variations de l'état sanitaire de la « Frontière », des nègres libérés avant 1860, des villes industrielles, la formation du personnel médical). — DWIGHT C. LONG. The Austro-French Commercial treaty in 1866 (au lendemain du renouvellement du Zollverein, l'Autriche dut changer sa politique douanière et signer des traités de commerce, dont le premier en date fut signé avec la France. Sa signature fut facilitée par la suspension de la Constitution. Il réduisit les droits sur l'acier et subsista jusqu'en 1884). — Richard W. VAN ALSTYNE. John F. Crampton, conspirator or dupe (sous ce titre à sensation, l'auteur montre que le ministre anglais à Washington, John F. Crampton, essaya, pour obéir à Lord Clarendon, de recruter (1855) des Américains à destination de la Crimée. Grâce à l'examen de la correspondance de Crampton, l'auteur montre que, loyal quelque peu maladroite, il fut la victime de Clarendon et de Joseph Howe). — Clarence W. EFROYMSON. An Austrian diplomat in America, 1840 (le document publié est un extrait d'un journal de voyage, conscientieux, sincère, écrit par le secrétaire d'ambassade autrichien J. G. Ritter von Hülsemann, au cours d'une visite faite au Canada, dans l'Ohio et dans l'Ouest. Il célèbre les mérites des immigrants allemands, mais se révèle peu favorable aux nègres libres). = *Comptes-rendus*. H. E. Barnes, H. David. *The history of Western Civilization*, 2 vol. (ouvrage lisible qui insiste plus sur l'histoire économique et sociale que sur les arts et les sciences. Les nombreuses citations, bien choisies, sont bien fondues avec le texte. Pour l'histoire ancienne et médiévale, l'auteur s'en tient parfois à des vues périmées). — G. T. Griffith. *The mercenaries in the hellenistic world* (excellent). — Florence Edler. *Glossary of mediaeval terms of business* : Italian series, 1200-1600 (utile, mais incomplet ; les mots grecs sont reproduits, non sans fautes). — Lynn Thorndike. *A history of magic and experimental science*, vol. III, IV (dans cet excellent ouvrage, l'auteur réagit contre l'attitude antihistorique des biologistes et essaie de montrer la part que l'astrologie et l'alchimie ont prise au développement de

la science moderne). — *James Field Willard*. Parliamentary taxes on personal property, 1290 to 1334 : a study in mediaeval English financial administration (cette étude précise et détaillée d'histoire administrative continue et complète celles de Mitchell, Lunt et Gras). — *P. Imbart de la Tour*. Les origines de la Réforme. T. IV : Calvin et l'Institution chrétienne (admirable et logique synthèse). — *R. W. Chambers*. Thomas More (livre de science, écrit en une prose éloquente, spirituelle, par un protestant si impartial qu'il est trop favorable à More). — *Louis B. Wright*. Middle-Class culture in Elizabethan England (le livre est un bon recueil de documents, mais l'auteur n'a rien moins que démontré l'existence et l'originalité de la culture de la « middle-class »). — *William Thomas Morgan*. A bibliography of British history 1700-1715, with special reference to the reign of Queen Anne. Vol. I : 1700-1707 (indispensable aux spécialistes). — *Eli F. Hecksher*. Mercantilism, 2 vol. (étude meilleure que celle de Sombart). — *Gustav Berthold Volz*. Politische Correspondenz Friedrich's des Grossen. Band XLIV : Januar 1780 bis Oktober 1780 (très bonne édition et bon commentaire). — *Alfred Cobban*. Rousseau and the modern State (en réaction contre Vaughan, l'auteur écrit un livre suggestif où il s'attache à prouver que « Rousseau entendait par la volonté générale ce que le calviniste attribue à la volonté de Dieu »). — *A. J. P. Taylor*. The Italian problem in European diplomacy, 1847-1849 (le livre, qui ne tient pas toutes les promesses du titre, utilise peu les sources italiennes). — *Hans Rosenberg*. Die nationalpolitische Publizistik Deutschlands vom Eintritt der neuen Ära in Preussen bis zum Ausbruch des deutschen Krieges : eine kritische Biographie (sous l'inspiration de F. Meinecke, l'auteur a dépouillé les collections de quatre-vingt-six bibliothèques et 1,300 brochures ; il croit qu'une partie importante de l'opinion publique allemande a approuvé les méthodes bismarckien vers 1862). — Documents diplomatiques français, 1871-1914. Série 1 (1871-1900), t. VI : 8 avril-1885-30 décembre 1887 (recueil de documents inédits qui traitent des crises diplomatiques essentielles de la période) ; série 2 (1901-1911), t. VII : 2 janvier-6 juin 1905 ; série 3 (1911-1914), t. VIII : 11 août-31 décembre 1913 (le premier de ces deux volumes contient 503 documents relatifs au Maroc ; le second met en relief le caractère conciliant de Jules Cambon, mais aussi la versatilité de Sazonov). — *Philip Ainsworth Means*. The Spanish Main, focus of envy 1492-1700 (bon). — *Elizabeth Donnan*. Documents illustrative of the history of the Slave Trade to America. Vol. IV : The Border Colonies and the Southern Colonies (c'est le premier ouvrage du recueil qui insiste à ce point sur les importations, les règles de quarantaine, le commerce de détail). — *Anne Bezanson, Robert D. Gray, Miriam Hussey*. Prices in colonial Pennsylvania (montre les causes de la primauté économique de Philadelphie après 1720 et prouve que les prix des produits indigènes s'élèveront alors que ceux des importations resteront à peu près stationnaires). — *Victor Hugo Paltsits*. Washington's farewell address, in facsimile with transliterations of all the drafts of Washington, Madison and Hamilton, together with their correspondence and other supporting documents (avec Binney, l'auteur croit que les idées de l'adresse étaient celles de Washington, l'ordre, la symétrie celles de Hamilton). — *Frank Monaghan*. John Jay (biographie neuve d'un Jay, considéré comme précurseur de Marshall). — *William B. Hesseltine*. Ulysses S. Grant, politician (bonne étude critique ; pour l'auteur, les accusations de stupidité et de corruption ont une origine politique partisane). — *David Saville Muzzey*. James G. Blaine : a political

idol of other days (c'est la meilleure biographie qu'il y ait de Blaine ; il a fait détruire ses papiers en 1891). — *Allan Nevins*. Abram S. Hewitt, with some account of Peter Cooper (importante biographie, écrite avec habileté et pénétration, grâce à des documents de famille, d'un homme qui fut un grand maître de forges, un ami de Tilden et des démocrates réformateurs, un excellent maire de New-York). — *Thomas A. Bailey*. Theodore Roosevelt and the Japanese-American crises : an account of the international complications arising from the race problem on the Pacific coast (exposé détaillé des crises avec le Japon entre 1905 et 1909 ; l'auteur rend responsables de leur gravité Hearst, les politiciens travaillistes). — War memoirs of Robert Lansing, Secretary of State (cette bonne édition, mais incomplète, et peut-être habilement composée, des mémoires de Lansing, évoque l'année 1915 et la menace des sous-marins). — *Edith M. Coulter*. Historical bibliographies : a systematic and annotated guide (utile et au courant). — *A. Demangeon, Lucien Febvre*. Le Rhin : problèmes d'histoire et d'économie (bon). — *B.-A. Pocquet du Haut-Jussé*. Deux sédeaux : Bourgogne et Bretagne, 1363-1491 (original). — *William Huse Dunham*. The Fane fragment of the 1461 Lord's Journal (utile). — *H. Séé et A. Rebillon*. Le xvi^e siècle (excellente alliance d'esprit conservateur et progressiste, avec bonnes bibliographies, destiné aux étudiants). — *Günther Franz*. Der deutsche Bauernkrieg : Aktenbund (recueil exhaustif et utile). — *Philip P. Argenti*. The expedition of the Florentines to Chios, 1599, described in contemporary diplomatic reports and military despatches (bon recueil, composé d'après les archives toscanes ; intéressante introduction). — *George Croft Cell*. The rediscovery of John Wesley (l'auteur estime que l'importance de Wesley réside dans l'affirmation qu'il fit de la foi des réformateurs du xvi^e siècle). — *Maurice Dommaget*. Pages choisies de Babœuf (bonne bibliographie). — *Anthony Louis Elicona*. Un colonial sous la Révolution en France et en Amérique : Moreau de Saint-Méry (cette étude conscientieuse a trop les caractères d'une thèse de doctorat d'université). — *C. Booth*. Zachary Macaulay : his part in the movement for the abolition of the slave trade and of slavery (courte et vive esquisse). — *E. F. Benson*. Queen Victoria (agréable antidote à l'acidité de Strachey). — *Alec R. Vidler*. The modernist movement in the Roman Church : its origins and outcome (étude complète et impartiale due à la plume d'un anglican bien informé). — *James Duane Squires*. British propaganda at home and in the United States from 1914 to 1917 (court, mais utile). — *Baron Beyens*. Quatre ans à Rome, 1921-1926 (défend la politique de Benoît XV). — *John Tate Lanning*. The Spanish missions of Georgia. — *P. Brodin*. Les Quakers en Amérique au xvii^e siècle et au début du xviii^e (plus intéressant que neuf). — *J. H. Easterby*. A history of the College of Charleston, founded 1770 (précis et impartial). — *J. C. Westermann*. The Netherlands and the United States : their relations in the beginning of the nineteenth century (étude complète d'un sujet de portée limitée). — *William Sumner Jenkins*. Pro slavery thought in the Old South (étude documentée et lourde des arguments des esclavagistes). — **Chronique**. On vient de publier une seconde édition de la collection Mallet : catalogue de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, la bibliothèque américaine la plus riche sur l'histoire des Français dans le Nouveau Monde.

É. PRÉCLIN.

The national geographic Magazine. 1936, avril. — *John PATRIC*. Friendly journeys in Japan. — *Willard PRICE*. Yap, Map and other islands under Japanese mandate, and Museum of primitive man (avec une carte où sont marquées les îles à

corail de la Micronésie japonaise). — Maynard Owen WILLIAMS. Informal salute to the english lakes (souvenirs de jeunesse vagabonde). — Gilbert PEARSON. Thrushes, thrusheres and swallows (mœurs des oiseaux observées aux États-Unis). — Maurice P. DUNLAP. Low roads, high road, around Dundee (avec une carte de l'Écosse orientale, d'Aberdeen à Dunbar. Dundee n'est pas célèbre seulement par sa marmelade. Scènes de la vie universitaire). — Mai. Leo A. BORAH. Utah, carved by winds and waters (illustrations très nombreuses et d'un pittoresque incomparable). — Helene Churchill CANDEE. Normandy, choice of the Vikings (scènes de la vie commune en Normandie ; le Mont-Saint-Michel, les églises et les rues les plus pittoresques). — Laurent Isley HEWES. Butterflies ; try and get them. — Austin H. CLARK. Who's Who among the butterflies (à la gloire des papillons). — Capitaine Albert W. STEVENS, U. S. A. The scientific results of the world record Stratosphere flight. — General PERSHING. Hubbard medals awarded to Stratosphere explorers.

Speculum. 1936, avril. — George LA PIANA. The Byzantine theater (ajoute des vues nouvelles aux œuvres de Louis Bréhier, Gabriel Millet, Mme Venetia Cottas, le P. G. de Jerphanion). — Hilda JOHNSTONE. John de Ocle (fournit de nombreux renseignements sur un certain John de Ocle ou Otheleth, mentionné dans les comptes de la garde-robe royale pour une mission de caractère diplomatique dont il avait été chargé par le roi d'Angleterre auprès du roi Albert d'Autriche, en 1300-1301). — Karl YOUNG. Instructions for parish priests (dans un recueil d'homélies composées au xv^e siècle par un certain Jean Mirk ; morceau très différent des sermons qu'il était d'usage de composer pour venir en aide aux officiants les jours de grande fête. Le texte « Deus expedit me » est rédigé en anglais, avec une abondante bibliographie). — Gaines Post. A petition relating to the bulle *Ad fructus uberes*, and the opposition of the french secular clergy in 1282 (bulle promulguée par Martin IV le 13 décembre 1282 ; publie une « littera prelatorum provincie Rothomagensis missa summo Pontifici contra fratres Minoros », avec un riche commentaire qui ajoute beaucoup à l'édition qu'en a donné H. Omont dans *l'Histoire littéraire de la France*). — Frederick C. HAMIL. The king's approvers ; a chapter of the history of English criminal law (l'« approver » était le criminel qui dénonçait ses complices afin d'échapper aux sévérités de la loi ; c'était le « probator regis » parce qu'il devait prouver son accusation. Montre comment fonctionnait la jurisprudence aux XIII^e et XIV^e siècles). — T. M. PARKER. The terms of the interdict of Innocent III (1208). — Frank GRANGER. The provenience of the London Vitruvius (le manuscrit Harleian se rapproche beaucoup du manuscrit de Cologne, qui emploie l'onciale). — Marcel FRANÇON. Petrarch, disciple of Heraclitus. — Lynn THORNDIKE. Sanitation in french towns (extrait du livre de Laurent Bouchel intitulé *Bibliothèque ou trésor du droit français*, 1615, où il est traité des latrines et des ordures). — W. A. OLDFATHER. Notes on the *Excidium Troie* (corrige un certain nombre de passages corrompus). — H. M. SMYSER. An early redaction of the Pseudo-Turpin (on ne peut se fier au manuscrit latin 17656 de la Bibliothèque nationale). — Comptes-rendus. A. Bruckner. Scriptoria medii aevi helvetica. — Charlotte d'Evelyn. Peter Idley's instructions to his son (beaucoup de recherches pour un document de médiocre intérêt). — Richie Girvan. Beowulf and the seventh century (recueil de trois études sur le sujet). — Richard Leighton Greene. The early English carols. — Kenneth Jackson. Studies in early celtic nature poetry et Early

welsh gnomic poems. — *Edmund Taite Silk.* Saeculi noni auctoris in Boetii consolationem philosophiae commentarius (remarquable édition d'après trois manuscrits du IX^e siècle). — *A. H. Smith.* The Parker Chronicle, 852-900 (nouvelle édition très soignée à un prix très modeste : 2 s.). — *A. H. Thompson.* Bede ; his life, times and writings (pour commémorer le douzième centenaire de la mort de Bède). = Bibliographie de la littérature périodique.

GRANDE-BRETAGNE

The Cambridge historical Journal. Vol. V, n° 1. — G. T. GRIFFITH. An early motive of roman imperialism, in 201 B. C. (on a dit qu'en l'an 201 avant J.-C. le Sénat romain, aussitôt après la paix imposée à Carthage, avait décidé de faire la guerre à la Macédoine pour prévenir un nouvel ennemi ; c'était donc une poussée d'impérialisme qui inspirait la politique romaine, mais des érudits tels que Holleaux et que E. Rickermann faisaient remarquer que cette opinion ne pouvait s'appuyer sur aucun texte ; il n'y avait donc aucun motif pour employer les expressions, aujourd'hui si décriées, de militarisme ou d'impérialisme, pour accuser le Sénat de vouloir reprendre sur-le-champ la guerre afin d'inaugurer une politique de conquête). — G. G. COULTON. Nationalism in the Middle Ages (reprend, à l'aide d'arguments nouveaux, la thèse de Marcel Handelsmann sur *Le rôle de la nationalité dans l'histoire du Moyen Age*). — D. NOBBS. Philip Nye on Church and State (Nye joua un rôle très important dans le parti des Indépendants. Exilé en Hollande, 1633-1640, il revint en Angleterre pour se joindre aux Puritains et aux ministres dissidents, hostiles au système presbytérien d'Écosse. Il joua un grand rôle dans la politique ecclésiastique du Protectorat. La Restauration le mit à l'écart et il mourut en 1672, après avoir servi en qualité de « doctor » dans une église indépendante de Londres). — G. B. HENDERSON. The eclipse of Lord John Russell (1854-1855 ; montre la part qu'y prirent Napoléon III et Drouyn de Lhuys). — Lilian M. PENSON. The principles and methods of Lord Salisbury's foreign policy (minutieuse critique appuyée par un grand nombre de documents). — J. H. PLUMB et Alan SIMPSON. A letter of William, prince of Orange to Danby on the flight of James II (publie une lettre du prince au comte de Danby datée du 12 décembre 1688). — C. R. FAY. Newton and the gold standard (opinion de Newton sur l'étalon d'or ; rapport qu'à ce sujet il adressa en 1717 à la Chambre des Communes).

The English historical Review. 1936, avril. — T. A. M. BISHOP. Monastic granges in Yorkshire on the eve of the dissolution (le terme *grangia* ou grenier désigne aussi un domaine agricole ; dans la région du nord-ouest de l'Angleterre, il s'appliquait aux monastères fondés après la conquête, et spécialement au comté d'York ; nombreux à partir du XIII^e siècle. Minutieuse étude sur ces établissements fondés par les Cisterciens et les chanoines Gilbertins). — C. R. CHENEY. The punishment of the felonous clerks (très abondante documentation). — G. H. BOLSOVER. Palmerston and Metternich on the Eastern Question in 1834 (avec des documents inédits en français publiés en appendice). — G. N. CLARK. Sir Charles Firth (la vie et les œuvres de cet éminent érudit, né en 1857 et mort en 1936). — Frank BARLOW. The english, norman and french councils called to deal with the papal schism of 1159. — Elsie TOMAS. Medieval juries (signale plusieurs cas nouveaux de « juries » convoqués pour des enquêtes « ad quod damnum » sous Édouard III). —

R. J. MITCHELL. English law students at Bologna in the fifteenth century (en appendice liste chronologique des étudiants anglais à Bologne, 1423-1499). — G. BAS-KERVILLE. A sister of archbishop Cranmer (c'est Alice Cranmer, « soror et germana domini archiepiscopi », élue, le 11 novembre 1534, prieure des Bénédictines de Minster in Shirpey). — James P. R. LYELL. A tract on James VI's succession to the english throne (document en anglais qui occupe dix pages, avec un autre en appendice). — Comptes-rendus. Jean-Rémy Palanque. Saint Ambroise et l'Empire romain. Contribution à l'histoire des rapports de l'Église et de l'État à la fin du IV^e siècle (M. Baynes consacre près de huit pages à discuter les dates chronologiques établies par M. Palanque). — Franz Blumenthal. Adelhard von Bath; eine kulturgeschichtliche Studie (M. C. Webb relève un certain nombre d'allégations contestables de l'auteur). — Beatrice A. LEES. Records of the Templars in England in the twelfth century (publication de tout point remarquable). — Marion Gibbs et Jane Lang. Bishops and reform, 1215-1272, with special reference to the Lateran council of 1215 (bon travail ; défiguré par un trop grand nombre de fautes matérielles). — Geoffrey Barraclough. Papal provisions (luttes d'Édouard III et de Richard II avec la papauté). — C. T. Flower et C. R. Dawes. Registrum Simonis de Gandavo, diocesis Saresbiriensis, 1297-1315 (publication très soignée). — Édouard Perroy. L'Angleterre et le Grand Schisme d'Occident (erreurs sur les « alien priories » et nombreuses fautes dans la transcription des noms propres anglais ; mais important pour l'histoire de l'Angleterre et de ses possessions en France pendant le règne de Richard II). — J. S. Purvis. Monastic chancery proceedings, Yorkshire (textes importants tirés des Public Records, mais publiés avec une assez grande négligence). — Miss Annie Cameron. The apostolic Camera and scottish benefices, 1418-1488. — Paulus Grosjean, S. J. Henrici VI, Angliae regis, miracula postuma (textes intéressants publiés avec un grand soin). — F. C. Lane. Venetian ships and shipbuilders of the Renaissance. — Henry De Vocht. Texts and studies about Louvain humanists in the first half of the XVI century (importante publication). — R. Freschi. Giovanni Calvino. — P. Imbart de La Tour. Calvin et l'Institution chrétienne. — Léon van der Essen. Alexandre Farnèse, prince de Parme, gouverneur général des Pays-Bas, 1545-1599. T. III et IV : 1582-1595. — David Ogg. England in the reign of Charles II (travail considérable, mais qui n'épuise pas tout le sujet). — A. G. Matthews. Revision of Edmund Calamy's account of the ministers and others ejected and silenced (il s'agit des membres du clergé anglican qui ont été chassés ou réduits au silence au lendemain de la Restauration, 1660). — Curtis Putnam Nettels. The money supply of the American colonies before 1720. — F. S. Oliver. The endless adventure. Vol. III : 1735-1742 (œuvre posthume). — W. L. Langer. European alliances and alignments 1871-1890, et The diplomacy of imperialism, 1890-1902. — R. W. Seton-Watson. Disraeli, Gladstone and the Easter question (information abondante et sûre). — International bibliography of historical sciences. 5^e année, 1930. — W. Douglas Simpson. The celtic Church of Scotland (sur la conversion des Pictes au christianisme). — Knoop et G. P. Jones. The medieval mason. — Alexandre Eck. Le Moyen Age russe. — F. L. Critchlow. Chronicle of king Pedro III of Aragon (par Bernat Desclot). — John Martin Vincent. Costume and conduct in the laws of Basel, Bern and Zurich, 1370-1800. — Wilhelm Grau. Antisemitismus im Späten Mittelalter. — Pauline Havelaar. Der deutsche Libertätsgedanke und die Politik Wilhelms III von Oranien. — Roland

Dennis Hussey. The Caracas Company, 1728-1784. — Miss *Edith Ruff.* Jean-Louis de Lolme und sein Werk über die Verfassung Englands. — *A. C. V. Melbourne.* Early constitutional development in Australia. Vol. I : New South Wales, 1788-1856. — *Arthur Redford.* Manchester merchants and foreign trade, 1794-1858 (très important). — *Paul Müller.* Fieldmarschall Fürst Windischgrätz. Revolution und Gegenrevolution in Österreich. — *Vernon A. O'Rourke.* The juristic status of Egypt and the Sudan. — Miss *Florence Edler.* Glossary of mediaeval terms of business. Italian series, 1200-1600.

History. 1935, décembre. — *David Douglas.* William Dugdale, « the grand Plagiary » (cette épithète injurieuse a été appliquée par John Anstis, mort en 1744, au plus célèbre parmi les médiévistes anglais ; pourquoi ? Parce qu'il l'accuse d'avoir publié sous son nom, en 1655, le tome I du *Monasticon anglicanum*, œuvre de Roger Dodsworth, mort en 1664. Après plusieurs érudits anglais, M. Douglas a repris l'examen de ce problème et conclu, à bon droit sans doute, que Dugdale est innocent de ce plagiat. Puis il étudie avec un soin digne d'éloge l'œuvre entière de Dugdale, sans ajouter beaucoup à la notice qu'en a donnée M. Espinasse dans le *Dictionary of national biography*). — *G. E. FUSSELL* et *V. B. ATWATER.* Farmers' goods and Chattels, 1500 to 1800 (avec une copieuse note bibliographique). — *Mark A. THOMSON.* The age of Johnson (à propos du *Johnson's England* récemment édité par une équipe remarquable de collaborateurs qualifiés). — *M. V. C. JEFFREYS.* The subject matter of history in schools : a case for a new principle of selection. — *H. G. RICHARDSON.* Historians and Anglo-norman texts (relève un certain nombre de lectures ou de traductions erronées dans les *English constitutional documents* de Miss Lodge et Miss Thornton). — *J. N. L. MYRES.* The Teutonic settlement of Northern England (analyse d'ouvrages récents concernant l'établissement des Teutoniques dans l'Angleterre septentrionale). = *Comptes-rendus.* *H. A. L. Fisher.* A history of Europe (c'est l'ouvrage le plus instructif dont on puisse conseiller la lecture pour l'intelligence de l'histoire européenne). — *H. H. Scullard.* A history of the roman world 758-146 (remarquable). — Miss *K. M. E. Murray.* The constitutional history of the Cinque Ports (beaucoup d'érudition et d'intelligence). — *Henry Hornby Strickland.* Biographical sketches of the Members of Parliament of Lancashire, 1290-1550. — *James Field Willard.* Parliamentary taxes on personal property, 1290-1334 (nourri de faits puisés aux sources). — *Harcourt Brown.* Scientific organisation in seventeenth-century France. — *W. R. Aykroyd.* Three philosophers : Lavoisier, Priestley and Cavendish. — *Wesley Frank Craven.* The failure of a colonial experiment (sous le règne de Jacques I^e). — *C. Hobhouse.* Fox. — *Bertrand Russell.* Freedom and organisation, 1814-1914 (brillant commentaire de certains aspects de l'histoire du XIX^e siècle). — *Frank Ongley Darvell.* Popular disturbances and public order in Regency England. — *G. W. Young.* Early Victorian England, 1830-1865 (deux admirables volumes). — *A. Berriedale Keith.* Letters on imperial relations : Indian reform, Constitutional and international law, 1916-1935. — *G. T. Griffith.* The mercenaries of the hellenistic world. — *Joseph R. Strayer.* The administration of Normandy under St-Louis. — *Edith Ruff.* Jean-Louis de Lolme und sein Werk über die Verfassung Englands. — 1936, mars. *W. R. INGE.* Historicism and religion. — *P. GEYL.* John De Witt, grand pensionnaire of Hollande, 1653-1672 (esquisse biographique traitée de main de maître). — *A. S. TURBERVILLE* et *F. J. ROUTLEDGE.* An examination of examinations

(expose comment doivent fonctionner les examens de sortie dans les universités). — Jessie NOAKES. Report of a questionnaire on the teaching of current events (comment doit être rédigé le récit des événements contemporains). = Notes and news (notices nécrologiques sur le professeur J. F. Willard, mort le 21 novembre 1935 ; Miss Maude V. L. Clarke, 17 novembre ; Charles G. Crump, 11 décembre, et G. A. Christian, 4 décembre). — A. F. POLLARD. The mis-dating of the « statute of Wales » (ce statut est d'ordinaire daté de 1535, lors de l'avènement de Henri VIII, mais d'après l'ancien calendrier qui fut réformé en 1751 ; il faut dater ce célèbre document du 24 mars 1536, ancien style. Autres exemples d'une pareille inadéquation, en particulier sur la mort d'Isaac Newton). = Historical revision. W. J. HARTE. Some recent views on Drake's voyage round the world (en 1577). = Comptes-rendus. The Cambridge ancient history (t. X concernant l'époque d'Auguste, de 44 avant J.-C. à 70 après). — William ATKINSON. Spain, a brief history. — L. BERTRAND et Sir Charles PETRIE. The history of Spain 711-1931 (médiocre). — J. B. TREND. The origins of Modern Spain (recueil de onze dissertations concernant les principaux chefs intellectuels pendant la seconde moitié du XIX^e siècle). — Josephus-Maria CANIVEZ. Statuta capitulo generalium ordinis Cisterciensis 1116-1786 (les trois premiers volumes parus de 1933 à 1935). — E. THOMPSON. Sir Walter Raleigh, the last of the Elizabethans (publication honnête, mais démodée ; les erreurs n'y manquent pas). — Margaret JAMES et Maureen WEINSTOCK. England during the Interregnum, 1642-1660 (médiocre). — Eric ANDERSON WALKER. The great trek (excellente étude sur l'exploration du Sud africain par les émigrants à la recherche d'établissements nouveaux). — William PLOMER. Cecil Rhodes. — Frank HARDIE. The political influence of Queen Victoria, 1861-1901 (intéressant). — Walter G. WIRTHWEIN. Britain and the Balkan crisis 1875-1878 (intéressant, mais superficiel). — Julian S. HUXLEY et A. C. HADDON. We Europeans ; a survey of racial problems. — Gordon EAST. An historical geography of Europe (instructif ; nombreuses cartes et bonne bibliographie). — F. E. MARVIN. Old and New ; thought on the modern study of history (très intéressant et utile). — Miss M. A. GIBB. Buckingham, 1592-1628 (intéressant, sans rien de nouveau). — Miss Mary SUMNER BENSON. Women in eighteenth-century America ; a study of opinion and usage (consciencieux). — Mrs. Charles E. B. RUSSELL. General Rigby Zanzibar and the slave trade (apprend beaucoup de nouveau). — Nicholas MANSERGH. The Irish free state ; its government and politics (utile et agréable). — Catalogue of publications, 1928-1934 (publié par le Comité des manuscrits irlandais). — K. S. PINSON. A bibliographical introduction to nationalism (bon guide pour les études d'histoire moderne).

Transactions of the Royal historical Society. 1935. — Prof. F. M. POWICKE. Guy de Montfort, 1215-1271 (ajoute beaucoup de faits nouveaux à ceux que l'on connaît déjà. Sur une carte sont marqués les fiefs napolitains possédés par Simon et Gui de Montfort). — B. H. SUMNER. Russia and Panslavism in the eighteen-seventies (montre comment, dans le cours des XVII^e et XVIII^e siècles, grandirent peu à peu l'idée et la force du panslavisme, qui devait ébranler le monde européen au XIX^e siècle). — Miss K. M. E. MURRAY. Faversham and the Cinque Ports (explique comment à la Confédération des Cinq ports de la Manche, tels qu'ils étaient constitués à l'origine, vint s'adjointre au XIII^e siècle celui de Faversham, pour lequel les documents d'archives sont abondants. Résumé de cette étude par

le Prof. Callender). — Sir Charles PETRIE. The Jacobite activities in South and West England in the summer of 1715. — Cecil ROTH. The inquisitional archives as a source of english history. — Agnes S. ROBERTS. Pierre d'Ailly and the Council of Constance. A study in « Ockhamite » theory and practice (à la suite sont publiés des passages parallèles du *De potestate ecclesiastica* de d'Ailly et du *Dialogus d'Ockham*). — A. T. BINDOFF. The unreformed diplomatic service (analyse une récente publication, intitulée *British diplomatic Representatives 1789-1852*, et dresse un tableau général des fonds d'archives conservés au Foreign Office).

HISTOIRE GÉNÉRALE

L'Esprit international. The international Mind. 1936, 1^{er} janvier. — Alfred ZIMMERN. L'avenir de la Société des Nations (l'expérience des seize dernières années donne un démenti à la théorie suivant laquelle le moyen d'empêcher la guerre est d'assurer les moyens de résoudre pacifiquement les conflits). — André MANDELS-TAM. Memel-Klaipeda (l'action révolutionnaire clandestine est organisée en Allemagne dans une proportion formidable depuis l'avènement du III^e Reich. Utile intervention de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie le 27 septembre 1935. Le gouvernement lithuanien assure que le Directoire issu de la nouvelle diète sera réuni dans les délais légaux. La Cour de La Haye est l'arbitre suprême des conflits ou différends s'élevant entre l'Allemagne et la Lithuanie). — Joseph BARTHÉLEMY. Actions et réactions réciproques de la politique étrangère et de la politique intérieure. — Frédéric R. COUDERT. La neutralité des États-Unis. — Giovanni BALDAZZI. La rénovation de la démocratie. — La Société des Nations et le conflit italo-éthiopien. — Les problèmes européens : les relations franco-allemandes ; le différend entre la Pologne et la Tchécoslovaquie ; l'Europe balkanique et la question de Memel. — Les questions extra-européennes. = Documents. La Société des Nations et le conflit italo-éthiopien. Rapports du Comité des Cinq, 25 septembre 1935, et du Comité spécial du 7 octobre 1935. = *Comptes-rendus. Adelaide Livingstone*. The peace ballot (le scrutin pour la paix, avec le tableau des résultats, par Walter Ashley). — *Lazare Marcovitch*. La politique extérieure de la Yougoslavie. — *Westel W. Willoughby*. The Sino-Japanese controversy and the League of the Nations. — *Guy de La Rochebrochard*. L'Union douanière austro-allemande (examen, au point de vue juridique, des discussions qui ont abouti au protocole de Genève en 1922, pour interdire l'*Anschluss*). — *Max Gunzenhauser*. Bibliographie zur Geschichte der Nachfolgestaaten. — *Philip C. Jessup*. International security (publications du Conseil des États-Unis concernant les relations étrangères). = Revue des Revues. = 1^{er} avril. Comte SFORZA. Le centenaire de la naissance d'Andrew Carnegie (né à Dumferline, en Écosse, le 25 novembre 1835 et mort en 1919. Parmi ses nombreux actes de bienfaisance se place sa dotation pour la paix internationale). — Nicolas POLITIS. La solidarité européenne. — W. ARNOLD-FORSTER. Après la Conférence navale de Londres (ses répercussions politiques et ses effets techniques sur les armements mondiaux). — Edmond VERNEIL. L'Allemagne hitlérienne et l'idée internationale (dissertation très nourrie et instructive). — M.-J. BONN. La portée internationale du problème colonial (la répartition des mandats entre les puissances « prolétaires »). — Georges LECHARTIER. Neutralité et politique extérieure aux États-Unis (les journées des 20,

23-24 août 1935 au Congrès américain. Les États-Unis pourront-ils rester neutres? et quelle pourra être leur politique étrangère?). — Le conflit italo-éthiopien : la tentative du règlement amiable et son échec ; l'application des sanctions. — L'Allemagne et la dénonciation du traité de Versailles. — Les questions extra-européennes : la conférence navale de Londres. L'Extrême-Orient : les relations sino-japonaises. — Le règlement du conflit du Chaco et l'intervention de la presse soviétique). = Documents. La dénonciation du traité rhénan de Locarno par l'Allemagne. = *Comptes-rendus. Arnold J. Toynbee. Survey of international affairs, 1934.* — *Raymond Léonard. Vers une organisation politique et juridique de l'Europe ; du projet d'Union fédérale européenne, de 1930 aux pactes de sécurité (c'est l'histoire d'une faillite).* — *Robert de Traz. The spirit of Geneva (remarquable traduction française par Miss Kindler).* — *Roger Lévy. Extrême-Orient et Pacifique.* — *Joseph Barthélémy. Valeur de la liberté et adaptation de la République.*

HISTOIRE RELIGIEUSE

Analecta Bollandiana. T. LIV, fasc. 1 et 2 (1936). — Maurice COENS. Anciennes litanies de saints (litanies de Cologne ; celles qui proviennent de Mayence ; fragments originaires de Ratisbonne et de Bavière ; celles de Freising et de Tegernsee. Pour l'Allemagne seule, on compte plus de 700 litanies). — Euloge KOURILAS et François HALKIN. Deux vies de S. Maxime le Kausokabyle, ermite du mont Athos, XIV^e siècle (texte grec, qui remplit soixante-dix pages). — Paul GROSJAN. A propos du ms. 49 de la Reine Christine (recueil homélique très curieux qui remonte peut-être à la grande réforme intérieure de l'Église d'Irlande aux VIII^e et IX^e siècles). — M. COENS. Le psautier de S. Wolbodon, écolâtre d'Utrecht, évêque de Liège (robuste psautier de la fin du X^e siècle). — Paul PEETERS. Sur une contribution récente à l'histoire du monophysisme (par Ed. Schwartz, qui vient de publier les Actes du concile universel de Chalcédoine). = *Comptes-rendus. Hippolyte Delchaye.* Étude sur le légendier romain ; les saints de novembre et de décembre. — *Pierre de Labriolle.* La réaction païenne. Étude sur la polémique antichrétiennne du I^{er} au V^e siècle (très remarquable). — *Franz Joseph Dölger. Antike und Christentum, t. IV et V.* — *Herbert Thurston et Donald Altwater. The lives of the Saints originally compiled by the Rev. Alban Butler. T. IX : Septembre (bonne mise au point des principaux problèmes soulevés par l'hagiographie populaire).* — *Gian Battista Polletti. Il martirio de Santa Apollonia (sainte qui fut protectrice à la fois des dentistes et de leurs patients ; on l'a fait vivre, sans preuve, au IX^e siècle).* — *Odo Casel, O. S. B. Jahrbuch für Liturgiewissenschaft, vol. XI et XII.* — *J. Karst. Littérature géorgienne chrétienne.* — *J.-B. Chabot. L'Église à la fin du I^{er} siècle.* — *L. Vaganay. Initiation à la critique textuelle néotestamentaire (excellent).* — *M. Skutella. Augustinus. Confessiones (texte établi à l'aide de tous les manuscrits connus).* — *Studi bizantini e neoellenici, vol. IV* (contient une douzaine d'études sur tout le domaine des études byzantines). — *Hugh E. Evelyn White. The monasteries of the Wādi'n Natrūn, 3^e partie (sur l'architecture et l'archéologie).* — *André Wilmart, O. S. B. Analecta Reginensis (textes inédits tirés de la collection dite de la Reine Christine au Vatican).* — *Rudolf Helssig. Katalog der Handschriften der Universitäts-Bibliothek zu Leipzig. IV : Die theologischen Handschriften (important travail d'un érudit qui est mort, en novembre 1928, à l'âge de quatre-vingt-deux ans).* — *Leo Ueding. Geschichte der Klostergründungen der frühen Merowingerzeit*

(étude faite surtout au point de vue juridique). — *Justo Pérez de Urbel*, O. S. B. *Los monjes españoles en la edad media* (premier et important essai de synthèse scientifique). — *Ugo Rahner*, S. J. *Die gefalschten Papstbriefe aus dem Nachlass von Jérôme Vignier* (étude approfondie qui contient la condamnation de ces lettres par Julien Havet). — *Eoin Mac Neill*. St. Patrick apostle of Ireland. — *Id. Early irish laws and institutions* (très important et probant). — *G. F. Hamilton*. St. Patrick and his age (opuscule où sont réunies des notes de grand prix). — *H. Hodgkin*. A history of the Anglo-Saxons (deux volumes admirablement illustrés, où se cache une érudition profonde). — *A. Hamilton Thompson*. Bede, his life, times and writings. — *G. H. Doble*. Saint Samson in Cornwall. — *Werner Jaager*. Bedas metrische Vita Sancti Cuthberti. — *Hieronymus Frank*, O. S. B. Die Klosterbischöfe des Frankenreiches. — *Miss Helen Robbins Bittermann*. The influence of Irish monks on Merovingian diocesan organization (conclusions appuyées par une saine critique). — *Alberto Brackmann*. Germania Pontificia. Vol. III : Provincia Moguntinensis (concerne les diocèses de Strasbourg, Spire, Worms, Wurzbourg et Bamberg). — *Peter Browe*, S. J. Die Verehrung der Eucharistie im Mittelalter (histoire de la dévotion médiévale à l'Eucharistie, traitée avec une érudition remarquable). — *Édouard Dumontet*. Le Christ selon la chair et la vie liturgique au Moyen Age (travail de vulgarisation). — *Ernst Benz*. Ecclesia spiritualis (montre comment les idées fondamentales de Joachim de Flore ont été reprises et réalisées par les Franciscains et plus spécialement par les Spirituels). — *Jean Guiraud*. Histoire de l'Inquisition au Moyen Age, t. I (remarquable ; importante bibliographie). — *P. David*. Les sources de l'histoire de la Pologne à l'époque des Piasts, 963-1386. — *B. Stasienski*. Untersuchungen über die Quellen zur ältesten Kirchengeschichte Polens. — *Georgios Phrantzes*. Chronicon, publ. par *J. B. Papadopoulos* (étude approfondie sur cette chronique, d'après les vingt-neuf manuscrits qu'on en connaît). — *Otmar Decker*, O. P. Die Stellung des Predigerordens zu den Dominikanerinnen, 1207-1267. — *M. Davy*. Les Dominicaines. — *Lemonnier*, O. P. Sainte Catherine de Sienne, 1347-1380 (biographie d'une lecture très agréable). — Analecta Hibernica, t. VI et VII. — *R. W. Chambers*. Thomas More. — *Miss E. V. Hitchcock*. The life of Thomas Moore by William Roper (c'est un travail définitif). — *Philip Hughes*. Saint John Fisher; the earliest English life. — *G. Schurhammer*. Die Reisewege des hl. Franz Xaver, und die geographischen Kenntnisse seiner Zeit. — *Agostino Saba*. Federico Borromeo e i Mistici del suo tempo (biographie accompagnée de la correspondance inédite de Caterina Vannini da Siena ; utilise surtout les biographies publiées par F. Borromeo en 1623 et indique les sources où a puisé le cardinal). — *Mrs. Thomas Concannon*. Blessed Olive Plunket (agréable volume sur l'archevêque d'Armagh, martyrisé en 1681. Note sur la prophétie de S. Malachie relative à l'Irlande). — *Th. Schieffer*. Die päpstlichen Legaten in Frankreich 870-1130 (relevé chronologique de faits précis).

Analecta Praemonstratensia. 1935, fasciculi 3-4. — *I. RAMACKERS*. Verzeichnis der in der Sammlung Hugo der Stadtbibliothek zu Nancy überliefernten älteren Papst- und Deutschen Kaiserurkunden (index des documents pontificiaux avant Innocent III et des documents des rois et empereurs allemands jusqu'en 1378). — *H. OBREEN*. Koningsveld (Campus Regis) bij Delft (premier article). — *A. EREN*. Nicolaus Psalme, abbé de Saint-Paul de Verdun, évêque de Verdun, mort en 1575 (biographie suivie de la liste de ses ouvrages publiés ou inédits). — *Else HARDICK*.

Prämonstratenserbauten des 12 und 13 Jahrhunderts im Rheinland. Ihre Verhältnis zu den französischen und belgischen Vorstufen ; fin.

Archivum historicum Societatis Jesu. 1936, janvier-juin. — Pedro LETURIA. La conversion de S. Ignacio : Nuevos datos y ensayo de síntesis. — William C. REPETTI. Saint Francis Xavier in Maluco (le saint n'a pas été aux Philippines ; son séjour aux îles de Moro, c'est-à-dire les Moluques et Amboine). — Giuseppe CASTELLANI. « La contagione di Parma dell'anno MDCXXX » del Gesuita Orazio Smeraldi. — Lesmes FRÍAS. Tres cartas de Felipe II recomendando la Compañía a los reyes cristianísimos (1565-1567). — Pietro TACCHI VENTURI. Per la biografia del P. Gianmaria Salvatera (trois lettres inédites de l'apôtre de la Californie, 1670-1672). — Pedro LETURIA. Notas críticas sobre la dama del capitán Loyola (ce n'est ni Germaine de Foix ni Éléonore d'Autriche, mais Catherine, la jeune sœur de Charles-Quint). — Dionisio Fernández ZAPICO. « Monumenta paedagogica Societatis Jesu » Dos aclaraciones (un bref écrit de saint Ignace et la première règle du Collège romain de 1551). — Georg HOFMANN. Mitteilung über ein ehemaliges Jesuitenarchiv in Stambul (ces documents ne sont pas négligeables). — Peter M. DUNNE. « Apologético defensorio y puntual manifiesto » An unpublished apologetic of missionaries in Sinaloa (brève notice sur ce manuscrit important relatif aux accusations portées contre les Jésuites mexicains à la fin du xvii^e siècle). — Lesmes FRÍAS. La profesion del duque de Gandía. Ampliación y rectificaciones de los historiadores según los fuentes. = **Comptes-rendus. Oskar Nachod.** Bibliographie von Japan 1930-1932, Bd. IV. — **Stephen d'Irsay.** Histoire des universités françaises et étrangères, t. II. — **René Aigrain.** Les universités catholiques. — **Mario Brandão.** O colegio dos Artes 1555-1580. — **P. A. Leanza.** Nel cinquantesimo del Collegio di Messina dei P. P. della Comp. di Gesù (1884-1934). — **Francisco Montalbán.** Manuale historiae missionum. — **Alexandre Brou.** Cent ans de missions, 1815-1934. Les Jésuites missionnaires au xix^e et au xx^e siècle. — **Martin S. Noel.** Arquitectura virreinal. — Relación del martirio de los 26 cristianos crucificados en Nanga-saqui el 5 de Febrero de 1597. — **François Caron et Joost Schouten.** A true description of the mighty kingdoms of Japan and Siam (réimpression de l'édition de 1663). — **Jean Delanglez.** The French Jesuits in Lower Louisiana 1700-1763. — **Gilbert J. Garraghan.** Chapters in Frontier history. Research studies in the making of the West. — **Friedrich Stegmüller.** Geschichte des Molinismus. Bd. I : Neue Molinäschriften. — **José Tarragó.** Magisterio espiritual, ascetico y místico de S. Alonso Rodríguez. — Vénérable Père Maunoir. La vie du Vénérable Dom Michel le Noblez. — **Wladislaw Bobek.** Bohuslav Balbin. — **Alberto Risco.** En las islas de los Ladrones. El Apóstol de las Marianas, Diego Ruis de San Vitores, de la Compañía de Jesús. — **Gaspar González Pintado.** El Venerable Padre Baltasar Alvarez. — **Camilo M^a Abad.** El venerable P. Luis de la Puente. — **Joseph Schweter.** Apostolisches Heldenamt. Bernhard Graf zu Stolberg-Stolberg, Priester der Gesellschaft Jesu, Missionär in Schweden 1838-1926. — **H. Jossion.** Un chef de mission aux Indes. Le Père Sylvain Grosjean, S. J. = **Bibliographia de Historia S. J. pro anno 1934**, par Edmond LAMALLE (à suivre).

Revue bénédictine. 1936, janvier-mars. — **A. WILMART.** Le florilège de Saint-Gatien. Contribution à l'étude des poèmes de Hildebert et de Marbode. — **Fr. SCHMITT.** Eine frühe Recension des Werkes *de Concordia* des h. Anselm von Can-

terbury. — A. WILMART. Textes attribués à saint Anselme et récemment édités (contre les attributions de *Carmelo Ottoviano* dans *Testi medioevali inediti*). — P. FAIDER. Note sur un manuscrit provenant de l'abbaye de Saint-Ghislain. = **Comptes-rendus.** *Otto Schmitt. Reallexikon zur deutschen Kunstgeschichte.* — P. DAVID. Les sources de l'histoire de Pologne à l'époque des Piasts (963-1386). — L'œuvre exégétique et historique du R. P. Lagrange. — E. SUYS. La Sagesse d'Ani. — J. PIRENNE. Histoire des institutions et du droit privé de l'ancienne Égypte, t. III. — M. BUCHBERGER. Lexikon für Theologie und Kirche, Bd. VII. — P. ARENDT. Die Predigten des Konstanzer Konzils. — F. BLIEMETZRIEDER. Adelhard von Bath. — G. PARÉ, A. BRUNET et P. TREMBLAY. La Renaissance du XII^e siècle. Les écoles et l'enseignement. — GEORGES DE LAGARDE. La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen Age. — TH. FREUDENBERGER. Augustinus Steuchus. — GHISLAINE DE BOOM. Marguerite d'Autriche-Savoie et la Pré-Renaissance. — Comte CARTON DE WIART. Marguerite d'Autriche. — P. KEHR. Monumenta Germaniae historica. Diplomata regum Germaniae ex stirpe Karolinorum. T. I, fasc. III : Karlomanni et Ludovici junioris diplomata. — CARSTEN HÖEG, H. J. W. TILLYARD et EGON WELLESZ. Monumenta Musicae byzantinae I. Sticherarium. — M. G. L. MALLOWAN et J. CRUYKSHANK ROSE. Prehistorié Assyria. The excavations at Tall-Arpaçiyals 1933. = Avril-juin. C. LAMBOT. Sept sermons inédits de saint Augustin dans un homélie du Mont-Cassin. — G. MORIN. Lettres inédites des papes Alexandre II et saint Grégoire VII (découvertes à Budapest). — PH. GRIERSON. The early abbots of St Peter's of Ghent. — A. WILMART. Le florilège de Saint-Gatien. Contribution à l'étude des poèmes de Hildebert et de Marbode (seconde partie). — H. W. CODRINGTON. The Anaphoral fragment in the Rossano Euchologion. = **Comptes-rendus.** E. FLORIT. Il Metodo della « Storia delle Forme ». — A. ERMAN. Die Religion der Aegypter. — A. A. VASILEV. Byzance et les Arabes, t. I et III. — BURTON SCOTT EASTON. The apostolic tradition of Hippolytus. — S. LAURENTII A BRUNDUSIO opera omnia. — J. RIVIÈRE. Le dogme de la Rédemption à la fin du Moyen Age. — J. LEBRETON et J. ZEILLER. L'Église primitive. De la fin du XI^e siècle à la paix constantinienne. — P. HENRY. Plotin et l'Occident. Firmicus Maternus. Marius Victorinus, saint Augustin et Macrobe. — FUNCK-BRENTANO. Luther (importantes erreurs). — M. M. GORCE. Clovis (l'auteur mêle histoire et légende).

Revue d'histoire ecclésiastique. 1936, avril. — G. BARDY. Faux et fraudes littéraires dans l'antiquité chrétienne ; fin. — G. MOLLAT. Les grâces expectatives sous le règne de Philippe VI de Valois (d'après plusieurs sentences rendues par le Parlement de Paris de 1340 à 1348). — P. DEBONGNIE. La conversion de saint Vincent de Paul (relève, dans la biographie du saint écrite par le P. Coste, une confiance excessive dans des documents suspects, telle la lettre de Vincent de Paul à M. de Comet, relative à sa prétendue captivité chez les Barbaresques, dont P. Grandchamp a démontré l'invraisemblance. Le P. Coste n'a pas su s'affranchir de la tyrannie des traditions hagiographiques). — J. MADOZ. L'authenticité d'un des nouveaux sermons de S. Augustin confirmée par le concile de Séville de 619. — CH. MARTIN. Un discours prétendument inédit de S. Cyrille d'Alexandrie sur l'Ascension. — M. ESPOSITO. Une secte d'hérétiques à Medina del Campo en 1459 (d'après le « Fortalicum Fidei » d'Alphonse de Spina). — L. ANTHEUNIS. Un Jésuite anglais aux Pays-Bas espagnols : Sir Edward Stanley, 1564-1639. — PAUL AUVRAY et André JOUFFREY. Pour une réédition des lettres de Condren (appel des éditeurs

de cette correspondance pour obtenir communication des lettres inédites). — *Comptes-rendus. L. M. Cerasoli.* Codices Cavenses. 1^{re} partie : Codices membranacei. — *Origenes Werke.* T. X : *Origenes Mattäuserklärung.* — *A. Petignani.* La basilica di S. Pudenziana in Roma secondo gli scavi recentemente eseguiti. — *W. H. Frère.* Studies in early roman liturgy. — *Th. Klauser.* Das römische Capitulare evangeliorum. T. I : Typen. — *Enrique Bayerri.* Historia de Tortosa y su comarca. T. I : Tratado preliminar : Historia de la geografia de la comarca de Tortosa. — *J. Pérez de Urbel.* Los monjes españoles en la Edad Media. — *Fr. Behn.* Die Karolingische Klosterkirche von Lorsch an der Bergstrasse. — *F. H. Crossley.* The english abbey, its life and work in the Middle Ages. — *Eduardo Gardia de Diego.* Glossarios latinos del monasterio de Silos. — *J. Ramackers.* Papsturkunden in den Niederlanden. — *Fr. de Sessevalle.* Histoire générale de l'ordre de saint François. 1^{re} partie : Le Moyen Age, 1209-1517. — *Norbert Dufourcq.* Esquisse d'une histoire de l'orgue en France du XIII^e au XVIII^e siècle. — *Pierre Mandonnet.* Dante le théologien. — *A. Coville.* Recherches sur quelques écrivains du XIV^e et du XV^e siècle. — *J. Duverger.* Brussel als Kunsteenbrun in de XIV^e en de XV^e eeuw. — *John M. Lenhart.* Prereformation printed books. — *Th. Freudenberger.* Augustinus Steuchus und sein literarische Lebenswerk. — *Levis Hanke.* The first social experiments in America. — *Ghislaine de Boom.* Marguerite d'Autriche-Savoie et la Pré-Renaissance. — *Stephen d'Irsay.* Histoire des universités françaises et étrangères, t. II. — *R. Aigrain.* Les universités catholiques. — *Albertus De Meyer.* Registrum litterarum Fr. Thomae de Vio Cajetani O. P. magistri ordinis 1508-1513. — *P. Vignaux.* Luther, commentateur des *Sentences*. — *A. Herte.* Die Lutherkommentare des Johannes Cochlaeus. — *Albert Chérel.* La pensée de Machiavel en France. — *Pierre Janelle.* L'Angleterre catholique à la veille du schisme. — *Robert Dudley Edwards.* Church and State in Tudor Ireland. — *Dom Maurice Chauney.* The Passion and Martyrdom of the Holy Carthusian fathers. — *Richard Rogers et Samuel Ward.* Two Elizabethan diaries. — *Joseph Bernard Code.* Queen Elizabeth and the English catholic historians. — *Miguel de la Pinta Llorente.* Procesos inquisitoriales contro los catedráticos hebraistas de Salamanca Gaspar del Grajal, Martínez de Cantalapiedra y fray Luis de Leon. T. I : Gaspar del Grajal. — *Friedrich Stegmüller.* Geschichte des Molinismus, t. I. — *E. A. Ryan.* The historical scholarship of Saint Bellarmine. — *Paul Nève de Mévergnies.* Jean-Baptiste van Helmont, philosophe par le feu. — *Gandulf Korte.* Christian Brez. Ein Beitrag zur Erforschung des Barockschrifttums. — *Paul Bonenfant.* Le problème du paupérisme en Belgique à la fin de l'Ancien Régime. — *Jean Delanglez.* The French Jesuits in Lower Louisiana 1700-1763. — *Jules Baisnée.* France and the establishment of the American catholic hierarchy. — *A. Ballesteros y Beretta.* Historia de España y su influencia en la historia universal, t. VII. — *H. Wagnon.* Concordats et droit international. — *Cecil Kerr.* Thérèsa-Hélène Higginson, servante de Dieu.

Revue d'histoire des missions. 1935, décembre. — *J. COUDURIER DE CHASSAIGNE.* A propos de François Pictet. Le milieu familial d'un grand évêque missionnaire. Les Pictet du consulat lyonnais au XVII^e siècle. — *Maurice BRIAULT.* La mission du Bas-Niger après cinquante ans d'existence (fondée en 1855 par les PP. du Saint-Esprit). — *Paul LESOURD.* Aperçus historiques sur les missions des Pères Blancs du cardinal Lavigerie ; fin (notices par vicariat). — *M.-J. DE LA SERVIÈRE.* Un

projet d'intervention de Léon XIII entre la France et la Chine à propos de la guerre du Tonkin. = Documents : Liste chronologique et notes biographiques des missionnaires « Évêques titulaires » (ordre alphabétique ; suite : de Cassandria à Cuses). — La correspondance de Robert de Nobili (cinq lettres, dont une très longue au pape Paul V du 15 février 1619). — Un ami et bienfaiteur de l'Éthiopie : Justin de Jacobis ; lettre inédite de Mgr Massaia (lettre de rectification écrite, le 5 décembre 1864, à un article de l'agent consulaire de France à Massaouah paru dans la *Revue des Deux Mondes* des 1^{er} novembre et 1^{er} décembre 1864 sur Théodore II et le nouvel empire d'Abyssinie). = *Comptes-rendus. Georges Goyau.* Une fondatrice d'institut missionnaire. Mère Marie de la Passion et les Franciscaines missionnaires de Marie. — H. Jossion. Un chef de mission aux Indes. Le P. Sylvain Grosjean, de la Compagnie de Jésus. — *Paul Lesourd.* Les Pères Blancs du cardinal Lavigerie. — H. Labouret. Ethnologie coloniale. = 1936. Mars. Georges GOYAU. Les origines des Sœurs de Notre-Dame des Apôtres. Leurs premières missions, 1870-1898 (au Dahomey et en Égypte). — A. BROU. Missions goanaise et conversions forcées? (reconnait les nombreux abus et les erreurs commises, mais affirme que ni les archevêques ni les vice-rois n'en prenaient leur parti). — Joseph SOUL. Mgr Maupoint et la fondation des missions de l'Afrique orientale (en 1862). — Mgr CUVELIER. Quelques notes sur les anciennes missions des Capucins au Congo et dans l'Angola ; suite (les « notes » se rapportent au XVII^e siècle). — J. RENARD. Les missions catholiques aux Antilles ; suite (au XVII^e siècle). — Documents : I. Les missions catholiques en Extrême-Orient en 1845. — II. Nicolas Estienne, préfet apostolique de Madagascar (son double voyage vers Madagascar en 1659 et 1663, d'après des sources hollandaises. Lettres de Nicolas Estienne sur son ministère à Madagascar). — P. ROUSSIER. Un projet de constitution coloniale pour le clergé aux Antilles (documents qui montrent bien l'état d'esprit des colons à l'égard de la religion ; continué au numéro suivant). = *Comptes-rendus. Maurice Adam.* Yuen Ming Yuen. L'œuvre architecturale des anciens Jésuites au XVIII^e siècle. — P. Destombes. Le collège général de la Société des Missions étrangères de Paris. La Vénérable Madeleine de Saint-Joseph, première prieure française du premier monastère des Carmélites déchaussées en France (1578-1637). — E. Levesque. Lettres de M. Olier, curé de la paroisse et fondateur du séminaire de Saint-Sulpice. — Lyautey. Lettres du sud de Madagascar. — Enrico Lucatello. 22 anno in Etiopia. La missione di Monsignor Giustino de Jacobis. = Juin. Ph. GOBILLOT. Le centenaire du début des missions maristes en Océanie (1836). — Georges GOYAU. Les premiers Carmes en Perse : Chah Abbas et l'Europe chrétienne (1599-1612). — Antti INKINEN. L'Église catholique en Finlande et sa situation juridique. — Silhouettes de missionnaires du Levant (le P. Antoine de Beauvillier, 1657-1708). — A. BROU. Le développement des églises de Chine. — Liste chronologique et notes biographiques des missionnaires « évêques titulaires » ; suite.

CHRONIQUE

ALFRED STERN

(22 novembre 1846-24 mars 1936)

C'est avec un regret particulièrement vif et profond que la *Revue historique* signale la mort du doyen des historiens de l'Europe, du moins de ceux qui étaient demeurés en activité. Car non seulement Alfred Stern avait été de nos premiers collaborateurs, et longtemps des plus assidus, mais il était lié à Gabriel Monod d'une étroite amitié, dont son autobiographie scientifique, publiée en 1932, porte en plus d'un endroit le noble et touchant témoignage, par exemple quand elle rappelle que, tous deux ambulanciers volontaires dans la guerre de 1870-1871, il traduisit en allemand, après la fin de la lutte, la brochure de Monod, *Allemands et Français*, dont il relève « la louable impartialité », et que de l'épreuve, « comme nous nous étions consacrés tous deux à la tâche de panser des blessures, et non d'en faire », leur amitié sortit non ébranlée, mais fortifiée.

Elle s'était nouée à Göttingen, au séminaire de Waitz, le maître dont cette autobiographie montre que l'influence sur Stern a été décisive. Fils d'un professeur de mathématiques de cette Université, qui aurait voulu le voir prendre une carrière juridique, matériellement plus sûre, ce n'est qu'au terme de ses études parallèles de droit et d'histoire qu'il fixa son choix, en présentant sa thèse de doctorat à la Faculté de philosophie. Après un semestre à Berlin, où Ranke força son admiration, et un passage aux archives de Karlsruhe, il s'habilita en 1872 à Göttingen, d'où, au bout d'un an, donc exceptionnellement vite, il fut appelé à la chaire d'histoire générale de l'Université de Berne. Il l'échangea en 1887 pour celle de l'École polytechnique de Zurich, moins lourde d'enseignement et donc plus favorable à son travail personnel, et occupa celle-ci jusqu'à la retraite qu'il prit en 1928, après, dit-il lui-même, cent onze semestres d'enseignement.

L'œuvre extrêmement abondante de cette vie de savant embrasse toute l'histoire moderne et contemporaine de l'Europe, depuis la Réforme jusqu'à la politique internationale du règne d'Édouard VII. Du nombre imposant d'articles, de mémoires, d'ouvrages qui rendent un si éloquent témoignage de la variété de son savoir et de son infatigable labeur, émergent surtout trois livres qui ont fait époque et dont le temps et le progrès de la science ont diminué, sans doute, mais non aboli la valeur : *Milton et son temps*, qui parut de 1877 à 1879 ; *La vie de Mirabeau*, qui est de 1889, et surtout cette *Histoire de l'Europe, des traités de Vienne de 1815 à la paix de Francfort de 1871*, dont les dix volumes (le septième d'une seconde édition avait paru en 1928) présentent le tableau le plus complet et le plus instructif que nous ayons de la période qu'ils traitent. La publication s'en est échelonnée sur trente ans, de 1894 à 1924. L'auteur, qui lui-même, semble-t-il, avait par moments considéré son entreprise comme téméraire, d'autant plus qu'il ne voulait

pas se borner à la bibliographie imprimée, déjà énorme, mais la compléter par des recherches d'archives, a eu la joie de remplir son dessein et de pouvoir achever une œuvre qui restera longtemps indispensable aux historiens de l'Europe du XIX^e siècle.

Ce qui fait la valeur de ces dix volumes, ce n'est ni une profondeur ou une originalité particulière des vues, ni la qualité littéraire du style, mais la clarté, l'impartialité, l'honnêteté, pour dire le mot, de l'exposé. Dans un pareil sujet, le risque était grand de céder, si inconsciemment et si faiblement que ce pût être, à des préférences ou à des préjugés politiques ou nationaux. Stern, qui, par toutes ses origines et sa formation, était un libéral et qui, pour avoir vécu en Suisse depuis vingt ans lorsque l'ouvrage commença à paraître et depuis cinquante lorsqu'il s'acheva, n'en était pas moins resté bon Allemand, s'est, dans l'ensemble, bien défendu de ce double risque. On a pu lui reprocher de n'avoir pas exactement apprécié certains faits historiques ; les historiens tchèques, par exemple, ont été un peu choqués de le voir mal comprendre et, par suite, mal juger le mouvement de revendication de leur nation. Mais personne n'a contesté la sincérité de l'effort qu'il avait fait pour s'élever, dans toute la conception comme dans l'exécution de son livre, jusqu'à un horizon européen pour être, suivant l'expression devenue à la mode, un bon Européen.

Il l'avait été en 1870, tout en faisant son devoir de patriote allemand, puisque, comme il le rappelle dans son autobiographie, « il appartenait, comme Monod le savait, au petit nombre de ses compatriotes qui désapprouvaient l'annexion de l'Alsace-Lorraine ». Dans l'été de 1917, au fort de la guerre, nous nous trouvâmes, mon très cher ami Ludo Moritz Hartmann et moi, réunis chez lui à Zurich, et, comme nous discutions des questions politiques et morales qui étaient au fond de la lutte, nous fûmes amenés tout naturellement à plaider devant lui, si je puis dire, l'affaire d'Alsace-Lorraine. Il était là comme le juge ou l'arbitre et je revois en ce moment l'expression presque douloureuse de sa noble figure lorsqu'il conclut : « Vous avez raison tous les deux ; mais alors quelle peut être l'issue ? » Dans la préface du septième volume de sa grande *Histoire*, qui en ouvre la troisième partie, celle qui commence à la Révolution de 1848, il avait, en 1916, indiqué que la guerre semblait avoir démenti l'existence de « cette communauté d'idées et d'intérêts des peuples de l'Europe, qui, en vertu d'une nécessité historique, les lie les uns aux autres et continue à les conduire dans la même voie d'évolution historique », mais que ce serait « désespérer de l'avenir de l'Europe que de vouloir considérer cet état de choses comme à jamais durable », et affirmé sa confiance dans le rétablissement des liaisons alors interrompues entre des peuples « dont aucun n'est un peuple élu ». En tête du dernier volume, en 1924, il constatait que la « prétendue paix » qui avait suivi la guerre ne les avait pas encore rétablies. Je l'avais vu quelques mois avant la publication de ce volume ; ç'a été la dernière fois, et je ne sais pas quels sentiments lui inspirait l'évolution des affaires européennes et de celles de son pays dans les dernières années ; mais on peut sans peine les imaginer.

La guerre et ses suites lui avaient infligé des épreuves non seulement morales, mais matérielles. Il les a supportées avec beaucoup de courage et de dignité, demandant au travail et à la science consolation et réconfort. Depuis longtemps, il compétait dans tous les pays de l'Europe, parmi les historiens, des amis et des admirateurs.

teurs : je ne veux citer ici d'entre eux que Jaroslav Goll, qui avait été de ses premiers auditeurs de jeune privat-docent et parlait toujours de lui avec la plus grande affection. La génération de ses amis a disparu avant lui ; mais les générations plus jeunes, qu'elles l'aient connu personnellement ou seulement par ses livres, sentent que la mort de ce grand et probe travailleur est un deuil pour la science historique tout entière.

Louis EISENMANN.

France. — Un décret rendu en Conseil d'État et portant la date du 21 juillet 1936 a pour objet de réglementer le versement aux Archives nationales et dans les dépôts départementaux des dossiers, registres et pièces concernant les affaires traitées par les administrations, services et établissements de l'État.

D'autre part, un projet de loi, dont le texte a été établi par une Commission provisoire spéciale que présidait M. P. Matter, a été déposé par le gouvernement en vue d'assurer la conservation et la récupération éventuelle des papiers d'État.

Souhaitons que ces textes inaugurent un changement d'esprit parmi les administrateurs et les collectionneurs et que, grâce à eux, le matériel documentaire de l'histoire nationale soit désormais intégralement respecté et rendu accessible aux investigations des travailleurs.

— En vue de parer aux effets nocifs des doctrines qui, en France même, tendent « à discréditer la raison et à proscrire la libre recherche au nom d'un idéal de discipline nationale ou sociale », un certain nombre d'universitaires viennent de créer un « Cercle Descartes ». Ce cercle, qui agira au moyen de conférences et de séances de discussion et par la publication de Cahiers périodiques et de brochures d'information, a édité la conférence inaugurale de son président, M. Georges LEFEBVRE (*Cahiers du Cercle Descartes*, n° 1 : *Esprit critique et tradition*. Paris, 1936, in-18, 48 p. ; 3 fr.). Notre distingué collaborateur y revendique avec force et esprit les droits du rationalisme idéaliste et les devoirs héroïques de la morale cartésienne il fait la critique du traditionalisme sectaire, issu de la philosophie de Hume, du mysticisme allemand et de l'idéalisme transcendental, trouvant dans l'historisme un climat approprié pour son développement et s'appuyant sur le conservatisme étroit d'une bourgeoisie attachée à ses priviléges. Georges BOURGIN.

— Il convient de noter, parmi les articles du *Supplément*, t. XIV, du *Répertoire général alphabétique du droit français*, publié par MM. César BRU, E. GODEFROY et Jean PLASSARD (Paris, librairie du Recueil Sirey, 1936, in-4°, 803 p.), les articles *Tonkin, Uruguay, Yemen, Yougoslavie, Zones franches*. Ces articles ne manquent pas d'offrir un réel intérêt au point de vue historique. Non seulement ils présentent un riche contenu, mais ils sont accompagnés de copieuses bibliographies qui peuvent rendre de grands services. G. BN.

— Au *Cinquantenaire du symbolisme*, la Bibliothèque nationale a consacré une très intéressante exposition, dont le catalogue, préfacé par M. E. Jaloux, a été remarquablement établi par MM. André JAULME et Henri MONOD (Paris, Éditions des Bibliothèques nationales, 1936, in-18, xix-255 p., planches). Ces matériaux ont été distribués en dix-huit chapitres, qui comportent des notices extrêmement précises, et, comme en tête du volume, M. E. Jaloux a dressé un historique nuancé

du mouvement symboliste, ce catalogue constitue un remarquable instrument de travail pour l'histoire littéraire contemporaine, principalement entre 1876 et 1900. Grâces soient rendues à M. Julien Cain, dont les initiatives multiples aboutissent, sur tant de plans, à des réalisations aussi réussies !

G. BN.

— En souvenir de la cérémonie du 14 juin 1936 organisée en l'honneur de M. A. DE SAINT-LÉGER, professeur à la Faculté de Lille et que l'âge de la retraite a atteint, on a publié la *Biographie et liste des travaux* de cet excellent érudit, qui, dans le domaine de l'histoire générale comme dans le champ plus étroit de l'histoire régionale du nord de la France, a élaboré tant de travaux excellents.

G. BN.

— La maison Sotheby and C°, de Londres, a mis en vente, le 22 juillet 1936, une série importante de documents de l'époque napoléonienne et, en particulier, quatre lettres de l'amiral Villeneuve, écrites, après le désastre de Trafalgar, au capitaine de pavillon Prigny ; ces lettres, de caractère privé, fournissent des indications curieuses sur la psychologie de Villeneuve. A noter également un journal de la *Virginie*, commandant Bergeret, prise en chasse et battue par l'*Indefatigable*, commandant Pellew, en floréal an IV.

G. BN.

Allemagne. — La maison d'éditions Ost-Europa-Verlag (Koenigsberg et Berlin, W. 35) annonce la publication d'une nouvelle revue trimestrielle, *Kyrios*, sous la direction du professeur Hans Koch, directeur de l'Institut pour l'étude de l'Europe orientale à l'Université de Koenigsberg ; cette Revue sera consacrée tout particulièrement à l'étude des questions religieuses touchant l'Orient européen.

États-Unis. — Le premier numéro d'une nouvelle revue historique, la *Revue franco-américaine (Franco-American Review)*, a été publié au mois de juin dernier. Elle paraîtra tous les trimestres en juin, septembre, décembre et mars. Le prix de l'abonnement est de \$ 3.00 l'an (\$ 5.00 pour deux ans ; le numéro, \$ 0.75). Le bureau de la rédaction se trouve à Paris, 16, rue Saint-Guillaume, et, en Amérique, chez M. Charles M. Fleischner, Drawer 1729, New-Haven, Connecticut. La *Revue franco-américaine*, qui se propose d'étudier les problèmes historiques communs à la France et aux États-Unis, est placée sous la direction d'un double comité. L'*American editorial Board* comprend treize personnes : M^{me} Maurice Muret, M. F. Baldensperger, M. Gilbert Chinard, M. Albert Guérard, des professeurs de Yale (M. J. M. S. Allison, Arnold Whitridge, Frank Monaghan, Allen J. Barthold), de Columbia (Carlton J. H. Hayes), de la région de Chicago (Louis R. Gottschalk, Howard Mumford Jones) ; des publicistes de New-York (John H. Finley, Edward Larocque Tinker), c'est-à-dire des personnalités actives et de tendances historiques différentes. Du côté français, la *Revue* se présente avec l'appui de MM. le duc de Broglie, Léon Bérard, le général Weygand, Sébastien Charléty, David-Weill, André Siegfried, le doyen Roussy, Charles Cestre et plusieurs autres personnalités. Le Comité français comprend neuf personnes : MM. Paul Hazard et Bernard Fay, professeurs au Collège de France ; M. Philippe Sagnac, professeur à la Sorbonne ; M. André Girodie, conservateur du Musée de Blérancourt ; M^{me} Valentine Thomson ; MM. le marquis de Luppé et le comte E. de Lévis-Mirepoix, Walter H. Murphey et E. Préclin.

Chaque numéro de la *Revue* publiera un portrait — en quelques pages — d'une

personnalité française ou américaine, accompagné d'une bibliographie au courant ; un ou plusieurs documents inédits et caractéristiques ; une double série de comptes-rendus d'ouvrages et d'articles de revue consacrés dans les deux pays à l'histoire franco-américaine.

Les directeurs de la *Revue historique*, qui souhaitent la bienvenue à la *Revue franco-américaine*, espèrent vivement que, grâce à elle, les relations scientifiques deviendront de plus en plus confiantes, de plus en plus fécondes entre la France et les États-Unis.

Hongrie. — Le *Bulletin of the International Committee of historical Sciences*, dans son n° 30, mars 1936, publie une importante contribution du « Comité national hongrois des sciences historiques » : c'est l'*Analyse des principaux travaux historiques publiés en langue hongroise, 1926-1932*, classés selon les grandes divisions bibliographiques traditionnelles, et dont les auteurs sont répertoriés dans un bon index (185 p.).

G. BN.

Italie. — Nous signalons, avec le plus vif intérêt, l'apparition d'une revue nouvelle. Depuis qu'il n'a plus été possible à M. le sénateur Luigi EINAUDI de faire paraître l'excellente *Riforma sociale*, où paraissaient des études que le gouvernement « totalitaire » ne pouvait tolérer, en raison de leur caractère trop fortement libéral, le grand économiste est revenu à ses préoccupations historiques d'antan : on se souvient, en particulier, de ses publications si savantes sur les finances piémontaises du XVIII^e siècle. Ainsi s'explique l'apparition de la *Rivista di storia economica*, dont le premier numéro, daté du mois de mars 1936, a été distribué au mois de juillet. On trouve dans ce numéro des articles de valeur : L. EINAUDI, *Théorie de la monnaie imaginaire de Charlemagne à la Révolution française* ; R. BACCHI, *L'économie politique dans la Bible* ; G. LUZZATTO, *Syndicats et cartels dans le commerce vénitien des XIII^e et XIV^e siècles* ; A. CALABI, *L'économie de la production artistique graphique*. Souhaitons bonne chance — meilleure chance — à la nouvelle revue.

D'autre part, par les soins de la « Giunta centrale per gli studi storici », dont j'ai naguère annoncé ici la formation et l'objet, et sous la direction de M. G. VOLPE, de l'Académie d'Italie, est maintenant publiée la *Rivista storica italiana* (fasc. 1 du vol. I de la série V). Les 160 pages de cet important fascicule contiennent d'importantes contributions de MM. VOLPE, MOMIGLIANO et VALSECCHI, sur lesquelles nous reviendrons, et des bulletins historiques ; l'un, de M. D. CANTIMORI, sur la Réforme en Italie et les réformateurs italiens à l'étranger (pour la période 1924-1934), l'autre, de MM. G. PRAGA et M. LASCARIS, sur l'historiographie des pays balkaniques. On peut faire certaines réserves sur les tendances et les fins de la « Giunta esecutiva » ; quelques-uns de ses défauts seront certainement compensés par les qualités de toute espèce qui s'affirment, dès ce premier numéro, dans la *Rivista storica italiana*.

Georges BOURGIN.

Le gérant : R. LISBONNE.

it;
es-
oire

vues
ques
e et

ans
ion-
ques
gra-
dex

nou-
e pa-
ment
éral,
on se
aises
mics,
is de
rie de
L'éco-
merce
stique
vue.
dont
OLPE,
asc. i
nnent
ur les
IMORI,
période
nie des
as de la
pensés
dans la
N.

E.